

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS

## B

**Baers (Mlle)**, sénateur coopté.

*Doc.* — Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre nationale de l'enfance. Rapport sur la recevabilité, n° 128.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Rapport, n° 213.

Proposition de loi portant limitation temporaire du nombre de débits de boissons fermentées à consommer sur place et des débits en détail de boissons spiritueuses. Développements et proposition de loi, n° 243.

*Ann.* — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Préconise l'enseignement ménager pour femmes adultes, parle des loisirs des ménagères et du statut des écoles sociales, p. 261, 262. — Discussion des articles des tableaux. Article 16, 9° : Défend un amendement présenté par M. Verbist, p. 279.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Sans contester l'utilité de ce département, s'informe de la politique qu'il compte poursuivre, estime utile de maintenir les services de la prévoyance sociale au ministère du travail aussi longtemps que le parlement n'aura pas les garanties désirables en ce qui concerne la reconnaissance des mutualités; rappelle l'effort des classes laborieuses pour alléger l'assistance publique, demande la création d'une commission spéciale temporaire pour l'examen de la politique de la santé et cite, en terminant, l'exemple de la Hollande en matière d'hygiène, p. 732 à 737. — Observations, p. 789, 806.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur l'inspection du travail, sur le travail des femmes, en particulier des employées, examine les conditions de ce travail et leurs conséquences, la question des salaires, etc., p. 936 à 938.

Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. S'abstient au vote sur l'alinéa 2 de cette proposition de loi, p. 1203.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion des articles. Article 2. Discours : Annonce qu'elle votera contre la proposition de M. Legrand, demande la nomination d'une commission chargée d'étudier scientifiquement le problème de l'alcoolisme et qu'un crédit soit prévu pour la propagande antialcoolique, p. 1322.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1337. — Par motion d'ordre, demande que ce projet, qui figure à l'ordre du jour du lendemain, soit discuté sans autre délai, p. 1411. — Discussion générale. Discours : Commente le projet, en explique le but et le mécanisme, fait remarquer qu'il s'agit d'une loi de cadre; parle du taux des allocations et se déclare partisan d'un amendement présenté par M. Beeckx, prévoyant la suppression de l'article 4 et établissant des catégories; demande au ministre de donner l'assurance que l'adaptation peut se faire sans modifier le projet; parle ensuite de la structure juridique de la loi et de l'équilibre financier du régime prévu; exprime l'espoir de voir le Sénat voter unanimement le projet en discussion, p. 1436 à 1438. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Répond au discours de Mme Maréchal et déclare que le projet a pour but d'aider toutes les familles, mais en particulier les familles nombreuses, p. 1456. — Modification de l'intitulé du projet : Fait remarquer que le nouvel intitulé proposé par la commission répond mieux au contenu de la loi, p. 1457. — Article 2. Estime que l'objection faite par M. Picard en ce qui concerne le texte de l'article n'est pas fondée et que l'amendement tendant à supprimer le mot « seul » n'est pas nécessaire; combat également les amendements Jauniaux qui nécessiteraient le renvoi à la Chambre, p. 1458. — Discussion au sujet de l'interprétation de cet article. Observation, p. 1459. — Article 3 et amendement de M. Jauniaux : Observation au sujet du montant des cotisations et de l'interprétation des textes, p. 1460. — Article 4 et amendement de la commission : Invite le Sénat à s'en tenir au texte primitif, p. 1464.

Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.

**Barnich**, sénateur provincial d'Anvers.

*Doc.* — Budget des voies et moyens pour l'exercice 1937. Rapport, n° 77.

*Ann.* — Interpellation adressée par M. Van Dieren à M. le ministre des finances sur la S. N. C. I et l'emprunt Mendelesohn. Discussion. Observations, p. 455, 456.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Souligne certaines innovations heureuses et réformes importantes qui ont été réalisées, et attire l'attention sur la situation de nombreux chômeurs et de milliers d'enfants victimes de la crise, p. 428, 429. — Observations, p. 465, 466, 472.

Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Indique sous quelles réserves le groupe socialiste votera l'ordre du jour, p. 1143, 1144.

**Beauduin**, sénateur provincial du Brabant, questeur du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

*Ann.* — Proclamé, pa. acclamations, questeur du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

*Doc.* — Dotation sénatoriale pour 1937. Rapport, n° 74.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1937. Rapport, n° 112.

*Ann.* — Bureau définitif. Deuxième vice-président du Sénat. Au nom du groupe libéral, propose la candidature du baron Noël, p. 3.

Réélu questeur du Sénat, p. 4.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1937. Dépose le rapport sur ce budget, p. 596. — Discussion de ce budget, qui est joint à la discussion d'ensemble du budget des travaux publics et de la résorption du chômage, et des interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines, et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au Palais de justice de Liège. Discours : Commente son rapport, puis estime que le budget extraordinaire contient de nombreux postes qui trouveraient mieux leur place au budget ordinaire, et donne quelques exemples, p. 1051, 1052.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Préconise une organisation méthodique de l'administration de l'agriculture; attire l'attention sur l'importance des instituts agronomiques de l'Etat et demande le rétablissement du *Bulletin de l'Agriculture*; insiste sur la nécessité de former des docteurs en sciences agronomiques et parle des industries laitières et sucrières, p. 994 à 996.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion des articles. Article 9, nouveau, proposé par amendement de M. Leurquin : Estime qu'il faut voter le projet tel qu'il est, p. 1141.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion des articles. Article 4 et amendements de la commission : Observations, p. 1463. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. Motive son abstention, p. 1662. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.

**Beeckx**, sénateur de l'arrondissement de Termonde et Saint-Nicolas.

*Ann.* — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts du personnel enseignant libre, demande la réduction des heures de cours dans l'enseignement primaire, des subsides plus importants pour l'enseignement technique, et parle des promotions du personnel enseignant, p. 252.

**Beeckx (suite)**

Budget des affaires économiques. Discussion générale. Discours : Parle en faveur des classes moyennes et demande, notamment, que la concurrence faite à certaines industries, par les établissements de bienfaisance et les prisons, soit arrêtée, p. 353, 354.

Budgets financiers pour 1937, et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Demande, au nom des classes moyennes, la réforme de certains impôts fonciers et préconise certaines réformes nécessaires en matière de taxes, p. 466, 467.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Approuve le projet et demande une réglementation profonde et définitive qui puisse donner satisfaction aux classes moyennes, p. 537.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Traite la question du passage gratuit entre les deux rives de l'Escaut, à Anvers, p. 720, 721.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Approuve le projet, mais estime qu'il contient une disposition contraire à l'équité, dans l'article 4 notamment; défend l'amendement qu'il présente à cet endroit et démontre à quelles injustices cette stipulation donnerait lieu dans la pratique; déclare que son seul but est la défense des classes moyennes, p. 1446, 1447. — Discussion des articles. Article 4 et amendement qu'il présente : Défend son amendement, qui est devenu l'amendement de la commission, p. 1463. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

**Bernard (Henri)**, sénateur suppléant de l'arrondissement de Namur et Dinant-Philippeville, appelé à faire partie du Sénat, le 27 octobre 1936, à titre de sénateur provincial de Namur, en remplacement de M. Leclercq, démissionnaire.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

*Ann.* — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 208. — Prête serment, p. 208 (séance du 27 octobre.)

Session ordinaire 1936-1937.

*Ann.* — Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Bernard (Louis)**, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

*Ann.* — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la situation des instituteurs et institutrices intérimaires qui sont réduits au chômage, et demande des mesures pour leur venir en aide, p. 252, 253.

Interpellation de M. le comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort de M. le baron de Borchgrave et du recrutement de volontaires pour l'Espagne. Discussion. Observation, p. 669.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 913. — Discours : Parle notamment de l'octroi des primes pour constructions d'habitations à bon marché, p. 934, 935.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal d'Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Demande la parole pour un fait personnel et proteste contre une affirmation produite par M. le comte de Grunne, p. 1103.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 3 mai 1933 modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui portait création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Observation, p. 1473.

Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées. Discussion générale. Observation, p. 1524.

**Bernard (Louis) (suite)**

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Observations, p. 1713.

**Bernard (Rodolphe)**, sénateur provincial de Liège.

*Ann.* — Budget des finances pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la situation des agents subalternes des administrations des contributions et de l'enregistrement et des requêtes en remise ou en exonération de l'impôt foncier, p. 503.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke sur le creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Mandaté par le groupe socialiste, approuve le rapport de M. Van Belle sur le budget des travaux publics, puis fait certaines observations relatives à la question du reclassement des routes, au problème des industries de la pierre et des questions qui s'y rattachent, p. 1049 à 1051. — Observations, p. 1110.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Boël (baron)**, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, 2<sup>e</sup> vice-président du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

*Ann.* — Proclamé, par acclamations, vice-président du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

*Ann.* — Proclamé, par acclamations, deuxième vice-président du Sénat, p. 3.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

**Bologne**, sénateur coopté.

*Ann.* — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Proteste contre la hâte imposée au Sénat dans la discussion prochaine de ce projet de loi, p. 173. — Discussion des articles. Observations, p. 237. — Article 52. Demande une explication relative à l'indemnité, p. 244, 245. — Observations relatives aux paroles de M. le comte de Grunne, qui motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 247.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Observations au sujet des travaux, p. 483. — Discours : Fait quelques suggestions au sujet de la simplification fiscale; parle des tarifs douaniers; puis insiste pour que le gouvernement impose dans ses administrations l'usage des chèques postaux, p. 483 à 485. — Discussion générale d'ensemble des budgets financiers. Observations, p. 507.

Interpellation du baron de Dorlodot au sujet de la mort du baron de Borchgrave en Espagne. Fait un rappel au règlement, estimant que le comte de Grunne sort absolument de l'objet en discussion, p. 680.

Budget des transports et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Demande pour les voyageurs de commerce les mêmes avantages que ceux dont jouissent les ouvriers; parle du tourisme et des mesures pour le favoriser et demande de meilleures communications pour la ville de Liège, p. 708, 709.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Estime que la majoration de prix de la margarine frappera surtout les travailleurs et annonce qu'il s'abstiendra, p. 1122. — Reprend la parole pour motiver à nouveau son opposition au projet et prie le ministre de prendre des mesures qui ne lésent pas le consommateur, p. 1125, 1126. — Discussion des articles. Article 9, nouveau, proposé par amendement de M. Leurquin : Combat l'amendement, p. 1141. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

**Bologne (suite)**

- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Insiste pour que cette prorogation soit la dernière et qu'un statut définitif soit élaboré, p. 1183.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Proposition de loi tendant à permettre aux militaires ayant participé à la campagne 1914-1918 atteints de tuberculose de faire valoir leurs droits à la pension d'invalidité prévue par les lois coordonnées sur les pensions militaires. Déclare que la commission a été unanime à approuver cette proposition, p. 1600.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Déclare être d'accord sur la proposition tendant à faire examiner le projet par les commissions réunies, mais non sur celle de laisser au bureau le soin de convoquer le Sénat, p. 1714.
- Interpellation de M. Lohest relative au transfert éventuel de certains établissements ressortissant à la défense nationale. Discussion, p. 1737.

**Boon, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

- Doc.** — Proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Développements et proposition de loi, n° 12.
- Proposition de loi abrogeant l'article 3, 9° de la loi du 23 mars 1932 établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire. Développements et proposition de loi, n° 25.

**Ann.** — Budget de la justice pour l'exercice 1937. Discussion générale. Discours : Demande que la liberté du travail soit respectée, au même titre que la liberté syndicale; insiste sur le vote urgent d'un projet de loi sur la matière, et attire l'attention sur les faiseurs de faux diplômes universitaires, puis défend l'action rexiste, p. 59 à 61.

Budgets de la défense nationale et de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et aux victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Observations, p. 110. — Reprise de la discussion des budgets. Discours : Parle de l'octroi de distinctions honorifiques pour faits de guerre, attire l'attention sur les abus en cette matière même en ce qui concerne la Croix du feu; fait remarquer les abus qui existent également en matière de pensions d'invalidité, et parle notamment des observations faites par M. Nèves dans son interpellation, p. 132.

Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle en particulier des services régionaux de secours contre l'incendie et indique certaines améliorations; demande que la commune de Leeuw-Saint-Pierre soit obligée de payer aux Servantes des Pauvres les sommes qui leur reviennent pour frais d'entretien des vieillards de la commune, p. 421 à 423.

Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Discours : Critique le projet et intervient en faveur des anciens combattants, p. 520, 521.

Budgets financiers pour 1937. Déclare qu'il s'abstiendra au vote, p. 527. — S'abstient au vote sur l'ensemble de ces budgets, sauf sur celui des dotations, p. 528.

Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Observations, p. 641.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 19 : Insiste sur son amendement, p. 814.

Interpellation de M. Spreutel au sujet du chômage dans certains établissements de métallurgie. Discours : Appuie l'interpellation, p. 822, 823. — Observation, p. 827.

Budget du travail et de prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare ne pas être entièrement d'accord avec le rapporteur, examine les rapports qui devraient exister entre employeurs et employés et développe la manière dont les intérêts de chacun pourraient être sauvegardés; annonce que son groupe réclamera l'organisation professionnelle qu'il appelle « corporatisme »; fait diverses observations au sujet des mutualités, des allocations familiales; parle notamment des familles nombreuses, des congés payés, des lois d'assurance-chômage et demande la

**Boon (suite)**

simplification des lois sociales, p. 842 à 847. — Fait personnel : Demande la parole pour un fait personnel, M. Jauniaux ayant mis en doute l'exactitude d'un texte qu'il avait cité la veille dans son discours, p. 864. — Observations, p. 910, 937.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke, au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister, au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. — Discours : Attire l'attention sur la situation des entrepreneurs de travaux publics, insiste auprès du ministre pour qu'il donne satisfaction à M. Demets en ce qui concerne le canal de Charleroi et demande l'aide financière de l'Orec pour les écoles professionnelles et industrielles, p. 1098 à 1100.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Démontre la nécessité urgente d'aider les familles nombreuses, dans l'intérêt du pays tout entier, indique la politique qu'il voudrait voir adopter pour résoudre le problème de la natalité et rappelle les mesures prises dans ce but par d'autres pays; regrette qu'il s'agisse une fois de plus d'une loi de cadre qui ouvre la porte à l'arbitraire, fait certaines observations au sujet de l'article 4 et de l'amendement de M. Beeckx, déclare ne pouvoir admettre l'amendement de M. Jauniaux, mais annonce que son groupe votera le projet, p. 1443 à 1447.

Proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933, portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, rappelle sa proposition de loi, déposée depuis le mois de juillet et en demande l'examen d'urgence, p. 1171. — Discussion générale de cette proposition et du projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité. Discours : Rappelle la proposition de loi déposée par le groupe rexiste sur le même objet; estime que le dépôt du projet du gouvernement fut une manœuvre électorale en vue des élections partielles du 11 avril; rappelle qu'il a déposé deux amendements, mais que, confiant dans la promesse du ministre, il les retire, p. 1476, 1477. — Observation, p. 1477. — Relève certaines paroles du discours de M. Nèves, au sujet de la retenue de 10 p. c., p. 1478.

Interpellation de M. Nèves au sujet de notre aviation militaire. Discussion. Discours, p. 1586, 1587.

Proposition de loi tendant à la réouverture du délai pour l'introduction de demandes de pensions d'invalidité pour cause de guerre. Demande que le débat sur cet objet soit fixé sans délai, p. 1597.

Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Discours : Examine les possibilités du fonds national et espère qu'un projet complémentaire sera présenté aux Chambres à la rentrée d'octobre, p. 1718, 1719.

Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard alloué à l'Office central de la petite épargne par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

Projet de loi autorisant la S. N. C. F. B. à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et de Bruxelles-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

**Bossuyt, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.**

**Ann.** — Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Défend son amendement en faveur du maintien de la réduction de tarifs aux enfants de familles nombreuses, p. 720.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Traite la question des allocations familiales dans les familles dont les enfants n'ont pas encore d'occupation et propose une modification à l'article 52 des lois coordonnées sur cette matière; signale le préjudice causé à certaines catégories de travailleurs par le vote de la loi sur les congés payés; termine en s'occupant de l'inspection du travail, notamment en Flandre occidentale, et se déclare partisan de la réduction du travail, p. 932, 933.

**Bouchery, ministre des postes, télégraphes, téléphones.**

**Ann.** — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1937. Dépose ce projet de loi, p. 260. — Discussion générale. Discours : Défend un amendement déposé par le gouvernement; expose les améliorations réalisées et projetées dans les divers services, puis rend hommage au personnel de la régie, p. 1232 à 1235. — Répond aux observations présentées par les orateurs, p. 1235.

Budget des P. T. T. pour 1937 et interpellation de M. Van Dieren sur : 1° la démission annoncée des membres catholiques du conseil de gestion de l'I. N. R.; 2° les motifs qui

**Bouchery (suite)**

- ont provoqué cette menace; 3<sup>o</sup> l'opportunité d'une réforme sérieuse de l'I. N. R. basée sur le principe de deux instituts distincts pour la Flandre et la Wallonie. M. Van Dieren demandant l'urgence, déclare être à la disposition du Sénat, mais estime qu'il n'y a encore aucun fait précis, p. 286. — Discussion générale du budget des P. T. T. et de l'interpellation de M. Van Dieren. Discours : Répond aux observations présentées par les orateurs et notamment par M. Van Dieren dans son interpellation, p. 292 à 300. — Répond aux observations de MM. Orban et le comte de Grunne, p. 300, 301.

**Bouilly, sénateur provincial du Hainaut.**

- Ann.** — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Estime « révoltante la partialité du président », p. 21. — Rappelé à l'ordre, demande la parole pour un rappel au règlement et prie le président de ramener l'orateur qui a la parole à l'objet en discussion, p. 21.
- Budgets de la défense nationale et de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Observations, p. 108.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Par motion d'ordre propose, vu le travail que le personnel aura à fournir par suite de la décision prise de discuter le lendemain la loi militaire, de reporter la suite de la discussion à la séance du mardi matin, p. 213. — Proteste contre la limitation du temps de parole proposée par M. le président et demande qu'il ne soit pas décidé que la discussion sera terminée le matin même, p. 250. — Reprise de la discussion générale. Discours : Se préoccupe de l'enseignement supérieur commercial, proteste contre les cumuls dans l'enseignement moyen, parle de la prolongation de la scolarité, de l'enseignement technique, puis donne lecture des principes de morale laïque qui ont soulevé un incident entre M. Clesse et M. Nothomb, p. 262 à 264. — Discussion des articles des tableaux. Art. 2, 22<sup>o</sup> : Observations, p. 278.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Demande plus de régularité dans les services des postes et télégraphes, réclame la franchise postale pour la correspondance administrative, critique le rapport de M. de Spot relatif à l'I. N. R., p. 288, 289.
- Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe de M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Observations, p. 328, 329, 330.
- Budget des transports pour 1937. Motion d'ordre du comte de la Barre d'Erquelinnes, qui demande, le rapport venant seulement d'être distribué, que ce budget ne soit pas discuté le lendemain. Appuie cette demande, p. 337. — Discussion de ce budget et d'une interpellation jointe de M. Devos. Observations, p. 583, 584. — Reprise de la discussion d'ensemble et d'une interpellation jointe de M. de Spot. Discours : Traite en ordre principal de la question de l'autonomie de la S. N. C. F. B. et des rapports entre le ministre des transports et cette société, critique le système d'exploitation employé par cette société, la vente des wagons hors d'usage, les bibliothèques des gares, puis plaide la cause de certains agents, p. 687 à 689. — Observations, p. 725, 726.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Traite diverses questions relatives aux communes et aux provinces, p. 382, 383, 384. — Observations, p. 399, 403, 404. — Observations, p. 418, 420. — Discussion des articles du tableau. Observation : Déclare n'avoir pas déposé l'amendement qu'il avait annoncé concernant l'augmentation du traitement des députés permanents, le ministre ayant promis de défendre leur cause au sein du conseil des ministres, p. 426.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion d'ensemble. Renonce à la parole, p. 489. — Motion d'ordre de M. De Boodt, proposant la levée de la séance : Demande aux orateurs inscrits de renoncer à la parole et suggère de voter immédiatement les articles, p. 493.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vignerou. Fait remarquer qu'un membre rexiste a traité les membres de son groupe de « valets », p. 575. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Vignerou au sujet d'opinions politiques, attribuées à certains officiers, par un membre de l'assemblée, p. 591.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Propose de clôturer la liste des orateurs, p. 776.

**Bouilly (suite)**

- Interpellation de M. Spreutel au sujet du chômage dans certains établissements de métallurgie. Au début de la discussion du budget du travail et de la prévoyance sociale, M. Spreutel demandant que son interpellation soit immédiatement discutée, appuie cette demande, p. 818.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe socialiste votera le budget, puis demande que le gouvernement pratique une politique de réformes profondes de nature à garantir l'indépendance du cultivateur et parle en faveur de l'agriculture, notamment en ce qui concerne l'industrie laitière, p. 990 à 994. — Discussion des articles du tableau : Article 1<sup>er</sup> : Discours : Proteste contre des affirmations produites par M. Delvaux dans son discours en ce qui concerne des paroles prononcées par un orateur socialiste au micro au sujet de l'industrie laitière, p. 1048.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Rappelle qu'il est opposé en principe au protectionnisme à outrance, mais approuve le projet et déclare que plusieurs de ses amis le voteront, p. 1121. — Discussion d'une motion d'ajournement de M. Vinck : Appuie cette motion, p. 1127.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justices de paix. Discussion des articles. Art. 5. Amendement qu'il présente avec MM. Harmegnies et consorts. Défend cet amendement, p. 1179. — Des objections étant soulevées, propose une modification au texte de son amendement, p. 1179, 1180. — M. le président estimant son sous-amendement irrecevable, le retire et maintient l'amendement tel qu'il a été primitivement présenté, p. 1180. — Observation, p. 1180. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1186.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Rectification au *Compte rendu analytique* par le comte de Grunne : Observation, p. 1357.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi portant modification de la loi du 28 juillet 1922 modifiée par la loi du 13 juillet 1934 relative à l'avancement des chefs de musique. Discussion générale. Discours : Développe et défend l'amendement qu'il présente, p. 1480, 1481. — M. le lieutenant-général Denis, m. d. n., déposant un amendement, le remercie et retire le sien, p. 1481.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Motive son vote affirmatif, p. 1697, 1698.

**Bourguignon, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.**

- Ann.** — Interpellations jointes de M. de Dorlodot, MM. Van Dieren et Finné, MM. Rolin et Vos relatives au conflit espagnol. Discussion d'ensemble. Discours, p. 54 à 57.
- Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Fait remarquer à M. Bovesse, m. i., qu'il n'a pas répondu au discours de M. Noël, p. 76.
- Budgets de la défense nationale et de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Discours : Combat les cumuls d'une pension d'invalidité avec un traitement pour fonctions effectives, demande des renseignements au sujet des traitements, indemnités, bonifications, etc., dans l'armée, puis indique diverses modifications qu'il estime nécessaires pour ces budgets et n'approuve pas les augmentations d'effectifs de la gendarmerie, p. 101 à 104.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Rend hommage au rapporteur, préconise une méthode comptable plus précise, l'abaissement des rémunérations « surpayées », le relèvement des bas salaires, la suppression des cumuls et la rationalisation des services; demande que l'enseignement moyen et supérieur soit accessible aux enfants de la classe ouvrière, parle des diplômés et émet des considérations pédagogiques au sujet de l'éducation de l'enfance; s'occupe également de l'inspection médicale, qui devrait être perfectionnée, p. 203 à 206.
- Projet de loi prorogeant certaines dispositions en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 482.
- Budget des colonies pour 1937 (dépenses métropolitaines). Annonce qu'il s'abstiendra, p. 527. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 527.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 528.

**Bourguignon (suite)**

- Projet de loi concernant les droits d'importation des céréales et projet relatif à l'emprunt des familles nombreuses. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 528.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Projet de loi portant révision des lois sur les réparations aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Projet de loi relatif aux bonifications accordées sur certains traitements. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe communiste votera contre le projet, p. 550, 551.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion de ces interpellations. Discours, p. 630 à 633.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Fait un exposé complet des moyens qu'il voudrait voir mis en œuvre pour préserver la santé publique et lutter contre la maladie et la mortalité qui, en fin de compte, sont une perte pour l'Etat, p. 740 à 756. — Reprise de la discussion générale. Discours : Justifie et commente l'expression « cheptel humain » dont il s'est servi la veille et qui lui a été reprochée par M. Pholien, p. 809, 810.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Proposition d'ajournement présentée par M. Van Dieren : S'abstient au vote sur cette proposition, p. 890.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Combat les opinions émises par certains membres en ce qui concerne la médecine préventive, la mutualité et l'inspection du travail, puis parle du problème des maladies professionnelles, p. 950 à 952.
- Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple en conclusion à ces interpellations : S'abstient au vote, p. 1010.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Attire l'attention au point de vue médical sur la question du lait et de ses dérivés, p. 1047.
- Politique du gouvernement. Nouveau statut International de la Belgique. Déclaration de M. Spaak, m. a. ét. Discussion. Discours : Estime que l'exposé du ministre des affaires étrangères renferme des erreurs et des contradictions et s'élève contre la nouvelle politique de la Belgique qu'il estime dangereuse pour la paix, p. 1212.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.
- Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Discussion de ces interpellations. Observations, p. 1294, 1295.
- Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui portait création d'un office et d'un fonds spécial des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours : Estime que le plafond minimum ne devrait pas descendre en dessous de 32 francs par ménage et que l'exclusion de certaines personnes visées à l'article 2 est une injustice, p. 1470. — Fait observer au ministre qu'il n'a pas répondu à certaines de ses questions, p. 1472, 1473.
- Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.
- Interpelle : a) M. le ministre de la justice au sujet du placement et de la surveillance des enfants anormaux; b) M. le ministre de la santé publique au sujet du placement et du contrôle des orphelins placés soit par le fonds commun, soit par les commissions d'assistance publique, ainsi qu'au sujet des mesures actuellement prises pour réaliser le contrôle total de tous les établissements qui, à un titre quelconque, s'occupent de l'enfance ou de l'adolescence, quel que soit le nombre des enfants; c) M. le ministre de l'intérieur au sujet de sa politique relative aux problèmes posés par la protection générale de l'enfance et de la santé publique. Développe ses interpellations, p. 1552 à 1555. — Observations p. 1556.
- Interpellation de M. Yernaux au sujet des conditions dans lesquelles a été installée la troisième classe de l'école communale pour filles de Boignée. Discussion. Observations, p. 1560, 1561.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Discours : Recherche si le gouvernement a été aussi loin qu'il aurait pu et dû le faire, estime qu'un effort plus grand peut être fait et demande au gouvernement d'accepter les amendements du groupe communiste, p. 1715, 1716. — Discussion de l'article unique : Article 15. Défend l'amendement qu'il présente, p. 1722. — Article 19 et amende-

**Bourguignon (suite)**

ment qu'il présente. Proteste contre la hâte imposée au Sénat pour le vote de ce projet, puis déclare que, afin de ne pas imposer inutilement des votes au Sénat et de ne pas retarder le vote de la loi, il retire ses amendements à toutes les autres dispositions de l'article unique, p. 1722, 1723.

**Bovesse**, ministre de la justice, démissionnaire le 15 avril 1937.

- Ann.** — Projet de loi portant règlement des frais de greffe des parquets près les tribunaux de police chargés de desservir plusieurs cantons. Dépose ce projet de loi, p. 10.
- Budget de la justice pour 1937. Discussion. Observations, p. 17. — Discussion de ce budget et de l'interpellation jointe de M. le comte de Grunne : 1<sup>o</sup> sur le discours prononcé à l'I. N. R., le 20 octobre 1936, et particulièrement sur les phrases portant atteinte à la dignité d'une partie des mandataires du peuple; 2<sup>o</sup> sur l'interprétation que le gouvernement donne aux articles de la Constitution définissant les libertés fondamentales de la nation, en particulier les articles 10 et 19, à la suite des mesures prises et des déclarations publiques faites au cours de ces dernières semaines. Répond à l'interpellation, p. 27 à 29. — Observations, p. 30. — Répond aux dernières observations présentées, p. 30. — Répond aux dernières observations présentées, p. 30. — Reprise de la discussion générale du budget de la justice pour 1937. Observations, p. 33, 36, 37. — Discours : Répond aux observations présentées par les orateurs, p. 69 à 76. — Répond aux observations présentées par M. Noël, p. 76.
- Interpellations jointes : 1<sup>o</sup> de M. le baron de Dolorio à M. le premier ministre et à M. le ministre des affaires étrangères « sur l'aide qui semble avoir été apportée à l'ancien gouvernement de Madrid par des groupes et des personnalités politiques belges et peut-être même par un agent diplomatique étranger »; 2<sup>o</sup> de MM. Van Dieren et Finné à M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur « au sujet de la façon dont l'engagement de non-intervention dans le conflit espagnol a été violé par des personnalités en vue et notamment au sujet de l'enrôlement public de nombreux jeunes gens dans les rangs du « Frente popular »; 3<sup>o</sup> de MM. Rolin et Vos à M. le ministre de la justice sur la circulaire ministérielle relative à l'enrôlement de volontaires pour l'Espagne et sur l'expulsion des prêtres espagnols José Callegos et Leocadio Lobo. Estime qu'il lui suffira de donner une seule réponse lorsque les trois interpellations auront été développées, p. 40. — Observations, p. 50. — Discours : Répond aux interpellateurs, p. 51 à 54.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juge de paix ou de greffier de justice de paix. Dépose ce projet de loi, p. 69. — Discussion des articles : Article 1<sup>er</sup> : amendement de M. Rolin : Prie le Sénat de rejeter cet amendement, p. 1175. — Estime pertinentes les observations de M. Lohest concernant les cantons rédimés, puis déclare que la question soulevée par M. Janssens est examinée par une commission spéciale, non seulement pour le Limbourg, mais pour tout le pays, p. 1175. — Alinéa 3 : amendement de M. Pholien : Estime que l'amendement sort du cadre de la loi, mais ne prend pas position, p. 1177. — Alinéa 9 : amendement de M. Van Hoestenberghé : Déclare ne pas s'opposer à cet amendement, p. 1178. — Article 5 : amendement de MM. Harmegnies et Bouilly : Indique les raisons pour lesquelles, tout en se ralliant au principe de l'amendement, il craint cependant que l'on commette une injustice et propose certaines modifications de textes, p. 1179. — Observation, p. 1179. — Prie MM. Harmegnies et Bouilly de renoncer à leur amendement, p. 1180. — Amendement de MM. Cateau et Coenen : précise la position de la question et donne des éclaircissements à M. Dierckx, p. 1180, 1181.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Observations, p. 94. — Se rallie à la proposition de renvoi faite par M. Dierckx, p. 100. — Discussion des articles (texte amendé par la commission) : Article 1<sup>er</sup>. Au nom du gouvernement, fait une brève déclaration sur le projet soumis aux délibérations du Sénat, estime que le texte élaboré par la commission de la justice du Sénat constitue une œuvre législative imparfaite peut être, mais cohérente et utile; indique l'esprit du projet et le commente; déclare en terminant qu'une commission sera créée pour examiner les cas litigieux, p. 179 à 181. — § 2 : Déclare en réponse à une question de M. Carton de Tournai, que dès qu'il ne s'agit pas d'une intervention spéciale, mais d'une question ouverte à tous, il est évident que la loi n'est pas applicable (au ducroire), p. 181. — Vote en seconde lecture des articles amendés : Observations, p. 282.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1932 sur la protection de l'enfance. Au moment où cet objet vient en ordre utile, fait remarquer qu'il n'a pas eu communication du rapport, p. 362.
- Projet de loi relatif à la nomination des greffiers de justice de paix. Au moment où ce projet vient en ordre utile, fait remarquer qu'il n'a pas eu communication du rapport, p. 362. — Discussion de l'article unique. Se rallie au texte proposé

**Bovesse (suite)**

- par la commission mais y propose une légère modification, p. 1181. — Fait diverses observations, estimant que le membre de phrase qu'il indique peut disparaître, p. 1182.
- Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose ce projet de loi, p. 440. — Au début de la séance de l'après-midi du 24 décembre, insiste pour que le Sénat aborde l'examen de ce projet, qui devrait être examiné par la Chambre encore le même jour, la loi en vigueur expirant le 31 décembre et la Chambre se séparant ce jour-là, p. 477. — Discussion générale de ce projet et de la proposition de M. Clays sur le même objet : Motive le projet, p. 477. — Estime que l'on peut maintenir la date d'échéance en vigueur, p. 478. — M. Clays défendant la prorogation en faveur des familles nombreuses, estime que ses observations sortent du cadre de la loi en discussion, et l'invite à déposer une proposition de loi relative aux objets qu'il indique, p. 479, 480. — Discussion des articles : Article 1<sup>er</sup>. M. le président ayant souligné une différence de rédaction entre le texte français et le texte flamand, déclare que c'est le texte flamand qui est exact, p. 480. — Observations, p. 480. — Article 2. Déclare que l'amendement du gouvernement se borne à une mise au point, p. 481.
- Interpellation de M. Van Dieren à M. le ministre des finances sur la S. N. C. I. et l'emprunt Mendelsohn. Discussion. Observations : Déclare en réponse à M. Van Dieren que le premier ministre sera présent lorsque le débat sur le compte rendu des travaux de la commission Servais sera entamé, p. 458.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de services. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, rappelle que le projet est déposé depuis le 16 décembre, déclare qu'il repousse tous les amendements présentés, afin de hâter le vote de la loi et prie le Sénat de le suivre, p. 532. — Discussion générale. Observations, p. 543, 546. — Discours : Défend le projet, répond aux observations présentées par les orateurs et insiste pour que la loi soit votée sans délai, p. 548 à 550.
- Projet de loi relatif à la révision temporaire et à la résiliation des baux commerciaux. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Répond à une question de M. Temmerman, relative à l'interpellation, p. 541.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont, au sujet du cas Vigneron. En l'absence du ministre de la défense nationale, répond à une motion d'ordre de M. Vigneron, qui proteste parce qu'un membre de l'assemblée a attribué à certains officiers des opinions fascistes : rappelle que le bureau n'a pas cru devoir retenir les paroles incriminées et estime que l'armée est au-dessus de toute discussion, p. 591.
- Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire. Dépose ce projet de loi, p. 627.
- Interpellation du comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort du baron de Borchgrave et du recrutement de volontaires pour l'Espagne. Discussion. Observation, p. 662.

**Breugelmans, sénateur de l'arrondissement de Malines et de Turnhout.**

- Ann.** — Projet et proposition de loi prorogeant certaines dispositions en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Indique la situation qui se présente à Turnhout, et demande la prorogation jusqu'à fin 1937, p. 478.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 5 : Défend l'amendement qu'il présente, p. 1180.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Brien, sénateur provincial du Brabant.**

- Ann.** — Annonce de sa démission, p. 5.

**Broekx, sénateur coopté.**

- Ann.** — Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Fait un exposé du point de vue catholique en matière d'individualisme et de communauté, parle de l'organisation professionnelle et syndicale, ainsi que des commissions paritaires, p. 312 à 314.
- Interpellation de M. Olyff sur la participation d'un officier supérieur de l'armée active à des manifestations politico-religieuses. Discours, p. 1399.

**C****Carton de Tournai, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

- Doc.** — Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1937 (Dépenses métropolitaines). Rapport n° 81.
- Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi. Rapport, n° 183.
- Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937 et approuvant un arrêté royal du 11 septembre 1936 ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1936. — Rapport, n° 184.
- Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 mars 1936 ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi. Rapport, n° 185.
- Ann.** — Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Discours : Commence par rappeler la proposition de loi déposée par M. Soudan en 1926 sur cette matière, fait remarquer les difficultés du problème qui se pose, passe en revue les diverses incompatibilités envisagées dans le projet, et recommande la prudence, p. 80 à 85. — Observations, p. 94 à 96. — Appuie la proposition de renvoi faite par M. Dierckx, p. 100. — Discussion au sujet de la reprise de la discussion. Déclare se rallier à toute proposition faite à condition que le rapport et les amendements soient distribués auparavant, p. 146. — Discussion des articles (texte amendé par la commission). Article 1, II. Observations au sujet du champ d'application de loi et en ce qui concerne le ducroire; demande si la disposition en discussion s'y applique, p. 181.
- Budget des colonies pour 1937 (dépenses métropolitaines). Dépose le rapport sur ce budget, p. 414.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur la question de la simplification de la législation fiscale, parle des créances hypothécaires, puis examine la situation générale du budget, p. 440 à 444. — Discussion des articles du budget de la dette publique : Art. 39. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.
- Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 482.
- Interpellations de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. Discours : Motive son vote affirmatif sur l'ordre du jour pur et simple de MM. Vinck et consorts, p. 578.
- Remaniement ministériel. Communication du gouvernement au sujet de la démission de M. Vandervelde. Incident soulevé par le discours de M. Van Dieren : Tout en faisant des réserves au sujet du discours de M. Van Dieren, déclare ne pas être d'accord avec M. Vinck, qui critique la manière dont le président dirige les débats, p. 598.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt, au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Discours, p. 647, 648.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. De Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Appuie l'amendement présenté par MM. Bossuyt et cons. en faveur des réductions de tarif aux familles nombreuses, p. 723. dispositions réservées : Article 5 et amendements de M. Van Dieren et de M. Boon, qui propose un article 6. Discours : Indique les motifs pour lesquels il ne votera pas l'amendement, p. 930. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Projet de loi concernant la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Par motion d'ordre, rappelle que ce projet vient à l'ordre du jour de la séance du lendemain, estime que ce projet sera une sorte de blanc-seing donné au ministre des finances et demande que l'on en remette la discussion jusqu'à ce que la commission en ait terminé l'examen, p. 1128. — Discussion générale. Discours : Déclare qu'il suivra la majorité avec résignation, mais craint qu'on ne commette une erreur, et développe ce point de vue, estimant que le projet créera un précédent dangereux, p. 1155. — Observation, p. 1159. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1167.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 3, amendement de M. Pholien. Au nom de M. Pholien, défend l'amendement, p. 1176, 1177.
- Budgets coloniaux pour 1937. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 1358, 1362. — Discours : Examine le triple aspect de notre politique en Afrique : social, économique et budgétaire; développe ces points et attire l'attention du

**Carton de Tournai (suite)**

- Sénat sur différents aspects des problèmes qui se posent pour équilibrer le budget et assurer à la Belgique les avantages que peut lui valoir le Congo, p. 1375 à 1380. — Observations, p. 1382, 1387.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures prises par M. le bourgmestre Max à l'occasion de la manifestation flamande du 23 mai. Vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbiest. Motive son vote négatif, p. 1411.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles. Article 3, et amendement de M. Godding. Appuie cet amendement, p. 1502. — Article 9, et amendement de M. Temmerman. Discours : Estime que le Sénat n'est pas éclairé sur la question, que cette loi est inutile et sera préjudiciable au pays et prie le Sénat de voter l'amendement, p. 1513 à 1515. — Motive le vote négatif que lui-même et plusieurs de ses amis émettront sur le projet, p. 1545.
- Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.
- Interpellation de M. Lohest au sujet du transfert éventuel de certains établissements ressortissant à la défense nationale. Discours, p. 1737, 1738.

**Casterman, sénateur provincial du Hainaut.**

- Projet de loi tendant à la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Caiteau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

- Ann.** — Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Critique la qualité des émissions de l'I. N. R.; estime qu'une réforme radicale de cette institution est nécessaire, et demande que la politique en soit bannie, puis parle de la liberté de la presse, p. 284 à 286.
- Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 369.
- Interpellation de M. Van Dieren relative à l'application de la loi linguistique en matière administrative. Au moment du vote sur l'ordre du jour présenté par M. Van Dieren, fait des observations parce que les sénateurs ne peuvent suivre une interpellation développée en flamand, le service de traduction ne pouvant, à cause des nombreuses interruptions, donner une idée exacte du discours prononcé; demande qu'à l'avenir, le vote sur l'ordre du jour présenté n'ait lieu que quelques jours après l'interpellation, p. 444.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Emet certaines critiques et doutes quant à la légalité et à l'efficacité de la mesure projetée, et déclare qu'il votera la loi à condition qu'elle ne soit pas prorogée, p. 537, 538.
- Budgets. Procédure à suivre pour leur discussion. Fait des observations au sujet de la nécessité de donner la priorité de discussion aux budgets, qui doivent être votés avant la fin février, p. 559.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vignerou. Demande que M. Delvaux, qui a traité les membres de son groupe de « valets », soit rappelé à l'ordre, p. 575.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Discussion générale. Observations, p. 586. — Discours : Félicite le rapporteur; parle de la marine marchande; rend hommage, au nom du groupe libéral, aux victimes de la récente catastrophe aérienne de la ligne Belgique-Congo; demande ensuite que les statistiques soient établies; parle de la coordination des transports, de la jonction Nord-Midi, des concours pour l'urbanisation de certaines gares, et termine en exprimant la confiance de son groupe au ministre des transports, p. 602 à 607.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Indique les raisons de se réjouir de l'existence de ce département, qui répond à une nécessité; estime que le nouveau chef du ministère doit prendre la tête d'un mouvement de propagande en faveur de la santé publique, en vue de réaliser partout l'inspection sanitaire et de coopérer à l'organisation professionnelle, et croit que les craintes du monde médical de voir fonctionnariser la médecine ne sont pas fondées; réclame la création d'un corps des médecins; reprend certains points traités par Mlle Baers, notamment en ce qui concerne l'octroi de subsides; parle du taux de la journée d'entretien, du domicile de secours, du contrôle des denrées alimentaires et de la révision de la loi en cette matière, p. 764 à 768.

**Caiteau (suite)**

- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Observations, p. 1157.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 5 : Défend l'amendement qu'il présente avec M. Coenen, p. 1180.
- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il votera contre le projet, p. 1183.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Le président proposant de procéder à un vote unique sur plusieurs projets qu'il indique, demande un vote séparé sur ce projet, p. 1184. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1185.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. A la fin de la séance du 24 mars, propose, par motion d'ordre, de porter cet objet à l'ordre du jour de la rentrée, après les vacances de Pâques, p. 1187. — Discussion générale. Discours : Examine les points d'entente entre les diverses opinions exprimées; estime qu'une solution transactionnelle pourrait être trouvée et que le plus important est de combattre les causes de l'alcoolisme; préconise le retour à la liberté, tout en usant de tous les moyens pour combattre l'alcoolisme, p. 1276 à 1279. — Motion d'ordre de M. Vinck, proposant que le vote sur l'ensemble soit remis au lendemain : Demande le vote par appel nominal sur cette motion, p. 1312. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Estime que le débit public rendrait possible le contrôle de l'alcool, p. 1319.
- Politique du gouvernement. Nouveau statut international de la Belgique. Déclaration de M. Spaak, m. a. ét. Discussion. Discours : Adresse des félicitations au gouvernement; s'associe aux remerciements adressés aux gouvernements français et anglais, puis formule quelques réserves en ce qui concerne l'adhésion du groupe libéral aux explications fournies par le ministre, notamment en ce qui concerne les accords d'états-majors, qu'il estime nécessaires, p. 1215.
- Projet de loi apportant des modifications à la loi organique du 10 mars 1925 ainsi qu'à la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, le 18 mai, M. Harmegnies se plaignant du retard apporté dans l'examen du projet, fait remarquer que le retard de dépôt du rapport ne lui est pas imputable et que, dès que le ministre aura entendu les explications de la commission, le rapport sera déposé, p. 1302.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures prises par M. le bourgmestre Max, à l'occasion de la manifestation flamande du 23 mai. Vote sur l'ordre du jour déposé par MM. Van Dieren et Verbiest, en conclusion de cette interpellation. Motive son vote négatif, p. 1420.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royales et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Observations, p. 1423.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles. Article 2 et amendement de M. Pholien tendant à l'insertion d'un 2<sup>ter</sup> à cet article. Observation, p. 1500.
- Projet de loi prorogeant la loi du 1<sup>er</sup> janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. M. le président proposant un seul vote sur quatre projets, demande qu'on vote séparément sur ce projet-ci, p. 1547. — Motive son vote, p. 1547.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Indique les raisons de son vote négatif, p. 1649 à 1651.

**Claessens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

- Ann.** — Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : S'occupe principalement des finances communales, notamment en ce qui concerne les effets de la circulaire ministérielle du 27 octobre écoulé, p. 413, 414.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbiest, p. 1420.

**Clays, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.**

**Doc.** — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Développements et proposition de loi, n° 72.

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Discours : Présente quelques brèves observations, p. 29. — Discussion du budget de la justice pour 1937. Discours : Attire l'attention sur une requête adressée au conseil de discipline tendant à défendre aux membres du barreau d'intervenir dans des procès dans lesquels des secrétaires d'associations professionnelles interviennent, montre le danger que présenterait cette mesure, mais est d'accord pour estimer que les hommes d'affaires ne devraient pas avoir le droit d'être mandatés; parle également en faveur des commis d'ordre, p. 65, 66.

Projet et proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Défend la prorogation, notamment en faveur des familles nombreuses, p. 478, 479. — Observations, p. 479.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 544.

Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. Discussion générale. Discussion sur le point de savoir par qui seront supportés les frais médicaux : Observations, p. 1202.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.

Interpellation de M. Minnaert au sujet de la nouvelle loi sur les loyers. Discussion. Discours, p. 1364, 1365.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

**Clesse, sénateur provincial du Luxembourg.**

**Ann.** — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Observations, p. 116, 118.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Observations, p. 187, 188. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 206.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare vouloir défendre l'école publique, proteste contre l'intervention du baron Nothomb, sénateur du Luxembourg, auprès d'un bourgmestre d'une commune du Luxembourg au sujet de texte de morale laïque imprimés au verso de cahiers classiques, p. 261. — Fait personnel de M. Nothomb, répondant à son discours : Observations, p. 261.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Evoque la situation malheureuse de l'agriculture, situation dont il rend la droite responsable; examine les moyens d'y porter remède, puis parle de l'enseignement ménager agricole, p. 1006 à 1008.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Estime qu'il n'y a que deux moyens de lutter contre l'alcoolisme : le monopole de la production et de la vente par l'Etat ou la suppression de la vente de l'alcool de bouche; déclare qu'il votera contre le projet Legrand, mais demande que le gouvernement prenne des mesures pour assurer au public des bières saines, p. 1272, 1273.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Budget des finances pour 1937. Rapport, n° 45.

**Coenen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Doc.** — Budget des finances pour 1937. Rapport, n° 45.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937. Rapport, n° 97.

Projet de loi relatif au remboursement anticipatif des bons garantis 5 p. c. à cinq ans, émis par la Société nationale des Chemins de Fer belges. Rapport, n° 119.

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime que les nouvelles méthodes de recrutement des magistrats constituent une innovation malheureuse, critique l'obligation de passer un examen et demande le maintien du système de recrutement actuel, p. 34, 35.

**Coenen (suite)**

Budget des finances pour 1937. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 270. — Discussion des budgets financiers auxquels le budget des finances est joint, de l'interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise et de celle de M. Van Dieren sur la S. N. C. I. et l'emprunt Mendelsolin. Discours : Parle de la fiscalité, critique les nombreux arrêtés-lois pris en exécution des lois antérieures accordant les pleins pouvoirs, notamment en ce qui concerne les impôts, p. 450, 451. — Discussion des articles du budget de la Dette publique. Article 39 : S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin, repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 488.

Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il émettra un vote affirmatif, tout en critiquant le projet et en estimant que la taxe de crise doit être supprimée, p. 521.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi relatif au remboursement anticipatif des bons garantis 5 p. c. cinq ans émis par la S. N. C. F. B. : Demande l'urgence, p. 690. — Donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 690.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Observation, p. 920.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boode au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple en conclusion de ces interpellations : S'abstient au vote, p. 1010.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> : alinéa 2 et amendement de M. Pholien : Fait remarquer les difficultés d'application, p. 1497. — Art. 2 et amendement de M. Pholien, tendant à l'insertion d'un 2<sup>o</sup>ter : Observation, p. 1500. — Vote en seconde lecture. Art. 9 et amendement de M. Temmerman : Rappel au règlement de M. Rolin au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement : Appuie l'avis exprimé par M. De Clercq, p. 1542.

**Coole, sénateur de l'arrondissement de Courtrai et Ypres.**

**Ann.** — Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et cons., sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Parle en ordre principal de la situation des ouvriers frontaliers, p. 166, 167.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Discussion générale. Demande la parole pour une motion d'ordre, p. 582, 583.

Travail parlementaire : Par motion d'ordre, parlant en son nom personnel, estime que la méthode de travail du Sénat doit être profondément modifiée, rappelle l'urgence de la discussion des budgets, se plaint du grand nombre d'interpellations qu'il estime souvent sans intérêt, et des incidents continuels créés par l'opposition, p. 702.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Rend hommage au rapporteur, estime que le gouvernement pourra trouver d'utiles directives, pour les réformes à introduire, dans le rapport de la Commission syndicale, puis présente des observations relatives aux pensions de vieillesse et à l'accord franco-belge à ce sujet, aux ouvriers frontaliers, aux allocations familiales, à l'Office national du placement et du chômage, aux commissions de réclamations, à la réforme de l'inspection du travail, à la semaine des quarante heures, et au manque de main-d'œuvre spécialisée notamment en Flandre, p. 834 à 839.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

**Cools, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Doc.** — Proposition de loi relative à l'extension à tous les anciens combattants, dans la mesure de leurs mérites, des avantages accordés aux invalides et à l'octroi d'une rente générale de service. Rapport, n° 252.

Proposition de loi tendant à la réouverture du délai pour l'introduction de demandes de pensions d'invalidité pour causes de guerre. Rapport, n° 253.

**Cools (suite)**

Proposition de loi tendant à permettre aux militaires ayant participé à la campagne 1914-1918, atteints de tuberculose, de faire valoir leurs droits à la pension d'invalidité prévue par les lois coordonnées sur les pensions militaires. Rapport, n° 254.

**Ann.** — Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire spécialement l'attention sur la situation des provinces et leur gestion et demande qu'une réforme sérieuse soit envisagée, p. 397.

Budget de la dette publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin, repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Discours, p. 569.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées. Article 6 nouveau proposé par M. Boon : S'abstient au vote sur cet amendement, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt, au sujet de la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren. Discours, p. 982, 983. — Observations, p. 984 à 987. — Vote sur l'ordre du jour pur et simple en conclusion à ces interpellations : S'abstient à ce vote, p. 1010.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et cons. et de M. Heyndels, au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour : S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour du baron de Dorlodot, p. 1307.

Proposition de loi relative à l'extension à tous les anciens combattants, dans la mesure de leurs mérites, des avantages accordés aux invalides et à l'octroi d'une rente générale de service. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1520.

Proposition de loi tendant à la réouverture du délai pour l'introduction de demandes de pensions d'invalidité pour cause de guerre. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1520.

Proposition de loi tendant à permettre aux militaires ayant participé à la campagne 1914-1918, atteints de tuberculose, de faire valoir leurs droits à la pension d'invalidité prévue par les lois coordonnées sur les pensions militaires. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1520. — A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, insiste pour que ce projet soit discuté avant les vacances des Chambres, p. 1595.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Estime que le projet ne satisfait personne, au contraire, motive son vote négatif et suggère le renvoi de la question à un nouvel examen, p. 1616, 1617. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> bis proposé par amendement de MM. Van Dieren et Verbist : Estime que le Sénat avant de prendre une décision doit connaître la portée exacte de l'amendement et l'intention de ses auteurs, puis pose une question au ministre au sujet de l'application de l'article 115 du Code pénal, p. 1701, 1702.

**Corbeels, sénateur de l'arrondissement de Louvain.**

**Ann.** — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Criquelion, sénateur provincial du Hainaut.**

**Ann.** — Budgets financiers pour 1937. Discussion générale. Discours : S'occupe de l'application de la législation fiscale aux cultivateurs, parle ensuite de la situation des receveurs des contributions, p. 503.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 791.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare que les cultivateurs ne réclament que la justice, expose la politique générale agricole qu'il désire voir suivre par le gouvernement, notamment en ce qui concerne l'industrie du lait, l'élevage, le crédit agricole, la lutte contre les épidémies, les lois sociales, etc., p. 1008 à 1010.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Observation : Déclare ne pas déposer d'amendement pour ne pas retarder le vote du projet de loi, mais regrette que l'on n'ait retenu le principe de la non-coloration de la margarine, p. 1124. — Discussion des articles : Article 9 nouveau, proposé par amendement de M. Leurquin : Motive son vote affirmatif sur cet amendement, p. 1140.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

**Crokaert, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Doc.** — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Rapport, n° 42.

Projet de loi relatif aux cessions et aux délégations de créances sur l'Etat belge en matière de travaux effectués au compte de l'Etat ou fournitures destinées à la défense nationale. Rapport, n° 124.

Projet de loi des cadres, en officiers, de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie. Rapport, n° 261.

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord sur les observations présentées la veille par MM. Pholien et Coenen, critique l'idée de l'institution d'un examen pour les magistrats, demande la constitution d'un conseil d'Etat dont une section serait constituée en conseil des finances; parle de la législation en matière de délits de presse, du régime des peines, du juge unique et souhaite le vote d'un projet rétablissant le ministère public; termine en parlant des traitements des magistrats et des auxiliaires de la justice, p. 67, 68.

Projet de loi portant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Déclare, en réponse à une question du président, que le rapport sera déposé à la fin de la séance en cours, p. 210. — Discussion générale. Discours : Proteste contre la hâte imposée au Sénat, fait un court exposé de la situation de la Belgique depuis 1830, estime que le moment est venu de prendre ses responsabilités, parle du volontariat, déclare qu'il votera le projet et qu'il accepte le service de dix-sept mois, tout en regrettant que dix-huit mois ne soient pas maintenus, p. 225 à 227. — Discussion de l'article unique : Article 52 : Répond à M. Bologne sur la question des indemnités, p. 245.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 323.

Budgets financiers pour 1937. Discussion générale d'ensemble. Discours : Expose les revendications des classes moyennes en matière fiscale, p. 504, 505. — Discussion des articles du budget de la dette publique. Art. 39. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937. Discours : Défend le projet, p. 526.

Projet de loi apportant des modifications à la législation sur la contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Proteste contre la hâte mise à la discussion de budgets importants, demande que certains fonctionnaires soient plus prudent dans leurs écrits, estime que le nombre de médecins, dentistes et infirmiers est insuffisant et qu'un immense effort est nécessaire, p. 802.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées. Article 6 nouveau proposé par M. Boon : S'abstient au vote sur cet amendement, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple déposé en conclusion à ces interpellations : S'abstient au vote, p. 1010.

Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : S'associe aux objections formulées par M. Carton de Tournai et estime le projet inconstitutionnel; estime le moment mal choisi pour entrer dans une voie aussi dangereuse et déclare qu'il ne votera pas le projet, p. 1156. — Observations, p. 1160. — Discours : Revient sur la question de l'inconstitutionnalité, p. 1161.

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 3 : Amendement de M. Pholien : Estime qu'il faut augmenter le nombre de juges d'instruction et demande que le gouvernement dépose sans tarder un projet dans ce sens, puis estime, M. Bovesse, m. j., déclarant que la question est à l'étude, que l'amendement peut être considéré comme retiré, p. 1177.

Interpellation du baron Nothomb à M. le ministre de la défense nationale au sujet de la motorisation de la cavalerie. Discours, p. 1224, 1225.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour : S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour du baron de Dorlodot, p. 1307.

Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Constate que le budget colonial en est réduit aux expédients, notamment à trouver des ressources dans la loterie coloniale; attire l'attention sur le triste sort des mulâtres dans la colonie, demande au ministre de consacrer officiellement l'œuvre de la société pour la protection des mulâtres, parle du paysanat

**Crokaert (suite)**

- indigène, de la main-d'œuvre indigène et demande qu'on se souvienne que la colonie est faite pour la population primitive, p. 1357 à 1360.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéficiaires de certaines spéculations monétaires. Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. Rappel au règlement de M. Rolin au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement : Fait remarquer qu'une troisième lecture est prévue par le règlement et en conclut que l'amendement est recevable, p. 1541, 1542.
- Projet de loi des cadres, en officiers, de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1607.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Motive son vote négatif et celui de ses collègues du banc de Bruxelles et déclare que l'amendement rejeté par la commission était, à son avis, indispensable, p. 1668.
- Interpellation de M. Lohest au sujet du transfert éventuel de certains établissements ressortissant à la défense nationale. Discours, p. 1738.

**D****d'Aspremont-Lynden (comte), sénateur coopté.**

- Ann.** — Interpelle M. le ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur : 1° sur les circonstances mystérieuses de la mort du baron de Borchgrave et les conséquences qui peuvent en résulter; 2° sur l'inopportunité de l'attitude de l'ambassadeur d'Espagne à Bruxelles; 3° sur l'obligation pour le gouvernement belge d'assurer complètement le principe de non-intervention en interdisant le recrutement de mercenaires et de volontaires pour la guerre civile d'Espagne. Déclare être d'accord pour reporter la discussion de son interpellation au mercredi, p. 558. — Discours : Développe son interpellation, p. 658 à 663. — Observations, p. 669, 671.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vignerot. Observations, p. 580.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Observations, p. 648. — Vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. S'abstient au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 664.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion générale. Discours : Demande au ministre une explication précise en ce qui est relatif au sort de certains réfugiés espagnols qui ont demandé asile à l'ambassade de Belgique à Madrid et ont été autorisés à gagner la Belgique, p. 1612.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.

**De Boodt, sénateur de l'arrondissement de Malines et Turnhout.**

- Doc.** — Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Rapport, n° 145.
- Projet de loi portant modification à la loi du 26 mars 1937 relative au commerce et à la production des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Rapport, n° 248.
- Ann.** — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Marque son opposition au réarmement et estime rendre l'opinion de la majorité du peuple flamand, demande que la solde des simples soldats soit relevée et émet des critiques au sujet de l'approvisionnement de l'armée, qui devrait recourir davantage à la production nationale, p. 122 à 125.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Par motion d'ordre, fait remarquer l'absence du ministre des finances, celle de la plupart des membres et propose de lever la séance, p. 493. — Insiste sur cette proposition, p. 493. — Par une nouvelle motion d'ordre

**De Boodt (suite)**

- au début de la séance du 30 décembre, regrette à nouveau l'absence du ministre des finances, et propose de remettre la suite du débat jusqu'à son retour, p. 497. — Reprise de la discussion générale d'ensemble des budgets. Discours : Commence par poser une question au ministre au sujet des dépenses qu'entraînera la nouvelle loi militaire, puis parle des intérêts de l'agriculture, et intervient au sujet des services des douanes, demande le contrôle de l'inventaire du cheptel et la suppression de la taxe de surveillance imposée aux fermiers frontaliers, p. 498, 499. — Erratum à son discours, p. 572.
- Projet de loi fixant le contingent pour 1937. Discussion générale. Discours : Motive son vote négatif et celui de plusieurs de ses amis flamands, p. 526.
- Projet de loi concernant les droits à l'importation des céréales et projet relatif à l'emprunt des familles nombreuses. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 528.
- Interpelle M. le premier ministre sur la façon incompréhensible dont s'est acquittée de sa mission la commission d'enquête sur les interventions de crise et les collusions entre la politique et la finance. Discussion de cette interpellation jointe à une interpellation de M. Pholien sur le rapport de la commission Servais. — Développe son interpellation, p. 623 à 626. — Observations, p. 636, 648. — Vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. Déclare retirer l'ordre du jour qu'il avait présenté avec MM. d'Aspremont-Lynden et de Dorlodot, déclare cependant que ses amis ne voteront l'ordre du jour pur et simple que sous certaines réserves, p. 664.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Interpelle M. le ministre de l'agriculture sur la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren, secrétaire général du département de l'agriculture, et sur la nomination de M. Van den Eynde de Rivieren, comme successeur de M. Vander Vaeren. M. Orban présentant une interpellation similaire et demandant que son interpellation, ainsi que celle de M. De Boodt, soit remise au lendemain, appuie cette demande, p. 968. — Développe son interpellation, p. 978 à 982. — Observations, p. 988.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : En sa qualité d'orateur mandaté par la droite, attire l'attention sur la situation lamentable de l'agriculture, principalement la petite et la moyenne agriculture en Flandre; puis développe le point de vue de son groupe en matière de politique agricole, notamment en ce qui concerne les traitements des agronomes de l'Etat, et leurs attributions, les subsides aux organismes officiels agricoles, les services techniques, la création de la radiophonie agricole, etc, p. 999 à 1004. — Observations, p. 991 à 993, 995, 1011, 1012.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1100. — Discussion générale. Discours : Demande des mesures pour éviter que la taxe de 50 c. au kilo soit à charge des consommateurs et pour limiter les bénéfices énormes des fabricants, p. 1122. — Dépose le rapport complémentaire sur ce projet de loi et donne lecture de ce rapport, p. 1138.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation des monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.
- Interpelle, avec MM. R. Desmedt et Sobry, le premier ministre et le ministre de l'agriculture, sur l'application de la loi destinée à limiter la production de la margarine dans le but de rendre rémunératrice la production du beurre et sur la situation intenable dans laquelle travaillent la plupart de nos agriculteurs, et, notamment, ceux qui se sont spécialisés dans la production du laitage et d'autres produits animaux. Par motion d'ordre, insiste pour que cette interpellation ne vienne en discussion qu'après le projet de loi contre l'alcoolisme, p. 1240. — Discussion de cette interpellation et d'une interpellation similaire de M. Heyndels. Développe son interpellation, p. 1287, 1288. — Observation, p. 1296. — Discours, p. 1297, 1298. — Vote sur les ordres du jour présentés. Motive son abstention sur l'ordre du jour pur et simple, p. 1306. — S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour du baron de Dorlodot, p. 1307.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion des articles. Article 2. S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1332.
- Projet de loi portant modification à la loi du 26 mars 1937 relative à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Dépose le rapport sur ce projet et demande l'urgence: celle-ci étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 1507.

**De Brouwer, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

- Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Intervient en faveur du personnel, notamment des instituteurs attachés à ce département, des gardiens et surveillants de prisons, p. 65.

**De Brouwer (suite)**

- Interpellation de M. Minnaert au sujet de la nouvelle loi sur les loyers. Discussion. Discours, p. 1365.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi tendant à la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**De Clercq (J.-J.), sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

2<sup>e</sup> session extraordinaire 1936.

- Ann.** — Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Bernard (H.), appelé à remplacer M. Leclercq, sénateur provincial de Namur, démissionnaire. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de ce rapport, qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 268 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire 1936-1937.

- Doc.** — Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Rapport, n° 83.

Projet de loi étendant la loi sur la journée de huit heures au personnel d'infirmier des établissements hospitaliers publics et privés, ainsi que des cliniques. Rapport, n° 244.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Rapport, n° 289.

**Ann.** — Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937.

Dépose le rapport sur ce budget, p. 394. — Discussion de ce budget et d'une interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discours : Estime que, en matière de législation sociale, les différents groupes sont d'accord quant au but à atteindre, sans l'être quant aux moyens pour y arriver; étudie la conception du département au sujet de la mission de l'Etat dans le domaine social; estime qu'il n'y a pas de place dans le programme de l'Etat ni pour une orientation vers l'étatisme, ni pour sa réalisation et que le but à atteindre est de simplifier, coordonner et codifier la législation sociale; développe ce point de vue et fait diverses suggestions, notamment en ce qui concerne certains arrêtés-lois qu'il critique, p. 856 à 862 et 864 à 867. — Observations, p. 873, 903 à 906, 917, 920, 925, 939, 940. — Discours : Analyse la réponse donnée par le ministre à certaines questions importantes et demande une réponse à quelques points particuliers, p. 952, 953. — Discussion des articles du tableau. Article 2 et amendement de M. Van Dieren. Discours : Rappelle que la question intéresse non seulement les mutualités, mais aussi la tutelle sanitaire, p. 965.

**Budgets financiers pour 1937.** Discussion générale d'ensemble. Discours : Parle en ordre principal des pensions de vieillesse et des pensions des ouvriers mineurs; demande en terminant à pouvoir y revenir lors de la discussion du budget du travail et de la prévoyance sociale, p. 502.

**Vérification des pouvoirs de M. Vigneron, élu sénateur provincial de Liège, en remplacement de M. Litrangle, décédé :** Donne lecture de son rapport sur cette vérification de pouvoirs, p. 556.

**Budget de la santé publique pour 1937.** Discussion générale. Discours : Se joint à la protestation de M. Crokaert au sujet de la hâte imposée au Sénat, puis demande que le ministre s'en tienne à la politique de la liberté subsidiaire et insiste pour que les mutualités puissent créer des dispensaires autonomes, p. 802 à 804. — Observations, p. 810, 811. — Au moment du vote, motive le vote affirmatif de son groupe, p. 823.

**Interpellation de M. Spreutel au sujet du chômage dans certains établissements de métallurgie.** Au début de la discussion du budget du travail et de la prévoyance sociale, M. Spreutel demandant que son interpellation soit immédiatement discutée, estime, avec M. le président, qu'il faut s'en tenir à la décision prise de discuter les interpellations avec le budget auxquelles elles sont jointes, p. 818.

**Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1937.** Discussion des articles du tableau. Motive son vote sur le projet de loi, p. 1129.

**Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail.** Discussion générale. Discussion sur le point de savoir par qui seront supportés les frais médicaux. Observations, p. 1203.

**Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928 qui portait création d'un Office et d'un Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.** Discussion générale. Discours : Critique les méthodes de travail du département, fait remarquer que la loi en discussion n'est pas une loi d'assistance publique, examine le rendement de la loi de 1930 qui, à son avis, n'a pas atteint son but, rappelle le double but de la loi en discussion, puis motive son hésitation à voter le projet, p. 1469, 1470.

**Projet de loi étendant la journée de huit heures au personnel d'infirmier des établissements hospitaliers publics et privés**

**De Clercq (J.-J.) (suite)**

ainsi que des cliniques. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1489. — Discussion générale. Observation, p. 1550. — Discours : Répond aux observations de M. Moulin, p. 155.

**Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.** Discussion au sujet de la fixation du débat : Estime qu'il faut remettre la discussion, le projet soulevant de graves problèmes qu'il importe d'examiner avec soin, déclare qu'il est matériellement impossible d'appliquer la loi le 1<sup>er</sup> octobre, attire l'attention sur les charges que le projet entraînera et fait des observations concernant la portée du projet, p. 1710, 1711. — Observation, p. 1711, 1712, 1713.

**De Clercq (Jos.), sénateur de l'arrondissement d'Audenarde et Alost, questeur du Sénat.**

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

- Ann.** — Proclamé, par acclamations, questeur du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

- Doc.** — Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1937. Rapport, n° 63.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour l'exercice 1937. Rapport, n° 64.

Dotation sénatoriale pour 1937. Rapport, n° 74.

Budget des dotations pour l'exercice 1937. Rapport, n° 78.

Projet de loi concernant le remboursement anticipé des prêts d'argent. Rapport, n° 100.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937. Rapport, n° 130.

Proposition de loi rendant inapplicable dans certains cas les dispositions de l'article 526 du Code pénal. Rapport sur la recevabilité, n° 162.

Projet de loi portant modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle. Rapport, n° 163.

Projet de loi portant modification des articles 80, 81, 375 et 377 du Code pénal, ainsi que la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes. Rapport, n° 165.

Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale. Rapport, n° 175.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Rapport, n° 215.

Projet de loi portant prescription exceptionnelle en matière fiscale. Rapport, n° 284.

**Ann.** — Réélu questeur du Sénat, p. 4.

**Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste.** Discussion d'ensemble. Observations, p. 18, 22. — M. Finné ayant fait des observations au sujet de paroles qu'il lui a attribuées, justifie son intervention, p. 24.

**Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et cons., sur l'importation et l'exportation des fruits.** Discussion d'ensemble. Observations, p. 142.

**Budget de l'instruction publique pour 1937.** Discussion des articles des tableaux. Art. 2, 22°. Prie M. Van Dieren de retirer l'amendement qu'il présente, tout en souhaitant qu'une solution équitable intervienne, p. 278.

**Budget des P. T. T. pour 1937.** Discussion générale. Observations, p. 299, 300.

**Budget des non-valeurs et remboursements pour 1937.** Dépose le rapport sur ce budget, p. 323. — Discussion des articles des tableaux. Art. 19. Commente la disposition de cet article, p. 517. — Défend la proposition envisagée par l'article 19, p. 518.

**Budget des recettes et dépenses pour ordre.** Dépose le rapport sur ce budget, p. 323.

**Règlement.** Modification de l'article 62. Discussion. Observations, p. 363.

**Interpellation adressée par M. Van Dieren à M. le ministre des finances sur la S. N. C. I. et l'emprunt Mendelsohn.** Discussion. Observations, p. 461.

**Projet de loi concernant le remboursement anticipé des prêts d'argent.** Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 530. — Demande l'urgence et l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 530.

**Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais.** Discussion d'ensemble de ces interpellations. Observations, p. 641. — Incident se produisant au sujet d'attaques du *Pays réel* contre le premier ministre : Observations, p. 654. — Fait personnel : Déclare avoir été mêlé involontairement à cet incident et demande simplement si M. De Mont approuve les attaques dirigées par son parti contre la personnalité du premier ministre, p. 655.

**Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937.** Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 863. — Demande d'urgence, p. 863.

## De Clercq (Jos.) (suite)

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Proposition d'ajournement faite par M. Van Dieren : S'abstient au vote sur cette proposition, p. 890. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 931.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. — Discussion générale. Observations, p. 908, 909.

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 5. Amendement de MM. Harmegnies et consorts. Combat cet amendement, p. 1179.

Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale. Discussion générale. Discours : Comme rapporteur, répond à M. Lohest, qui demande la signification exacte du mot « pénalités », puis déclare qu'il lui est impossible de se rallier à une proposition d'extension du projet demandée par M. Gravez, et motive son avis, p. 1197. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. A la demande de M. Orban, indique l'interprétation de l'article, p. 1198.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. Discussion sur la recevabilité. Discours : Estime que la proposition ne se justifie pas et en indique les inconvénients, p. 1204. — Commence à répondre à des observations de M. le comte de Grunne, mais, parlant en français, est interrompu par M. Van Dieren, p. 1206. — Reprend, à la séance suivante, l'exposé qu'il n'a pu faire à la séance précédente; répond d'abord aux objections faites par M. le comte de Grunne et explique ce qui s'est passé à l'occasion de la proposition de loi que M. le comte de Grunne avait déposée, p. 1228, 1229. — Reprend son exposé relatif à la recevabilité de l'objet en discussion; estime que la proposition est contraire à la Constitution et à l'ordre public et n'est pas recevable; demande cependant au ministre d'être clément envers les auteurs de certains délits de l'espèce, l'application des lois linguistiques laissant parfois à désirer; termine en revenant sur l'incident de la séance précédente, fait remarquer qu'il était en droit d'employer le français, que, du reste, les orateurs flamands se servent de cette langue, et prie les nationalistes flamands de faire preuve de plus de tolérance, p. 1229, 1230. — Estime que les observations présentées par M. Picard démontrent la non-recevabilité de la proposition, p. 1231. — Répond à un fait personnel de M. le comte de Grunne, p. 1231.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Estime que la loi de 1919 n'a pas atteint son but et déclare qu'il votera la proposition Legrand ou toute autre proposition de nature à éliminer les débits clandestins, p. 1270 à 1272. — Motion d'ordre de M. Vinck proposant l'ajournement du vote. S'abstient au vote sur cette motion, p. 1312.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1351. — Discussion générale. Discours : Estime que le Sénat approuvera le principe de la loi dans son ensemble; explique l'économie du projet, fait remarquer que les mots « droits de succession » devront être ajoutés à l'article 8, afin d'éviter que l'impôt ne soit appliqué deux fois et estime inutiles les amendements indiqués à la page 17 du rapport, p. 1484, 1485. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et amendement de M. Noël. Observation, p. 1496. — Alinéa 6 nouveau présenté par amendement de M. Pholien : Estime cet amendement superflu, p. 1498. — Article 2 et amendement de M. Pholien tendant à l'insertion d'un 2<sup>o</sup>ter : Répond à une observation de M. Demarré, p. 1500. — Article 9 et amendement de M. Temmerman. Discours : Estime que le système du projet est meilleur que celui de M. Temmerman et que ceux qui approuvent le projet ne peuvent voter contre l'article 9 sans faire disparaître la loi elle-même, p. 1515. — Vote en seconde lecture. Article 2 : Répond aux observations faites en commission par M. Godding, p. 1538. — Article 9 et amendement de M. Temmerman. Rappel au règlement de M. Rolin au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement : Estime que l'amendement peut être représenté, p. 1542. — Réprise de la discussion de l'article 9 : Répond à M. le comte de Grunne et demande au Sénat de rejeter l'amendement de M. Temmerman, p. 1544.

Projet de loi portant prescription exceptionnelle en matière fiscale. Discussion générale. Discours : Indique la portée exacte du projet, puis fait deux rectifications matérielles au texte de son rapport, p. 1732.

**de Dorlodot (baron)**, sénateur de l'arrondissement de Charleroi et Thuin.

**Ann.** — Interpelle M. le premier ministre et M. le ministre des affaires étrangères sur l'aide qui semble avoir été apportée à l'ancien gouvernement de Madrid par des groupes ou des personnalités politiques belges, et peut-être même par un agent diplomatique étranger. M. le président lui demandant de se mettre d'accord avec le gouvernement pour la mise à l'ordre du jour de cette interpellation, estime qu'il suffit que le Sénat soit d'accord pour l'inscription à l'ordre du jour, sans accord préalable avec le gouvernement, et rappelle

## de Dorlodot (baron) (suite)

l'article 33 du règlement; déclare qu'il serait disposé en principe à ce que l'interpellation fût rattachée à un budget; insiste sur l'urgence et demande que le Sénat prenne une décision, p. 6. — Répond à M. Volckaert demandant la portée des termes « ancien gouvernement de Madrid », p. 40. — Développe son interpellation, p. 40 à 43. — Discussion de son interpellation et des interpellations similaires jointes de MM. Van Dieren et Finné et de MM. Rolin et Vos. Observations, p. 55. — M. Spaak, m. a. ét. et c. e., annonçant qu'il répondra aux interpellateurs lors de la discussion de son budget, se déclare d'accord et attendra la réponse du premier ministre à la question qu'il lui a posée, p. 57. — Fait diverses observations au sujet de la réponse donnée par M. Spaak, m. a. ét. et c. e., p. 175. — Discours : Ne s'estime pas satisfait par la réponse du ministre, pose une nouvelle question et déclare que, s'il n'obtient pas satisfaction, il portera le litige devant l'opinion publique, p. 185.

Budgets : Procédure à suivre pour leur discussion. Estime qu'une interpellation peut être discutée sans être rattachée à un budget, p. 11. — Proteste contre les propositions du bureau, estimant que la Constitution ne connaît que des sénateurs et non des groupes politiques, en ce qui concerne l'intervention dans les débats, p. 557.

Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Observations, p. 24.

Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et aux victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Observations, p. 134.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Le président proposant d'interrompre la discussion afin de poursuivre celle sur le projet relatif aux incompatibilités, insiste pour que le débat en cours soit poursuivi, p. 178. — Par motion d'ordre proteste parce que son tour de parole a été passé, au moment de la reprise du débat, p. 185. — Réprise de la discussion d'ensemble. Observations, p. 188.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Rappelle que le ministre de l'instruction publique est également ministre des beaux-arts, et souhaite que le département s'occupe davantage des artistes, p. 273.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 472, 489. — Motion d'ordre de M. De Boodt proposant la levée de la séance : Appuie cette proposition, p. 493. — Nouvelle motion d'ordre de M. De Boodt proposant la remise des débats. Observations, p. 498. — Réprise de la discussion générale d'ensemble des budgets. Discours : Parle de la façon de calculer els impôts, demande la gratuité de transport par chemin de fer pour les soldats se rendant en congé, parle d'une restitution illégale d'amendes et insiste pour la suppression de toute retenue sur les chevrons de front, p. 501, 502. — Observations, p. 507. — Discussion des articles du budget de la dette publique. Article 30. Discours : Rappelle ses interventions précédentes au sujet d'emprunts émis à l'étranger et estime que le Sénat doit voter l'amendement de M. Rolin, p. 512 à 514. — M. Rolin retirant son amendement, déclare le reprendre et demande l'appel nominal, p. 514.

Projet et proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale : Discours : Proteste contre une nouvelle prorogation de la loi et combat le projet, p. 477.

Projet de loi concernant les droits à l'importation des céréales et projet de loi relatif à l'emprunt des familles nombreuses. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 528.

Fixation de l'ordre du jour : Séance du 30 décembre. Propose de lever la séance vers 19 heures et de remettre la suite des débats au lendemain, p. 530.

Projet de loi complétant les loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Observations, p. 550.

Interpelle M. le ministre des affaires étrangères : 1<sup>o</sup> sur les conditions dans lesquelles M. Jacques de Borchgrave a trouvé la mort, le 20 décembre dernier, à Madrid; 2<sup>o</sup> sur les mesures que le gouvernement belge compte prendre pour assurer la protection de nos concitoyens en Espagne; 3<sup>o</sup> sur les mesures qu'il compte prendre pour protéger la dignité nationale au cas où M. de Borchgrave aurait été chargé d'une mission diplomatique ou aurait circulé sous la sauvegarde des insignes diplomatiques belges. Diverses observations étant faites au sujet des nombreuses demandes d'interpellation, motive son interpellation et déclare se réserver le droit de la développer si les explications qui seront données au comte d'Aspremont-Lynden, au cours de son interpellation sur le même objet, ne lui paraissent pas satisfaisantes, p. 559. — M. le président annonçant que l'interpellation de M. le comte d'Aspremont-Lynden devra être remise au surlendemain, le ministre des affaires étrangères ne pouvant être présent le lendemain, déclare qu'il lui sera

## de Dorlodot (baron) (suite)

- impossible d'être présent le jeudi, et demande, dans ces conditions, à pouvoir présenter ses observations à la fin de la séance du lendemain ou à celle du mardi suivant, p. 626. — Déclare maintenir son interpellation et prie le ministre de fixer un jour pour l'entendre, p. 626. — Déclare être d'accord avec M. le ministre des affaires étrangères pour que la discussion de son interpellation ait lieu au début de la séance du mardi suivant, p. 653. — Développe son interpellation, p. 677 à 679.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont sur le cas Vigneron. Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour de MM. de Grunne et consorts, p. 579. — Proteste parce que le vote sur l'ordre du jour pur et simple n'a pas eu lieu par appel nominal, p. 579. — Déclare qu'il voulait motiver son abstention et demande la parole pour un rappel au règlement, p. 579. — Fait un rappel au règlement, estimant qu'un membre a le droit de motiver son vote, même si ce vote a eu lieu par assis et levé; fait remarquer qu'une partie importante de la Droite s'est abstenue, p. 579. — Observations, p. 580.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Discours, p. 647.
- Budget des transports pour 1937. Discussion des articles. Article 38 : Estime que l'amendement de M. Bossuyt, en faveur des familles nombreuses, est appuyé par le Sénat, p. 728.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion générale. Discours : Estime que rien ne peut justifier le vote du projet en discussion et critique l'innovation qu'on veut introduire en matière de limite d'âge, p. 891, 892. — Discussion des articles. Article 5 et amendement de M. Van Dieren : S'abstient au vote sur cet amendement, p. 930. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 931.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Motion d'ordre de M. le comte de Grunne demandant l'appel nominal pour faire constater que le Sénat n'est plus en nombre. Appuie cette motion, p. 1039. — Discussion des articles du tableau. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Demande une politique agricole bien conçue et de longue haleine; insiste afin qu'une rémunération suffisante soit accordée aux producteurs de viande, de beurre et de lait, p. 1045.
- Interpelle M. le premier ministre sur le fait qu'un poste rémunéré au moyen des deniers publics aurait été conféré à M. Pierre Fontaine, auteur de la préface du *Dictionnaire subversif*, de M. Léo Campion. Par motion d'ordre, demande l'urgence, motive sa demande et insiste pour que son interpellation soit portée à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 1059. — Insiste à nouveau et précise son point de vue, p. 1060. — Développe son interpellation, p. 1092, 1093.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion des articles. Article 9, nouveau, proposé par amendement par M. Leurquin. Appuie l'amendement, p. 1140.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Estime que le projet ne donne pas de garanties suffisantes et regrette de ne pouvoir s'y rallier, p. 1144. — Discours : Prie le Sénat d'amender le projet en soustrayant à l'action gouvernementale les opérations de la Banque Nationale et la modification de la garantie-or, p. 1153. — Observations, p. 1156, 1157.
- Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels sur les conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Discussion de ces interpellations. Déclare qu'il aurait voulu demander une suspension de séance pour permettre au groupe agricole du Sénat de se concerter au sujet des déclarations que le ministre vient de faire, p. 1297. — Discours : Déclare que, n'ayant pu se concerter avec ses collègues du groupe agricole, il ne parle qu'en son nom personnel; estime que la politique agricole du gouvernement a échoué et donne lecture d'un ordre du jour qu'il prie le Sénat de voter, p. 1297. — Demande le renvoi à huitaine de la suite de la discussion pour que les groupes agricoles puissent se réunir, p. 1298. — M. le président déclarant qu'il n'y a pas lieu à remise, déclare, dans ces conditions, déposer l'ordre du jour dont il a donné lecture précédemment, p. 1298.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1440.
- Interpellation de M. Yernaux sur les conditions dans lesquelles a été installée la troisième classe de l'école communale pour filles de Boignée. Par motion d'ordre, fait remarquer que l'ordre du jour portait la discussion de cette interpellation pour 18 heures; qu'il comptait prendre la parole au cours de cette interpellation et que, le lendemain, il sera empêché d'assister à la séance; prie donc le Sénat d'aborder l'interpellation, conformément à la décision prise, p. 1502. — Discussion. Discours, p. 1560, 1561.

## de Dorlodot (baron) (suite)

- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. Rappel au règlement de M. Rolin au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement : Déclare se ranger à l'avis du président, p. 1541. — Observation au sujet de la position de la question, p. 1542.
- Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projet de loi modifiant les arrêtés-lois n° 173 du 18 juin 1925 et n° 211 du 27 novembre 1935, et complétant l'article 31b de la loi organique de l'enseignement primaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion au sujet de la fixation des débats. Observation, p. 1596. — Au moment du vote sur divers projets, demande si le vote sur ce projet ne sera pas remis au lendemain, p. 1664.

## de Fraipont, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 206.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare n'être pas satisfait des réponses données par le ministre aux questions posées par la commission, et annonce qu'il ne votera pas le budget, p. 219.
- Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur l'effet désastreux, pour la grande industrie métallurgique et charbonnière, de la mainmise des banques sur les conseils d'administration; attire ensuite l'attention sur la situation de la petite et moyenne industrie métallurgique, qui se voit obligée de refuser des commandes importantes, faute de matière première, p. 854. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 966.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Dispositions réservées. Article 5 : Amendement de M. Van Dieren et article 6 nouveau, proposé par amendement par M. Boon. Discours : Combat le projet, p. 930.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur la gravité de mesures trop généralisées qui tendent à mettre des fonctionnaires entre leur intérêt propre et l'intérêt de l'Etat; examine ensuite les abus qu'il y aurait lieu de supprimer, p. 1330 à 1332. — Observations, p. 1387.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Discours : Justifie le vote affirmatif du groupe rexiste, p. 1426.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.
- Projet de loi autorisant la S. N. C. F. B. à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office central de la petite épargne par la loi du 17 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- Interpellation de M. Lohest au sujet du transfert éventuel de certains établissements ressortissant à la défense nationale. Discours, p. 1738.
- De Hasque, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.
- Ann. — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 33.
- Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 369.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Demande l'extension de la diminution de la taxe à certaines sociétés, p. 521, 522.

## De Hasque (suite)

- Budget de la santé publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 824.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare ne pouvoir approuver l'amnistie inconditionnelle et annonce qu'il ne votera le projet que si le gouvernement dépose un amendement stipulant que les intéressés doivent introduire une demande pour profiter de la loi; que si le projet n'est pas modifié, il votera affirmativement pour les trois premiers articles mais négativement sur l'ensemble, p. 1653, 1654. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1704.

## de Hemricourt de Grunne (comte), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

Doc. — Proposition de modification au règlement du Sénat, n<sup>o</sup> 59.

Session ordinaire de 1936-1937.

Ann. — Bureau définitif. Secrétaires du Sénat : Au nom des groupes rexiste et nationaliste flamand, propose la candidature de M. Finné, p. 4.

Questeurs du Sénat. Déclare que le Sénat semblant se désintéresser de son parti, celui se désintéresse de l'assemblée, p. 4.

Interpelle M. le premier ministre, M. le ministre des affaires étrangères et M. le ministre de la justice : 1<sup>o</sup> sur le discours prononcé par le ministre de la justice à l'I. N. R., le jeudi 29 octobre 1936, et particulièrement sur les phases portant atteinte à la dignité d'une partie des mandataires du peuple; 2<sup>o</sup> sur l'interprétation que le gouvernement donne aux articles de la Constitution définissant les libertés fondamentales de la nation (en particulier les articles 10 et 12), à la suite des mesures prises et des déclarations publiques faites au cours de ces dernières semaines. Rappele l'article 33 du règlement et prie le Sénat de fixer un jour pour la discussion de son interpellation, p. 7. — Développe son interpellation, p. 17 à 20. — Discussion : Observations, p. 28. — Discours, p. 29, 30.

Budget de la justice pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 82.

Interpellations jointes de M. de Dorlodot, de MM. Van Dieren et Finné, de MM. Rolin et Vos relatives au conflit espagnol. Discussion d'ensemble. Déclare qu'une interpellation similaire devant être développée à la Chambre, il se contentera d'une brève intervention, p. 57.

Par motion d'ordre, propose au Sénat de renoncer à l'emploi de termes injurieux pour quelque parti politique que ce soit, p. 61.

Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion. Discours : Justifie brièvement l'attitude du groupe rexiste, estime que cette attitude a été logique et conforme aux traditions, p. 94. — Observations, p. 95, 97. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.

Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Estime que les orateurs ne se sont pas suffisamment occupés de la défense nationale proprement dite, déclare que le groupe rexiste votera le budget, p. 131, 132.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Formule les conclusions de son groupe en matière de politique étrangère et indique les raisons pour lesquelles ce groupe ne votera pas le budget, p. 173, 174.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Par motion d'ordre, estime que les membres ne devraient pas être retenus en commission pendant la discussion d'objets importants, p. 195. — Discussion générale. Discours : Commence par répondre à M. Vermeylen au sujet de la question du bilinguisme à Bruxelles, puis s'occupe de l'organisation de l'enseignement au point de vue linguistique; estime que les programmes sont trop chargés, parle de l'éducation physique, de la neutralité dans l'enseignement, puis motive une proposition de loi déposée par le groupe rexiste dans le but d'obtenir l'égalité en matière de pensions, p. 268 à 270. — Par motion d'ordre, fait une rectification au *Compte rendu analytique* en ce qui concerne la relation du discours qu'il a prononcé la veille et précise sa pensée, p. 286.

## de Hemricourt de Grunne (comte) (suite)

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le débat : Estime qu'il est de la dignité du Sénat de ne pas discuter le projet en hâte, p. 212. — M. Van Dieren ayant demandé la parole sans l'obtenir, proteste violemment, p. 213. — Discussion générale. Renonce à la parole, p. 232. — Demande la parole, p. 232. — Discussion des articles. Discours : Approuve et fait siennes les paroles de M. Van Dieren, critiquant les méthodes de travail parlementaire, p. 234, 235. — Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 247.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe ne votera pas le budget et demande au ministre s'il accorderait à Rex une longueur d'onde si la demande en était faite, p. 290. — Réclame à nouveau le droit pour son parti d'avoir l'usage du micro de l'I. N. R. et critique des émissions musicales, p. 300, 301.

Fait une motion d'ordre concernant le cas de M. Degrelle, chef du groupe rexiste, et le motif pour lequel il a été exempté du service militaire; produit une attestation émanant du ministère de la défense nationale d'après laquelle M. Degrelle a été exempté du service militaire non pour inaptitude, mais en tant qu'ainé d'une famille nombreuse, p. 311.

Règlement. Modification qu'il propose, avec M. Van Dieren, à l'article 62. Discussion : Observations, p. 368.

Budget des affaires économiques pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 370.

Interpellation de M. Delvaux au sujet de la légalité d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial de Liège. Observations, p. 372, 373. — Discours : Proteste contre la méthode de travail imposée aux sénateurs, p. 373.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale : Par motion d'ordre, demande la clôture du débat, le Sénat n'étant pas en nombre, p. 395, 396. — Discours : Critique les méthodes de travail du Sénat, demande à nouveau que le débat soit clôturé et déclare que son groupe demande l'appel nominal, p. 396. — Fait un rappel au règlement; cite l'article 27 et estime que lorsque le président refuse de consulter l'assemblée sur la proposition faite par un sénateur, il viole le règlement, p. 397. — Estimant que le règlement n'est pas respecté, interrompt l'orateur, M. Renard, et est rappelé à l'ordre à deux reprises, p. 398. — Par une nouvelle motion d'ordre, fait diverses observations et proposition au sujet du travail parlementaire, p. 408.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Refuse sa confiance au gouvernement, critique les méthodes de travail parlementaire, parle des échanges commerciaux et approuve certaines mesures prises par le ministre des finances, p. 488, 489. — Motion d'ordre de M. De Boodt demandant la levée de la séance : Appuie la proposition et demande l'appel nominal, p. 493. — Nouvelle motion d'ordre de M. De Boodt demandant la remise du débat : Appuie cette motion, p. 497.

Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Par motion d'ordre, demande quel est le ministre qui représente le ministre des finances, p. 521. — Insiste pour avoir une réponse aux questions posées par M. Boon, p. 521.

Budgets pour 1937 : 1<sup>o</sup> Voies et moyens; 2<sup>o</sup> Dette publique; 3<sup>o</sup> Pensions; 4<sup>o</sup> Ministère des finances; 5<sup>o</sup> Non-valeurs et remboursements; 6<sup>o</sup> Recettes et dépenses pour ordre; 7<sup>o</sup> Dotations; 8<sup>o</sup> Budget des colonies pour 1937 (dépenses métropolitaines); projet de loi tendant à : 1<sup>o</sup> à déterminer le produit de droits spéciaux frappant les céréales à l'importation à attribuer à l'exercice 1937 par dérogation à la loi sur la comptabilité de l'Etat; 2<sup>o</sup> à autoriser le gouvernement à garantir l'intérêt de l'amortissement d'un emprunt à contracter par la Ligue des familles nombreuses de Belgique et projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937. Déclare que son groupe votera contre tous ces projets sauf pour les budgets des dotations et le projet de loi concernant les droits spéciaux et la garantie d'amortissement d'un emprunt à contracter par la Ligue des familles nombreuses, sur lesquels il votera oui, p. 527.

Projet de loi concernant le remboursement anticipé des prêts d'argent. Discussion des articles. Fait remarquer qu'il n'a pas été imprimé de texte spécial pour le Sénat, p. 541.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Indique une modification qu'il juge nécessaire, proteste contre les méthodes de travail imposées au Sénat, puis déclare que son groupe renonce à son amendement, p. 547, 548.

Ajournement du Sénat à la fin de l'année : Au nom du groupe rexiste, s'associe aux paroles de M. Vinck présentant au président les vœux de l'assemblée, p. 554.

Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Discours : Motive l'ordre du jour qu'il dépose, p. 570. — Pendant le discours de M. van Zeeland, p. m., l'interrompt continuellement et est rappelé à l'ordre par M. le président, p. 571. — Fait personnel : Estime n'avoir

## de Hemricourt de Grunne (comte) (suite)

- pas été seul à mériter la veille un rappel à l'ordre : Reconnaît avoir été blessant et annonce qu'il le sera encore et exprime le désir d'être expulsé comme M. le président l'en a menacé, p. 574, 575. — Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion des deux interpellations. Demande l'appel nominal pour le vote sur la priorité de son ordre du jour, p. 579.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Au moment où le premier orateur va prendre la parole, déclare que son groupe ne discutera pas ce budget devant « un tel ministre ». M. le président lui applique la censure avec inscription au procès-verbal, pour les paroles qu'il vient de prononcer, p. 576. — S'abstient au vote sur la censure avec inscription au procès-verbal qui lui a été appliquée, p. 581. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 737.
- Remaniement ministériel. Communication du gouvernement au sujet de la démission de M. Vandervelde. Discours : Emet des considérations au sujet du discours de M. van Zeeland, p. 598.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boedt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Observations, p. 640, 641. — Fait personnel : Estime que certains documents ont dû disparaître du dossier que M. le premier ministre a lu, notamment parmi ceux qui le concernent, et que M. le premier ministre est mal informé; termine en déclarant qu'il n'a pas confiance, p. 646, 647. — Observations à propos d'un fait personnel de M. De Clercq, p. 655. — Vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. S'abstient au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 664.
- Interpellation du comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort du baron de Borchgrave et du recrutement de volontaires pour l'Espagne. Discussion. Discours : Précise la position de son groupe dans la question en discussion, p. 673, 674.
- Interpellation du baron de Dorlodot au sujet de la mort du baron de Borchgrave en Espagne. Discours, p. 679, 680. — Rappel au règlement de M. Bologne, estimant qu'il sort du cadre de la discussion : Fait diverses observations et demande à son tour la parole pour un rappel au règlement, p. 680. — Fait un rappel au règlement : Déclare qu'il voulait traiter la semaine précédente la question qu'il vient d'aborder dans son discours et indique le motif pour lequel il s'en est abstenu, p. 680.
- Fait personnel : Commente les paroles qui lui sont attribuées par le *Compte rendu analytique* de la séance de la veille et proteste parce qu'on lui a retiré la parole lorsqu'il a voulu s'expliquer, p. 703.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Présente quelques observations d'ordre général et moral, estime que la santé doit être subordonnée au moral, exprime des inquiétudes au sujet de l'esprit qui anime ce département, estime qu'il faut tout faire pour éviter l'hospitalisation des malades, parle de la culture physique et des sports, notamment du scoutisme, où règne la division, et cherche une solution d'entente; termine en déclarant que le gouvernement n'a pas la confiance de son groupe, p. 759 à 762. — Motion d'ordre de M. Renard, demandant de poursuivre la discussion de ce budget le lendemain : Appuie cette demande, p. 775. — Reprise de la discussion générale. Observations : Pose une question au ministre au sujet de la réservation de terrains dans le but d'être utilisés pour le sport ou le scoutisme, p. 813. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 824.
- Naissance d'un prince dans la Maison royale d'Italie. Demande à obtenir communication du texte du télégramme adressé par M. le président à LL. AA. RR. le Prince et la Princesse de Piémont, p. 764.
- Interpellation de M. Spreutel au sujet du chômage dans certains établissements de métallurgie. Discours, p. 826.
- Interpelle M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale sur : 1° l'application de la semaine de quarante heures dans les industries où le travail est effectué dans des conditions insalubres, dangereuses ou pénibles; 2° les promesses faites par le gouvernement au cours des séances du 27 juin ainsi que du 3 juillet 1936. Pendant la discussion du budget du travail et de la prévoyance sociale auquel son interpellation a été jointe, demande, par motion d'ordre, à pouvoir développer son interpellation avant 5 heures, p. 870, 871. — Développe son interpellation, p. 874 à 878. — Observations, p. 941, 942 à 943. — Demande à pouvoir répondre au ministre, p. 948. — Déclare ne pas être satisfait de la réponse du ministre et pose encore certaines questions, p. 952.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Proposition d'ajournement faite par M. Van Dieren : Demande la parole pour un fait personnel, p. 889. — Discussion générale. Discours : Estime le projet injustifiable et annonce le dépôt d'un amendement disant que la présente loi ne s'appliquera pas aux gouverneurs actuellement en exercice, p. 892. — Pose une question à M. De Schryver, m. i., p. 895. — Fait personnel : Proteste contre les paroles injurieuses qui lui ont été adres-

## de Hemricourt de Grunne (comte) (suite)

- sées par M. Demets et par M. Van Roosbroeck, p. 900. — Discussion et vote des dispositions réservées. Art. 5 et amendements de M. Van Dieren et de M. Boon (qui propose un art. 6). Discours : Combat le projet, p. 930.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale. Au cours de la séance du 4 mars 1937, demande, par motion d'ordre, de remettre la suite du débat au lendemain, vu le peu de membres encore en séance, p. 950, 952.
- Travail parlementaire. Par motion d'ordre, déclare que, dorénavant, lorsque son groupe estimera que le Sénat n'est plus assez nombreux, il demandera l'appel nominal et la levée de la séance, p. 967.
- Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boedt au sujet de la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren. Justifie et défend l'ordre du jour qu'il présente en conclusion à ces interpellations, p. 989. — Observation, p. 990. — Vote sur l'ordre du jour pur et simple : S'abstient à ce vote, p. 1010.
- Fixation de l'ordre du jour. Pendant la séance du 9 mars, M. le président demandant au Sénat de décider de siéger le jeudi matin suivant afin d'achever en temps utile la discussion des budgets, déclare réserver son attitude quant à l'application du règlement au cas où le Sénat se trouverait en nombre insuffisant, p. 1011.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale : Fait une motion d'ordre demandant l'appel nominal pour faire constater que le Sénat n'est plus en nombre, p. 1038, 1039. — M. le président annonçant que le vote sur l'ensemble du budget aura lieu le lendemain, proteste contre cette décision, p. 1048, 1049.
- Interpellation du baron de Dorlodot au sujet du cas Fontaine. Le baron de Dorlodot demandant, par motion d'ordre, que le Sénat déclare l'urgence et porte son interpellation à l'ordre du jour du mardi suivant, appuie cette demande, p. 1060. — Discussion. Discours : Releve un point de la réponse faite par M. van Zeeland, p. m., p. 1093.
- Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Discussion générale. Demande la parole pour un rappel au règlement : Proteste contre des paroles prononcées à l'adresse de son groupe par M. J. Devos, p. 1077. — Discussion des articles. Article 2 : Estime que cet article est inutile et en propose la suppression, p. 1084.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Déploie la hâte apportée à l'examen de ces budgets, en examine certains postes, critique la politique du parti socialiste en matière d'habitations ouvrières, p. 1101 à 1103. — Demande la parole pour un fait personnel, p. 1103. — Fait personnel : Répond aux observations de M. L. Bernard concernant la question des habitations à bon marché, p. 1104. — Observations, p. 1109, 1112. — Budget extraordinaire. Discussion des articles du tableau : Défend les amendements qu'il a présentés aux articles 9 et 122, p. 1114. — Après une observation du ministre, déclare maintenir ses amendements et demande que la question soit remise au lendemain, p. 1114. — S'abstient au vote sur l'ensemble des deux budgets, p. 1129.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Après la lecture du rapport complémentaire, par M. De Boedt, demande pour quelles raisons l'amendement proposé à l'article 9 a été repoussé à l'unanimité par la commission, p. 1128. — Discussion des articles. Article 9 nouveau proposé par amendement, par M. Leurquin : Appuie l'amendement et déclare que le groupe rexiste le votera, p. 1140. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Indique les appréhensions de son groupe, qui ne votera pas le projet, p. 1147, 1148. — Discours, p. 1161.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des subsides accordés à l'Union chimique. Fait une déclaration au nom du groupe rexiste, estimant que l'entreprise au profit de laquelle le privilège fut accordé ne le méritait pas, p. 1171.
- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Fait remarquer l'urgence d'un statut définitif en la matière, p. 1183, 1184.
- Proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Par motion d'ordre, rappelle cette proposition de loi et demande qu'elle soit examinée le jour même, p. 1184, 1185.
- Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. S'abstient au vote sur l'alinéa 2 de cette proposition de loi, p. 1203.

## de Hemricourt de Grunne (comte) (suite)

- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. Discussion sur la recevabilité. Discours : S'élève contre l'irrecevabilité, tout en n'étant pas d'accord sur le fond de la question, p. 1205. — Demande la parole pour un rappel au règlement, estimant que M. Jos. De Clercq l'a violé en abordant le fond de la proposition, alors que seule la recevabilité est en discussion, p. 1229. — Demande la parole pour un fait personnel, p. 1230. — Fait personnel : S'explique sur les observations qu'il a faites le mercredi précédent et estime que M. Jos. De Clercq n'a pas interprété exactement ses paroles, p. 1231.
- Politique du gouvernement. Nouveau statut international de la Belgique. Déclaration de M. Spaak, m. a. ét. et c. e. Discussion. Discours : Proclame l'adhésion du groupe rexiste à la nouvelle orientation de la politique étrangère belge; approuve la volonté de la Belgique de poursuivre une politique de paix, de défendre ses frontières; élève quelques objections quant à l'interprétation donnée par M. Van Overbergh à l'article 16 du pacte de la S. D. N.; exprime au ministre des affaires étrangères l'entière satisfaction de son groupe pour les résultats qu'il a obtenus, p. 1213, 1214.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire une fois de plus l'attention sur le régime exceptionnel imposé au groupe rexiste en ce qui concerne les émissions de la radio, p. 1235.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, fait une observation au sujet de l'alternance des orateurs, p. 1302. — Au moment d'une reprise de la discussion générale, M. Volckaert proposant de limiter la durée des discours, proteste, p. 1307. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Fait diverses observations et demande aux sénateurs de voter sans parti pris, p. 1320. — Fait une rectification au *Compte rendu analytique*, en ce qui concerne le discours qu'il a prononcé la veille, estime que sa pensée n'a pas été exactement rendue, puis déclare que M. Doutrepoint a parlé comme un imbécile, p. 1332. — M. le président n'a le rappelant à l'ordre, déclare maintenir ses paroles, p. 1332. — M. le président relevant sa critique à l'adresse du *Compte rendu analytique*, précise sa pensée, p. 1357.
- Projet de loi portant révision de la loi du 16 novembre 1919, relative à la réglementation de la navigation aérienne. M. Jaspard, m. t., faisant une déclaration au cours de laquelle il demande le vote d'urgence de ce projet, et le président proposant d'en aborder la discussion, déclare qu'il aurait voulu intervenir dans le débat, mais que, ne sachant pas qu'il figurait à l'ordre du jour, il ne s'est pas muni de sa documentation et demande la remise au lendemain, p. 1374. — Discussion générale : Discours : Déclare qu'il importe d'éviter une réglementation vexatoire, fait remarquer que l'Angleterre s'efforce de mettre l'aviation sur le même pied que l'automobilisme, tandis que la Belgique renforce le contrôle et paralyse la circulation privée; critique certaines mesures prises, estime que la législation doit être large et rappelle deux amendements qu'il présente à l'article 14, p. 1406, 1409. — Demande certaines explications qu'il avait sollicitées par écrit en ce qui concerne l'application de la réglementation existante, p. 1409. — Discussion des articles. Article 14 : Défend les amendements qu'il présente à cet endroit et estime qu'ils peuvent être admis, p. 1414. — Se déclare disposé, sous certaines conditions, à retirer son premier amendement, p. 1415. — Déclare retirer son premier amendement, mais maintenir son second, p. 1415. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1419.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Fait remarquer que, à l'heure actuelle, les limites de la colonie ne sont pas nettement établies, critique certains points de la politique coloniale du gouvernement et indique les raisons pour lesquelles son groupe ne donnera pas sa confiance, p. 1380, 1381. — S'abstient au vote sur les trois projets, p. 1411.
- Interpellation de M. Olyff au sujet de la participation d'un officier supérieur de l'armée active à des manifestations politico-religieuses. Discours, p. 1401.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures vexatoires prises par M. le bourgmestre Max à l'occasion de la manifestation flamande du 23 mai. Discours, p. 1403. — Vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist : Motive le vote affirmatif du groupe rexiste, p. 1420.
- Fixation de l'ordre du jour : Semaine du 1<sup>er</sup> au 3 juin 1937. Observations, p. 1451.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion des articles. Article 10. Discours : Estime que la loi est mal faite et déclare que si certains membres de son groupe émettent un vote négatif, ce vote sera motivé par une raison juridique et non de principe et annonce le dépôt d'une proposition de loi, dès la session suivante, ayant pour objet de corriger la présente loi, p. 1466.
- Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 3 mai 1933 modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928 qui portait création d'un office et d'un fonds spé-

## de Hemricourt de Grunne (comte) (suite)

- cial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Observation au sujet du renvoi éventuel à la Chambre, p. 1472.
- Fixation de l'ordre du jour. Séance du 2 juin 1937. Observation, p. 1488.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Estime le projet immoral, critique la dévaluation et indique les motifs pour lesquels son groupe ne pourra se rallier au projet en discussion, p. 1494, 1495. — Discussion des articles. Article 3 et amendement de M. Godding. Appuie cet amendement, p. 1502. — Demande l'appel nominal pour le vote sur cet amendement, p. 1502. — Insiste sur sa demande d'appel nominal, p. 1502. — Article 9 et amendements de M. Temmerman. Demande si l'on ne pourrait procéder à un seul vote sur l'amendement de M. Temmerman et sur l'article 9, p. 1515. — Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. Motive l'attitude de son groupe, p. 1543, 1544.
- Demandes de naturalisation. Observation au sujet de la procédure à suivre, p. 1516.
- Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Motive l'attitude du groupe rexiste et son refus de prendre position dans le conflit, p. 1697. — Discussion des articles. Article 1bis proposé par amendement de MM. Van Dieren et Verbist. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1702.
- Proposition de loi accordant amnistie à certains chômeurs frappés de sanctions en vertu des lois et règlements en vigueur relatif à l'assurance contre le chômage involontaire. Discussion sur la prise en considération. Observation : Demande à connaître le texte de la proposition de loi pour juger de sa recevabilité, p. 1708, 1709.
- Proposition de loi d'amnistie pour les faits qui se sont produits le 25 octobre 1936. Par motion d'ordre, annonce le dépôt de cette proposition et demande qu'elle soit discutée d'urgence, p. 1709. — Insiste sur sa demande, p. 1709.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Observation, p. 1718. — Discours : Motive le vote affirmatif du groupe rexiste et estime que l'article 5 devrait être amendé, p. 1721.
- Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs alloués à l'Office central de la Petite Épargne par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- Projet de loi autorisant la S. N. C. F. B. à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- de la Barre d'Erquennes (comte), sénateur de l'arrondissement de Mons et Soignies, questeur du Sénat.
- 2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.
- Ann. — Proclamé, par acclamations, questeur du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).
- Session ordinaire de 1936-1937.
- Doc. — Budget des transports pour 1937. Rapport, n° 59.
- Dotation sénatoriale pour 1937. Rapport, n° 74.
- Projet de loi relatif au compte de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour l'exercice 1937. Rapport, n° 134.
- Projet de loi portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. Rapport, n° 203.
- Demandes de naturalisations. Rapport, n° 216.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de Fer belges à contracter un emprunt de 150.000.000 de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et de Bruxelles-Midi. Rapport, n° 268.
- Ann. — Réélu questeur du Sénat, p. 4.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il votera contre le projet et motive son vote, p. 99.
- Budget des transports pour 1937. Dépose le rapport sur ce budget, p. 327. — Par motion d'ordre rappelle que son rapport sur le budget des transports vient d'être distribué le matin même et demande que la discussion de ce budget, fixée au lendemain, soit reportée à une date ultérieure, p. 337. — Discussion de ce budget et des interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Observations, p. 604 à 607. — Discours : Répond aux observations présentées par plusieurs orateurs, notamment en ce qui concerne les pensions, les tarifs d'exploitation, les réductions accordées ou à accorder et termine en exprimant sa confiance au ministre,

**de la Barre d'Erquelines (comte) (suite)**

- p. 689 à 690 et 691 à 693. — Observations, p. 722, 723. — Demande au ministre une explication en ce qui concerne une controverse juridique qu'il a signalée dans son rapport, p. 728. M. le ministre lui répondant qu'il s'agit là d'une question qui regarde le gouvernement en entier, demande que le cas soit soumis à une commission de juristes, p. 728. — Discussion des articles. Art. 38. Estime qu'on peut faire confiance au ministre, p. 728.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Relève plusieurs points sur lesquels il n'est pas d'accord avec le rapporteur, notamment en ce qui concerne les difficultés financières des communes, p. 421.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Par motion d'ordre, propose de limiter la durée des discours à cinq minutes, p. 551.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Observations, p. 580.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour l'exercice 1937. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 862.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Demande des précisions au sujet des dispositions visant les incompatibilités en ce qui concerne la S. N. C. F. B., p. 1146, 1147. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1166.
- Interpellation de M. Demarré au sujet de l'émission par la S. N. C. F. B. de tickets rédigés en français et délivrés à des pèlerins limbourgeois. Fait un rappel au règlement, estimant que M. Van Dieren n'a pas le droit de parler dans les couloirs séparant les travées, p. 1256.
- Projet de loi modifiant la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1305. — Discussion générale. Discours : Donne des explications en réponse aux observations du comte de Grunne, puis annonce que le ministre a l'intention de déposer un projet créant un conseil d'enquête aéronautique et estime que le Sénat peut, en toute confiance, adopter le projet, p. 1409, 1410. — Discussion des articles. Art. 14. Proteste contre le dépôt tardif des amendements du comte de Grunne, estime qu'ils ne sont pas fondés et invite le Sénat à les repousser, p. 1414, 1415.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1487.
- Interpellation de M. Nèves au sujet de notre aviation militaire. Discussion. Observation, p. 1590.
- Projet de loi autorisant la S. N. C. F. B. à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et de Bruxelles-Midi. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1659.

**Delattre, ministre du travail et de la prévoyance sociale.**

- Ann.** — Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne sur : 1° l'application de la semaine de quarante heures dans les industries où le travail est effectué dans des conditions insalubres, dangereuses ou incommodes; 2° les promesses faites par le gouvernement au cours des séances du 27 juin et du 3 juillet 1936. Discussion d'ensemble. Observations, p. 846, 873. — Discours : Commence par remercier la commission de la sollicitude qu'elle a montrée à l'égard des victimes de la catastrophe de La Bouverie, puis répond aux observations présentées par les différents orateurs, p. 901 à 914. — Observation au sujet de la suite des débats, p. 915. — Observations, p. 919. — Discours : Répond aux discours de M. Van Dieren, p. 920, 921. — Observation : Répond à une question de Mlle Baers, relative à l'établissement d'une enquête concernant le travail des femmes mariées, p. 938. — Discours : Répond aux observations présentées et en particulier à l'interpellation de M. le comte de Grunne, p. 938 à 948. — Observations, p. 949. — Discussion des articles du tableau. Art. 2 et amendement de M. Van Dieren. Discours : Prie le Sénat de rejeter l'amendement de M. Van Dieren, puis répond à celui-ci, p. 963 à 965. — Déclare avoir accordé le monopole à la Ligue de médecine préventive, parce que c'est le seul organisme existant, estime pouvoir donner satisfaction à MM. J.-J. De Clercq et Van Overbergh et prie à nouveau le Sénat de ne pas admettre l'amendement de M. Van Dieren, p. 965.
- Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. Discussion générale. Discours : Se rallie aux conclusions de la commission du Sénat et répond aux observations présentées, notamment par M. Lohest, en ce qui concerne les frais médicaux, p. 1201, 1202. — Discussion sur le point de savoir par qui seront supportés les frais médicaux : Observations, p. 1202, 1203.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Estime que l'accord est à peu près unanime, et

**Delattre (suite)**

- que l'on pourrait passer à la discussion des articles; déclare que la loi sera appliquée avec précaution et qu'il serait préférable qu'elle fut votée sans amendement, afin de ne pas faire retour à la Chambre; propose de passer immédiatement à l'examen des articles, p. 1447, 1448. — M. le président proposant de remettre au mercredi matin la discussion des articles, appuie cette proposition, p. 1451. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Estime qu'après le rapport si complet de Mlle Baers, il ne reste pas beaucoup à ajouter; répond cependant aux questions posées et précise la portée de l'article, p. 1457. — M. le président faisant remarquer qu'une modification est proposée au titre du projet, demande si cette modification du titre entraîne le renvoi du projet à la Chambre, p. 1457. — Art. 2 et amendements de M. Mertens et M. Jauniaux : Prie le Sénat de ne pas admettre ces amendements que la commission a repoussés et répond à une question de M. Van Coillie concernant les caisses mutuelles, p. 1457. — Discussion au sujet de l'interprétation de cet article : Observations, p. 1459. — Prie à nouveau le Sénat de rejeter les amendements présentés à cet endroit, p. 1459. — Art. 3 : Prie le Sénat de repousser l'amendement de M. Jauniaux, p. 1460. — Observation au sujet du montant des cotisations et de l'interprétation des textes, p. 1460. — Art. 4 : Demande au Sénat de rejeter l'amendement de M. Beeckx, qui est devenu l'amendement de la commission et indique les raisons de sa demande, p. 1460, 1461. — Discours : Défend le texte du gouvernement et insiste pour que l'article soit maintenu, p. 1463, 1464. — Art. 5 et amendements de la commission : Estime que, par suite de l'adoption de l'article 4, les amendements deviennent sans objet, p. 1464. — Art. 7 et amendement de M. Jauniaux : Déclare partager l'opinion de M. Jauniaux, mais estime que son amendement ne remédie pas à la situation qu'il envisage et demande que le texte soit voté tel qu'il est présenté par le gouvernement, p. 1465.
- Fixation de l'ordre du jour. Semaine du 1<sup>er</sup> au 3 juin : Observations, p. 1451.
- Projet de loi modifiant la loi du 2 juillet 1899 concernant la santé et la sécurité des ouvriers occupés dans des entreprises industrielles et commerciales. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> et amendement de la commission : Déclare se rallier aux amendements de la commission, p. 1467.
- Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933 modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928 qui portait création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours : Définit le but du projet et répond aux observations présentées; prie le Sénat, afin d'éviter tout retard, de repousser les amendements présentés, p. 1471, 1472. — Fait une observation au sujet du renvoi éventuel à la Chambre, p. 1472. — Répond à une question du vicomte Simonis au sujet du coût de la loi, p. 1472. — M. Bourguignon lui faisant observer qu'il n'a pas répondu à certaines de ses questions, fait remarquer qu'il a répondu à certains points et que pour le surplus il répondra lors de la discussion de l'article 2, p. 1473. — Indique l'interprétation de l'amendement voté par la Chambre et que le Sénat voudrait modifier, p. 1473. — Répond aux observations de M. L. Bernard et de Mme Maréchal, p. 1473, 1474. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Prie le Sénat de repousser les amendements de M. Gravez, ceux-ci ne rentrant pas dans le cadre de la loi, p. 1474.
- Projet de loi étendant la journée de huit heures au personnel de l'infirmerie des établissements hospitaliers publics et privés ainsi que des cliniques. Discussion générale. Discours : Répond aux observations de M. Moulin et précise le sens et la portée de la loi, p. 1550. — Observations au sujet des élèves infirmières, p. 1550, 1551.
- Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Discours : Relève certaines observations faites par le rapporteur, attire l'attention sur les charges qu'entraînera le projet et demande que le Sénat le discute dès que la commission l'aura examiné, p. 1711, 1712. — Observations, p. 1714.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Observation, p. 1718. — Discours : Répond aux observations présentées par les orateurs et défend le projet, puis prie le Sénat de ne pas adopter les amendements présentés et de voter le projet, p. 1720, 1721. — Discussion de l'article unique et amendement de M. Bourguignon : Prie le Sénat de ne pas admettre cet amendement, p. 1722. — Article 19 et amendement de M. Bourguignon : Estime qu'il s'agit d'une simple question de technique d'assurance, p. 1722.
- Projet de loi portant prescription exceptionnelle en matière sociale. Demande que ce projet soit renvoyé encore à la commission pour qu'elle le réexamine, p. 1731.

**de Laveleye, nommé ministre de la justice, le 25 avril 1937.**

- Ann.** — Projet de loi modifiant le décret du 18 août 1807, qui prescrit les formes à suivre pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou de deniers publics. Dépose ce projet de loi, p. 1201.

**de Laveleye (suite)**

- Projet de loi portant modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle. Déclare que le gouvernement est d'accord avec le rapporteur pour demander au Sénat de renvoyer ce projet à la commission, le gouvernement y ayant déposé divers amendements, p. 1237.
- Proposition de loi modifiant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Discussion générale. Discours : Défend l'amendement du gouvernement à l'article 5, p. 1237, 1238.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Expose devant le Sénat le point de vue du gouvernement dans ce problème, se déclare personnellement partisan du projet Legrand et estime qu'en tout état de cause un essai devrait être fait, le régime actuel comportant de nombreux inconvénients, p. 1304, 1305. — Observation, p. 1310.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de l'emprisonnement de M. Grammens. Répond à l'interpellation, p. 1324.
- Interpellation de M. Minnaert au sujet des intentions du gouvernement en vue de protéger les locataires qui, par suite de l'application de la nouvelle loi sur les loyers, ne jouissent plus d'aucune protection. Répond à l'interpellation et déclare que, le cas échéant, le gouvernement envisagerait le dépôt d'un nouveau projet sur la matière, p. 1365, 1366.
- Interpellation de M. Van Dieren sur la façon inexplicable dont la nommée Malou Guérin, condamnée à quinze ans de travaux forcés du chef de complicité d'assassinat, a été mise en liberté pour cause de santé, après seulement vingt-deux mois de prison, alors que l'objectif de conscience idéaliste Berten Fromont, malgré sa grave maladie, a été maintenu en prison jusque quinze jours avant sa mort. Répond à l'interpellation, p. 1368, 1369.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion au sujet de la fixation : Demande qu'un vote intervienne avant le départ du premier ministre pour les Etats-Unis, p. 1596. — Discussion générale. Discours : Relève quelques points des discours de MM. Pholien et Crouwert, notamment en ce qui concerne le point de vue juridique, et défend le projet, p. 1668 à 1670. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> et amendement de M. Noël : Prie le Sénat de rejeter l'amendement principal de M. Noël, qu'il estime irrecevable, p. 1700. — Article 1<sup>er</sup> bis, proposé par amendement par MM. Van Dieren et Verbist : Prie le Sénat de repousser l'amendement, p. 1701. — Déclare formellement que, éventuellement, le nécessaire sera fait pour qu'il soit remédié à la situation signalée par M. Verbist, p. 1702.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion générale. Discours : Répond aux discours de M. Delvaux en ce qui concerne l'article 4 bis, p. 1612. — Discussion des articles. Article 4 et amendement de M. Orban : Insiste pour que le Sénat rejette l'amendement, p. 1661.
- Projet de loi relatif au remboursement anticipé des prêts d'argent. Dépose ce projet de loi, p. 1709.

**Delvaux, sénateur provincial du Luxembourg.**

- Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de l'examen préalable à la nomination des magistrats, suggère de le transformer en un concours, puis attire l'attention sur l'insuffisance des armes dont dispose le ministre dans les cas d'occupation d'usines, p. 63, 64. — Observations, p. 74.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Discours : Estime que le projet est essentiellement une loi de circonstances, relève les déclarations faites dans l'exposé des motifs, estime que le projet en discussion sera inefficace et qu'une réforme fondamentale de structure s'impose, indique ces réformes, déclare que le groupe rexiste s'abstiendra et termine en disant que c'est le régime qui doit être réformé, p. 86 à 89. — Répond aux observations faites par le rapporteur M. Gillon et justifie à nouveau l'attitude de son groupe, p. 99. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.
- Interpelle M. le ministre de l'intérieur sur la légalité de l'arrêté pris par la députation permanente du conseil provincial de Liège en date du 3 novembre 1936, chargeant les collèges échevinaux des communes de la province de l'affichage et de la publication d'une proclamation politique du conseil provincial de Liège en séance du 21 octobre 1936 et sur les raisons pour lesquelles aucun recours n'a été pris par M. le gouverneur de la province contre cet arrêté. Développe son interpellation au cours de la discussion générale du budget de l'intérieur, p. 371 à 373.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 383. — Discours : Parle des récentes grèves et des mesures de répression qui les ont accompagnées; estime que le service d'ordre n'a pas été suffisamment bien organisé, p. 417, 418, 419.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

**Delvaux (suite)**

- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Reconnaît avoir dit le mot « valet » à la droite. M. le président l'invitant à retirer cette parole, fait diverses observations et refuse de la retirer. M. le président le rappelle à l'ordre, puis lui applique la censure avec inscription au procès-verbal, p. 575. — Demande la parole sur un rappel à l'ordre qui lui a été infligé la veille, à propos d'une fait personnel de M. de Grunne, p. 578. — Accuse M. Yernaux d'une imputation insultante pour son groupe, p. 578. — S'abstient au vote sur la censure avec inscription au procès-verbal qui lui a été appliquée, p. 581. — S'abstient au vote sur la censure avec inscription au procès-verbal appliquée à M. de Grunne, p. 581.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 993. — Déclare renoncer à la parole, p. 1036. — Discussion des articles du tableau. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Parle, en ordre principal, des dégâts causés aux cultures par les lapins, et traite la question du beurre et de la margarine, p. 1046. — Observations, p. 1048.
- Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Discussion générale. Demande la parole pour une motion d'ordre, p. 1075. — M. le président lui faisant remarquer que la parole est à M. Gillon et M. Van Dieren faisant remarquer que c'est pour un rappel au règlement que M. Delvaux a demandé la parole, déclare qu'il en est ainsi et qu'il s'était trompé, p. 1076. — M. le président lui ayant accordé la parole, déclare qu'il parlera plus tard, p. 1077. — Reprise de la discussion. Discours : Déclare ne pas être opposé au principe de la loi, mais annonce que son groupe ne la votera pas parce que c'est une loi de coup de force, p. 1082.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe rexiste ne votera pas le projet parce qu'il frappe les consommateurs modestes; estime que, pour diminuer le prix de revient, il faudrait s'attaquer au trust des engrais, p. 1122. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : S'attache à démontrer que la loi de 1919 a fait faillite; préconise l'adoption du projet Legrand, qu'il estime de nature à faire disparaître le mal; reconnaît que le projet de la commission n'est pas parfait, annonce un amendement et déclare que le groupe rexiste votera le projet, p. 1242 à 1244.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion générale. Discours : Approuve le projet et annonce que son groupe le votera; fait cependant des observations relatives à l'article 4 bis, que son groupe repoussera, ainsi que la motion d'ajournement faite par M. Rolin, p. 1611.
- Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs alloués à l'Office central de la petite épargne par la loi du 17 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Bruxelles-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- De Maeght, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**
- Ann.** — Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Rend hommage au rapporteur, puis s'occupe de la question du tourisme, p. 611 à 613.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple, en conclusion à ces interpellations. S'abstient au vote, p. 1010.
- Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Discussion : Déclare ne pas se rallier à l'ordre du jour présenté par M. le baron de Dorlodot, mais insiste pour que le ministre prenne les mesures qui s'imposent, p. 1298.
- de Man, sénateur coopté, ministre des finances.**
- Ann.** — Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion d'ensemble. Observations, p. 466. — Discours : Déclare ne pouvoir répondre en détail à toutes les observations et suggestions qui ont été faites par les orateurs, puis donne des explications au sujet des principaux points qui ont été traités, p. 470 à 474.
- Interpellation de M. Van Dieren à M. le ministre des finances sur : 1<sup>o</sup> Le rapport de la commission d'enquête au sujet des interventions de crise a révélé que depuis 1928 les administrateurs de la S. N. C. I. ont touché des tantièmes pour un montant d'environ 7,500,000 francs. Cela est-il conforme à la loi? Dans l'affirmative, que compte-t-il faire pour rendre

## de Man (suite)

- impossible à l'avenir une telle répartition illicite de bénéfices? Dans la négative, quelles mesures compte-t-il prendre pour faire rembourser immédiatement ces sommes au Trésor public? De quelle façon ces sommes ont-elles été réparties entre les administrateurs? 2° La même commission d'enquête a révélé qu'à l'occasion de l'emprunt Mendelsohn : a) un de ses prédecesseurs a fourni au parlement des renseignements erronés, et ce à diverses reprises; b) l'Etat, par suite de cet emprunt qui ne semble pas avoir été contracté dans son intérêt, aurait subi une perte de plus de 200 millions. Quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour compenser la perte en tout ou en partie? Le gouvernement n'estime-t-il pas qu'il est indispensable d'établir toutes les responsabilités pour que les irrégularités commises puissent être punies? Discussion de cette interpellation. Observations, p. 458. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 459 à 461. — Vote sur l'ordre du jour présenté par MM. Van Dieren et Finné; remercie M. Van Dieren d'avoir déposé l'ordre du jour et demande au Sénat de l'adopter, p. 482.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas du colonel Vigneron. Discours : Intervient pour justifier son attitude dans des circonstances auxquelles M. De Mont a fait allusion au cours de l'interpellation, p. 567.
- Projet de loi concernant la coordination des activités, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Dépose ce projet de loi, p. 578. — Discussion générale. Discours : Indique les buts du projet, rend hommage aux travaux de la commission et demande au Sénat de faire confiance au gouvernement, p. 1134 à 1138. — Observations, p. 1144, 1146, 1147. — Discours : Répond aux objections soulevées par différents membres et discute certains amendements présentés, p. 1155 à 1161. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, litt. b et c : Amendement subsidiaire de M. Van Dieren : Combat cet amendement, p. 1164. — Lit c : Amendement de MM. Demets et consorts : Estime qu'il n'y a pas lieu d'insister sur cet amendement et indique ses raisons, p. 1164.
- Interpellation de M. Pholien sur le rapport de la commission Servais et ses conséquences. Discussion de cette interpellation et d'une interpellation jointe de M. De Boodt sur la façon incompréhensible dont s'est acquitté de sa mission la commission d'enquête sur les interventions de crise et les collusions entre la politique et la finance. Discours : Répond, en ce qui le concerne, aux interpellateurs, p. 653.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Dépose ce projet de loi, p. 680.
- Projet de loi relatif au remboursement anticipatif des bons garantis 5 p. c. à cinq ans émis par la S. N. C. F. B. Discussion générale. Discours : Souligne le but et l'utilité du projet, p. 690.
- Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937. Dépose ce projet de loi, p. 839.
- Interpellation de M. Van Dieren sur le fait qu'après l'instauration du contrôle sur les opérations de change, il a été accordé en mars 1935 à la société anonyme Union chimique un crédit de près de 100 millions de francs sous la garantie de l'Etat, avance qui aurait été échangée immédiatement en francs français, lesquels ont été ensuite convertis en 320 lingots d'or. Annonce qu'il va faire une déclaration au nom du gouvernement et que M. Van Dieren jugera après s'il désire maintenir son interpellation, p. 1167. — Discours : Commence par déclarer que cette explication est une réponse à une interpellation ayant eu lieu à la Chambre la semaine précédente, rappelle qu'en suite de l'interpellation de M. Sap, le ministre de la justice chargera le parquet d'enquêter immédiatement au sujet de manœuvres illicites qui auraient pu se produire à l'occasion d'un crédit à l'Union chimique; annonce que le procureur général n'a pas trouvé matière pouvant être retenue pour l'instruction judiciaire et ajoute quelques précisions aux conclusions du parquet, déclare, en terminant, qu'il se tient à la disposition de M. Van Dieren si les explications qu'il vient de donner ne lui suffisent pas, p. 1167 à 1170.
- Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale. A la fin de la séance du 24 mars, demande si ce projet qui vient d'être transmis par la Chambre ne pourrait être discuté et voté ce jour même, p. 1187. — Discussion générale. Discours : Se rallie au discours du rapporteur tant en ce qui concerne l'extension du projet, demandée par M. Gravez, qu'au sujet de l'interprétation du mot « pénalité » qu'il a donnée, p. 1197. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Déclare que le gouvernement est d'accord sur les explications fournies par le rapporteur, p. 1198.
- Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932, de 15 millions de florins des Pays-Bas. Discussion générale. Discours. Défend le projet, p. 1192, 1193.

## de Man (suite)

- Projet de loi autorisant l'émission d'emprunt en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c., de 1930, de 45 millions de florins des Pays-Bas. Discussion générale. Discours : Défend le projet, p. 1192, 1193.
- Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. Discussion générale. Discours : Répond au discours de M. Lohest, qui demande au gouvernement d'établir un minimum vital de traitement, et lui fait remarquer que ce problème relève de la réforme administrative dont l'étude est en cours, p. 1195, 1196.
- Fixation de l'ordre du jour. Semaine du 1<sup>er</sup> au 3 juin 1937. Observation, p. 1451, 1488.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il présentera ses observations concernant les amendements proposés au moment de la discussion des articles et se contente de répondre aux observations d'ordre général présentées par MM. Pholien et Godding; défend et justifie le projet, regrette qu'il doive faire retour à la Chambre, mais reconnaît que le débat en commission a fait ressortir que la loi gagnerait à être amendée, et déclare que le gouvernement accepte les amendements de la commission et même certains autres présentés après le dépôt du rapport, termine en répondant à quelques questions posées par des sénateurs, p. 1492 à 1494. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Combat l'amendement présenté par M. Noël, p. 1496. — Alinéa 2 et amendement de M. Pholien, tendant à faire porter l'impôt sur les bénéfices. Combat cet amendement et prie le Sénat de le rejeter, p. 1496, 1497. — Alinéa 4 et amendement de M. Noël. Combat cet amendement, p. 1497. — Alinéa 6 (nouveau) proposé par amendement de M. Pholien. Fait remarquer que cet amendement est la reproduction d'un amendement présenté précédemment par M. Pholien et qui a été rejeté, estime que les mêmes motifs militent en faveur du rejet du présent amendement, p. 1498. — Article 2 et amendement de M. Rolin au 2<sup>o</sup> de cet article. Donne son accord sur l'amendement de M. Rolin et son interprétation par M. Godding, étant entendu que ce dernier retire son amendement à l'article 3, p. 1499. — Amendement de M. Pholien tendant à l'insertion d'un 2<sup>o</sup>ter à cet article. Se déclare prêt à accepter cet amendement, sous condition d'ajoute au texte indiqué par M. Pholien, p. 1500. — Amendement de la commission. Déclare être d'accord avec cet amendement, p. 1500. — Nouvel amendement de M. Pholien proposant un nouvel alinéa au 2<sup>o</sup> de cet article. Se déclare d'accord avec M. Pholien, p. 1501. — Article 3 et amendement de M. Godding. Combat cet amendement qu'il estime dangereux et qui ne fait que décaler la difficulté à résoudre, puis donne quelques explications, p. 1501, 1502. — § 3. Se déclare d'accord avec une modification de texte proposée par la commission, p. 1503. — Alinéa 2 de ce paragraphe. Déclare être d'accord avec M. Pholien au sujet de l'application de la loi en ce qui concerne des situations antérieures au dépôt du projet, p. 1504. — Article 8 et amendement de la commission au § 2. Déclare s'y rallier, p. 1504. — Article 9 et amendement de M. Noël. Combat cet amendement, p. 1508. — Amendement de M. Temmerman et amendement subsidiaire de MM. Temmerman et Coenen. Discours : Combat les arguments de M. Temmerman, défend la procédure préconisée par le projet, estime que c'est elle qui troublera le moins la confiance, et demande qu'on ne touche pas à l'essentiel du projet, p. 1511 à 1513. — Observations, p. 1514. — Amendement subsidiaire à M. Temmerman. M. le président demandant s'il ne convient pas de modifier certains termes, estime que cela n'est pas nécessaire, p. 1516. — Marque son accord sur le texte dont le président donne lecture, p. 1516. — Vote en seconde lecture. Art. 2 et amendement de M. Godding. Déclare que le gouvernement se rallie à cet amendement, p. 1538. — Déclare se rallier à l'interprétation donnée au texte par le rapporteur, puis répond à M. Temmerman, p. 1538, 1539. — Article 9 et amendement de M. Temmerman. Relève certaines observations de M. Temmerman et combat l'amendement qu'il présente, p. 1542, 1543.
- Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Demande au Sénat de voter le projet, mais en lui assurant une discussion approfondie, insiste pour que le projet soit examiné à la fois par la commission des finances et par celle du travail et estime que la meilleure solution est de demander à ces commissions de travailler, puis de laisser au bureau le soin de fixer la date de l'examen en séance publique, p. 1712, 1713. — Fait remarquer que le gouvernement n'a pas à intervenir dans l'ordre des travaux des Chambres et qu'il peut uniquement déclarer que le gouvernement ne mettra aucun obstacle à la discussion approfondie du projet, par une clôture prématurée de la session, p. 1714.
- Projet de loi portant restitution au Trésor des actions privilégiées de la S. N. C. F. B. 2<sup>e</sup> série, faisant partie de la dotation de l'Office de liquidation des interventions de crise, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal n° 292, du 31 mars 1936.

**de Man (suite)**

Discussion générale. Discours : Répond à une question de M. Logen, rapp., et estime que l'O. L. I. C. doit être félicité pour sa politique sage et prudente, p. 1733.

**Demarré, sénateur de l'arrondissement de Hasselt et Tongres-Maeseyck.**

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 39. — Fait personnel : Proteste contre une imputation faite à son adresse par M. Devos, p. 39. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 75.

Interpelle, avec MM. Diriken et Laboulle, M. le ministre de l'agriculture et M. le ministre des affaires étrangères au sujet de l'importation et de l'exportation de fruits, et spécialement de pommes. Développe son interpellation pendant la discussion du budget des affaires étrangères, p. 183, 184. — Par motion d'ordre, fait une rectification à un chiffre qu'il a énoncé la veille concernant les droits d'importation sur les fruits, p. 202.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale : Observations, p. 256. — Discours : Trouve insuffisantes les réponses données aux questions posées par la commission, puis proteste contre le fait que l'examen de religion entre en ligne de compte pour le classement général; s'élève contre l'usage de locaux scolaires dans le Limbourg pour des buts politiques et réclame une nouvelle école normale pour le Limbourg, p. 264, 265.

Règlement. Modification. Article 62. Discussion : Discours : Estime que le texte de modification présenté par MM. Van Dieren et le comte de Grunne n'est pas recevable, p. 368.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 383, 389. — Fait personnel : Proteste contre certaines paroles du chevalier Dessain, p. 389, 390. — Discours : S'occupe des institutions dépendant du ministère de l'intérieur, notamment en matière de bienfaisance, des abus existant au sein des commissions d'assistance publique, parle des traitements des gouverneurs de province, des cumuls des députés permanents, des nominations des fonctionnaires provinciaux et du maintien de l'ordre public, p. 419. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 445.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du conseil des mines, des députations permanentes, des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Discussion générale. Demande qu'un vote séparé ait lieu pour ce projet, p. 519. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 529.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 530.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Propose de remettre la suite du débat au mardi suivant et motive sa proposition, p. 831.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de l'élevage porcin, des difficultés créées au commerce des fruits, notamment par l'importation des pommes, de la revalorisation du froment qu'il considère comme un expédient, et termine en demandant des réformes en matière de bail à ferme, p. 1030 à 1032. — Observations, p. 1017.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Critique les mesures envisagées et estime qu'il serait préférable de se tourner contre les propriétaires terriens par le vote d'une loi équitable sur les baux à ferme, p. 1123.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. Discussion sur la recevabilité. Discours : Estime, avec le rapporteur, que la proposition de loi n'est pas recevable et se rallie aux critiques qu'elle contient au sujet de l'application des lois linguistiques, p. 1206. — S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.

Interpelle M. le ministre des transports au sujet de l'émission par la Société nationale des chemins de fer belges de tickets rédigés en français délivrés aux 8,000 pèlerins limbourgeois qui se rendaient à Bruxelles, le 9 mai 1937, à la crypte royale de Laeken, p. 1209. — Par motion d'ordre, demande que son interpellation soit discutée le jour même ou le lendemain, p. 1209. — Développe son interpellation, p. 1255.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Motion d'ordre de M. Vinck proposant l'ajournement du vote. S'abstient au vote sur cette motion, p. 1312.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de l'emprisonnement de M. Grammens. Observations, p. 1325.

**Demarré (suite)**

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la mise en liberté de Malou Guérin. Observation, p. 1368.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles. Article 2 et amendement de M. Pholien : Demande une explication au sujet de cet amendement, p. 1500.

Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. Discussion générale. Discours : Combat certaines observations faites par M. Hanquet, estime que les dispositions légales en matière d'enseignement ne sont pas respectées partout et donne certains exemples, p. 1530, 1531.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Demets, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat.****2<sup>e</sup> session extraordinaire 1936.**

**Ann.** — Vérification complémentaire des pouvoirs de M. Rombaut, sénateur suppléant d'Anvers, appelé à faire partie du Sénat à titre effectif, en remplacement de M. Van Berckelaer, décédé. Donne lecture de son rapport, qui conclut à la validation des pouvoirs, p. 208. (Séance du 27 octobre 1936.) Proclamé secrétaire du Sénat, p. 209 (même séance).

**Session ordinaire 1936-1937.**

**Doc.** — Budget de la défense nationale pour 1937. Rapport, n° 9.

Budget de la gendarmerie pour 1937. Rapport, n° 10.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter les lois organiques de la Caisse générale d'épargne et de retraite, de la Société nationale de Crédit à l'Industrie (S. N. C. I.) et de l'Association nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre. (A. N. I. C.) Développements et proposition de loi, n° 26.

Proposition de loi modifiant les lois des 15 juin 1919 et 16 avril 1929 instituant l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre. Développements et proposition de loi, n° 35.

Budget des affaires économiques pour 1937. Rapport, n° 43.

Proposition de loi abrogeant le décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres. Rapport sur la recevabilité, n° 67.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937. Rapport, n° 89.

Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article premier de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de la guerre. Rapport sur la recevabilité, n° 90.

Proposition de loi accordant des droits à la pension d'invalidité aux anciens combattants atteints d'affection chronique. Rapport sur la recevabilité, n° 285.

**Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 4.

Proposition de loi modifiant les lois des 15 juin 1919 et 16 avril 1929 instituant l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre. Dépose cette proposition de loi et prie le Sénat de l'autoriser à retirer une proposition similaire qu'il avait déposée antérieurement, p. 43.

Vérification des pouvoirs de M. Donvil, élu sénateur provincial du Brabant, en remplacement de M. Brien, démissionnaire. Dépose le rapport sur cette vérification de pouvoirs et donne lecture de ce rapport, p. 114.

Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves, relative aux victimes de la guerre et anciens combattants. Discussion d'ensemble : Discours : Estime que ces budgets seront sans aucun doute fortement modifiés par les projets militaires en discussion à la Chambre; prie le ministre de répondre aux questions posées par la commission et présente des observations relatives : aux sacrifices imposés aux officiers et sous-officiers par les nécessités de la couverture, à l'aviation, au musée royal de l'armée, au personnel civil du département de la défense nationale, à la situation des capitaines chefs de peloton, ainsi qu'aux délais pour les pensions d'invalidité, surtout en ce qui concerne les mesures pour réprimer les abus, p. 114, 115. — Rappelle qu'il y a encore 8 orateurs inscrits, prie les orateurs de s'en tenir à la question des budgets en discussion et rappelle que le temps de parole pour les non-mandatés est de dix minutes, p. 125. — Vote du budget de la défense nationale : Au moment de passer au vote, justifie la proposition de suppression de l'article 7, p. 145. — Observations, p. 145.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Apporte l'adhésion du groupe libéral au projet du gouvernement, critique ceux qui marchandent leur concours, souhaite que la question soit soumise à un référendum, puis émet quelques critiques, tout en promettant le concours absolu du groupe libéral, p. 227, 228.

## Demets (suite)

- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des inspecteurs cantonaux et inspectrices des travaux féminins de l'enseignement primaire, puis parle de l'enseignement musical, p. 251.
- Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle du problème épineux des classes moyennes, de la situation dans les charbonnages, du commerce extérieur, notamment en ce qui concerne l'industrie automobile et du traité belgo-américain, p. 311, 312. — Observations, p. 315, 333. — Discours : Relève certains points du discours de M. Henricot, notamment en ce qui concerne ses critiques à la commission d'orientation industrielle et en ce qui est relatif à l'industrie automobile, p. 348.
- Proposition de loi tendant à l'abrogation du décret impérial du 15 octobre 1810, concernant les champs de manœuvres. Dépose le rapport sur la recevabilité de cette proposition de loi, p. 341.
- Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de guerre. Dépose le rapport sur la recevabilité de cette proposition, p. 485.
- Projet de loi fixant le contingent pour 1937. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 485.
- Budget des non-valeurs et remboursements pour 1937. Discussion des articles des tableaux. Article 19. Estime que le texte voté par la Chambre n'est pas clair et invite le Sénat à rejeter l'article 19, p. 518.
- Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Discussion générale. Observations au sujet de la rétribution des membres du conseil des mines, p. 519.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Interpelle M. le premier ministre au sujet du cas Vigneron. Demande l'urgence, p. 558. — Discussion de cette interpellation et d'une interpellation jointe de M. De Mont sur le même objet. Discours : Développe son interpellation, p. 559, 560.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations de M. Vandebulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines, et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au Palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Regrette le vote tardif du budget; demande la simplification dans la rédaction des cahiers des charges, félicite le ministre au sujet de l'effort déjà réalisé pour l'amélioration des routes, puis déplore le retard apporté à l'achèvement des travaux du canal de Charleroi et signale les inconvénients qui en résultent; rappelle l'utilité de la création d'un port industriel en aval de Vilvorde, ainsi que divers travaux qu'il indique notamment le projet du boulevard de grande ceinture à l'ouest de Bruxelles, p. 1065 à 1067.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion des articles : Article 1<sup>er</sup>, litt. c : Défend l'amendement qu'il présente à cet endroit, tout en se déclarant prêt à le retirer sous certaines réserves, p. 1164.
- Budgets coloniaux. Discussion des articles du budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour 1937. Articles du tableau. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Attire l'attention sur les abus en matière de sociétés coloniales, au point de vue de l'intervention du département dans ces sociétés; parle de l'école coloniale d'Anvers et de la modification du régime des redevances minières que le département a fait adopter par le conseil colonial et estime que cette réforme devrait être ajournée, p. 1391.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures prises par M. le bourgmestre Max à l'occasion de la manifestation flamande du 23 mai. Observations, p. 1402.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1487.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.
- Interpellation de M. Nèves au sujet de notre aviation militaire. Discussion : Observation, p. 1584. — Discours, p. 1587. — Observations, p. 1590.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1918. Discussion générale. Discours : Combat le projet, demande que l'on considère l'aspect moral du problème et invite le Sénat à rejeter le projet, p. 1617, 1618.
- Proposition de loi accordant des droits à la pension d'invalidité aux anciens combattants atteints d'une affection chronique. Dépose le rapport sur la recevabilité de cette proposition, p. 1709.

## De Mont, sénateur coopté.

- Ann. — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Discours, p. 20 à 22 et 22 à 24. — Observations, p. 27.
- Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. S'abstient au vote sur ces projets de loi, p. 145.
- Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Demande des précisions au sujet de la nouvelle politique extérieure que compte suivre le gouvernement, surtout au point de vue militaire; déplore l'attitude du parti socialiste en ce qui concerne le conflit espagnol; termine en déclarant que son groupe ne votera pas le budget, p. 153 à 155.
- Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Par motion d'ordre, demande si la discussion du projet devra être terminée le lendemain et s'il y aura vote, p. 213. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 247.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 295, 296.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Après le vote, demande la parole pour un fait personnel et proteste contre une observation faite par M. Demarré à son adresse, p. 446.
- Interpellation adressée par M. Van Dieren à M. le ministre des finances sur la S. N. C. I. et l'emprunt Mendelsohn. Discussion. Observations, p. 456 à 460.
- Interpelle M. le ministre de la défense nationale au sujet de la mesure prise par lui à l'égard du colonel de réserve Vigneron, démissionné d'office de son grade. Discussion de cette interpellation et d'une interpellation de M. Demets à M. le premier ministre sur le même objet. Discours : Développe son interpellation, p. 559 à 563. — Après une suspension de séance, reprend et termine son discours, p. 563, 564. — Discours, p. 569, 570. — Demande qu'il y ait deux votes sur l'application de la censure avec inscription au procès-verbal appliquée à MM. Delvaux et de Grunne, p. 580.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Discussion générale. Demande la parole pour un fait personnel, p. 582. — Insiste afin que M. Clays retire l'expression dont il s'est servi à son égard, p. 582, 583.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion de ces interpellations. M. le président donnant la parole au premier ministre, rappelle qu'il s'est fait inscrire et demande à parler, comme membre de l'opposition, avant le premier ministre, p. 629, 630. — Discours, p. 636 à 639. — Observations : Fese une question au premier ministre, p. 641, 642. — Discours, p. 654. — Un incident éclatant au sujet des attaques dirigées par le *Pays réel* contre le premier ministre, fait des observations, p. 654.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion générale. Observations, p. 892, 893, 894, 895.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 1007.
- Projet de loi concernant la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Motion d'ordre de M. Carton de Tournai tendant à ajourner la discussion de ce projet : Observation, p. 1128.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Par motion d'ordre, insiste pour que cette proposition soit discutée immédiatement, p. 1187.
- Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Traite un côté spécial de la question de l'alcool, en ce qui est relatif à l'industrie touristique, p. 1244.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Estime qu'une politique économique plus réaliste devrait être pratiquée au Congo et que de nombreuses possibilités y sont négligées; déclare que le groupe rexiste votera contre les budgets coloniaux, p. 1351.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 6, nouveau, présenté par amendement de M. Pholien : Observation au sujet du nombre de sénateurs absents, p. 1498. — Une proposition étant faite de passer immédiatement au vote, s'y oppose, p. 1516. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.
- Interpellation de M. Nèves au sujet de notre aviation militaire. Discussion. Observations, p. 1585, 1589.
- Proposition de loi tendant à permettre aux militaires, ayant participé à la campagne 1914-1918, atteints de tuberculose de faire valoir leurs droits à la pension d'invalidité prévue par les lois coordonnées sur les pensions militaires. Par motion d'ordre, insiste pour que cette proposition soit discutée ce jour même, p. 1597.

**De Mont (suite)**

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et de Bruxelles-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office central de la petite épargne par la loi du 17 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

**Demoulin, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.**

**Doc.** — Proposition de loi accordant l'amnistie à certains chômeurs frappés de sanctions, en vertu des lois et règlements en vigueur relatifs à l'assurance contre le chômage involontaire. Rapport sur la recevabilité, n° 267.

**Ann.** — Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Renonce à la parole, déclarant qu'il présentera directement ses observations au ministre, p. 802.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la pénible situation des veuves et des orphelins, puis parle de la silicose dans les diverses industries et du retard dans la parution d'un arrêté royal donnant la liste des industries où des maladies donnent lieu à réparation; demande ensuite l'amélioration de la condition des anciennes victimes du travail et des estropiés, p. 948 à 950.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**De Nauw, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.**

**Ann.** — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**De Neve, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.**

**Ann.** — Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. de 1930 de 45 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de 15 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi complétant la loi du 21 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et téléphones envers l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi ramenant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937, de 20 à 15 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi relatif à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projets de loi relatifs au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble des deux projets, p. 1197.

**Denis (lieutenant général), ministre de la défense nationale.**

**Ann.** — Budgets de la défense nationale et de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves sur : 1° la situation créée parmi les anciens combattants par l'application des arrêtés royaux concernant la Carte du feu et la Croix du feu; 2° les dessous de certaines campagnes menées contre les invalides de la guerre; 3° les indiscrétions graves commises au détriment d'un ancien combattant par un fonctionnaire de la commission supérieure d'appel et ses accusations contre les membres des commissions provinciales et supérieure d'appel; 4° sur la création d'une commission chargée de l'examen de tout le problème des victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Observations, p. 106. — Discours : Répond aux différents orateurs, p. 108 à 111. — Observation, p. 127, 130. — Répond aux dernières observations présentées par les orateurs, et en particulier à l'interpellation de M. Nèves, p. 132 à 134.

**Denis (suite)**

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Déclare que le projet est basé sur des considérations d'ordre militaire et développe ces considérations; termine en rendant hommage au rapporteur et annonce qu'il est à la disposition des membres du parlement pour tous renseignements supplémentaires, p. 223 à 225. — Discussion de l'article unique : Article 52 : Déclare, en réponse à M. Godding, qu'il examinera avec bienveillance la situation des militaires-étudiants, p. 244. — Article 57 : Rappelle qu'il a fait une déclaration à la Chambre au sujet des familles nombreuses, et estime que les craintes de M. R. Desmedt ne sont pas fondées, tout au moins pour les années qui vont suivre, p. 246.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937. Discussion générale. Discours : Appuie les observations de M. Crokaert en faveur du projet, p. 526.

Interpellation de M. Demets au sujet du cas Vigneron et interpellation de M. De Mont au sujet de la mesure prise par le ministre de la défense nationale à l'égard du colonel Vigneron, démissionné d'office de son grade. Répond aux interpellations, p. 564 à 566. — Après une suspension de séance, reprend et termine son discours, p. 566, 567. — Observations, p. 569, 570. — Discours, p. 570. — Fait une communication au Sénat et répond en particulier à des observations de M. Van Dieren, au sujet d'une caricature parue dans la presse, sous la responsabilité de M. Truffaut : Déclare que depuis 1935 M. Truffaut a cessé, par démission, d'appartenir aux cadres de réserve et échappe donc à la juridiction du ministre de la défense nationale, p. 578.

Explosion de Brasschaet. Indique au Sénat les circonstances de la catastrophe et remercie le Sénat de sympathie qu'il vient de témoigner à l'armée en cette pénible circonstance, p. 888.

Interpellation de M. le baron Nothomb sur la précipitation que met le département de la défense nationale à procéder à la motorisation intégrale de la cavalerie sans les transitions qui s'imposent. Observations, p. 1217. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 1221 à 1224.

Interpellation de M. Gylff sur la participation d'un officier supérieur de l'armée active, avec l'accord des autorités compétentes, à des manifestations politico-religieuses. Répond à l'interpellation, p. 1400, 1401.

Projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité. Dépose ce projet de loi, p. 1407. — Demande l'urgence et estime que l'assemblée sera unanime à approuver ce projet, p. 1407. — Discussion générale de ce projet et de la proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 modifiant le régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Discours : Fait remarquer que les mesures en faveur des anciens combattants doivent faire l'objet d'une étude d'ensemble; indique les raisons qui s'opposent à l'adoption des amendements de M. Boon, p. 1478, 1479.

Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants d'Eupen-Malmédy. Motion d'ordre de M. Lohest demandant la discussion immédiate de cette proposition : Reconnaît le bien-fondé de cette proposition et déclare qu'elle est soumise à la commission Six, chargée de l'examen d'ensemble des mesures intéressant les anciens combattants; ajoute qu'il priera cette commission de hâter ses travaux, p. 1479.

Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de la guerre. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement se rallie à cette proposition de loi, qui est une œuvre de justice, p. 1480.

Projet de loi portant modification de la loi du 28 juillet 1922, modifiée par la loi du 13 juillet 1934 relative à l'avancement des chefs de musique. Discussion générale. Discours : Annonce qu'il va déposer un amendement réalisant l'égalité de traitement pour les chefs de musique et pour les officiers et, donne lecture du texte qu'il propose en remplacement de celui présenté par M. Bouilly, p. 1481.

Interpellation de M. Nèves sur : 1° la situation actuelle de notre aviation militaire et la politique à suivre dans ce domaine; 2° la situation qui est faite au personnel de notre aviation militaire et les mesures à prendre pour compléter ce personnel; 3° les méthodes suivies pour l'achat du matériel. Discussion. Observations, p. 1581 à 1584, 1587. — Discours, p. 1587 à 1591.

Interpellation de M. Lohest sur : 1° le transfert, de Liège dans une autre partie du pays, de la fonderie de canons et éventuellement d'autres établissements ressortissant à la défense nationale; 2° l'interprétation d'instructions données au personnel de certains de ses établissements relatives à un transfert à l'ouest du pays. Répond à l'interpellation, p. 1737. — Répond à M. Carton de Tournai, p. 1738.

**Dens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

**Ann.** — Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Regrette les conditions dans lesquelles a eu lieu la discussion et motive son vote négatif, p. 1673.

**Depontieu**, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

*Ann.* — Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion des articles. Article 2 : S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1332.

**De Roo**, sénateur de l'arrondissement de Gand-Ecclou.

*Ann.* — Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Remercie le ministre pour les améliorations apportées au traitement du personnel inférieur, en particulier celui des voies navigables; demande d'autres améliorations dans la situation du petit personnel et indique diverses réformes indispensables en ce qui concerne les conditions de travail; attire l'attention du ministre sur les travaux à exécuter autour de Gand, p. 1062, 1063.

**de Schrijnmakers de Dormael**, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

*Ann.* — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 247.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : S'occupe en particulier de la situation des receveurs des contributions directes, p. 470.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion et vote des dispositions réservées. Article 5 et amendements de M. Van Dieren et de M. Boon (qui propose un art. 6). Discours : Approuve en principe le rajeunissement des cadres pour l'avenir, mais déplore la tactique actuelle et déclare qu'il votera l'amendement de M. Boon, p. 929.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion des articles. Article 9 nouveau proposé par amendement par M. Leurquin : Observations, p. 1140. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouées à l'Office central de la petite épargne par la loi du 17 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

**De Schryver**, ministre de l'intérieur.

*Ann.* — Interpellation de M. Delvaux au sujet de la légalité d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial de Liège. Déclare qu'il répondra au cours de la séance de l'après-midi, p. 373. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 407, 408.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Traite plusieurs points abordés dans le rapport, notamment en ce qui concerne toutes les questions relatives aux provinces et aux communes, p. 373 à 375. — Observations, p. 387, 388. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 400 à 404. — Observations, p. 415, 419, 420. — Discussion des articles du tableau. Observations : Fait remarquer qu'il s'agit d'une question d'une portée générale, p. 426.

Interpellation de M. Van Dieren : 1° Sur l'application de la loi linguistique de juin 1932 en matière administrative; 2° Sur les pouvoirs et la compétence de la commission de contrôle linguistique; 3° Sur l'illégalité de l'arrêté royal pris en exécution de la dite loi; 4° Sur l'abus de pouvoirs commis par la députation permanente de la province de Liège à l'égard des communes de Landen et d'Attenhoven. Déclare ne pas être à même de répondre complètement à M. Van Dieren au cours de la séance de l'après-midi du même jour, p. 405. — Discussion de cette interpellation : Fait remarquer qu'il n'a pas sous la main les discours auquel M. Van Dieren fait allusion, p. 410. — Observations, p. 411, 412. — Répond aux observations présentées par M. Van Dieren, p. 424, 425.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion générale. Discours : Défend le projet et répond aux objections soulevées par les orateurs, p. 892 à 895. — Répond à une question posée par le comte de Grunne, p. 895. — Discussion des articles. Article 5 et amendement de M. Van Dieren : Au nom

**De Schryver (suite)**

du gouvernement, demande au Sénat de ne pas voter l'amendement de M. Van Dieren et celui de M. Boon à l'article 6, p. 930.

Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Discussion générale. Discours : Défend le projet et insiste sur l'urgence, p. 1082 à 1083. — Discussion des articles. Article 2 : Répond à une observation du comte de Grunne et demande le maintien de cet article, p. 1084.

Interpellations de M. Bourguignon : a) à M. le ministre de la justice au sujet du placement et de la surveillance des enfants anormaux; b) à M. le ministre de la santé publique au sujet du placement et du contrôle des orphelins placés soit par le fonds commun, soit par les commissions d'assistance publique, ainsi qu'au sujet des mesures actuellement prises pour réaliser le contrôle total de tous les établissements qui, à un titre quelconque, s'occupent de l'enfance ou de l'adolescence, quel que soit le nombre des enfants; c) à M. le ministre de l'intérieur au sujet de sa politique relative aux problèmes posés par la protection générale de l'enfance et la santé publique. Discussion d'ensemble. Répond, en ce qui le concerne, à l'interpellation, p. 1557.

Interpellation de M. Yernaux sur les conditions dans lesquelles a été installée la troisième classe de l'école communale pour filles de Boignée. Discussion : Répond, en ce qui le concerne, à l'interpellation, p. 1562.

**Desméd (René)**, sénateur coopté.

*Ann.* — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion de l'article unique. Article 57. Discours : Fait des observations au sujet du contingent, notamment en ce qui concerne les familles nombreuses et les ressources présumées dont elles disposent, p. 245, 246. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 247.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 389.

Projet de loi déterminant les droits spéciaux sur les céréales et relatif à l'emprunt des familles nombreuses. Déclare qu'il s'abstiendra au vote, p. 527. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 528.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 530.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 791.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare que les catholiques se réjouissent lorsque le progrès social fait un pas en avant, estime que la législation sociale doit intervenir surtout en faveur des vieillards, des malades et de ceux qui ont la charge d'une famille nombreuse; parle ensuite de la lutte contre la pornographie et de l'octroi de subsides en matière d'habitations à bon marché, p. 847 à 849.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple, en conclusion à ces interpellations : S'abstient au vote, p. 1010.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 1012, 1013, 1029, 1031. — Motion d'ordre du comte de Grunne, demandant l'appel nominal pour faire constater que le Sénat n'est plus en nombre : Proteste contre l'intervention du comte de Grunne, estimant que le Sénat doit s'en tenir à la décision de clôturer les débats le jour même, p. 1039. — Discussion des articles du tableau. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Estime qu'il faut accorder des subsides aux agriculteurs et aux horticulteurs si, par suite de circonstances économiques internationales, il leur est impossible de réaliser des bénéfices; traite ensuite les questions de l'industrie laitière, de l'industrie betteravière, estime qu'il faut des statistiques sûres; parle de la lutte contre les maladies du bétail et de l'élevage chevalin, p. 1042 à 1044.

Projet de loi relatif au commerce et à la production des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe votera le projet parce qu'il est nécessaire pour les agriculteurs, p. 1123, 1124. — Discussion des articles. Art. 9 nouveau proposé par amendement de M. Leurquin : Estime l'amendement inefficace et annonce son vote affirmatif sur le projet, p. 1141.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.

Interpelle, avec MM. De Boodt et Sobry, M. le ministre de l'agriculture, sur l'application de la loi destinée à limiter la production de la margarine dans le but de rendre rémunératrice la production du beurre, et sur la situation intenable dans laquelle travaillent la plupart de nos agriculteurs et notamment ceux qui se sont spécialisés dans la production du laitage et d'autres produits animaux. Discussion : Développe l'interpellation, p. 1289, 1290.

**Desmedt (René) (suite)**

- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il votera le projet, puis fait certaines observations en ce qui concerne son application, notamment en matière du taux des cotisations et en ce qui est relatif à la fixation du revenu des agriculteurs, p. 1449.
- Interpelle MM. les ministres de l'agriculture et de l'intérieur sur la nécessité d'une enquête au sujet des dommages causés par la pluie et la grêle dans la commune de Lichterveld et environs, le 7 courant. Fait remarquer le caractère d'urgence de son interpellation, p. 1608.
- Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats : Observations. p. 1710.

**De Smet (P.), sénateur provincial du Brabant.**

**Doc.** — Projet de loi modifiant, notamment en ce qui concerne le statut des chargés de cours et des professeurs, la loi organique du 15 juillet 1849, organique des universités de l'Etat. Rapport, n° 225.

**Ann.** — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle du grade d'ingénieur, et estime qu'il y en a trop peu en Belgique, p. 217, 218.

Budget des transports et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Expose le point de vue de la droite en ce qui concerne certains problèmes des transports et préconise certaines initiatives, p. 598 à 602.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage pour 1937. Budget extraordinaire et interpellations de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Souligne les heureux effets de la politique économique suivie par le gouvernement en divers domaines; parle ensuite des travaux publics entrepris ou encouragés par l'Orec et des problèmes délicats que soulève cette question, et engage les membres du Sénat à voter les deux budgets, p. 1086 à 1088.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.

**de Spot, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.**

**Doc.** — Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Rapport, n° 44.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice financier 1937-1938. Rapport, n° 149.

**Ann.** — Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 206. — Discussion générale. Discours : Déclare qu'il parlera de l'I. N. R. lors de la discussion du budget de la régie des télégraphes et téléphones; insiste cependant afin qu'à la tête des émissions flamandes de cet institut soit placé un Flamand qui ne soit pas catholique seulement de nom, p. 283. — Observations, p. 295.

Budget de la dette publique pour 1937. Discussion des articles. Art. 39. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin, repris par M. le baron de Dorlodot, p. 514.

Interpelle M. le ministre des transports sur la concession des buffets à bord des malles. Développe son interpellation pendant la discussion du budget des transports, p. 704 à 707.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1937-1938. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1134.

Interpelle M. le ministre des transports sur la pêche journalière de la flotte de pêche française dans nos eaux territoriales, sous l'œil bienveillant du *Zinnia*. Développe son interpellation, p. 1225.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour. S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour de M. le baron de Dorlodot, p. 1307.

**Dessain (chevalier), sénateur de l'arrondissement de Malines et Turnhout.**

**Doc.** — Projet de loi modifiant les limites de la ville de Gand et de la commune de Mariakerke. Rapport, n° 187.

Projet de loi portant modification des limites des communes de Couthuin, Landenne-sur-Meuse et Seilles. Rapport, n° 188.

Projet de loi modifiant les limites des communes de Kessel, Bevel et Gestel. Rapport, n° 189.

Projet de loi modifiant les limites de Bruxelles, Wemmel et Strombeek-Bever. Rapport, n° 190.

**Dessain (chevalier) (suite)**

**Ann.** — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Proteste contre la hâte imposée au Sénat pour la discussion prochaine de ce projet de loi, p. 173.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle des nominations à l'I. N. R., de la nécessité d'étendre le réseau automatique des téléphones, puis répond à M. Cateau en ce qui concerne les votes émis en commission, p. 288.

Fixation de l'ordre du jour. Rappelle le budget de la santé publique, p. 337.

Règlement. Modification de l'article 62. Discussion. Discours : Estime qu'il n'est pas possible de résoudre les difficultés surgies lors d'une séance collective des commissions du Sénat et de la Chambre de la manière envisagée par M. Van Dieren et qu'il faudrait conférer à ce sujet avec la Chambre, p. 367. — Observations, p. 368.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Insiste particulièrement sur la question de la comptabilité communale; parle des charges toujours plus lourdes imposées aux communes, p. 388, 389. — Observations, p. 390. — Fait personnel de M. Demarré. Observations, p. 390.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare ne pas être d'accord sur un point du rapport de M. Beauduin, rapp., en ce qui concerne la question de la pollution des eaux; estime que la question de l'eau potable doit être résolue sans délai, puis parle des inondations, p. 1103, 1104.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Estime dangereux d'apporter des restrictions à une production indigène dans le but de protéger un autre produit; recommande la prudence et annonce qu'il s'abstiendra, p. 1120. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi modifiant les limites de Bruxelles, Wemmel et Strombeek-Bever. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1209.

Projet de loi modifiant les limites des communes de Couthuin, Landenne-sur-Meuse et Seilles. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1209.

Projet de loi modifiant les limites des communes de Kessel, Bevel et Gestel. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1209.

Projet de loi modifiant les limites de la ville de Gand et de la commune de Mariakerke. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1209.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Insiste pour que le budget des postes, télégraphes et téléphones et les comptes de la régie des télégraphes et téléphones soient déposés en même temps, p. 1235.

**Devaux (A.), sénateur de l'arrondissement d'Arion-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.**

**Ann.** — Budget des affaires étrangères pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 206.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Estime que le projet actuel n'assure pas la défense du pays, et parle, en ordre principal, de la défense du Luxembourg; déclare qu'il votera le projet, p. 227, 228.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Fait des observations au sujet des pensions de vieillesse et signale certaines situations lamentables; traite ensuite la question des mutualités, p. 926, 927.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Souhaite que le projet soit adopté, mais estime que les cotisations sont trop élevées pour les cotisants qui n'ont qu'un enfant; appuie l'amendement de M. Jauniaux en vue d'encourager les jeunes ménages, et prie le ministre de veiller à la stricte application de la loi, p. 1448.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare que les représentants de la province de Luxembourg ne peuvent donner un vote affirmatif au projet, p. 1689.

**Devos**, sénateur de l'arrondissement de Termonde et Saint-Nicolas.

**Doc.** — Proposition de loi complétant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Développements et proposition de loi, n° 70.

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Approuve le rapport de M. Hanquet, demande des modifications aux lois relatives aux délits de chasse et de pêche, estime que les frais de procédure sont trop élevés et que les traitements des magistrats sont insuffisants, p. 38, 39.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion des articles des tableaux. Article 2, 22°. Observations, p. 277.

Budget des finances pour 1937. A l'occasion du vote des articles, expose à nouveau la situation du personnel du département des finances en ce qui concerne les barèmes des traitements, p. 515 à 517.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Observations, p. 545.

Interpelle M. le ministre des transports au sujet du refus de la S. N. C. F. B. de se joindre à l'avis de la commission consultative près du ministère de l'intérieur, instituée par arrêté royal du 12 janvier 1925 et au sujet de la mauvaise volonté avec laquelle cette entreprise concessionnaire de services publics sous la surveillance et le contrôle de l'Etat observe l'intention du législateur dans l'application des lois et arrêtés pris en faveur des invalides de guerre. Discussion. Développe son interpellation en faveur des invalides de guerre, agents de la Société nationale des chemins de fer belges, au cours de la discussion du budget des transports, p. 699.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Défend les droits et les intérêts du personnel de ce département, notamment en ce qui concerne les droits acquis, la pension, etc., p. 713 à 715. — Observations, p. 727.

Budget de la santé publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 824.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 2 et amendement de M. Van Dieren. Observation, p. 964.

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 3. Amendement de M. Pholien. Appuie l'amendement et rappelle qu'il l'a contresigné, p. 1177. — Article 5. Amendement de MM. Harmegnies et cons. Observations, p. 1179.

Proposition de loi portant revision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. Discussion générale. Discussion sur le point de savoir par qui seront supportés les frais médicaux. Observations, p. 1202.

Proposition de loi complétant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Discussion générale. Discours : Combat l'amendement présenté par le gouvernement et motive son opposition, p. 1237. — Après le discours du ministre de la justice, insiste sur son opposition à l'amendement, p. 1238.

Projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité et proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Discussion d'ensemble. Discours : Appuie le projet et demande l'abrogation de l'article 7 de l'arrêté royal du 31 mai 1933, motive sa demande et prie le ministre de faire une déclaration à ce sujet, p. 1477, 1478. — Observations, p. 1478.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Motive son vote négatif, p. 1545.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours. Exprime son accord avec MM. le ministre de la justice, Crokaert, Rolin en ce qui concerne les condamnés par contumace, p. 1698.

**Dewaele (H.)**, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt.

**Ann.** — Budget de la dette publique pour 1937. Discussion des articles. Art. 39. S'abstient au vote sur l'amendement présenté par M. Rolin, repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : S'occupe des conditions d'assurance des ouvriers travaillant à domicile, du taux de certains salaires industriels et cite différents cas d'exploitation des ouvriers et prie le ministre de faire une enquête à ce sujet, p. 924, 928.

**Dewaele (H.) (suite)**

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation des monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Dewals (V.)**, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

**Doc.** — Proposition de loi portant création d'un ordre des professions médicales. Rapport sur la recevabilité, n° 181.

**Ann.** — Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Combat les opinions émises par plusieurs orateurs, demande certaines précisions, insiste pour que l'on fasse l'éducation des masses en matière d'alimentation; termine en demandant que les enfants naturels soient protégés, p. 795 à 797.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Se déclare partisan de la lutte contre l'alcoolisme, annonce qu'il votera la proposition Legrand et motive ce vote, p. 1273.

**De Wilde**, sénateur provincial de la Flandre orientale.

**Doc.** — Proposition de loi relative à la reprise par l'Etat de l'entretien des digues et autres ouvrages de protection contre les inondations et note complémentaire. Développements et proposition de loi, n° 27.

**Ann.** — Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. Après le vote, fait une rectification au *Compte rendu analytique* : déclare qu'il a voté affirmativement, alors qu'un vote négatif lui a été attribué, p. 311.

Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation des sabotiers dans le Pays de Waes et demande des mesures en faveur de cette industrie, p. 319.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke sur le creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare renoncer à la parole, ayant obtenu satisfaction au sujet de l'examen de sa proposition de loi concernant l'entretien des digues par l'Etat, p. 1073.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1185.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1704.

**Dierckx**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

**Doc.** — Budget de la dette publique pour 1937. Rapport, n° 54.

Budget des pensions pour 1937. Rapport, n° 62.

Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt de 4 1/2 p. c. de 1930, de florins P. B. 45,000,000. Rapport, n° 178.

Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c., de 1932, de fl. P. B. 15,000,000. Rapport, n° 179.

**Ann.** — Bureau définitif. Secrétaires du Sénat. Au nom du groupe libéral, propose la candidature de M. Demets, p. 4.

Questeurs du Sénat. Au nom du groupe libéral, présente la candidature de M. Beauduin, p. 4.

Budgets. Procédure à suivre pour leur discussion. Proteste contre la proposition de M. Volckaert visant à désigner pour la discussion des budgets deux orateurs mandatés pour les groupes importants et un seul pour les autres, p. 11. — A l'occasion d'un débat au sujet de la mise à l'ordre du jour de certaines interpellations, rappelle que la fonction essentielle du parlement est la discussion des budgets et demande s'il n'y aurait pas lieu de tenir des séances le lundi et le vendredi pour discuter les interpellations urgentes, p. 626.

Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Estime n'avoir rien à ajouter aux considérations émises dans le judicieux rapport de M. Carton de Tournai, celui-ci ayant exprimé ses propres appréhensions et sentiments, p. 94. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Propose de renvoyer tous les amendements à la commission, qui se réunirait le jour même, p. 100.

Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 369.

**Dierckx (suite)**

- Budgets financiers pour 1937 et interpellations jointes de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise et de M. Van Dieren sur la S. N. C. I. et l'emprunt Mendeleoh. Discussion générale d'ensemble. Discours : Examine la situation économique du pays et conseille la prudence dans les dépenses extraordinaires, p. 449, 450.
- Projet et proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale. Discours : Estime que la date d'échéance de la prorogation est mal choisie, p. 478.
- Budgets. Procédure à suivre pour leur discussion. Proteste contre la procédure proposée par le président, p. 557. — Appuie une motion de M. Catteau, au sujet de la nécessité de donner la priorité de discussion aux budgets, qui doivent être votés avant la fin février, p. 559.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont, au sujet du cas Vigneron. Demande la parole pour un rappel au règlement, p. 578. — Fait un rappel au règlement, estimant qu'une discussion une fois close ne peut être rouverte sous prétexte de motiver son vote, p. 579.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boody, au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion de ces interpellations. Discours, p. 627 à 629. — Vote sur les ordres du jour déposés en conclusion à ces interpellations. Déclare que la gauche libérale votera l'ordre du jour pur et simple sous certaines réserves, p. 664.
- Travail parlementaire. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Coole au sujet des méthodes de travail du Sénat, M. Gillon appuyant cette motion d'ordre, approuve les déclarations de M. Gillon et ajoute qu'il faut que le Sénat en revienne à la conception de Haute Assemblée chargée de contrôler le travail de la Chambre, sans quoi il n'a plus raison d'être, p. 703.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Déclare être disposé à voter toute mesure qui diminuerait le prix de revient du beurre, mais ne voit pas la nécessité d'augmenter le prix de vente de la margarine; pour ce motif plusieurs membres de son groupe s'abstiendront, p. 1123. — Observations, p. 1124, 1125. — Discussion des articles : Article 9, nouveau, proposé par amendement par M. Leurquin : Indique les raisons du vote négatif de son groupe sur l'amendement, p. 1140. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justices de paix. Discussion des articles. Article 5 : amendement de MM. Catteau et Coenen : Appuie l'amendement, p. 1180. — Demande certains éclaircissements que M. Bovesse, n. 1, lui fournit, puis déclare que l'amendement peut être considéré comme retiré, p. 1180, 1181.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1185.
- Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. de 1930, de 45 millions de florins P.-B. Dépose le rapport sur ce projet, annonce que le gouvernement demande l'urgence et celle-ci étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1192.
- Projet de loi autorisant la Régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de 15 millions de florins P.-B. Dépose le rapport sur ce projet; annonce que le gouvernement demande l'urgence et celle-ci étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1192.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion au sujet de la suite du débat : le vote par assis et levé sur une motion d'ajournement étant interrompu par les observations de différents membres, demande que ce vote soit continué, p. 1311. — Discussion des articles. Article 2 : Demande l'appel nominal, p. 1332.
- Projet de loi portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. Discussion des articles : Article 14 : Soulève certaines objections relatives à l'application du projet, p. 1415. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1419.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion des articles : Article 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> : Défend l'amendement présenté par M. Gillon et lui-même et résume le point de vue de son parti au sujet de l'objet en discussion, p. 1699.

**Dierckx (suite)**

- Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Discours : Partage l'avis du ministre au sujet de la procédure à suivre pour l'examen du projet et estime que l'on pourrait éventuellement donner une portée rétroactive à la loi, p. 1713, 1714.
- Diriken, sénateur coopté.**
- Ann.* — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Critique les directives ministérielles à l'égard des directions d'écoles moyennes à qui l'on supprime certaines allocations; rappelle une proposition de loi présentée par MM. Olyff et Demaré, demandant la création d'une école normale à Hasselt, p. 198, 199.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à créer certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Observations au sujet des justices de paix dans le Limbourg, p. 1175, 1176.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Disière, sénateur de l'arrondissement de Namur et Dinant-Philippeville.**
- Doc.* — Proposition de loi concernant le statut des référendaires auprès des tribunaux de commerce. Rapport sur la recevabilité, n° 99.
- Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1920 relative à la nomination des greffiers de justice de paix. Rapport, n° 106.
- Ann.* — Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellation jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : S'occupe des travaux nécessaires en vue de canaliser les eaux de la Lomme dans l'intérêt des communes de Jemelle et de Rochefort, p. 1096.
- Projet de loi relatif à la nomination des greffiers de justice de paix. Discussion de l'article unique : Défend le nouveau texte proposé par la commission, p. 1181, 1182.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Donvil, élu sénateur provincial du Brabant, le 26 novembre 1936, en remplacement de M. Brien, démissionnaire.**
- Ann.* — Vérification de ses pouvoirs, p. 114. — Prête serment, p. 114.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation des monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Doutrepoint, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat.**
- 2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.*
- Ann.* — Proclamé, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 209. (Séance du 27 octobre 1936.)
- Session ordinaire de 1936-1937.*
- Doc.* — Proposition de loi ayant pour objet de compléter les lois organiques de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, de la Société nationale de Crédit à l'Industrie et de l'Association nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre. Rapport sur la recevabilité, n° 20.
- Projet de loi relatif au tarif des douanes. Rapport, n° 171.
- Projet de loi relatif au tarif des douanes. Rapport, n° 172.
- Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. Rapport, n° 173.

## Doutrepoint (suite)

Projet de loi ramenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937 de 20 à 15 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. Rapport, n° 174.

Projet de loi approuvant la convention concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima, adoptée par la conférence internationale du travail au cours de la II<sup>e</sup> session, tenue à Genève du 30 mai au 16 juin 1928. Rapport, n° 223.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. Rapport, n° 256.

Projet de loi ramenant à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1937 de 15 à 10 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. Rapport, n° 283.

**Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 4.

Motion d'ordre de M. de Grunne proposant de renoncer à l'emploi de termes injurieux : Se rallie à cette motion et fait quelques observations, p. 61.

Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle des services frigorifiques de l'Etat et rappelle un amendement qu'il a déposé à ce sujet, p. 355, 356.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 385. — Discussion générale. Justifie le projet, p. 519.

Budgets financiers pour 1937 et interpellations de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise et de M. Van Dieren sur la S. N. C. I. et l'emprunt Mendelsohn. Discussion générale d'ensemble. Discours : Estime qu'une incohérence complète règne dans l'élaboration des budgets financiers, annonce des amendements et indique plusieurs améliorations qu'il estime nécessaires, p. 429 à 438. — Observations, p. 443, 449, 465, 467 à 470. — Déclare retirer ses amendements, mais demande qu'il soit tenu compte de ses observations pour le prochain budget, p. 473. — Motion d'ordre de M. De Boodt proposant la levée de la séance : Demande que la liste des orateurs soit close, p. 493. — Reprise de la discussion générale d'ensemble des budgets. Observations, p. 498, 499.

Budget des non-valeurs et remboursements pour 1937. Discussion des articles des tableaux. Article 19. Discours : Combat l'amendement du gouvernement et demande que le Sénat le rejette, p. 517.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Proposition d'ajournement du débat proposée par M. Van Dieren. Observations, p. 889.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : S'associe aux remerciements adressés à M. le ministre par M. De Roo pour ce qui a été fait en faveur du personnel des voies navigables et demande encore diverses améliorations en faveur du petit personnel, puis signale les inconvénients qui résulteraient de la mise à exécution du projet tendant à transférer au parc de Woluwe le Jardin botanique de Bruxelles; demande que cette question soit étudiée et qu'une décision définitive soit prise, p. 1094, 1095.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Estime qu'il faut chercher une solution qui donne satisfaction à tout le monde, estimant que personne n'est satisfait de l'état actuel des choses; estime que les violations de la loi n'ont pas été assez sévèrement réprimées et ont même été volontairement tolérées; demande que des mesures soient prises contre les cercles clandestins, notamment en renforçant la surveillance; déclare ne pouvoir se rallier au projet Legrand et demande que la loi de 1919 soit renforcée, p. 1248 à 1251.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1537.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

## E

Eylenbosch, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.

**Ann.** — Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.

## F

Finné, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion. Observations au sujet de paroles que M. J. De Clercq lui a attribuées, p. 23. Interpelle, avec M. Van Dieren, M. le premier ministre et M. le ministre de l'intérieur au sujet de la façon dont l'engagement de non-intervention dans le conflit espagnol a été violé par des personnalités en vue et notamment au sujet de l'enrôlement public de nombreux jeunes gens dans les rangs du « Frente popular ». Développe son interpellation, p. 43 à 45. Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos, sur la politique extérieure du gouvernement, et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion de l'interpellation de MM. Demarré et consorts. Discours : Rappelle une interpellation qu'il avait déposée au cours de la deuxième session extraordinaire 1936 et relative à l'exportation des produits agricoles, en particulier du « witloof », mais déclare qu'il traitera ce sujet au moment de la discussion du budget de l'agriculture; parle cependant des mesures prises par la France pour entraver l'importation des produits horticoles belges et du « witloof » particulièrement, p. 184, 185.

Interpelle M. le ministre de l'agriculture au sujet de l'exportation des produits horticoles et agricoles et notamment des chicorées-« witloof ». Au cours de la discussion générale du budget des affaires étrangères, déclare qu'il traitera l'objet de son interpellation au cours de la discussion du budget de l'agriculture, p. 184, 185. — Développe son interpellation au cours de la discussion du budget de l'agriculture, p. 968 à 971. — Après la réponse du ministre, pendant la discussion du budget de l'agriculture, demande la parole, p. 1038.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Exprime la méfiance de son groupe et déclare qu'il ne votera pas le budget; critique la façon dont la loi linguistique est appliquée, notamment dans l'agglomération bruxelloise, p. 206, 207.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Signale la mauvaise application de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative; demande au ministre quand sera définitivement réglée la question de la frontière linguistique, p. 423.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Motion d'ordre de M. De Boodt proposant la levée de la séance, le 24 décembre : Demande l'appel nominal sur cette proposition, p. 493.

Projet de loi relatif aux droits sur l'importation des céréales, et projet concernant l'emprunt des familles nombreuses. Déclare qu'il s'abstiendra au vote, p. 527. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 528.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur les opérations de la Société intercommunale pour l'aménagement des voies d'accès au champ d'aviation d'Evere, p. 718 à 720.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 928.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion des articles du tableau. Art. 1<sup>er</sup>. Discours : Marque son désaccord au sujet de certains points du discours du ministre de l'agriculture, notamment en ce qui concerne le « Afzet », p. 1047, 1048.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe nationaliste flamand votera le projet et pose plusieurs questions au ministre, p. 1123.

Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. 1930 de 45 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932, de 15 millions de florins P. B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et téléphones envers l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

## Finné (suite)

- Projet de loi ramenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937, de 20 p. c. à 15 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi relatif à la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projets de loi relatifs au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble des deux projets, p. 1197.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. Discussion sur la recevabilité. Rappelle qu'il a demandé la veille la parole pour M. Van Dieren, p. 1230.
- Interpellations jointes de MM. De Boodt et cons. et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Discours, p. 1292, 1293.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la mise en liberté de la nommée Malou Gérin. Observations, p. 1369.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420. — Par motion d'ordre, estime que le *Compte rendu analytique flamand* donne des résumés trop succincts des discours flamands, notamment en ce qui concerne les discours de l'interpellation, et que le personnel du service flamand devrait être renforcé, p. 1431, 1432.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur la fixation des débats au lendemain, p. 1596. — Discussion générale. Discours : Défend l'activisme, réclame l'amnistie complète et déclare que les nationalistes flamands ne peuvent se rallier à un projet qui n'est qu'un simulacre d'amnistie, p. 1683 à 1687.

## G

## Gabriel, sénateur provincial de la Flandre orientale.

- Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la part de l'Etat dans les frais d'entretien des indigents placés dans les asiles, p. 39, 40.
- Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Parle des pensions militaires d'invalidité, des pensions de veuves et orphelins de militaires et du taux des pensions, p. 130, 131.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Se préoccupe des difficultés de l'enseignement des anormaux, en particulier des sourds-muets, et demande que les mesures nécessaires soient prises, p. 261.
- Interpellation de M. Van Dieren à M. le ministre de l'intérieur relative à l'application de la loi linguistique en matière administrative. Discussion : Observations, p. 424.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Au nom de la droite, traite la question des pensions et de la modification qu'il est question d'introduire dans la loi; demande s'il n'est pas possible d'assimiler les malades aux chômeurs pour ce qui concerne le montant des versements et parle des enfants infirmes et estropiés, p. 883, 884.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Demande des mesures efficaces pour prévenir des inondations en Flandre et fait une observation au sujet du port de Gand, p. 1073.
- Interpellation de M. Minnaert au sujet de la nouvelle loi sur les loyers. Discussion. Discours, p. 1365.
- Projet de loi portant modification à l'arrêté royal du 31 mai 1933 modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928 qui portait création d'un Office et d'un Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours : Approuve le projet, appuie l'observation de la commission au sujet de l'intervention en vue de l'ouverture d'un petit commerce, mais déclare ne pas insister si le ministre s'y oppose; fait encore des observations au sujet du droit d'appel, de l'état de besoin, de la rééducation et de la réadaptation et estime que le développement de la médecine préventive constitue un devoir strict de charité, p. 1468, 1469.
- Interpellations de M. Bourguignon concernant le placement et la surveillance des enfants envoyés dans des établissements d'éducation. Discussion d'ensemble. Discours, p. 1557, 1558.

## Gendebien (baron), sénateur provincial du Hainaut.

- Ann.** — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Estime que le Sénat devrait être unanime à voter ce projet, déclare qu'il le votera, parle du volontariat et des familles nombreuses, p. 231, 232.

## Gendebien (suite)

- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Fait quelques observations au sujet des charges des communes en matière de chômage, notamment dans le Hainaut, p. 382.
- Budget de la dette publique pour 1937. Discussion des articles. Art. 39. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées. Article 6, nouveau, proposé par M. Boon. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 931.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Sollicite la révision des traitements des gardes généraux, des gardes généraux adjoints et des inspecteurs des eaux et forêts, parle de l'Office du lait et de l'industrie laitière, p. 1044, 1045.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion des articles. Article 9, nouveau, proposé par amendement par M. Leurquin. Annonce un vote affirmatif sur le projet tel qu'il est présenté, p. 1141.
- Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Souhaite le retour à un régime de liberté efficacement contrôlée et se rallie au projet Legrand, p. 1270.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royales et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Discours : Se rallie à la proposition de loi et se réjouit de l'accord du ministre, p. 1429.
- Projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité et proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Discussion d'ensemble. Discours : Rappelle que les anciens combattants demandent que le bénéfice de la suppression des 10 p. c. sur les pensions d'invalidité soit étendu aux chevrons de front, p. 1478.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Fait des observations sur l'ensemble de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1497.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables, ainsi que des écoles normales libres agréées. Discussion générale. Observation, p. 1524.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.

## Gillès de Pélichy (baron), sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt.

- Ann.** — Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Traite la question de la valorisation du lait et des produits laitiers, p. 1028.
- Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple, en conclusion de ces interpellations. S'abstient au vote, p. 1010.
- Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projet de loi modifiant les arrêtés-lois n° 173 du 18 juin 1935 et n° 211 du 27 novembre 1935 et complétant l'article 31B de la loi organique de l'enseignement primaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.

## Gillon, sénateur coopté.

- Doc.** — Projet de loi complétant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives. Rapport, n° 8.
- Projet de loi relatif aux listes des jurés pour les années 1937 et 1938. Rapport, n° 53.
- Proposition de loi relative à l'expertise contradictoire en matière de procédure pénale. Rapport sur la recevabilité, n° 138.
- Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Rapport n° 144.
- Ann.** — Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Discours : Rappelle que le projet est attendu avec impatience par l'opinion publique, que le gouvernement l'accepte, estime que la présence d'hommes d'affaires compétents est souhaitable au sein du parlement, puis justifie et commente les textes du projet, p. 79, 80. — Observations, p. 86, 94. — Discours : Répond aux

**Gillon (suite)**

questions posées par plusieurs orateurs, estime que l'abstention du groupe rexiste n'est guère courageuse et développe son point de vue, termine en priant ce groupe de s'associer à tous les parlementaires de bonne foi pour servir dignement le pays, p. 98, 99. — Par motion d'ordre, la commission ayant terminé le réexamen du projet de loi, prie le Sénat de fixer le moment où la discussion pourra être reprise, p. 146. — Au moment où le Sénat va aborder la discussion des articles (texte amendé par la commission), prononce un discours mettant l'assemblée au courant des travaux de la commission et estimant le résultat satisfaisant, p. 179. — Par motion d'ordre, annonce que la commission a revu les textes adoptés au premier vote, et que la date de la seconde lecture et celle du vote sur l'ensemble peuvent être fixées, p. 268. — Vote en seconde lecture des articles amendés. Fait remarquer une erreur matérielle commise au cours de la séance du 2 décembre : Le troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup>, voté par erreur, doit être supprimé, la commission de la justice et le gouvernement sont d'accord à ce sujet, p. 282.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Observations au sujet de la discussion prochaine de ce projet. Souhaite que le débat soit terminé le vendredi suivant, mais demande si le Sénat se réunira également le samedi, p. 172. — S'abstient au vote sur la proposition du gouvernement tendant à discuter le projet le lendemain après-midi, p. 213.

Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 369.

Travail parlementaire. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. de Grunne, fait des observations, p. 408, 410.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Justifie le vote affirmatif du groupe libéral, p. 548.

Interpellation du comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort du baron de Borchgrave et du recrutement des volontaires pour l'Espagne. Discours : Fait une brève déclaration au nom de la gauche libérale, qui promet son appui au gouvernement en cette circonstance, p. 674.

Travail parlementaire. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Coole au sujet des méthodes de travail du Sénat, appuie cette motion et propose que les membres qui auraient des suggestions à faire au sujet des travaux du Sénat les fassent parvenir aux présidents de l'une des commissions permanentes, ajoute qu'il ne parle pas au nom du groupe libéral, mais en son propre nom, propose de décider que l'on ne pourra plus se servir de notes pour les discours, et non de discours lus en entier, sauf exceptions qu'il indique; déclare qu'il fera cette suggestion à la commission du travail parlementaire qui se réunit le lendemain, p. 703.

Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Dépose le rapport sur ce projet et demande l'urgence, p. 1075. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 1075. — Discussion générale. Discours : Commente et justifie le projet qu'il estime nécessaire pour assurer la paix intérieure du pays, p. 1076, 1077.

Interpellation de M. Vandembulcke à M. le ministre des travaux publics sur le creusement du canal Ypres-Comines. Discours : Appuie l'interpellation, p. 1106.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion au sujet de la fixation des débats. Observations, p. 1595. — Discussion générale. Discours : Déclare ne pas être hostile à la politique générale du gouvernement, mais combat le projet et demande au Sénat de la rejeter, p. 1656 à 1659. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Au nom du groupe libéral fait une déclaration en ce qui concerne l'attitude qu'il adoptera pour le vote sur le dernier alinéa de cet article, p. 1699.

**Gits, sénateur provincial du Brabant.**

**Ann.** — Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur l'état de nos relations commerciales avec l'Allemagne et la France et estime que dans les relations internationales le côté économique est trop négligé, p. 167 à 169.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 247.

Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.

**Gits (suite)**

Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Traite la question des classes moyennes dans son ensemble, p. 349 à 351. — Fait personnel : Par motion d'ordre, relève une remarque faite à son adresse la veille, par M. Van Isacker, m. af. éc., pendant le discours qu'il a prononcé, et exprime l'espoir que le ministre rétractera ses paroles, p. 413.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 431.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains magasins de vente en détail. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe rexiste votera sans enthousiasme le projet et motive cette déclaration, p. 534, 535.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 928.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Fait diverses observations et pose quelques questions au sujet de la politique agricole du gouvernement, notamment en ce qui concerne l'industrie laitière, la suppression de la prime à l'importation de céréales d'origine étrangère; estime que le gouvernement manque de prévoyance et qu'il devrait suivre de près le développement et l'évolution de notre économie agricole, qu'il doit soutenir et protéger; parle ensuite de la culture du houblon, de la chicorée, des bettes-raves sucrières, du lin, ainsi que de l'industrie laitière, de l'aviculture, de l'élevage et du trust des azotes, p. 1011 à 1017. — Observations, p. 1023. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 1085.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 142.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Estime que la loi actuelle n'a pas donné les résultats qu'on en attendait, appuie la proposition de M. Legrand et demande qu'on fasse un essai loyal, p. 1258, 1259.

**Godding, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

**Doc.** — Proposition de loi relative à la publication des lois. Développements et proposition de loi n° 36.

Projet de loi relatif : 1° à certains cas de forclusion du droit à la pension; 2° à l'extension du champ d'application de la loi du 23 janvier 1925 instituant une Caisse nationale des pensions de la guerre; 3° à la pension des agents du service de sauvetage à l'administration de la marine; 4° à l'abrogation de certaines dispositions de la loi sur les pensions de vieillesse et du décès prématuré, ainsi que de la loi relative à la pension des ouvriers mineurs. Rapport, n° 79.

Projet de loi tendant : 1° à déterminer le produit de droits spéciaux frappant les céréales à l'importation, à attribuer à l'exercice 1937, par dérogation à la loi sur la comptabilité de l'Etat; 2° à autoriser le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à contracter par la Ligue des familles nombreuses de Belgique. Rapport, n° 87.

Proposition de loi abrogeant et modifiant certaines dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. Développements et proposition de loi, n° 122.

Projet de loi portant suppression de la contribution nationale de crise à partir du milieu de l'année 1937. Rapport, n° 250.

**Ann.** — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion de l'article unique : Article 52. Demande des mesures spéciales en faveur des miliciens étudiants, p. 244.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la situation des pensionnés de l'enseignement ainsi que de l'enseignement supérieur agricole, qui devrait avoir le même caractère que le haut enseignement industriel, p. 260, 261.

Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe de M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Discours : Appuie les observations présentées par l'interpellateur et critique la politique charbonnière du gouvernement, p. 323 à 325.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Combat le projet, qu'il estime indéfendable; explique son attitude et termine en déclarant qu'il refuse de voter une loi qui heurte tous les principes juridiques, économiques et financiers et dont l'adoption créerait le plus dangereux des précédents, p. 1489 à 1491. — Discussion des articles. Article 2 et amendement de M. Rolin au 2° de cet article : Indique l'interprétation qu'il donne de l'amendement présenté par M. Rolin et déclare que si le ministre accepte cet amendement avec la signification qu'il indique, il retirera son propre amendement à l'article 3, p. 1499. — Amendement de M. Pholien. Observation, n. 1500. — Article 3 : Déclare retirer le premier amendement qu'il

**Godding (suite)**

présentait à cet article, p. 1501. — Vote en seconde lecture. Article 2 : Commente son amendement, p. 1538. — Motive le vote négatif du groupe libéral, p. 1545.  
Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Motive son abstention, p. 1694. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1704.

**Goffin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

**Ann.** — Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime que la création du ministère de la santé publique a été accueillie avec sympathie et fait une suggestion en ce qui concerne les centres régionaux de consultations prénatales et d'accouchements; parle de l'inspection scolaire, de la lutte contre la tuberculose et de la création d'œuvres pour la préservation de l'enfance, p. 801, 802.  
Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

**Gravez, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.**

**Doc.** — Proposition de loi relative à l'établissement ou à l'augmentation de la taxe de consommation sur les boissons à forte teneur d'alcool. Développements et proposition de loi, n° 193.

Proposition de loi portant création d'un ordre des professions médicales. Développements et proposition de loi, n° 194.

**Ann.** — Par motion d'ordre rappelle les propositions de loi qu'il a présentées en faveur des anciens combattants et demande qu'elles soient examinées d'urgence, p. 6.

Budgets de la défense nationale et de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Discours : Demande qu'on laisse aux gendarmes le libre choix de leur médecin, p. 101.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Estime qu'il faut poursuivre une politique d'indépendance envers tous nos voisins, déclare que le problème de l'armée est non seulement d'ordre technique, mais aussi une question sociale et avant tout flamande, et que la Flandre exige la neutralité et le désarmement, p. 234, 235.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Intervient en faveur des réquisitionnés, des anciens combattants, demande l'abrogation de l'obligation, pour les médecins, d'apposer des timbres sur les pièces qu'ils délivrent et parle de certaines injustices en matière d'octroi de pensions à des activistes amnistiés, p. 490 à 493.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Traite une question relative à la police du roulage, demande la réfection de nombreuses routes provinciales, communales et vicinales, réclame une meilleure signalisation pour parer aux dangers des passages à niveaux, parle enfin du service médical de la S. N. C. F. B. et demande de meilleures communications sur la ligne Bruxelles-Alost-Gand, p. 711 à 713.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de l'hospitalisation des malades, insiste sur le libre choix du médecin, s'occupe des consultations prénatales, signale le danger de contamination de tuberculose transmise par le lait et demande des mesures de prophylaxie en cette matière; parle de l'inspection des denrées alimentaires, de l'inspection scolaire, des sports et demande qu'une large place soit faite aux Flamands dans le nouveau ministère, p. 783 à 787.

Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1084.

Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. 1930, de 45 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de 15 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et téléphones envers l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi ramenant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937, de 20 à 15 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas les charges réelles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale. Discussion générale. Discours : Demande que l'amnistie s'étende à tous ceux qui n'ont pas eu l'intention de frauder et insiste pour obtenir une prompt solution de la question de l'amnistie politique, p. 1197.

**Gravez (suite)**

Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi relatif à la Société nationale des chemins de fer vicinaux. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projets de loi relatifs au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble des deux projets, p. 1197.

Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. Discussion générale. Discours : Défend sa proposition de loi et rectifie certains points imparfaitement compris par le rapporteur, notamment en ce qui concerne le libre choix du médecin, p. 1198 à 1200. — Répond aux observations de M. Lohest et défend à nouveau sa proposition de loi, p. 1200. — Observations, p. 1202. — Demande l'appel nominal sur sa proposition de loi, p. 1203.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Rappelle la proposition de loi qu'il a introduite sur le même objet, signale les ravages causés par l'alcoolisme; estime qu'il y a de bonnes choses dans les deux propositions présentées, puis indique certaines mesures qu'il estime de nature à réfréner l'usage de l'alcool, p. 1253 à 1255.

Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : S'élève contre la Loterie coloniale et estime qu'il conviendrait de la supprimer; indique les moyens qu'il considère comme propres à équilibrer les budgets de la colonie puis parle de l'enseignement colonial, du manque de chaux dans le sol de la colonie et des conséquences de cet état de choses, du service médical au Congo; critique le recrutement de la main-d'œuvre indigène et termine en estimant qu'il faudrait rendre des colonies à l'Allemagne, p. 1351 à 1353.

Projet de loi portant modification à l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui portait création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Discussion générale : Discours : D'accord avec M. Dewals, rappelle qu'ils ont déposé un amendement tendant à redresser une injustice en ce qui concerne ceux qui peuvent bénéficier de la loi, défend cet amendement écartant l'application de la loi, p. 1467, 1468. — Discussion des articles : Article 1<sup>er</sup> : Défend son amendement à l'alinéa 2, p. 1474. — Annonce que la déclaration du ministre ne lui donne pas entièrement satisfaction et qu'il maintient son amendement, p. 1474.

Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de la guerre. Discussion générale. Discours : S'efforce de dissiper la confusion des idées qui se fait jour également dans le rapport; estime que la Flandre est lésée dans le partage des indemnités, p. 1479, 1480.

**Guinotte, sénateur de l'arrondissement de Charleroi et Thuin.**

**Ann.** — Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe de M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Discours : Développe la question du point de vue du patronat et demande la prudence et la modération, p. 328 à 330.

Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 369.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : S'occupe de la réorganisation et de l'inspection du travail; critique certaines mesures prises en cette matière; estime qu'une fois de plus on recourt à l'étatisation, p. 871 à 874.

**H****Hanquet, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

**Doc.** — Budget de la justice pour 1936. Rapport, n° 6.  
Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Rapport, n° 105.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Rapport, n° 195.

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Traite la question de l'admission des agents d'affaires dans de nombreux prétoires de justices de paix; parle de la réforme des juridictions d'exception, notamment en ce qui concerne les tribunaux de commerce, défend l'amendement portant de 200,000 à 500,000 francs le crédit pour l'ameublement et l'aménagement du palais de justice de Liège et termine en rendant hommage au garde des sceaux, p. 61 à 63. — Observations, p. 73.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Réclame l'égalité des pensions pour les deux enseignements et proteste contre les nombreux cumuls, p. 194, 195. — Observations, p. 270.

**Hanquet (suite)**

- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, et fait remarquer que la commission a adopté son rapport par 11 voix contre 10, p. 542.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Discussion générale. Discours : Parle de la coordination des transports et émet quelques suggestions pratiques, notamment en matière de batellerie, de grands travaux; insiste pour que la réduction des tarifs de transport soit continuée, leur vie durant, aux pères et mères de familles nombreuses, p. 576 à 578.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 931.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1238. — Discussion générale. Discours : Défend le projet et demande qu'on s'en tienne en Belgique à secourir la misère des pauvres et des enfants espagnols, p. 1608, 1609.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de matériel et de local des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Discours : Pose trois questions au ministre, relativement aux collèges patronnés, aux écoles préparatoires et à l'importance budgétaire de ce projet; déclare qu'il votera la proposition sans enthousiasme, dans un but de patriotique entente, p. 1427.
- Projet de loi portant création du port autonome de Liège. Discussion générale. Discours : Se réjouit de l'adoption du projet par la Chambre et par la commission, puis pose une question au ministre concernant la composition du conseil d'administration qui sera nommé et l'accord éventuel entre la ville et l'Etat à ce sujet, p. 1434.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées. Discussion générale. Discours : Fait remarquer qu'il s'agit d'une injustice à réparer; indique les avantages qui découleront du projet et signale une inégalité à effacer, p. 1521, 1522.
- Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il votera le projet, tout en faisant certaines objections; estime qu'il serait opportun que le ministre répète, en séance publique les déclarations qu'il a faites en commission, puis pose au ministre certaines questions au sujet de l'interprétation et demande une réponse précise, p. 1527, 1528.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observation, p. 1669. — Discours : Déclare que ce qui détourne ses amis et lui-même de ce projet, c'est qu'il n'aura aucune portée d'apaisement et que la campagne pour d'autres revendications commencera, p. 1696, 1697.
- Interpellation de M. Lohest au sujet du transfert éventuel de certains établissements ressortissant à la défense nationale. Discours, p. 1738.

**Hans, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.**

- Ann.** — Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Observations, p. 540.
- Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Observations, p. 607. — Reprise de la discussion du budget et d'une interpellation jointe de M. de Spot. Discours : Parle de la suppression du passage à niveau de Braine-l'Alleud, p. 718. — Observations, p. 728.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Prie le ministre de renforcer ses bureaux techniques, qui sont encombrés de dossiers, p. 800, 801.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Demande que l'inspection du travail soit renforcée dans l'industrie du bâtiment, notamment en ce qui concerne les huit heures de travail, p. 884.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion des articles. Article 6bis nouveau qu'il propose : Déclare retirer cet amendement, p. 1431.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Harmegnies, sénateur de l'arrondissement Mons-Soignies.**

- Doc.** — Budget de l'intérieur pour 1937. Rapport, n° 47.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Rapport, n° 98.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des boissons fermentées mousseuses. Rapport, n° 117.
- Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Rapport, n° 170.
- Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. Rapport, n° 179.
- Ann.** — Budgets : Procédure à suivre pour leur discussion. Appuie la proposition de M. Volckaert, accordant pour la discussion des budgets deux orateurs mandatés aux groupes importants et un seul aux autres groupes, p. 11.
- Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et cons. sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Observations, p. 176.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion des articles (texte amendé par la commission). Art. 1<sup>er</sup>, § II : Indique une modification de forme, p. 181.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 277. — Discussion des articles des tableaux. Art. 2, 2<sup>o</sup> : Observations, p. 278.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 277. — Discussion générale. Discours : Plaide la cause des provinces et des communes, p. 385 à 388. — Observations : Propose que la discussion générale soit close et que le ministre réponde le mardi matin, p. 392. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 402. — Discours : Parle en ordre principal des dépenses de chômage, des finances communales, du personnel insuffisant et du matériel défectueux dans les bureaux des gouvernements provinciaux, notamment dans le Hainaut; termine en réclamant le maintien des conseils provinciaux, p. 419 à 421.
- Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe de M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Discours : Expose le point de vue de la classe ouvrière dans le conflit charbonnier et insiste pour que les intérêts des travailleurs soient protégés, p. 327. — Observations, p. 329.
- Fixation de l'ordre du jour : Insiste sur l'urgence de la discussion du budget de l'intérieur, p. 333.
- Interpelle M. le ministre des finances sur les modalités de l'arrêté royal du 13 janvier 1933, en ce qui concerne les exonérations dans l'application de la taxe dite de crise. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, déclare que son interpellation ne prendra que quelques minutes, p. 483. — Au cours de la discussion des budgets financiers, renonce momentanément à développer son interpellation, mais présente quelques observations relatives au budget des finances, parle des finances provinciales et de la situation des commis agréés, p. 488.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Discours : Répond aux observations de certains orateurs puis défend le projet, p. 521, 522.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Projet de loi modifiant le régime fiscal des boissons fermentées mousseuses. Dépose le rapport sur ce projet de loi et demande l'urgence, p. 663.
- Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Observation, p. 694.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 772. — Discours : Revient sur la question de l'inspection médicale scolaire, puis demande que le ministre hâte la liquidation des subsides revenant aux commissions d'assistance publique, p. 799.
- Inondations dans le Borinage. Par motion d'ordre, annonce que de graves inondations menacent le Borinage, notamment Quaregnon et Jemappes et demande si les travaux envisagés dans la vallée de la Trouille et de la Haine seront entamés bientôt, p. 871.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Observation, p. 913. — Discours : Traite la question des pensions en général et particulièrement en ce qui concerne les employés, les mineurs, puis parle des primes aux constructeurs d'habitations à bon marché et de la remise de la contribution foncière à leur profit, p. 926.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de

**Harmegnies (suite)**

paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Art. 5. Amendement qu'il présente avec M. Bouilly. Se rallie aux suggestions du ministre, p. 1179. — Consent à retirer l'amendement à condition que la question soit examinée à bref délai, p. 1180.

Projet de loi apportant des modifications à la loi organique du 10 mars 1925 ainsi qu'à la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique. Par motion d'ordre, demande que cet objet soit inscrit en tête de l'ordre du jour de la rentrée, p. 1187. — A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, insiste à nouveau sur ce projet, p. 1302.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933 modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui portait création d'un Office et d'un Fonds spécial des estropiés et mutilés. Discussion générale. Discours : Se réjouit d'avoir à voter ce projet, pose une question au sujet des estropiés qui n'ont pas fait les versements requis et estime que les chiffres relatifs à l'état de besoin ne correspondent plus à la réalité, p. 1470.

Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables, ainsi que des écoles normales libres agréées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.

Interpellation de M. Bourguignon concernant le placement et la surveillance des enfants envoyés dans des établissements d'éducation. Discussion. Observation, p. 1556.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Par motion d'ordre, demande au Sénat de décider que, dès que le rapport sur ce projet sera déposé, il se réunira pour le discuter et le voter, p. 1709. — Discussion au sujet de la fixation du débat : Insiste et demande l'appel nominal sur la proposition du groupe socialiste tendant à voter le projet avant que le Sénat ne se sépare, p. 1710. — Pose une question au sujet de la mise en vigueur de la loi, p. 1710. — Demande l'appel nominal sur la proposition du ministre des finances, p. 1714.

Proposition de loi portant limitation temporaire du nombre de débits de boissons fermentées à débiter sur place et du nombre de débits de boissons spiritueuses. Discussion générale. Discours : Déclare n'être pas adversaire de l'ajournement de la discussion, mais tient à motiver le vote négatif qu'il émettrait sur la proposition, p. 1731.

**Hebbinckuys**, sénateur de l'arrondissement de Termonde et Saint-Nicolas.

*Ann.* — Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 931.

**Henricot**, sénateur provincial du Brabant.

*Ann.* — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussions au sujet de la procédure à suivre pour le débat. Au nom du groupe libéral, se rallie à la proposition d'urgence faite par le gouvernement, p. 213.

Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur les revendications de l'industrie de la construction mécanique, notamment en matière de construction automobile, puis examine les différents chapitres du rapport au point de vue de l'industrie, p. 344 à 348. — Observations, p. 343, 349.

Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 369.

Ajournement du Sénat au moment des vacances de fin d'année. S'associe, au nom du groupe libéral, aux paroles de M. Vinck, présentant au président les vœux de l'assemblée, p. 554.

Interpellation de M. Spreutel au sujet du chômage dans certains établissements de métallurgie. Demande que l'on vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 827.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discours : Étudie l'orientation donnée à la politique sociale du ministère du travail, orientation qui s'accroît, à son avis, vers la réalisation de l'entière du programme socialiste, ne tenant pas compte des réalités de notre situation économique et du respect de la liberté d'association et développe ce point de vue; estime que l'arrêté royal réglant l'attribution des subsides aux mutualités doit être révisé, parle ensuite de la charge des pensions, de l'inspection du travail et du contrôle des appareils de levage, rappelle que de nombreuses usines métallurgiques sont menacées de chômage partiel par suite du manque de coke et demande des mesures pour parer à cette situation, p. 839 à 842.

**Henricot (suite)**

Procédure parlementaire. Par motion d'ordre, à l'occasion de votes sur divers projets concernant des conventions internationales, demande qu'à l'avenir les projets de ce genre soient soumis non seulement à la commission des affaires étrangères, mais aussi aux commissions compétentes que ces projets peuvent intéresser, p. 1517.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Emet quelques objections, estime qu'il serait équitable de mettre tous les assujettis sur le même pied, appuie l'amendement de M. Beeckx, se demande quels avantages vont en retirer les bénéficiaires qui sont en même temps des assujettis, estime que les frais occasionnés seront plus élevés que le rendement qu'on peut en attendre et déclare qu'il ne votera pas ce projet, qu'il estime inapplicable, p. 1449 à 1451. — Discussion des articles. Article 2 et amendement de MM. Mertens et Jauniaux. Indique les motifs pour lesquels il se rallie au premier amendement de M. Jauniaux, p. 1457, 1458. — Article 4 et amendement de la commission. Discours : Examine le mécanisme de la loi, estime qu'elle devra subir des modifications parce qu'elle est inapplicable, que l'étude complète de la question s'impose et souhaite que le ministre en tienne compte pour fixer le statut complet généralisant l'octroi des allocations familiales à toute la population, p. 1461. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

**Heyndels**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

*Ann.* — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Estime que le projet sera un sujet de discorde pour les soldats, p. 232. — Discussion de l'article unique : article 52. Justifie la proposition de suppression des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de l'alinéa Bbis, p. 244.

Projet de loi apportant des modifications en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.

Projet de loi relatif à la honification accordée à certains traitements. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.

Interpellation de M. le comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort du baron de Borchgrave et du recrutement de volontaires pour l'Espagne. Discussion. Observation, p. 669.

Budget des transports pour 1937 et interpellation de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : S'oppose à ce que la charge des pensions soit supportée par l'Etat; parle de la rationalisation des services, des salaires, etc., p. 717.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple, en conclusion à ces interpellations. S'abstient au vote, p. 1010.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Signale la nécessité de statistiques certaines, notamment en ce qui concerne l'index agricole; indique les mesures nécessaires pour relever le pouvoir d'achat de la masse et abaisser les frais généraux des paysans, et parle du prix de vente des pommes de terres, des responsabilités du « Boerenbond », dont il critique la politique, du droit de chasse, du paiement des primes sur les céréales, p. 1026 à 1028.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Critique le projet, p. 1123.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation des monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.

Interpelle M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences de la mise en vigueur de la loi sur le contingentement et de la perception d'une taxe sur la production de la margarine, notamment la hausse sensible de prix de la margarine, malgré les promesses faites, et sur les mesures que le gouvernement compte prendre. Discussion de cette interpellation et d'une interpellation similaire de MM. Sobry, De Boodt et R. Desmedt. Développe son interpellation, p. 1292.

Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Observations, p. 1714.

**Hoste**, ministre de l'instruction publique.

*Ann.* — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Répond aux différents orateurs, p. 254 à 258. — Répond aux nouvelles observations présentées par les orateurs, p. 273 à 277. — Discussion des articles des tableaux. Article 2, 2<sup>e</sup> : Estime que l'amendement présenté par M. Van Dieren n'est pas recevable, et oppose la question préalable, tout en déclarant qu'il s'efforcera de trouver une solution satisfaisante, p. 278. — Article 16, 9<sup>e</sup> : Déclare ne pas accepter un amendement présenté par M. Verbist, p. 279. — Déclare à nouveau ne pas pouvoir accepter l'amendement,

**Hoste (suite)**

- p. 279. — Article 18, 31° : N'accepte pas un amendement présenté par M. Leurquin, le crédit étant insuffisant, mais accepte celui de M. Vermeylen au 32°, p. 279.
- Projet de loi portant modification de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par la loi du 4 avril 1910. Dépose ce projet de loi, p. 1425.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athlètes royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Discours : Marque l'accord du gouvernement, fait un bref exposé de la question et invite le Sénat à voter la proposition de loi, p. 1425. — Répond aux dernières observations présentées et prie les auteurs d'amendements de réfléchir au côté pratique de la question et de ne pas insister; s'engage à examiner le principe des amendements qui ont été présentés, p. 1429, 1430. — Répond à une observation de M. Renard, et déclare que la reprise par l'Etat d'un enseignement moyen créé par une commune peut, dès à présent, être envisagée, p. 1430. — Discussion des articles. Article 4 : Déclare que le gouvernement accepte l'amendement présenté par la commission, p. 1431. — Article 4bis, proposé par la commission : Déclare s'y rallier, p. 1431. — Article 6 : Déclare accepter l'amendement de la commission, p. 1431.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées. Discussion générale. Discours : Défend le projet, estime que le vote des trois projets concernant l'enseignement préludera à la paix scolaire voulue dans le pays tout entier, et fait remarquer que la loi en discussion ne coûtera guère au pays, p. 1524.
- Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. Discussion générale. Discours : Défend le projet, indique sa signification exacte, puis répond à certaines questions posées par M. Hanquet, notamment en ce qui concerne les subsides, le contrat d'adoption, etc., p. 1531.
- Interpellation de M. Yernaux sur les conditions dans lesquelles a été inscrite la troisième classe de l'école communale pour filles de Boignée. Discussion : Répond en ce qui le concerne à l'interpellation, p. 1561, 1562.
- Projet de loi portant modification à l'article 16 de la loi portant réglementation de l'enseignement primaire en ce qui concerne la gratuité des fournitures classiques. Discussion générale : Indique le but du projet, p. 1619.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. Répond à M. Laboulle et lui fait remarquer que des crédits sont prévus pour l'art lyrique en Wallonie, p. 1662.

**J****Janssens, sénateur provincial du Limbourg.**

- Ann.** — Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Signale certaines lacunes du projet, en ce qui concerne le Limbourg notamment, et préconise une nouvelle répartition des justices de paix dans cette province par la constitution d'un nouveau canton à Genck, p. 1175. — Observation au sujet des justices de paix dans le Limbourg, p. 1175, 1176.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion des articles. Article 2 : S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1332.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbiest, p. 1420.

**Jaspar, ministre des transports.**

- Ann.** — Accident de l'avion Belgique-Congo, près d'Oran. Au nom du gouvernement et de l'aviation, se joint à l'hommage rendu par M. le président aux membres de l'équipage et aux familles des victimes, p. 574. — Annonce qu'une enquête est ouverte, p. 574.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Vos, au sujet du refus répété de la S. N. C. F. B. de se joindre à l'avis de la commission consultative près du ministre de l'intérieur, instituée par arrêté royal du 12 janvier 1925 et au sujet de la mauvaise volonté avec laquelle cette entreprise concessionnaire de services publics sous la surveillance et le contrôle de l'Etat observe l'intention du législateur dans l'application des lois et arrêtés en faveur des invalides de guerre. Discussion générale. Fait personnel. Se défend contre les insinuations et les accusations dirigées contre lui dans une certaine presse, p. 581, 582. — Dis-

**Jaspar (suite)**

- cours : Fait devant le Sénat un tableau de l'activité du département des transports et le met au courant des différents problèmes qui sont de nature à soulever les critiques et les observations des orateurs qui prendront la parole, p. 583 à 591. — Observations, p. 607, 608, 609. — Reprise de la discussion d'ensemble et d'une interpellation jointe de M. de Spot sur la concession des buffets à bord des malles. Observations, p. 694, 695, 710, 711, 715, 723, 724. — Discours : Répond aux observations présentées par les orateurs, ainsi qu'aux interpellations de MM. Devos et de Spot, p. 724 à 728. — Le comte de la Barre d'Erquennes lui demandant une explication au sujet d'une controverse juridique, déclare que cela regarde le gouvernement tout entier, puis déclare approuver la suggestion du comte de la Barre d'Erquennes, tendant à soumettre le cas à une commission de juristes, p. 728.
- Interpellation de M. de Spot au sujet de la pêche journalière de la flotte de pêche française dans les eaux territoriales sous l'œil bienveillant du *Zinnia*. Répond à l'interpellation, p. 1226.
- Interpellation de M. Demarré, au sujet de l'émission par la S. N. C. F. B. de tickets rédigés en français délivrés aux 8,000 pèlerins limbourgeois qui se sont rendus à Bruxelles le 9 mai 1937 à la crypte royale de Laeken. Répond à l'interpellation, p. 1256.
- Projet de loi portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. Fait une déclaration au Sénat au sujet de ce projet dont il demande le vote d'urgence, précise le but de cette loi de cadre, rappelle qu'il a créé une commission d'étude de la navigation et de la réglementation aérienne et rend hommage à l'activité de son président, l'avocat général Pholien, p. 1373, 1374. — M. de Grunne demandant la remise de la discussion au lendemain, regrette le retard apporté à l'examen du projet, mais ne s'oppose pas à la remise au lendemain, p. 1374. — Discussion générale. Discours : Répond aux observations faites par le comte de Grunne, fait remarquer que le projet est dû à la collaboration de la commission des clubs aériens et du gouvernement, rappelle que la fraude douanière doit être combattue et demande en conséquence au Sénat de ne pas admettre les amendements du comte de Grunne, p. 1408, 1409. — Observations en réponse à une question du comte de Grunne, p. 1409. — Discussion des articles. Article 14. Observations, p. 1414. — Répond aux objections de M. Dierckx, p. 1415.
- Projet de loi portant prorogation temporaire des dispositions réglant l'assistance financière de l'Etat et de la colonie à la S. A. B. E. N. A. Dépose ce projet de loi, p. 1660.
- Projet de loi approuvant les conventions concernant le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande, les congés annuels payés des marins, la durée du travail à bord des navires et les effectifs, les obligations des armateurs en cas de maladie, d'accident ou de décès de gens de mer, ainsi que la convention concernant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, adoptées par la conférence internationale du travail au cours de ses XXI<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> sessions. Dépose ce projet de loi, p. 1663.

**Jauniaux, sénateur coopté.**

- Ann.** — Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare que des œuvres socialistes vont être créées pour contrebalancer les œuvres catholiques, parle des œuvres de l'enfance, de la lutte contre le cancer, demande que la classe ouvrière soit mieux instruite en matière d'hygiène, et préconise la création d'un ordre des médecins et la limitation du nombre des pharmaciens, p. 781 à 783. — Observations, p. 788, 789.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Se félicite des déclarations contenues dans le discours de M. Lohest, s'occupe du problème des pensions des classes moyennes, des mutualités, demande l'octroi d'un subside de 100 francs dès la naissance du premier enfant et déclare qu'il votera le budget avec joie, p. 867 à 870.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord pour étendre le bénéfice de la loi aux petits artisans, annonce qu'il votera les amendements aux articles 4 et 5; rappelle les amendements qu'il a présentés avec M. Mertens, les défend et déclare que si son amendement à l'article 3 était adopté, il retirerait son amendement à l'article 7, mais qu'il votera la loi de toute façon, p. 1448, 1449. — Discussion des articles. Article 2 et amendements qu'il présente avec M. Mertens. Discussion au sujet de l'interprétation de cet article. Observations, p. 1459. — Son premier amendement étant rejeté, déclare retirer le second,

**Jauniaux (suite)**

p. 1459. — Article 3 et amendement qu'il présente. Observation au sujet du montant des cotisations et de l'interprétation des textes, p. 1460. — Art. 4 et amendement de la commission. Discours : Se déclare partisan de la législation dans son principe, mais se rallie à l'amendement de la commission, p. 1461, 1462. — Observation, p. 1463. — Article 7 et amendement qu'il propose. Défend son amendement, p. 1464, 1465.

Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1548.

Projet de loi étendant la journée de huit heures au personnel d'infirmier des établissements hospitaliers publics et privés. Discussion générale. Observation, p. 1550, 1551.

**Joachim, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.**

**Ann.** — Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de l'état sanitaire des petites communes rurales, p. 804, 805.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**L****Laboulle, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

*2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.*

**Ann.** — Propose de réélire, par acclamations, les membres du bureau sortant, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

*Session ordinaire de 1936-1937.*

**Doc.** — Projet de loi relatif à la Société nationale des chemins de fer vicinaux. Rapport, n° 168.

Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et des téléphones envers l'Etat. Rapport, n° 169.

Proposition de loi relative à l'établissement ou à l'augmentation de la taxe de consommation sur les boissons à forte teneur d'alcool. Rapport sur la recevabilité, n° 177.

**Ann.** — Bureau définitif. Premier vice-président du Sénat: Au nom du groupe socialiste, propose la candidature de M. Vinck, p. 3. — Troisième vice-président du Sénat : Au nom du groupe socialiste, propose la candidature de M. Soudan, p. 4. Questeurs du Sénat. Au nom du groupe socialiste, propose la candidature de MM. Volckaert et Van Belle, p. 4.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Par motion d'ordre, déclare qu'étant absent au moment où l'ordre du jour a été fixé, en ce qui concerne ce projet de loi, il demande que le Sénat soit consulté sur la procédure à suivre pour la discussion, le groupe socialiste ne se ralliant pas à la proposition faite de terminer ce débat en un jour, p. 174. — Discussion pour la procédure à suivre pour le débat : Déclare que le groupe socialiste se rallie à la proposition du gouvernement prévoyant l'examen du projet pendant la semaine en cours, p. 212.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement ayant décidé d'insérer dans le projet relatif aux crédits provisoires une disposition accordant des subventions en faveur des beaux-arts, il retire son amendement à l'article 18, p. 277.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Estime que les petits et les moyens revenus sont trop grevés; demande la simplification des impôts et des tarifs douaniers, insiste pour que l'usage des crédits provisoires soit réduit au minimum et exprime sa confiance dans le gouvernement, p. 446 à 449.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. Motive son vote et pose une question au ministre au sujet de l'attribution des subsides et annonce qu'il a déposé un amendement au budget de l'instruction publique en faveur de l'art lyrique en Wallonie, p. 1662.

**Lalemand, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Ann.** — Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Se fait une fois de plus l'interprète des revendications de la Fédération nationale des invalides du travail et de la paix, p. 709. — Observations, p. 728.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle des sports et plus spécialement du football, et s'occupe des concours de pronostics que le gouvernement pourrait exploiter à son profit, p. 805.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Parle de la situation des estropiés âgés de plus de quarante ans et de ceux arrivés à l'âge de la pension de vieillesse; traite également quelques autres cas spéciaux en matière de pensions de vieillesse, p. 884 et 885.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Proposition d'ajournement du débat faite par M. Van Dieren. Observations : Lance une insulte à M. Van Dieren, p. 889. — Est rappelé à l'ordre par M. le président pour l'injure adressée à M. Van Dieren, p. 889. — Déclare accepter le rappel à l'ordre, p. 889.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Expose les doléances des patrons et des ouvriers de l'industrie de la pierre blanche et développe cette question, p. 1072, 1073.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Lebeau, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.**

**Doc.** — Proposition de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels. Rapport sur la recevabilité, n° 123.

**Ann.** — Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Leclercq, sénateur provincial de Namur.**

*2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.*

**Ann.** — Annonce de sa démission, p. 208 (séance du 27 octobre 1936).

**Legrand, sénateur provincial de Namur.**

*2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.*

**Doc.** — Projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle. Rapport, n° 60.

Projet de loi complétant la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par la loi du 4 avril 1900. Rapport, n° 61.

*Session ordinaire de 1936-1937.*

**Doc.** — Projet de loi créant un privilège au profit des personnes accidentées. Rapport, n° 48.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Rapport complémentaire, n° 161.

Proposition de loi complétant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Rapport, n° 164.

**Ann.** — Projet de loi créant un privilège au profit des personnes accidentées. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet a été admis à l'unanimité par la commission, qui a légèrement amendé l'article 2, afin d'en élargir la portée, p. 360.

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 5, amendement de MM. Harmegnies et consorts. Observation, p. 1179.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Prend la parole comme rapporteur, résume les discussions qui ont eu lieu en 1934 au sujet de cette loi, attire l'attention sur le grand nombre de débits clandestins, ainsi que sur les diverses fraudes qui sont pratiquées en cette matière, combat le contre-projet de MM. Orban, Rolin et consorts et en relève différents points qu'il critique et conclut en préconisant le retour à la liberté, p. 1259 à 1268. — Répond à une motion d'ordre de M. Rolin, qui relevait des

**Legrand (suite)**

paroles qu'il avait prononcées au sujet de magistrats, p. 1268.  
— Discours : Fait remarquer que l'assemblée comprend deux clans animés des meilleures intentions en vue de combattre l'alcoolisme, puis défend son projet et montre les lacunes de la loi actuelle, p. 1312 à 1316. — Observations, p. 1317, 1318.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman : S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1544.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare partager l'opinion de M. Hanquet au sujet des raisons qui s'opposent à émettre un vote affirmatif et renonce à la parole, p. 1697.

**Lekeux, sénateur de l'arrondissement de Verviers.**

**Doc.** — Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de guerre. Rapport, n° 208.

**Ann.** — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Demande si la défense de la frontière est convenablement assurée et si les cadres de l'armée sont suffisants, p. 129, 130.

Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.

Budgets financiers pour 1937. Discussion générale d'ensemble. Discours : Parle des tracasseries fiscales infligées aux lainiers de Verviers, p. 503.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de la guerre. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 1337. — Discussion générale. Discours : Défend cette proposition de loi et estime que M. Gravez n'en a pas compris la portée, p. 1480.

**Leurquin, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.**

**Ann.** — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de l'enseignement technique agricole, notamment en matière de subsides, des cours post-scolaires, rappelle l'amendement qu'il a déposé à l'article 18, § 31, du budget, concernant les lettres wallonnes, p. 254. — Discussion des articles des tableaux. Article 18, 31° : Retire l'amendement qu'il a présenté, p. 279.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Demande que la gare d'Ottignies soit mieux aménagée, ainsi que de meilleures communications pour les habitants de la région de Gembloux-Perwez-Ramillies, etc.; parle également de la mauvaise exploitation des lignes concédées aux vicinaux, p. 721, 722.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Estime ce projet inefficace et annonce qu'il ne le votera pas, p. 1122. — Discussion des articles : Article 9, nouveau, qu'il propose par amendement : Défend son amendement, p. 1140. — Après la réponse du ministre, insiste sur son amendement, p. 1140. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour : Motive son abstention au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 1306.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.

**Leyniers, sénateur provincial du Brabant, secrétaire du Sénat.****2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.**

**Ann.** — Proclamé, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

**Séance ordinaire de 1936-1937.**

**Doc.** — Projet de loi approuvant le Traité conclu entre la Belgique et le Reich allemand, relatif à un échange de territoires à la frontière belgo-allemande, qui a été signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935, ainsi que l'Arrangement additionnel à l'Arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, du 7 novembre 1929 et le Protocole, signés le même jour. Rapport, n° 234.

Proposition de modification au règlement du Sénat. Rapport, n° 288.

**Leyniers (suite)**

**Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 4.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consors sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Traite l'importation des fruits congolais et défend les intérêts économiques de la colonie, p. 158 à 160.

Budget de la dette publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées : article 6 nouveau, proposé par M. Boon. S'abstient au vote sur cet article, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 931.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple, en conclusion à ces interpellations. S'abstient à ce vote, p. 1010.

Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du Sénat sur une question purement budgétaire, relative à l'utilisation de certains crédits provisoires, puis développe la question de la situation malheureuse des mulâtres et des inconvénients du mélange des races, p. 1333 à 1337. — Fait personnel : Relève certaines observations faites par M. Minnaert, qui l'a mis personnellement en cause pendant le discours qu'il a prononcé la veille; relève également certaines paroles prononcées à la même occasion par le comte Lippens, p. 1350 à 1351. — Reprise de la discussion. Observations, p. 1382, 1388.

Projet de loi approuvant le traité conclu entre le royaume de Belgique et le Reich allemand, relatif à un échange de territoire à la frontière belgo-allemande, qui a été signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935, ainsi que l'arrangement additionnel à l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, du 7 novembre 1929, signé le même jour. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1455, 1456. — Discussion générale. Discours : Indique la portée exacte du projet et fait remarquer qu'aucune protestation n'a été formulée par la commune de Raeren; prie le Sénat de voter le projet, afin d'éviter que le sort de la gare de Rontgen ne revienne en discussion, p. 1518, 1519.

Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.

Proposition de modification au règlement présentée par M. le président. Dépose le rapport sur cette proposition, p. 1609.

**Lifrange, sénateur provincial de Liège.**

**Ann.** — Annonce de son décès, p. 509.

**Limage, sénateur coopté.**

**Doc.** — Budget de l'agriculture pour 1937. Rapport, n° 108.

**Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 991, 993, 994. — Discours : Exprime la satisfaction du monde agricole pour l'effort sérieux réalisé par le gouvernement, demande certaines améliorations en ce qui concerne l'industrie laitière, puis attire l'attention sur la nécessité d'un service de documentation et de statistique, l'organisation d'un institut de crédit à l'agriculture, le programme imposé aux écoles ménagères ambulantes et la réorganisation du service des agronomes de l'Etat, p. 1025, 1026.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple, en conclusion à ces interpellations. S'abstient à ce vote, p. 1010.

**Lippens (comte), sénateur coopté.**

**Doc.** — Budget des affaires étrangères et du commerce extérieur pour 1937. Rapport, n° 28.

Projet de loi approuvant la convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte, signée à Montreux, le 8 mai 1937. Rapport, n° 238.

**Ann.** — Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et cons. sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Estime que la Belgique n'a pas à s'immiscer dans la politique intérieure des nations étrangères et attire l'attention du ministre sur la représentation belge à l'étranger, p. 164, 165.

Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Discussion. De nombreuses interruptions étant faites au discours du ministre de la défense nationale, demande que l'on fasse respecter l'ordre et la discipline au Sénat, p. 566.

**Lippens (comte) ( suite)**

Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt, au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Incident se produisant au sujet des attaques du *Pays réel* contre le premier ministre : Observations, p. 654.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Déclare renoncer à la parole, les déclarations du ministre le satisfaisant, p. 776.

Budget coloniaux. Discussion d'ensemble. Observations, p. 1345. — Fait personnel de M. Leyniers : S'explique au sujet de son intervention de la veille et précise le sens de ses paroles, p. 1351. — Reprise du débat. Discours : Félicite le rapporteur pour son remarquable travail; parle ensuite de l'Otraco, estime que la Belgique se conduit en marâtre vis-à-vis du Congo; montre par quelques chiffres l'importance économique de la colonie; met en garde contre le danger de s'y établir sans ressources suffisantes et attire l'attention sur les difficultés nombreuses que l'on y rencontre; rend hommage au personnel colonial ainsi qu'aux grands organismes commerciaux, souvent critiqués à la légère, déclare en terminant que l'œuvre accomplie par les missions est admirable et que la Belgique peut être fière de ce qu'elle a réalisé au Congo, p. 1361 à 1363.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare que sa conscience ne lui permet pas de voter cette loi, à cause de l'outrecuidante insolence de ceux en faveur de qui le gouvernement demande cet acte de clémence, p. 1654. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1704.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Observation, p. 714.

**Logen, sénateur provincial de Liège.**

**Doc.** — Proposition de loi abrogeant l'article 3, 9<sup>e</sup>, de la loi du 23 mars 1932 établissant des mesures temporaires pour maintenir l'équilibre budgétaire. Rapport sur la recevabilité, n° 19. Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. Rapport, n° 116.

Projets de loi portant ratification d'un certain nombre d'arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 31 juillet 1934, modificative de celle du 30 juin 1931 relative à l'importation, l'exportation et le transit des marchandises. Rapport n° 191.

Projet de loi portant restitution au trésor des actions privilégiées de la Société nationale des Chemins de Fer belges, 2<sup>e</sup> série, faisant partie de la dotation de l'Office de liquidation des interventions de crise, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal n° 292, du 31 mars 1936. Rapport, n° 280.

Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office central de la petite épargne par la loi du 7 décembre 1934. Rapport, n° 281.

**Ann.** — Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Expose le point de vue socialiste à l'égard des classes moyennes et défend l'activité des coopératives, p. 307 à 309.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente au détail. Discussion générale. Discours : Estime que le projet est impopulaire; défend la liberté du commerce, déclare que ses amis s'abstiendront au vote et que lui-même votera contre le projet, p. 538, 539.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 663. — Demande l'urgence et insiste pour que ce projet soit porté à l'ordre du jour du mardi suivant, p. 663.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Motive le vote affirmatif du groupe socialiste sur l'ensemble du projet, p. 1141.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1548.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Projet de loi portant restitution au trésor des actions privilégiées de la S. N. F. C. B., 2<sup>e</sup> série, faisant partie de la dotation de l'Office de liquidation des interventions de crise, en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal n° 292 du 31 mars 1936. Discussion générale. Discours : Pose notamment une question au ministre au sujet du rythme du remboursement, p. 1733.

**Lohest, sénateur provincial de Liège.**

**Doc.** — Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants des cantons d'Eupen-Malmédy. Développements et proposition de loi, n° 132.

Projet de loi portant prescription exceptionnelle en matière d'impôt. Rapport, n° 282.

**Ann.** — Par motion d'ordre, critique l'opportunité de l'introduction de certaines demandes d'interpellation qui entravent la bonne marche des travaux parlementaires, p. 7.

Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Discours, p. 24, 25.

Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Discours : Estime que notre régime économique est conditionné et contrôlé par quelques hommes, examine les différentes données du problème, dont il reconnaît les difficultés, cite l'opinion du barreau à ce sujet, puis répond aux questions de M. Delvaux, estime que le gouvernement actuel a la confiance méritée de la majorité de la population, puis demande au groupe rexiste pour quel motif il refuse de s'associer au projet, quitte à l'amender, p. 95 à 98. — Discussion des articles (texte amendé par la commission), Article 1<sup>er</sup>, § 2 : Déclare qu'il votera le texte amendé, mais regrette que le projet n'ait pas été maintenu dans toute sa rigueur, p. 181.

Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Observations, p. 119 à 121.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il votera le projet comme patriote et comme Liégeois, rappelle que la province de Liège est parmi les plus menacées en cas de guerre, signale les desiderata de la J. O. C. en matière de surveillance au point de vue moral dans l'armée, ainsi que des imperfections de l'organisation matérielle de certains camps, p. 232.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Commence par répondre à des observations faites par différents orateurs et s'élève notamment contre le discours de M. Ohn relatif à la liberté du père de famille en matière d'enseignement, demande des subsides pour le Théâtre royal de Liège, parle de la situation des professeurs de l'enseignement technique, surtout en matière de traitements, appuie l'amendement de M. Leurquin pour le relèvement du crédit en faveur de la production wallonne autochtone, p. 272, 273.

Projet de loi créant un privilège au profit des personnes accidentées. Discussion générale. Discours : Fait remarquer l'importance et l'urgence du projet, p. 360.

Budgets financiers pour 1937. Discussion générale d'ensemble. Discours : S'occupe de la situation qui se présente dans les cantons d'Eupen-Malmédy, en ce qui concerne l'octroi de pensions aux anciens combattants de cette région, p. 506, 507.

Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, de la Cour des comptes, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur. Discussion générale. Estime que le statut des unions professionnelles devrait passer des attributions du conseil des mines à celles du ministère des affaires économiques, p. 519.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Hemricourt de Grunne sur l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Au nom de la droite, expose la position doctrinale et pratique de ce groupe qui votera le budget en discussion, mais émet certaines critiques au sujet de la complexité inextricable des lois sociales, ainsi qu'en ce qui concerne les dispositions légales en matière de mutualité, les charges des assurances sociales, etc., puis expose dans ses grandes lignes le programme social du bloc catholique, p. 827 à 831. — Observations, p. 925.

Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Exprime des craintes au sujet de la coordination des organismes de crédit, coordination qui pourrait devenir une concentration renforcée, puis fait certaines réserves en ce qui concerne les organismes de crédit professionnel, p. 1153, 1154. — Discours : Estime que le projet n'est nullement anticonstitutionnel, comme le prétend M. Crokaert, p. 1161, 1162.

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix et de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Attire l'attention du Sénat et du ministre sur la situation des justiciables de langue allemande, p. 1175.

**Lohest (suite)**

- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Approuve le projet, p. 1184.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1185.
- Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. Discussion générale. Discours : Demande au gouvernement de prendre l'initiative d'établir un minimum de traitement, obligatoire dans tous les contrats, p. 1195.
- Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale. Discussion générale. Discours : Demande quelle est l'interprétation exacte du mot « pénalité », p. 1197.
- Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. Discussion générale. Discours : Estime qu'il n'y a pas lieu de suivre la proposition de M. Gravey, puis attire l'attention sur la question du paiement des frais d'assistance médicale, p. 1200. — Observations, p. 1201. — Discussion sur le point de savoir par qui seront supportés les frais médicaux. Observations, p. 1203.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Proteste parce que la ville de Liège n'a pas été citée par le ministre dans la liste des villes qui seront dotées du téléphone automatique, p. 1235.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Observations, p. 1308.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Demande des précisions au ministre et au rapporteur en ce qui concerne les cumuls de fonctionnaires, le contrôle de la majorité des sociétés coloniales par de grands établissements bancaires, alors que ce contrôle devrait dépendre uniquement de l'Etat, le nombre toujours grandissant d'étrangers dans notre colonie et, enfin, la situation des chômeurs coloniaux, p. 1375. — Observations, p. 1386, 1390.
- Interpellation de M. Olyff au sujet de la participation d'un officier supérieur de l'armée active à des manifestations politico-religieuses. Discours, p. 1399, 1400.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants d'Eupen-Malmédy. Par motion d'ordre, prie le Sénat d'aborder immédiatement la discussion de cette proposition de loi, p. 1479. — M. le président annonçant que le gouvernement a l'intention de demander l'ajournement de la discussion, demande que cet ajournement ne soit pas indéfini, p. 1479.
- Projet de loi approuvant le traité conclu entre le Royaume de Belgique et le Reich allemand relatif à un échange de territoire à la frontière belgo-allemande, qui a été signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935, ainsi que l'arrangement additionnel à l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne du 7 novembre 1929, signé le même jour. Discussion générale. Discours : Proteste contre le fait que la commune belge intéressée n'a pas été consultée et suggère une autre solution que celle envisagée par le projet, p. 1517, 1518. — Observation, p. 1518. — Combat les arguments présentés par M. Leyniers, rapp., p. 1519. — Après les discours du ministre, déclare ne pas insister, mais annonce que le vicomte Simonis et lui-même voteront contre le projet, p. 1519.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare que son attitude ne peut être interprétée ni comme un blâme au gouvernement, ni comme un acte hostile envers tout ce qui, dans le mouvement flamand, reste juste et possible dans le cadre belge; critique certaines dispositions du projet et motive son vote négatif, p. 1677, 1678.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne déposera pas d'amendements, mais estime que certains points fondamentaux auraient dû être modifiés et les indique en marquant le point de vue des syndicats chrétiens, p. 1719.
- Interpelle le ministre de la défense nationale sur : 1° le transfert de Liège dans une autre partie du pays de la fonderie de canons et, éventuellement, d'autres établissements ressortissant à la défense nationale; 2° l'interprétation d'instructions données au personnel de certains de ces établissements relatives à un transfert à l'ouest du pays. Développe son interpellation, p. 1736, 1737.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

**Longville, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

- Ann.* — Projet de loi autorisant le gouvernement à procéder, à des dates à fixer par le Roi, à des investigations statistiques sur la situation démographique, économique et sociale du pays. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 341.
- Budget de la dette publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Lysens, sénateur provincial du Limbourg.**

- Ann.* — Motion d'ordre de M. de Grunne proposant de renoncer à l'emploi de termes injurieux. Appuie cette motion, p. 61.
- Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique étrangère du gouvernement, et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Examine l'orientation qu'il convient de donner à notre politique étrangère, parle des suites de la renonciation par l'Allemagne au pacte de Locarno, estime que l'accord militaire franco-belge contient les germes d'un danger de guerre pour la Belgique et déclare que son groupe ne votera pas le budget, p. 170, 171. — Discours : Estime que son discours a été mal interprété, déclare qu'il n'a pas préconisé l'annulation du pacte de Locarno, mais bien la dénonciation, et demande que l'interprétation donnée par le ministre soit redressée, p. 187.
- Projet de loi apportant des modifications en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Projet de loi relatif à x réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boody au sujet de la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren. Motive et défend l'ordre du jour qu'il présente en conclusion à ces interpellations, p. 990.
- Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 ½ p. c., de 1930, de 45 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.
- Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c., de 1932, de 15 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.
- Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et téléphones envers l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi ramenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937 de 20 à 15 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi relatif à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projets de loi relatifs au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1197.
- Politique du gouvernement. Nouveau statut international de la Belgique. Déclaration de M. Spaak, m. af. ét. Discussion. Discours : Exprime la satisfaction de son groupe au sujet du nouvel effort du gouvernement, se dresse cependant contre les partis majoritaires parce que leurs interprètes semblent vouloir freiner l'effort du gouvernement, estime être l'interprète de la droite flamande en affirmant qu'il importe que notre politique extérieure soit indépendante, non seulement en théorie, mais aussi en fait; invite le ministre à préciser l'attitude du gouvernement en ce qui concerne les accords entre états-majors, p. 1216.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion des articles. Article 2. S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1332.

**M****Mahieu, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt.**

- Ann.* — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

**Maréchal (Mme), sénateur coopté.**

- Ann.** — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : S'occupe de la nourriture des soldats et du transport gratuit, par chemin de fer, des soldats en congé, p. 13.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Demande que l'enseignement des langues étrangères et du français soit amélioré, mais qu'en Flandre le néerlandais ait la première place, puis parle de l'enseignement dans l'agglomération bruxelloise, p. 271.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Intervient en faveur de l'industrie de la pêche maritime, p. 722, 723.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : En sa qualité d'interprète de l'opposition, rend hommage au rapporteur, puis traite quelques points importants en matière de chômage, notamment en ce qui concerne le chômage de la jeunesse, le minimum de salaire, les lacunes de la loi sur les congés payés, la liberté syndicale et les droits des petits syndicats, les subsides en faveur de chirurgie et surtout pour la lutte contre le cancer, traite le problème du travail des femmes, en particulier de la femme mariée, estime que l'Etat ne devrait pas prendre à son service des femmes dont le mari est déjà occupé par l'Etat, puis intervient en faveur de l'industrie dentellière, p. 850 à 854. — Observations, p. 938.
- Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. 1930, de 45 millions de florins des Pays-Bas. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.
- Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de 15 millions de florins des Pays-Bas. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.
- Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et téléphones envers l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi ramenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937 de 20 à 15 p. c. la réduction dont son frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi relatif à la Société nationale des Chemins vicinaux. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projets de loi relatifs au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble des deux projets, p. 1197.
- Par motion d'ordre, fait remarquer qu'une communication la convoquant pour 10 heures à une réunion de la commission du travail et de la prévoyance sociale, lui est arrivé le matin même, alors qu'il lui était matériellement impossible d'encore arriver à Bruxelles en temps voulu, p. 1240.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Souligne l'importance de la question et pose au ministre quelques questions au sujet de l'application de la nouvelle loi; estime que l'Etat doit aider les familles nombreuses, sans cependant porter atteinte aux intérêts des classes moyennes, p. 1456.
- Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui portait création d'un office et d'un fonds spécial des estropiés et mutilés. Discussion générale. Regrette que le ministre demande de voter le projet *ne varietur*, et insiste pour que personne ne soit exclu du bénéfice de la loi, p. 1473. — Observation, p. 1473.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Estime que c'est à l'esprit étroit des divers gouvernements qui se sont succédés qu'il faut faire le reproche que le problème de l'amnistie se soit posé; reproche à M. Vos son attitude actuelle; motive son vote négatif et déclare que si l'amendement de MM. Van Dieren et Verbist était adopté, son opinion à l'égard du projet pourrait être modifiée, p. 1678 à 1681.

**Matagne, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, secrétaire du Sénat.**

*2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.*

**Ann.** — Proclamé, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

*Séance ordinaire de 1936-1937.*

**Doc.** — Budget de l'instruction publique pour 1937. Rapport, n° 34.

**Matagne (suite)**

**Ann.** — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 4.

- Budget de l'instruction publique pour 1937. Dépose le rapport, sur ce budget, p. 121. — Discussion générale. Discours : Examine le développement progressif qu'a pris l'enseignement, estime que des réformes s'imposent, et rend hommage à l'œuvre accomplie par M. Bovesse, lorsqu'il était ministre de l'instruction publique, p. 207 à 210. — Reprend son exposé; parle des classes surpeuplées, de la prolongation de la scolarité, du perfectionnement de l'enseignement secondaire, de l'inspection scolaire, de l'enseignement moyen, du musée scolaire, de l'éducation populaire et de l'enseignement technique, p. 213 à 217.
- Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la situation des ingénieurs du corps des mines et sur celle de l'industrie verrière, p. 342 à 344.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi modifiant les arrêtés-lois n° 173 du 18 juin 1935 et n° 211 du 27 novembre 1935, et complétant l'article 31b de la loi organique de l'enseignement primaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agrées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projet de loi prorogeant la loi du 15 janvier 1937, interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1548.
- Interpellation de M. Nèves au sujet de notre aviation militaire. Discussion. Observations, p. 1587, 1589.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Discours : Approuve le projet, p. 1714, 1715.

**Melein, sénateur provincial de Liège.**

- Ann.** — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Merlot, ministre des travaux publics et de la résorption du chômage.**

- Ann.** — Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 490. — Motion d'ordre de M. De Boodt proposant la levée de la séance parce que le ministre compétent est absent : Fait remarquer qu'il remplace le ministre des finances et déclare qu'il répondra aux observations le mercredi suivant, p. 493. — Reprise la discussion des budgets financiers. Discours : Au nom de M. de Man, m. f., absent, répond aux observations présentées par les orateurs, p. 507. — Discussion des articles du budget de la dette publique pour 1937. Article 39. Discours : Estime que la question des emprunts à l'étranger qui a été soulevée est d'ordre juridique, défend la politique financière du gouvernement actuel, déclare que le gouvernement examinera la question (clause-or) et prie M. Rolin de retirer son amendement, p. 314.
- Budget des non-valeurs et remboursements pour 1937. Discussion des articles des tableaux. Article 19. Défend le texte du gouvernement, qui lui paraît plus clair, p. 518.
- Projet de loi portant révision des lois coordonnées sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Discussion générale. Déclare que l'amendement présenté par le gouvernement est retiré, p. 519.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Répond à M. Roland en ce qui concerne certains cas d'application, p. 521. — Répond à la demande formulée par M. De Hasque au sujet de certaines sociétés, puis aux objections soulevées par plusieurs membres du Sénat, p. 522.
- Inondations dans le Borinage. Par motion d'ordre, M. Harmegnies annonçant que de graves inondations menacent le Borinage et demandant si les travaux envisagés dans la vallée de la Haine et de la Trouille seront entamés bientôt, déclare que ces travaux seront mis en adjudication fin mars ou commencement avril, p. 871.

**Merlot (suite)**

Interpellation du baron de Dorlodot à M. le premier ministre, au sujet du cas Fontaine. M. de Dorlodot, par motion d'ordre, demandant l'urgence, fait remarquer que le premier ministre accepte le principe de l'interpellation mais ne peut encore fixer le jour, n'étant pas documenté, p. 1059.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations de M. Vandembulcke sur la nécessité économique du creusement du canal Ypres-Comines et sur les engagements pris jadis par le gouvernement et l'état actuel des négociations, et de M. Rogister sur les travaux dispendieux et contraires aux règles établies au ministère des travaux publics, entrepris au Palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Observations, p. 1054, 1089, 1090. — Discours : Répond aux observations présentées par les différents orateurs, p. 1107 à 1113. — Propose, les interpellateurs étant absents, de leur répondre par écrit, tout en restant à leur disposition s'ils désirent une réponse en séance publique, p. 1117. — Budget extraordinaire : Discussion des articles du tableau : Répond au comte de Grunne qui a défendu ses amendements aux articles 9 et 122 et déclare qu'il transmettra les vœux du comte de Grunne au ministre de la santé publique, mais estime les amendements inutiles, p. 1114.

Projet de loi portant création du port autonome de Liège. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que l'étude de ce projet a été très soigneusement faite, puis répond à M. Hanquet au sujet du conseil d'administration qui doit être nommé, p. 1434.

**Mertens, sénateur coopté.**

**Doc.** — Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. Rapport, n° 61.

**Ann.** — Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. Dépose le rapport sur ce projet, p. 323. — Discussion générale. Indique la portée du projet et l'intérêt qu'il présente pour les travailleurs, p. 362, 363.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

**Mignolet, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

**Ann.** — Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Estime que la Belgique ne devrait avoir qu'un but, vendre et exporter, et demande que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour ouvrir au commerce de nouveaux débouchés; attire l'attention sur les possibilités économiques du Mandchoukouo, p. 165, 166.

Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi autorisant la S. N. C. F. B. à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office central de la petite épargne par la loi du 17 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

**Minnaert, sénateur coopté.**

**Ann.** — Interpellations jointes de M. de Dorlodot, de MM. Van Dieren et Finné, de MM. Rolin et Vos relatives au conflit espagnol. Discussion d'ensemble. Déclare renoncer à la parole, mais fait cependant quelques observations au sujet des interpellations, p. 57.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Recherche les causes de la situation internationale tendue qui se constate actuellement, estime que le gouvernement devrait renoncer au pacte de non-intervention dans les affaires d'Espagne et lever l'embargo sur les armes, p. 183, 186.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 219.

Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime que le redressement économique n'a pas amélioré le sort des ouvriers et développe cette idée, p. 351, 352.

Projet et proposition prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion générale.

**Minnaert (suite)**

Discours : Combat le projet, indique ses motifs et déclare que son groupe s'abstiendra, p. 473. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 482.

Budget des pensions pour 1937. Discussion des articles du tableau. Demande la parole sur l'ensemble du budget, p. 515.

Projet de loi apportant des modifications à la loi en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.

Projet de loi relatif aux bonifications accordées à certains traitements. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 529.

Interpellation du baron de Dorlodot au sujet de la mort du baron de Borchgrave en Espagne. Discours, p. 681, 682.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Appelle l'attention du ministre sur la détresse des bénéficiaires de pensions de vieillesse, notamment pour les femmes vivant séparées de leur mari; parle ensuite du chômage, estimant que le secours-chômage est insuffisant, surtout pour les familles nombreuses, de l'application de la loi de quarante heures, principalement dans les mines et dans l'industrie chimique, des estropiés, des mutilés, critique le programme des rexistes et des nationalistes flamands et annonce que le groupe communiste ne votera pas le budget, p. 896 à 900.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction et la mutilation de monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, 1239.

Interpelle M. le ministre de la justice au sujet de la nouvelle loi sur les loyers. Par motion d'ordre, déclare avoir déposé cette interpellation une quinzaine de jours auparavant et s'étonne de ne pas la voir figurer à l'ordre du jour, p. 1302. — Développe son interpellation, p. 1363, 1364.

Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Critique la politique d'isolement que le gouvernement poursuit, à son avis, dans la colonie, en montre les dangers, attire l'attention sur la triste situation des mulâtres, sur celle des anciens combattants congolais résidant en Belgique, estime qu'à plusieurs points de vue la race noire est opprimée, critique la dictature des banques et les privilèges accordés aux missions catholiques et déclare que son groupe ne votera pas le budget colonial, p. 1333 à 1346. — Observations, p. 1390.

Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion générale. Discours : Combat le projet et déclare que son groupe votera négativement, p. 1597 à 1600.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe votera le projet, même si les amendements qu'il présente sont repoussés par le Sénat, p. 1651 à 1653.

Projet de loi autorisant la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, la Compagnie des Installations maritimes de Bruges, la Société intercommunale de la rive gauche de l'Escaut, la Société anonyme belge d'Exploitation de la navigation aérienne, la Société nationale de la petite propriété terrienne, la Société intercommunale des voies d'accès à l'aérodrome de Bruxelles, l'Office central de Crédit hypothécaire à remplacer par des griffes les signatures qui doivent figurer sur les titres de leurs emprunts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1664.

Projet de loi portant modification de l'article 16 de la loi organique de l'enseignement primaire relatif à la gratuité des fournitures classiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1664.

Projet de loi portant modification à l'article 1<sup>er</sup> de la loi portant réglementation de l'enseignement primaire en ce qui concerne la gratuité des fournitures classiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1664.

Projet de loi portant suppression de la contribution nationale de crise depuis le milieu de l'année 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1664.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté royal du 31 juillet 1935 concernant la prolongation de la scolarité. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1664.

**Misson, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.**

**Doc.** — Proposition de loi tendant à l'abrogation du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres. Développements et proposition de loi, n° 73.

**Ann.** — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Se déclare d'accord avec M. Nothomb au sujet de la défense de la province de Luxembourg, puis demande s'il ne serait pas opportun de retenir aux futurs volontaires une partie de leur solde pour leur constituer un pécule au moment de leur départ de l'armée, p. 121, 122.

Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.

**Molet**, sénateur provincial de Namur.

*Ann.* — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Moulin**, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

*Doc.* — Projet de loi abrogeant l'article 5 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 relatif aux allocations accordées en faveur des estropiés et des mutilés et déterminant : 1<sup>o</sup> les primes à allouer, en matière d'habitations à bon marché, à charge du fonds spécial créé en exécution de l'article 7 de la loi du 5 octobre 1928 et indiquant les ressources qui alimentent ce fonds; 2<sup>o</sup> le mode de placement des disponibilités du fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles. Rapport, n<sup>o</sup> 58.

Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui portait création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Rapport, n<sup>o</sup> 205.

Proposition de loi accordant l'amnistie à certains chômeurs frappés de sanctions en vertu des lois et règlements en vigueur relatifs à l'assurance contre le chômage involontaire. Développements et proposition de loi, n<sup>o</sup> 287.

*Ann.* — Budgets de la défense nationale et de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur les sacrifices imposés aux officiers et officiers subalternes par l'application de l'article 53 de la loi sur la milice, puis parle du statut des sous-officiers, notamment en matière d'avancement, p. 111.

Projet de loi abrogeant l'article 5 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 relatif aux allocations accordées en faveur des estropiés et des mutilés et déterminant : 1<sup>o</sup> les primes à allouer en matière d'habitations à bon marché, à charge du fonds spécial créé en exécution de l'article 7 de la loi du 5 octobre 1928 et indiquant les ressources qui alimentent ce fonds; 2<sup>o</sup> le mode de placement des disponibilités du fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles. Discussion générale. Discours : Indique le but du projet, p. 365.

Budgets financiers pour 1937. Discussion générale d'ensemble. Discours : Intervient en faveur des commis aux écritures candidats receveurs, appuie les observations de M. Criquelion relatives aux receveurs des contributions, p. 505, 506.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Déploie le peu de pouvoirs dont dispose l'Etat vis-à-vis de la S. N. C. F. B., demande de meilleures communications entre le Tournaisis et le centre du pays, l'agrandissement de la gare de Leuze et appuie les réclamations des combattants et déportés au sujet de la loi du 3 août 1919, p. 707, 708.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Intervient en faveur des estropiés, des chômeurs et des vieux pensionnés, p. 881, 882. — Observations, p. 913, 914.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations de M. Vandebulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Approuve la politique des grands travaux, dont il désire également l'application dans le Tournaisis, intervient en faveur de l'industrie cimentière, demande la construction d'une nouvelle écluse à Antoing et divers autres travaux nécessaires dans le Tournaisis, p. 1071, 1072.

Projet de loi portant modification à l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928, qui portait création d'un office et d'un fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande qu'il soit inscrit le plus tôt possible à l'ordre du jour, p. 1330.

— Par motion d'ordre, rappelle que si le Sénat adopte l'amendement de la commission, le projet devra être renvoyé à la Chambre et demande, en conséquence, qu'il soit porté à l'ordre du jour de la séance du lendemain, p. 1411. — Insiste pour que ce projet soit discuté au cours de la séance du jour même, p. 1440. — Discussion générale. Discours : Combat l'amendement de M. Gravez, défend l'amendement adopté par la commission et relatif à l'ouverture d'un commerce, et prie

**Moulin (suite)**

le Sénat de voter l'amendement et le projet, p. 1471. — Observation, p. 1473. — Discussion des articles. Art. 10. Déclare que l'amendement de la commission est retiré, p. 1476.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité et proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933, portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Discussion d'ensemble. Observation, p. 1478.

Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1548.

Projet de loi étendant la journée de huit heures au personnel d'infirmier des établissements hospitaliers publics ainsi que des cliniques. Discussion générale. Discours : Pose des questions au ministre au sujet de l'exclusion de certaines infirmières du bénéfice de la loi; déclare approuver le principe de la loi, mais regrette qu'elle ne s'étende pas à tout le personnel infirmier, p. 1549, 1550. — Observations au sujet des élèves-infirmières, p. 1550, 1551.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Moyersoën**, sénateur coopté, président du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

*Ann.* — Réélu, par acclamations, président du Sénat, p. 209. — Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

*Doc.* — Proposition de révision du règlement du Sénat : articles 9, 17, 25, 27, 28, 33, 60, 62. N<sup>o</sup> 176.

*Ann.* — Proclamé, par acclamations, président du Sénat, p. 3. Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 4.

Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. S'abstient au vote sur la censure avec inscription au procès-verbal appliquée à M. Delvaux, p. 580.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Motion d'ordre de M. Vinck proposant l'ajournement du vote. S'abstient au vote sur cette motion, p. 1312.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.

**Mullie**, sénateur de l'arrondissement de Courtrai et Ypres, secrétaire du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

*Ann.* — Proclamé, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

*Doc.* — Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Rapport, n<sup>o</sup> 133.

Projet de loi approuvant : 1<sup>o</sup> la convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, avec déclaration-annexe; 2<sup>o</sup> la convention internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale; 3<sup>o</sup> la convention internationale concernant l'exportation et l'importation des produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viandes, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait). Rapport, n<sup>o</sup> 217.

*Ann.* — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 4.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de l'application des lois de flamandisation dans l'enseignement, en particulier à l'institut d'agriculture de Gembloux, de l'enseignement vétérinaire et de la prolongation de la scolarité, p. 271, 272.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 862.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple, en conclusion de ces interpellations. S'abstient à ce vote, p. 1010.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Formule d'abord, à titre personnel, quelques remarques relatives à la valorisation des produits laitiers et des viandes, puis, à titre d'orateur mandaté par la droite, examine les causes de la crise agricole et recherche les

## Mullie (suite)

- moyens d'y porter remède dans les différents domaines de l'agriculture; préconise diverses mesures tendant à favoriser l'activité agricole, p. 1017 à 1023.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Fait remarquer que le pont existant sur le canal de Roubaix à l'Espierre, sur la route de Tournai-Courtrai, constitue un danger public, et demande qu'il soit remplacé; signale également la question de l'intervention du département des travaux publics en faveur des routes communales rurales; déclare qu'il parlera, le cas échéant, du canal Ypres-Comines, après l'interpellation de M. Vandembulcke, p. 1098. — Après que M. Vandembulcke eut développé son interpellation, fait un discours pour l'appuyer, p. 1106.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Au moment du dépôt du rapport par M. De Boodt, demande l'urgence et que ce projet soit inscrit à l'ordre du jour de la séance suivante, p. 1100. — Discussion d'une motion d'ajournement faite par M. Vinck : Fait remarquer l'urgence du projet et combat l'ajournement, p. 1127, 1128.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Examine, en ordre principal, les relations économiques entre la Belgique et le Congo, et attire l'attention sur le danger, pour les cultivateurs belges, de la libre importation de certains produits du Congo, p. 1360, 1361.
- Projet de loi approuvant : a) la convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux avec déclaration-annexe; b) la convention internationale concernant le transit des animaux, des viandes et des autres produits d'origine animale; c) la convention internationale concernant l'exportation et l'importation des produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait). Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1704.

## N

## Nèves, sénateur provincial du Hainaut.

- Doc.** — Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de guerre. Développements et proposition de loi, n° 102.
- Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants d'Eupen-Malmédy. Rapport sur la recevabilité, n° 129.
- Proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Rapport, n° 207.
- Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants ressortissants d'Eupen-Malmédy. Rapport, n° 209.
- Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par la loi du 13 juillet 1934, relative à l'avancement des chefs de musique. Rapport, n° 210.
- Projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité. Rapport, n° 229.
- Projet de loi autorisant à compter exceptionnellement, en matière de pension militaire, comme service effectué à l'armée belge mobilisée, le service accompli par des Belges dans une armée alliée pendant la guerre. Rapport, n° 245.
- Ann.** — Budget de la défense nationale et de la gendarmerie pour 1937. Discussion générale. Discours : Insiste sur l'évolution des méthodes guerrières et traite en ordre principal la question importante de l'aviation, estime que l'on pourrait réaliser une sérieuse économie de personnel en faisant rentrer dans les rangs de nombreux ordonnances d'officiers montés, parle de la mobilisation, de la compression de certaines dépenses et pose des questions au ministre, p. 105 à 108. — Observations, p. 109 à 111, 117, 132.
- Interpelle M. le ministre de la défense nationale : 1° sur la situation créée parmi les anciens combattants par application des arrêtés royaux concernant la carte du feu et la croix du feu; 2° les dessous de certaines campagnes menées contre les invalides de la guerre; 3° les indiscretions graves commises au détriment d'un ancien invalide par un fonctionnaire de la commission supérieure d'appel et ses accusations contre les membres des commissions provinciales et supérieure d'appel; 4° sur la création d'une commission chargée de tout le problème des victimes de la guerre. Développe son interpellation, p. 118 à 121. — Discussion. Observations, p. 133.
- Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Fait une déclaration au nom du groupe socialiste dont il justifie l'attitude, parle de la couverture aérienne, de la protection des populations civiles, demande

## Nèves (suite)

- ce que l'on compte faire dans le service des arsenaux et des fabriques militaires et estime que le maintien de la paix est possible, p. 222, 223.
- Motion de M. de Grunne concernant le cas de M. Degrelle, chef du mouvement rexiste, et le motif pour lequel il a été exempté du service militaire. Observations, p. 311, 312.
- Projet de loi portant révision des lois coordonnées sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Au début de la discussion des budgets financiers, rappelle l'urgence du projet, p. 483.
- Projet de loi fixant le contingent pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 530.
- Proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Par un fait personnel, en réponse à M. le comte de Grunne, déclare, comme rapporteur, que toute la célérité désirable a été apportée dans cette question, annonce que le gouvernement a donné son accord de principe et estime que la demande d'urgence n'est qu'une manœuvre électorale en vue des élections partielles qui doivent avoir lieu, p. 1185.
- Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Interpellation de M. le baron Nothomb à M. le ministre de la défense nationale sur la motorisation de la cavalerie. Observation, p. 1223.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Observations, p. 1387.
- Projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1411. — Demande l'urgence, p. 1411. — Discussion générale de ce projet et de la proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté. Discours : Répond au discours de M. Boon, notamment en ce qui concerne la date du dépôt du projet, demande au ministre d'insister auprès de son collègue des finances pour que soit présenté avant la fin de la session un projet intéressant les victimes de la guerre, p. 1477. — Observations, p. 1478, 1479.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Interpelle MM. le premier ministre et le ministre de la défense nationale sur : 1° la situation actuelle de notre aviation militaire et la politique à suivre dans ce domaine; 2° la situation qui est faite au personnel de notre aviation militaire et les mesures à prendre pour compléter ce personnel; 3° les méthodes suivies pour l'achat du matériel. Discussion. Développe son interpellation, p. 1579 à 1586. — Observations, p. 1587 à 1590.
- Noël, sénateur de l'arrondissement de Liège.**
- Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime qu'en matière de justice il y a deux poids et deux mesures, cite quelques faits d'arrestation et de détention qu'il estime arbitraires, critique l'application de la loi démocratisant le jury, parle des faits de grève, et déclare que pour barrer la route au fascisme, il faut faire un large bloc démocratique, p. 35 à 38. — Rappelle les points sur lesquels il a insisté, p. 76.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Défend un amendement qu'il présente, demande qu'il soit adopté et déclare que le groupe communiste votera le projet, p. 100. — Articles 1<sup>er</sup> et 4. Déclare retirer un amendement qu'il présentait avec M. Heyndels, la fraction communiste se réservant de le représenter à la Chambre, p. 182.
- Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Estime que ce sont les Etats fascistes qui menacent la paix et développe cette opinion, parle des événements d'Espagne, combat le pacte de non-intervention, se fait l'écho de certaines accusations lancées par l'Action wallonne, en ce qui concerne les tendances dans les cercles gouvernementaux, défend les théories appliquées en Russie, avec laquelle il préconise un pacte, estime que l'Allemagne hitlérienne est le grand danger qui menace la Belgique, p. 139 à 142.
- Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le débat : Déclare que le groupe communiste ne peut souscrire à la demande du gouvernement d'examiner le projet pendant la semaine en cours, et qu'il ne votera pas le projet en question, p. 212. — S'abstient au vote sur la proposition du gouvernement de discuter le projet le lendemain après-midi, p. 213. — Discussion générale. Discours : Défend les principes communistes et déclare que son groupe ne votera pas le projet, p. 230.

## Noël (suite)

- Interpellation de M. Delvaux, au sujet de la légalité d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial de Liège. Discours, p. 373.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 392. — Discours : Parle du péril fasciste, notamment en ce qui est relatif au mouvement rexiste, p. 394, 395. — Fait une rectification au *Compte rendu analytique* du 22 décembre en ce qui concerne certain passage du discours qu'il a prononcé, p. 456.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur le système de mécanisation des services des finances, à la Caisse des dépôts et consignations notamment; reprend certaines critiques émises par M. Relecom à la Chambre, spécialement en ce qui concerne les prévisions de recettes, et déclare que le groupe communiste votera contre le projet, p. 464 à 466.
- Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 482.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Projet de loi relatif aux bonifications accordées à certains traitements. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 529.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande l'appel nominal, p. 532.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Estime que le projet ne donnera pas satisfaction aux classes moyennes et déclare que son groupe ne le votera pas, p. 539.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vignerot. Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. Au nom du groupe communiste, motive son vote affirmatif sur l'ordre du jour pur et simple, p. 578.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion de ces interpellations. Fait un rappel au règlement au moment où M. le président donne la parole à M. le premier ministre, estimant que le Sénat aurait dû être consulté sur la jonction des deux interpellations, le groupe communiste n'ayant pas encore eu l'occasion d'exposer son point de vue, p. 629.
- Interpellation de M. le comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort du baron de Borchgrave et du recrutement de volontaires pour l'Espagne. Discussion. Discours, p. 671 à 673.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Fait un rappel au règlement, estimant que l'orateur de son groupe a le droit de parler avant que le comte de Grunne ne développe son interpellation, p. 871. — Discussion des articles du tableau du budget : Article 2 et amendement de M. Van Dieren. Pendant le discours de M. Van Dieren, ayant estimé que c'était une lâcheté d'attaquer des absents, se voit infliger un rappel à l'ordre, p. 963.
- Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple en conclusion de ces interpellations. S'abstient au vote, p. 1010.
- Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Discussion générale. Discours : Estime que le projet en discussion est un projet antifasciste et déclare que son groupe le votera pour ce motif, p. 1084.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 52 du Code pénal sur la destruction et la mutilation des monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.
- Projet de loi complétant la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux. Par motion d'ordre, déclare que c'est par erreur que son groupe a voté négativement sur ce projet, p. 1240.
- Projet de loi portant modification des articles 80, 81, 375 et 377 du Code pénal, ainsi que la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes. Par motion d'ordre, déclare que c'est par erreur que le groupe communiste a voté contre ce projet, alors qu'il voulait émettre un vote affirmatif, p. 1240.
- Projet de loi portant règlement des frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police chargés de desservir plusieurs cantons. Par motion d'ordre, déclare que c'est par erreur que son groupe a voté contre ce projet, alors qu'il désirait émettre un vote affirmatif, p. 1240.
- Proposition de loi modifiant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Par motion d'ordre, déclare que c'est par erreur que le groupe communiste a voté contre ce projet, alors qu'il désirait émettre un vote affirmatif, p. 1240.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour et le président proposant de voter sur l'article 2, fait remarquer que le groupe

## Noël (suite)

- communiste n'a pas pu encore se faire entendre, p. 1302. — Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe communiste repoussera l'article 2 du projet Legrand et réclame des mesures énergiques contre les débits clandestins, p. 1308, 1309.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéficiaires de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Rappelle que son groupe avait déposé une proposition d'enquête parlementaire et que M. Jacquemotte, après son interpellation sur les scandales politico-financiers, a déposé une proposition de loi frappant les bénéficiaires exceptionnels; déclare que son parti votera le texte du gouvernement, puis commente et défend les trois amendements que son groupe a présentés, p. 1491, 1492. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Défend l'amendement qu'il présente à cet article, p. 1496. — Alinéa 4. Défend l'amendement qu'il présente, p. 1497. — Article 9 et amendement qu'il présente. Défend son amendement, p. 1508.
- Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Expose le point de vue du groupe communiste, invite tous les démocrates à voter l'amnistie et déclare que le groupe communiste votera le projet et l'amendement, p. 1673, 1674. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Défend les amendements qu'il présente, p. 1700. — Son amendement principal étant déclaré irrecevable, fait remarquer que son amendement subsidiaire est recevable, p. 1700.
- Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Observations, p. 1711, 1713.
- Nothomb (baron)**, sénateur provincial du Luxembourg.
- Ann.* — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 36.
- Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Discours : S'étonne du retard apporté à l'examen de la question militaire, approuve la politique d'indépendance adoptée par le gouvernement et en examine les conséquences, demande des précisions en ce qui concerne la défense de la province de Luxembourg, p. 115 à 118. — Observations, p. 133.
- Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation de fruits. Discussion d'ensemble. Observations p. 141. — Discours : Critique certains points relevés dans le rapport, notamment en ce qui concerne la construction du canal Anvers-Rhin, les relations hollando-belges et l'œuvre de la S. D. N., p. 174.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Fait personnel : Justifie son intervention auprès d'un bourgmestre du Luxembourg au sujet de cahiers classiques, à laquelle M. Clesse vient de faire allusion, p. 261. — Fait personnel : Proteste parce que l'incident relatif aux inscriptions des cahiers classiques a été rouvert en son absence, puis développe son point de vue en cette matière, et justifie à nouveau son intervention, p. 264.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 323.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandebulcke sur le creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur la question de la coordination entre la circulation routière et la circulation par fer, traite la question du tourisme, celle de la reprise des chemins intercommunaux par l'Etat et parle du traitement du petit personnel; estime que le département des travaux publics et celui des transports devraient fusionner et indique la manière dont il envisage cette réorganisation; traite ensuite le problème du canal Albert, examine en détail cette importante question et rappelle les obligations qui incombent à la Hollande dans la question des eaux de la Flandre, p. 1052 à 1059.
- Projet de loi relatif à la nomination des greffiers de justice de paix. Vote de l'article unique. Alinéa 2 : Déclare retirer son amendement, p. 1183.
- Interpelle M. le ministre de la défense nationale sur la précipitation que met le département de la défense nationale à procéder à la motorisation intégrale de la cavalerie sans les transitions qui s'imposent. Développe son interpellation, p. 1217 à 1221. — Observations, p. 1223.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

**Nothomb (baron) (suite)**

- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Déclare que lorsqu'il aura voté en faveur de tous les amendements susceptibles de rendre la loi moins mauvaise, il votera contre celle-ci, p. 1494.
- Projet de loi portant modification de l'article 16 de la loi portant réglementation de l'enseignement primaire en ce qui concerne la gratuité des fournitures classiques. Discussion générale : Fait remarquer, avec M. Rutten, que le temps a manqué pour prendre connaissance du projet et demande au ministre de donner des explications, p. 1619.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Demande que chacun prenne ses responsabilités; annonce qu'il représentera son amendement, qui a été repoussé par la commission; déclare que plusieurs de ses amis et lui-même émettront un vote négatif, qui ne sera cependant pas un vote antigouvernemental, p. 1619, 1620.

O

**Ohn, sénateur de l'arrondissement de Verviers.**

- Ann.** — Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Comme mandataire de l'arrondissement de Verviers, attire l'attention du ministre sur l'intrusion allemande dans les cantons rédimés, estimant que ces faits requièrent la vigilance du gouvernement, p. 186, 187.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Commence par protester contre la limitation du débat, puis parle de la pression qui serait exercée sur les parents pour les obliger à confier leurs enfants à l'école confessionnelle, dans le but d'obtenir plus de subsides, p. 270, 271.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des mécaniciens-dentistes, à qui il est défendu de faire de la prothèse, p. 799, 800.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur les travaux projetés par le gouvernement pour l'épuration des eaux de la Vesdre et examine les données de ce problème, p. 1095, 1096.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Olyff, sénateur provincial du Limbourg.**

- Doc.** — Proposition de modification de l'article 32 et proposition de modification de l'article 62 du règlement du Sénat. Rapport, n° 37.
- Proposition de loi complétant l'article 25 de la loi organique de l'enseignement primaire, sur l'application des peines disciplinaires aux instituteurs. Développements et proposition de loi, n° 211.
- Projet de loi attribuant au Roi le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mobilisation de la nation et la protection de la population en cas de guerre. Rapport, n° 246.
- Ann.** — Budget de la justice pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur certaines circonstances extérieures qui peuvent amener des lenteurs et des encombrements de rôles bien regrettables spécialement dans le Limbourg; demande que le nombre des magistrats soit augmenté au tribunal de Hasselt et qu'il y soit créé un tribunal de commerce, p. 64, 65.
- Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : S'élève contre les déclarations antibelges faites par certains orateurs, demande pour le Limbourg les mêmes garanties que le baron Nothomb a demandées pour le Luxembourg; examine ensuite les moyens d'améliorer l'armement, surtout en ce qui concerne l'aviation, puis demande des précisions au sujet de la politique du gouvernement en matière de défense du territoire, p. 126 à 128.
- Propositions de modification des articles 32 et 62 du règlement. Dépose le rapport sur ces propositions, p. 139. — Discours : Combat la proposition de modification de règlement, p. 367. — Observations, p. 368.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la paix scolaire et de l'organisation de l'enseignement dans le Limbourg; demande le rétablissement de l'école normale de l'Etat à Hasselt; se préoccupe des locaux où se donnent l'enseignement primaire, ainsi que du régime linguistique dans les établissements d'enseignement moyen situés sur la frontière linguistique, p. 265 à 268.

**Olyff (suite)**

- Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Envisage les mesures à prendre pour concurrencer la concurrence faite par l'autobus aux chemins de fer, examine certains postes de dépenses de la S. N. C. F. B., parle des crédits en faveur de la marine et de la situation de la marine marchande, ainsi que de l'aéronautique, p. 693, 699.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au Palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Approuve le discours prononcé la veille par le baron Nothomb, parle de la situation du personnel des ponts et chaussées, de celle des ingénieurs des mines, des ponts et chaussées, des télégraphes et téléphones, dont les traitements sont insuffisants, estime qu'il faut augmenter le petit personnel des ponts et chaussées, parle des améliorations à apporter au réseau routier dans le Limbourg, où de nombreux travaux d'urbanisation et de modernisation vont être nécessaires; demande au ministre d'étudier le grave problème de l'outillage économique du Limbourg et les questions qui s'y rattachent, p. 1067 à 1071.
- Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1185.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Remercie et félicite le ministre pour ses déclarations, demande quelques précisions et annonce un amendement au § F de l'article 1<sup>er</sup>, p. 1144. — Discussion des articles : Article 1<sup>er</sup>, lettre f : Déclare retirer l'amendement qu'il avait présenté, p. 1165.
- Interpellation de M. le baron Nothomb à M. le ministre de la défense nationale au sujet de la motorisation de la cavalerie. Discours, p. 1224.
- Interpelle M. le ministre de la défense nationale sur la participation d'un officier supérieur de l'armée active, avec l'accord des autorités compétentes, à des manifestations politico-religieuses. Développe son interpellation, p. 1395 à 1399.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Motive son vote négatif, p. 1688, 1689.

**Orban, sénateur provincial de la Flandre orientale.**

- Doc.** — Proposition de loi relative à la réinscription des membres du Barreau. Développements et proposition de loi, n° 23.
- Proposition de loi sur le régime fiscal des actes judiciaires. Développements et proposition de loi, n° 24.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Rapport, n° 82.
- Proposition de loi concernant le statut des référendaires auprès des tribunaux de commerce. Développements et proposition de loi, n° 104.
- Proposition de loi relative à l'expertise contradictoire en matière de procédure pénale. Développements et proposition de loi, n° 140.
- Projet de loi complétant la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux. Rapport, n° 141.
- Projet de loi modifiant le décret du 18 août 1807 qui prescrit les formes à suivre pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou de deniers publics. Rapport, n° 237.

- Ann.** — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Discours : S'occupe de l'adaptation de nos organismes législatifs aux nécessités actuelles, demande que la tâche du parlement, dans le domaine législatif soit allégée, notamment par l'établissement d'un conseil d'Etat ou d'une cour de contentieux administratif; s'occupe du problème de la magistrature flamande et parle de l'insuffisance des traitements des magistrats, p. 12 à 17. — Observations, p. 23. — Reprise de la discussion du budget de la justice pour 1937. Discours : Reprend l'exposé qu'il avait commencé, parle de l'arrêté royal du 15 octobre 1934 relatif à l'administration contrôlée, puis de la nécessité de renforcer l'application de la loi sur l'abandon de famille, surtout lorsqu'il s'agit d'étrangers, de la condamnation conditionnelle et du projet sur l'amnistie politique, projet qui ne lui donne pas satisfaction, p. 32, 33. — Observations, p. 72.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Donne un aperçu des relations existant entre les Pays-Bas et la Belgique, estime que les liens doivent être resserrés et développe ce point de vue, p. 146 à 150.

## Orban (suite)

- Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Fait une brève déclaration pour justifier le vote affirmatif qu'il émettra sur le projet de loi, p. 239.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la gestion de l'I. N. R. Fait personnel : Proteste parce que M. Van Dieren l'a accusé d'avoir suscité un incident et déclare que telle n'était nullement son intention, p. 292.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur la nécessité de réduire la taxe téléphonique à laquelle sont astreints les abonnés du Pays de Waes, de Moerbeke-Kastel notamment, p. 300.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Propose de remettre la suite du débat au mardi suivant, p. 392. — Observations, p. 392. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Discours : Parle de la nécessité des réformes de structure, préconise la séparation complète des administrations publiques, en matière linguistique, attire l'attention sur les dangers du fédéralisme et demande que le gouvernement prenne position en ce qui concerne les réformes envisagées, p. 416, 417.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 419. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Observation au sujet des justices de paix dans le Limbourg, p. 1176. — Alinéa 9 : Amendement de M. Van Hoestenberghé : Rappelle que cet amendement a été accepté par la commission, p. 1178. — Article 5 : Amendement de MM. Catteau et Coenen : Combat cet amendement, p. 1180.
- Interpellation de M. Van Dieren relative à l'application de la loi linguistique en matière administrative. Discussion : Fait diverses propositions au sujet d'une proposition ou de modification du texte de l'arrêté royal de 1935, p. 425, 426.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellations de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 436.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Insiste en faveur de la suppression du droit de péage pour les tunnels sous l'Escaut et annonce un amendement, p. 713.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 772.
- Interpelle M. le ministre de l'agriculture au sujet de la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren, secrétaire général du département de l'agriculture. Par motion d'ordre, propose, au cours de la séance du 3 mars, vu l'heure tardive, de remettre au lendemain la discussion de son interpellation ainsi que celle d'une interpellation similaire de M. De Boodt, et déclare qu'il demandera l'appel nominal sur sa proposition, p. 967, 968. — Développe son interpellation pendant la discussion générale du budget de l'agriculture, p. 971 à 976. — Observations, p. 983 à 988. — Observation au sujet du vote des ordres du jour présentés en conclusion de son interpellation et celles de M. De Boodt, p. 990. — S'abstient au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 1010.
- Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Observation, p. 1142. — Discours : Critique la politique du gouvernement en cette matière; défend sa proposition de loi; combat la proposition de M. Legrand, p. 1284 à 1287. — Reprend et termine son discours commencé à la séance précédente, examine brièvement les principes qui sont à la base de la proposition Legrand et rencontre les arguments invoqués par celui-ci, p. 1302 à 1304.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, l'organisation et les attributions de certains établissements d'intérêt public. Motive son vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 1166.
- Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Demande l'interprétation de cet article, p. 1198.
- Projet de loi complétant la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux. Par motion d'ordre, estime que les explications qu'il désire donner au Sénat peuvent rendre inutile toute discussion, donne ces explications et fait remarquer notamment que la commission a renoncé aux amendements qu'elle avait présentés et insiste pour que le Sénat approuve le projet tel qu'il a été transmis par la Chambre, p. 1216.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. Motive son vote négatif sur la recevabilité de cette proposition, p. 1238.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de l'emprisonnement de M. Grammens. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. Van Dieren déposant cette interpellation et demandant l'urgence, appuie l'interpellation et demande qu'elle soit discutée le jour même, p. 1301. — Discussion : Discours, p. 1324.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.

## Orban (suite)

- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion des articles. Article 4 : Déclare retirer l'amendement afin de ne pas entraîner le renvoi du projet à la Chambre, p. 1661.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Expose son point de vue personnel et celui de plusieurs de ses amis de la droite; déclare qu'il approuvera l'amendement Van Dieren-Verbist; fait des observations au sujet de l'attitude du parti rexiste et termine en déclarant qu'il préfère une amnistie à 98 p. c. que pas d'amnistie du tout, p. 1682, 1683.

## P

## Pholien, sénateur coopté.

- Ann. — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur le rôle trop important laissé dans l'action répressive aux officiers et agents de police judiciaire, demande que des mesures soient prises pour que, lors de l'instruction des affaires criminelles, chacun remplisse uniquement le rôle qui lui est dévolu, p. 33, 34.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Discours : Au nom de la droite du Sénat, marque son accord sur le projet en discussion, estime que le problème doit être résolu de façon complète, avec prudence et en pleine connaissance de cause, souligne les données à mettre en valeur, estime que l'avocat est tout désigné pour remplir le mandat parlementaire, pourvu qu'il n'abuse pas de son mandat, et termine en demandant que le Sénat vote le projet, avec les amendements de la commission, p. 89 à 92.
- Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur l'insuffisance des crédits pour l'acquisition d'œuvres artistiques et défend le droit des artistes, p. 265.
- Budget de la dette publique pour 1937. Discussion des articles. Art. 39. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Observations, p. 544. — Discours : Estime que la loi doit être votée sans retard et que les amendements présentés ne peuvent être admis, p. 545 à 547.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Interpellation de M. le comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort du baron de Borchgrave et du recrutement de volontaires pour l'Espagne. Fait remarquer que son interpellation a été fixée au mardi suivant et insiste pour qu'elle soit maintenue à cette date, p. 558.
- Interpelle M. le premier ministre sur le rapport de la commission Servais et ses conséquences. Discussion de cette interpellation et d'une interpellation jointe de M. De Boodt sur la façon dont la commission Servais s'est acquittée de sa tâche. Développe son interpellation, p. 617 à 623.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime que les déclarations du ministre manquent de clarté et de précision et ne peuvent le satisfaire, demande si le ministre se dégage des interprétations de son prédécesseur, indique les conditions mises à l'appui de la droite, demande des précisions au sujet des « centres de santé », et si le ministre est d'accord avec le rapporteur sur certains points qu'il indique, redoute une politique d'étatisation et déclare que son groupe ne votera le budget extraordinaire de ce département que si toute idée de l'étatisation de l'individue est abandonnée, p. 776 à 780. — Précise des observations qu'il a faites la veille dans son discours, au sujet de l'Œuvre du Calvaire, à Bruxelles, p. 788. — Répond aux observations de M. Bourguignon, p. 810. — Observations, p. 812, 813.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion et vote des dispositions réservées. Article 5 et amendements de M. Van Dieren et de M. Boon (qui propose un article 6). Discours : Appuie l'amendement de M. Boon et motive les raisons pour lesquelles il le votera, p. 929. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Projets de loi portant ratification de divers arrêtés royaux relatifs à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Discussion générale. Discours : Prie le Sénat de voter l'amendement présenté à l'unanimité par la commission des affaires économiques et motive sa demande, p. 1349, 1350.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Estime de son devoir de souligner ce qui apparaît comme anormal et inquiétant dans l'orientation du projet, critique certaines dispositions de la loi, fait remarquer qu'elle n'a d'équivalent dans aucun pays, rappelle

**Pholien (suite)**

les amendements qu'il a déposés et les défend tout en annonçant qu'une déclaration précise du gouvernement l'amènerait à y renoncer, p. 1485 à 1487. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Justifie l'amendement qu'il présente tendant à faire porter l'impôt sur les bénéficiaires, p. 1496. — Alinéa 6 nouveau, qu'il propose par amendement ; Défend sa proposition, p. 1497, 1498. — Article 2. Défend l'amendement qu'il présente tendant à l'insertion d'un 2<sup>ter</sup> au même article, p. 1500. — Déclare être d'accord au sujet du sous-amendement proposé par M. de Man, m. f., à son texte, p. 1500. — Nouvel amendement qu'il présente au 2<sup>o</sup> du même article. Déclare que si le ministre se déclare d'accord sur son interprétation, il est prêt à retirer son amendement, p. 1500. — Le ministre se déclarant d'accord, le retire, p. 1501. — Article 3, § 3. Propose une nouvelle rédaction pour le 2<sup>e</sup> alinéa et défend cet amendement, mais annonce qu'il est prêt à le retirer sous certaines conditions, p. 1503, 1504. — Après la déclaration du ministre, déclare retirer son amendement et l'amendement subsidiaire, p. 1504. — Article 4 : Déclare retirer son amendement, p. 1504. — Article 9 et amendement de M. Temmerman et amendement subsidiaire de MM. Temmerman et Coenen. Demande l'appel nominal pour le vote sur le premier amendement de M. Temmerman, p. 1515. — Article 10. Déclare retirer son amendement, p. 1516. — Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. Rappel au règlement de M. Rolin au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement. Estime que le Sénat peut voter sur l'amendement en litige, p. 1542.

Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Justifie, au nom de la droite wallonne et bilingue, le vote négatif qu'elle émettra, p. 1666, 1667. — Observation, p. 1669.

**Picard, sénateur provincial d'Anvers.**

**Ann.** — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 247.

Budget du ministère de l'instruction publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 287.

Projet de loi relatif à diverses pensions. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 482.

Interpellations jointes de MM. Pholien et De Boodt, au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Vote sur les ordres du jour déposés en conclusion à ces interpellations. S'abstient au vote sur l'ordre du jour pur et simple, p. 664.

Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1084.

Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Annonce le vote négatif de son groupe, motive ce vote et estime que la loi en discussion porte atteinte aux prérogatives parlementaires, p. 1154, 1155.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. Discussion sur la recevabilité. Discours : Fait quelques observations d'ordre technique en ce qui concerne la proposition de M. Van Dieren et estime que les arguments opposés à la recevabilité ne sont pas péremptoires, p. 1230, 1231.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Au moment de la reprise de la discussion générale, demande à pouvoir faire une brève déclaration pour motiver le vote de son groupe, p. 1307. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Motive le vote négatif de son groupe, p. 1319.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion des articles. Article 2 et amendements de MM. Mertens et Jauniaux. Pose une question au sujet du texte de l'article et propose de supprimer le mot « seuls », p. 1458. — Discussion au sujet de l'interprétation de cet article. Observations, 1458. — Article 3 et amendement de M. Jauniaux. Observation au sujet du montant des cotisations et de l'interprétation des textes, p. 1460. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe est adverse du projet, du moins dans sa forme actuelle, et expose les motifs de son abstention, p. 1495.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Discours : Pose une question au ministre à la

**Picard (suite)**

suite d'un article de presse concernant les contributions des patrons en vue de la majoration de la pension des mineurs, p. 1719, 1720.

**Pierlot**, sénateur d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, ministre de l'agriculture.

**Ann.** — Budget de l'agriculture pour 1937 et interpellations jointes : 1<sup>o</sup> de M. Finné au sujet des mesures prises par l'association de vente, déléguée par le ministre de l'agriculture, en matière d'exportation de produits agricoles et horticoles et plus spécialement de « witloof » ; 2<sup>o</sup> de M. Orban au sujet de la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren, secrétaire général du département de l'agriculture ; 3<sup>o</sup> de M. De Boodt : a) sur la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren, secrétaire général du département de l'agriculture, et b) sur la nomination de M. Vanden Eynde de Rivieren comme successeur de M. Vander Vaeren. Discussion d'ensemble. Discours : Croit devoir déroger partiellement à l'habitude, qui veut que le ministre parle en fin des débats, et fait l'exposé des intentions du gouvernement relativement à la production laitière ; espère pouvoir compter, en vue de la réalisation de cette œuvre nationale, sur le concours de tous les milieux agricoles, de l'opinion et sur celui du Sénat p. 956 à 961. — Discours : Répond à l'interpellation de M. De Boodt et à l'interpellation similaire de M. Orban p. 983 à 988. — Vote sur les ordres du jour présentés et conclusion des interpellations de M. Orban et de M. De Boodt. Discours : Indique les motifs pour lesquels il ne peut accepter les ordres du jour présentés, sauf l'ordre du jour pur et simple, qu'il demande au Sénat de voter, p. 990. — Reprise de la discussion. Discours : Fait un bref exposé de la politique agricole du gouvernement ; répond aux différentes observations présentées par les orateurs, et en particulier à l'interpellation de M. Finné au sujet de l'exportation des « witloof », p. 1034 à 1038. — Discussion des articles du tableau. Article 1<sup>er</sup> : Observations, p. 1043, 1047.

Interpellation de M. Finné concernant l'exportation des produits agricoles et horticoles et notamment des chicorées « witloof ». Estime préférable de remettre sa réponse à l'interpellation jusqu'au moment où il répondra à l'ensemble des observations présentées au cours de la discussion du budget de l'agriculture, p. 976. — Répond à l'interpellation au cours de la discussion du budget de l'agriculture, p. 1034 à 1038.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Dépose ce projet de loi, p. 1085. — Discussion générale. Discours : Défend le projet et rencontre quelques objections qui se sont élevées, p. 1121, 1122. — Répond aux observations présentées et défend à nouveau le projet, p. 1124, 1125. Discussion d'une motion d'ajournement faite par M. Vinck. Discours : Justifie la taxe projetée et déclare qu'il est d'accord pour un échange de vues entre le gouvernement et les délégations des groupes, mais qu'il importe que le projet soit voté le lendemain, p. 1126, 1127. — Demande qu'on vote le lendemain sur les articles et sur l'ensemble, p. 1128. — Discussion des articles. Article 9, nouveau, proposé par amendement par M. Leurquin. Prie le Sénat de voter le projet tel qu'il est présenté, p. 1140. — M. Leurquin insistant sur son amendement, prie les groupes agricoles de repousser l'amendement, p. 1140. — Donne quelques explications supplémentaires, p. 1141.

Interpellation de MM. De Boodt et consorts sur l'application de la loi destinée à limiter la production de la margarine, dans le but de rendre rémunératrice la production du beurre, et sur la situation intenable dans laquelle se trouvent la plupart de nos agriculteurs, et notamment ceux qui se sont spécialisés dans la production du laitage et d'autres produits animaux, et interpellation de M. Heyndels sur les conséquences de la mise en vigueur de la loi sur le contingentement et de la perception d'une taxe sur la production de la margarine notamment la hausse sensible du prix de la margarine malgré les promesses faites et sur les mesures que le gouvernement compte prendre. Discussion de ces interpellations. Répond à l'interpellation de MM. De Boodt et consorts, p. 1293 à 1297. — En réponse à M. le baron de Dorlodot, déclare que seul le temps peut réaliser complètement l'œuvre à laquelle le gouvernement s'est attaché, puis répond à l'interpellation de M. Heyndels, p. 1297. — Observation, p. 1298. Projet de loi portant modification à la loi du 26 mars 1937 relative à la production et au commerce de margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Dépose ce projet de loi et insiste sur son caractère d'urgence, p. 1484. Projet de loi relatif à la création d'un Office national du lait et de ses dérivés. Dépose ce projet de loi, p. 1546.

**R**

**Renard**, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

**Doc.** — Budget de la santé publique pour 1937. Rapport, n<sup>o</sup> 46.

**Ann.** — Budget de l'instruction publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 287.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 294.

## Renard (suite)

- Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime qu'une grande partie de la rénovation économique est due à la prospérité de l'industrie des armements, parle de l'orientation professionnelle, des cartels économiques, du Fonds national de la recherche scientifique, de la rénovation des métiers d'art, et s'élève contre l'exécution de travaux mercantiles dans les écoles industrielles, p. 315 à 317. — Observations, p. 332, 333.
- Budget de la santé publique pour 1937. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour; fait des observations au sujet du moment où cet objet viendra en discussion, p. 333. — Dépose le rapport sur ce budget, p. 488. — Discussion générale. Observations, p. 760, 761. — Par motion d'ordre, vu le grand nombre d'orateurs encore inscrits, demande que la discussion soit poursuivie le lendemain, contrairement à la décision prise par le Sénat, p. 775, 776. — Reprise de la discussion générale. Discours : Estime que le rôle des pouvoirs publics n'est pas une action de charité et d'aumône, mais un devoir social; définit, au nom de son groupe, le rôle qu'il estime devoir être rempli par les pouvoirs publics en matière de santé publique; rappelle que l'Œuvre du Calvaire, dont a parlé M. Pholien, reçoit des subsides des pouvoirs publics; traite la question de l'éducation physique et des sports, qu'il estime commercialisée; demande le développement de l'enseignement ménager, le contrôle des denrées alimentaires; parle des œuvres de l'enfance; demande le contrôle sanitaire, la création d'une tutelle sanitaire des apprentis et l'organisation de l'orientation professionnelle, p. 787 à 793. — Observations, p. 806. — Discussion des articles du tableau. Article 17 : Défend l'amendement proposé par la commission, augmentant les crédits en faveur de l'éducation physique et des sports, p. 814. — Article 19 : Déclare que la commission s'est ralliée à l'amendement de M. Spaak, m. a. ét. et c. e., mais a rejeté le sous-amendement de M. Boon, p. 814.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Commence son discours en émettant des considérations au sujet de l'intervention de M. de Grunne, puis parle du budget proprement dit, p. 398. — Essai de reprendre son discours, étant continuellement interrompu par M. de Grunne; attire spécialement l'attention du ministre sur la situation spéciale faite à la commune de Hornu, où la suppression de l'école industrielle est envisagée; attire l'attention du ministre sur les retards dans l'approbation de certaines taxes communales et parle des restrictions apportées aux droits des commissions et des administrations publiques, notamment en matière de secours-chômage; demande que la circulaire Pierlot-Janson soit rapportée, p. 398 à 400.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellations jointes de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise, et de M. Van Dieren sur la S. N. C. I et l'emprunt Mendelsohn. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 449, 473, 489.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Discussion générale. Observations, p. 585, 607. — Reprise de la discussion du budget et d'une interpellation jointe de M. de Spot. Discours : S'occupe des pensions du personnel des chemins de fer, du port de Vilvorde, de l'industrie de la pêche, de l'industrie hôtelière et demande qu'on coordonne l'enseignement en cette matière, p. 710.
- Interpellation de M. Spreutel au sujet du chômage dans certains établissements de métallurgie. Observation, p. 826. — Discours, p. 826. — Estime que M. Spreutel sera d'accord avec lui pour se rallier à l'ordre du jour pur et simple, p. 827.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Interpellation de M. de Spot à M. le ministre des transports sur la pêche journalière de la flotte de pêche française dans nos eaux territoriales. Discours : Pose une question au ministre au sujet de l'enseignement professionnel de la pêche, p. 1225.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Observations, p. 1423. — Discours : Attire l'attention sur l'amendement de MM. Soudan et Vandewiele tendant à rendre la loi applicable aux établissements érigés en 1937 sur mise en demeure de l'autorité supérieure; demande que le ministre fasse une déclaration précise à ce sujet; se déclare d'accord avec le R. P. Rutten au sujet de la pléthore d'établissements d'enseignement moyen; estime qu'il faudrait organiser une bonne orientation professionnelle; approuve l'amendement de gouvernement et souhaite qu'il soit adopté, p. 1426, 1427. — Observations : Interroge le ministre sur ses intentions dans le cas de reprise par l'Etat d'un enseignement moyen créé par une commune, p. 1430.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

## Rhodius, sénateur de l'arrondissement de Namur et Dinant-Philippeville.

- Ann. — Projet de loi relatif aux incompatibilités parlementaires et ministérielles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 287.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion d'ensemble. Observations, p. 466.
- Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Observation, p. 692.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 996.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Approuve le discours prononcé la veille par M. le baron Nothomb et fait siennes quelques-unes des observations qu'il a présentées, notamment au sujet du canal Albert et de la réduction du nombre des ministères; insiste en ce qui concerne la question des ponts et des passages à niveau dans la province de Namur, parle du réseau routier et de la compression des dépenses, p. 1088 à 1090.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet en discussion constitue à la fois une loi de cadre et une délégation de pouvoirs; motive ensuite son vote négatif, p. 1151 à 1153. — Observation, p. 1160.
- Projet de loi portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1419.
- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1548.
- Interpellation de M. Nèves au sujet de notre aviation militaire. Discussion : Observation, p. 1585.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office central de la petite épargne par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

## Rogister, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Ann. — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : S'occupe de la situation faite aux ouvriers des établissements militaires et demande la constitution d'une commission paritaire; demande s'il est exact qu'il est question de transférer en Flandre la Fonderie royale de canons, p. 130.
- Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Demande qu'on multiplie les bureaux de vente de timbres-poste et les cabines téléphoniques publiques, p. 289, 290.
- Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : S'occupe de la position envers l'Etat du banc d'épreuves des armes à feu, spécialement au point de vue de la pension, puis demande des renseignements au sujet de la répartition des fonds provenant de la tombola de l'exposition Liège-Anvers de 1930, p. 355.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des orphelins indigents, p. 800.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Présente quelques observations au sujet de l'interprétation donnée par le département à la loi sur les huit heures et notamment à l'article 13, concernant les majorations de salaires pour heures supplémentaires, p. 935. — Observation, p. 940.
- Interpelle M. le ministre des travaux publics et de la résorption du chômage sur les travaux dispendieux contraires aux règles établies au ministère des travaux publics entrepris au palais de justice de Liège. Développe son interpellation pendant la discussion générale du budget des travaux publics et de la résorption du chômage, p. 1106, 1107.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

## Register (suite)

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Interpellation de M. Lohest au sujet du transfert éventuel de certains établissements ressortissant à la défense nationale. Discours, p. 1737.

## Roland, sénateur de l'arrondissement de Mons et Soignies.

*Doc.* — Proposition de loi portant révision des alinéas 2, 3, 6 et 7 de l'article 3 des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. Rapport n° 148.

Projet de loi modifiant la loi du 2 juillet 1899 concernant la sécurité et la santé des ouvriers occupés dans les entreprises industrielles et commerciales. Rapport, n° 204.

*Ann.* — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Par motion d'ordre déclare que, s'il n'avait pas été retenu en commission la veille, il aurait émis un vote affirmatif sur ces budgets, p. 172.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : S'occupe de l'enseignement professionnel et industriel, et demande que les prestations à fournir par les élèves soient moins lourdes; estime que les charges qui pèsent sur les communes en matière scolaire devraient être allégées et parle de l'obtention du diplôme de géomètre-arpenteur, p. 251, 252. — Observations, p. 275.

Budgets financiers pour 1937. Discussion générale d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur les conséquences de l'arrêté-loi n° 291, en ce qui concerne les jugements et accords en matière d'accidents de travail; intervient en faveur des déportés et critique la dispersion des services des finances dans les agglomérations, p. 499, 500. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin, repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Demande une explication au sujet de l'application de certaines dispositions, p. 521.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Commence par protester contre l'intervention de l'ordre des orateurs inscrits et les incidents créés par certains membres, puis répond au discours de M. Catteau et intervient notamment en faveur de la région du Centre, ensuite parle de l'aéronautique, du tourisme, du renouvellement du matériel et termine en déclarant que son groupe votera le budget et fait confiance au ministre, p. 607 à 611.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare que le groupe socialiste s'associe à l'hommage rendu par le rapporteur aux victimes de la catastrophe de La Bouverie, mais marque son désaccord sur le passage ayant trait à l'inspection du travail et à la prévention des accidents; traite particulièrement cette dernière question et pose une question au ministre, au sujet des usines qui sont obligées de refuser des commandes de l'étranger, p. 878 à 880. — Observations, p. 913.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage et budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur la situation de la province de Hainaut au point de vue des travaux à y exécuter, notamment en ce qui concerne l'assainissement de la Haine, les travaux d'urbanisation à exécuter dans la région du Centre, puis insiste sur la question du canal maritime du Hainaut, p. 1096, 1097.

Proposition de loi portant révision de certains articles des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1142. — Discussion générale. Discours : Estime que le choix du médecin n'est pas toujours de la compétence de la victime de l'accident du travail, que la proposition de M. Gravez n'atteint pas le but visé et prie le Sénat de la rejeter, p. 1201. — Discussion sur le point de savoir par qui seront supportés les frais médicaux : Observations, p. 1203.

Projet de loi modifiant la loi du 2 juillet 1899 concernant la santé et la sécurité des ouvriers occupés dans des entreprises industrielles et commerciales. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1305.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

## Rolin, sénateur coopté.

*Doc.* — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Rapport sur la recevabilité, n° 65.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Rapport, n° 66.

Proposition de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels. Développements et proposition de loi, n° 125.

Projet de loi portant règlement des frais de greffe et de parquet près des tribunaux de police chargés de desservir plusieurs cantons. Rapport, n° 166.

Projet de loi approuvant la convention de Genève du 28 octobre 1933 relative au statut international des réfugiés. Rapport, n° 264.

Proposition de loi portant limitation temporaire du nombre des débits de boissons fermentées à consommer sur place et des débits en détail des boissons spiritueuses. Rapport, n° 266. et proposition de loi, n° 266.

*Ann.* — Interpelle avec M. Vos M. le ministre de la justice sur sa circulaire ministérielle relative à l'enrôlement de volontaires pour l'Espagne et sur l'expulsion des prêtres espagnols José Gallegos et Leocadio Lobo. Développe son interpellation, p. 47 à 51. — Discussion de son interpellation et des interpellations similaires jointes de M. de Dorlodot et de MM. Van Dieren et Finné. Observations, p. 52 à 54.

Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Fait de brèves observations en ce qui concerne la préparation des lois, le statut des étrangers et l'arrêté royal visant le recrutement des magistrats, p. 66. — Observations, p. 71, 73, 75. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 82.

Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Observations, p. 85, 88. — Discours : Déclare que le groupe socialiste votera le projet avec conviction, estime qu'il faut établir une distinction entre les incompatibilités et les interdictions, examine la question de l'application de la loi, et estime que le vote de cette loi renforcera la confiance dans les institutions parlementaires, p. 94, 95. — Le renvoi en commission étant proposé, estime qu'il ne s'impose pas, p. 100.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Discours : Rappelle les observations qu'il a formulées en commission, examine la situation de la Belgique au point de vue de la politique extérieure, demande un effort de volonté afin de promouvoir la sécurité collective, parle des événements d'Espagne et préconise le retour au régime du libre commerce des armes, p. 160 à 164. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 206.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion des articles. Observations, p. 238.

Budget de la dette publique pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 39 : Défend et justifie un amendement qu'il présente, p. 510 à 512. — Déclare retirer l'amendement, p. 514. — S'abstient au vote sur son amendement repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937. Discussion générale. Discours : Motive son abstention, p. 526. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 530.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, estime que l'urgence du projet est relative et propose l'ajournement à la semaine suivante, p. 532. — Discussion générale. Discours : Fait remarquer que la lecture faite par M. Hanquet est incomplète, la note de la minorité devant faire corps avec le rapport, et demande qu'elle soit jointe au rapport imprimé, p. 542. — Discours : Indique le point de vue socialiste en cette matière, défend les amendements qu'il présente et critique certaines dispositions du projet, p. 542, 543 à 546. — Observations, p. 545, 546, 549, 550.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Interpellation du baron de Dorlodot au sujet de la mort du baron de Borchgrave en Espagne. Discours, p. 680, 681.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion et vote des articles. Article 5 et amendement de M. Van Dieren. Observation, p. 930.

Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. 1930 de 45 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de 15 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

## Rolin (suite)

- Politique du gouvernement. Nouveau statut international de la Belgique : Déclaration de M. Spaak, m. af. étr. Discussion. Discours : Au nom du groupe socialiste, se déclare satisfait des résultats obtenus, félicite les négociateurs et remercie les puissances étrangères qui ont signé les déclarations de Bruxelles; émet cependant quelques critiques et estime qu'une discussion pourrait avoir lieu sur les conditions d'application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, relatif au droit de passage; termine en émettant le vœu que le gouvernement s'attache à une meilleure compréhension chez les autres membres de la S. D. N. du devoir de solidarité internationale à laquelle se rattache notre sécurité, p. 1212 à 1214. — Observations, p. 1215.
- Proposition de loi modifiant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Discussion générale. M. Devos s'opposant à l'amendement du gouvernement, fait remarquer que, dans ce cas, le dépôt d'un amendement sera nécessaire, les amendements du gouvernement admis par la commission faisant partie intégrante du texte soumis à la délibération, p. 1238.
- Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Demande la parole pour une motion d'ordre pendant le discours de M. Legrand, rapp., p. 1264. — Fait une motion d'ordre au sujet de paroles prononcées par M. Legrand, rapp., et suivant lesquelles des magistrats auraient déclaré qu'ils appliquaient la loi à regret, p. 1268. — Insiste sur sa motion et estime que l'article 45 du règlement devrait être appliqué, p. 1269. — Discours : Examine les points sur lesquels le Sénat est unanime et ceux sur lesquels il y a désaccord; estime qu'une solution doit intervenir, examine celles qui sont proposées à l'occasion de ce débat, dont aucune ne le satisfait, et déclare que l'armature de la loi actuelle devrait être conservée, p. 1280 à 1284.
- Projets de loi : 1<sup>o</sup> contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937; 2<sup>o</sup> contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937 et approuvant un arrêté royal du 11 septembre 1936 ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1936; 3<sup>o</sup> portant approbation de l'arrêté royal du 31 mars 1936 ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces trois projets, p. 1411.
- Projet de loi portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1419.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion des articles. Article 4 et amendement de la commission. Discours : Combat les arguments de M. Temmerman disant que cet article peut être corrigé par l'interprétation de l'article 9, et ne partage pas sa manière de voir, p. 1463.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles. Article 2. Expose la portée de l'amendement qu'il présente au 2<sup>o</sup> de cet article et le défend, p. 1499. — Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. Fait un rappel au règlement au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement en ce qui concerne la discussion en seconde lecture d'un amendement repoussé au premier vote, p. 1541.
- Projet de loi portant approbation de la convention conclue à Genève, le 28 octobre 1933, relative au statut international des réfugiés. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1597. — Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement renonce, à la demande de la commission, à excepter de l'assistance-chômage les bénéficiaires de la convention et que le vote du Sénat sera considéré comme autorisant le gouvernement à mettre fin à cette exception, p. 1730.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion générale. Discours : Dépose, au nom du groupe socialiste, une motion d'ajournement dont il donne lecture, et motive sa proposition, puis combat le projet en discussion, p. 1602 à 1607. — Discours : Défend à nouveau sa motion d'ajournement, p. 1613, 1614. — Demande l'appel nominal pour le vote sur sa motion d'ajournement, p. 1660. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Proposition de loi portant limitation temporaire du nombre de débits de boissons fermentées à consommer sur place et des débits en détail de boissons spiritueuses. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1656. — Discussion générale. Discours : Marque son accord sur l'ajournement de la discussion proposé par M. Verbist, sous une réserve qu'il indique, p. 1730, 1731.

## Rolin (suite)

- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Fait appel à la conciliation, déclare qu'il accepte l'amendement et motive le vote affirmatif du groupe socialiste, p. 1695, 1696. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> bis proposé par amendement de MM. Van Dieren et Verbist. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1702. — Fait remarquer qu'il semble que cet amendement soit fondé et que l'oubli matériel signalé doit être réparé par un projet additionnel, p. 1702.
- Rombaut, sénateur suppléant de l'arrondissement d'Anvers, appelé à faire partie du Sénat à titre effectif le 27 octobre 1936, en remplacement de M. Van Berckelaer, décédé.
- 2<sup>e</sup> session extraordinaire 1936.
- Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 208. — Prête serment, p. 208 (séance du 27 octobre 1936).
- Session ordinaire 1936-1937.
- Doc. — Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de locaux et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Rapport, n<sup>o</sup> 201.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables, ainsi que des écoles normales libres agréées. Rapport, n<sup>o</sup> 224.
- Projet de loi tendant à l'organisation complète de l'enseignement officiel. Rapport, n<sup>o</sup> 236.
- Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté royal du 31 juillet 1935 concernant la prolongation de la scolarité. Rapport, n<sup>o</sup> 262.
- Projet de loi portant modification de l'article 16 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif à la gratuité des fournitures classiques. Rapport, n<sup>o</sup> 263.
- Ann. — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle du prolongement de la scolarité, du 4<sup>e</sup> degré qu'il estime insuffisant dans certaines villes, puis demande des crédits plus importants pour les bibliothèques publiques, p. 196 à 198.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente au détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Demande une inspection sévère des denrées alimentaires et surtout du lait, puis parle de l'éducation physique, p. 797 à 799.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Parle en ordre principal de l'enseignement colonial métropolitain, estime, avec le rapporteur, que si la fusion des établissements d'enseignement colonial doit se faire, il faut s'inspirer des intérêts supérieurs de l'Etat, p. 1342, 1343.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374. — Discussion générale. Discours : Fait l'historique du projet et fait remarquer qu'il n'entraîne pas de lourdes charges financières; estime que le Sénat votera à une forte majorité le texte tel qu'il est amendé par le gouvernement, p. 1522, 1523.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Observations, p. 1423. — Discours : Relève et discute certains points du discours du R. P. Rutten, puis rencontre les arguments développés par d'autres orateurs; fait remarquer que la proposition en discussion a rencontré l'adhésion unanime de la commission et termine en parlant des amendements proposés par MM. Vanderpoorten, Dessain et Soudan-Vandewiele, p. 1428, 1429.
- Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. Dépose le rapport sur ce projet de loi et fait remarquer que ce projet a été adopté par la Chambre et par la commission du Sénat et que le rapport conclut à l'adoption du projet, p. 1455. — Discussion générale. Discours : Répond principalement aux questions posées par M. Hanquet et défend le projet, p. 1528.
- Projet de loi modifiant les arrêtés-lois n<sup>o</sup> 173 du 18 juin 1935 et n<sup>o</sup> 211 du 27 novembre 1935 et complétant l'article 31, b, de la loi organique de l'enseignement primaire. Au nom de M. Van Roosbroeck, dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1456.

**Rombaut (suite)**

- Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté royal du 31 juillet 1935 concernant la prolongation de la scolarité. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1609.
- Projet de loi portant modification de l'article 16 de la loi portant réglementation de l'enseignement primaire en ce qui concerne la gratuité des fournitures classiques. Dépose le rapport sur ce projet, p. 1610.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Ronvaux, sénateur de l'arrondissement de Namur et Dinant-Philippeville.**

- Doc.** — Projet de loi portant revision des lois coordonnées sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Rapport, n° 76.
- Proposition de loi tendant à la suppression de la taxe forfaitaire de transmission en cas d'abatage d'urgence de certains bovidés. Rapport sur la recevabilité, n° 111.
- Proposition de loi abrogeant et modifiant certaines dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. Rapport sur la recevabilité, n° 115.
- Projet de loi autorisant la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, la Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut, la Société anonyme belge d'Exploitation et de la Navigation aérienne, la Société nationale de la Petite Propriété terrienne, la Société intercommunale des Voies d'Accès à l'Aérodrome de Bruxelles, l'Office central de Crédit hypothécaire, à remplacer par des griffes les signatures qui doivent figurer sur les titres de leurs emprunts. Rapport, n° 251.

**Ann.** — Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 388.

- Projet de loi portant revision des lois coordonnées sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. Dépose le rapport sur ce projet, en fait remarquer l'urgence, rappelle un amendement proposé par le gouvernement qui nécessitera probablement le renvoi du projet à la Chambre et insiste pour qu'il soit voté avant le 1<sup>er</sup> janvier 1937, p. 388. — Discussion générale. Discours : Invite le Sénat à voter le projet tel qu'il a été voté par la Chambre; estime préférable de renoncer à l'amendement du gouvernement, p. 519.
- Budget de la dette publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 792.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Appelle l'attention du ministre sur la situation des salariés des exploitations agricoles, p. 935, 936. — Observations, p. 936.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

**Rubbens, ministre des colonies.****Ann.** — Budget des colonies pour 1937 (dépenses métropolitaines). Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le budget est déposé un mois plus tôt que l'année précédente, que les renseignements doivent arriver de la colonie et qu'il est probable que l'an prochain les deux budgets pourront être discutés ensemble, p. 525.

- Projet de loi portant ratification de divers arrêtés royaux relatifs à l'importation, l'exportation et au transit des marchandises. Discussion générale. M. Volckaert s'étonnant de l'absence du ministre des affaires économiques, déclare qu'il le remplace, mais qu'il n'avait pas envisagé l'éventualité d'une discussion sur ces projets; estime donc opportune la remise du débat, p. 1350.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Observations, p. 1359, 1378, 1379. — Discours : Se borne, faute de temps, à traiter succinctement les questions qui ont retenu particulièrement l'attention de la commission et répond aux observations présentées par les différents orateurs, p. 1381 à 1391. — Discussion des articles du budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour 1937. Articles du tableau. Article 1<sup>er</sup> : Répond aux observations de M. Demets, p. 1391.

- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures inouïes et vexatoires prises par M. le bourgmestre Max pour empêcher que la population bruxelloise se rende compte de l'importance et de l'enthousiasme de la manifestation flamande du 23 mai en faveur de l'amnistie. Au nom de M. le ministre de l'intérieur, empêché, répond à l'interpellation, p. 1403, 1404.

**Ruttien (R. P.), sénateur coopté.**

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du parti rexiste. Discussion d'ensemble. Discours : Commence par déclarer qu'il ne veut pas mettre le ministre personnellement en cause, puis parle de la situation des petits fonctionnaires et agents temporaires de ce département, demande une enquête sur les cumuls, attire l'attention sur les violations de la loi sur l'alcool, surtout au littoral, sur la nécessité de la répression de la pornographie, demande l'octroi d'un intérêt en cas de retard dans le paiement des fournitures à l'Etat, ainsi que le vote rapide d'un projet de loi sur la répression des délits de presse, p. 12 à 14. — Reprise de la discussion du budget de la justice pour 1937. Observations, p. 75.

Interpellation de MM. Rolin et Vos relative au conflit espagnol. Observations, p. 49. — Discussion de cette interpellation et des interpellations similaires jointes de M. de Dorlodot et de MM. Van Dieren et Finné. Observations, p. 52.

Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : S'occupe en ordre principal de la situation des gendarmes, surtout de ceux qui sont pères de familles nombreuses, p. 125, 126.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Signale les dangers du surpeuplement des classes dans l'enseignement moyen libre et officiel, parle des mieux doués, et demande que l'on prenne plus de soins de la formation technique des étudiants, p. 218, 219. — Observations, p. 256. — Discussion des articles des tableaux. Article 16, 9°. Observations, p. 279.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 432, 467.

Ajournement du Sénat au moment des vacances du nouvel an : Au nom du groupe catholique, s'associe aux paroles de M. Vinck, présentant au président les vœux de l'assemblée, p. 554.

Interpellations jointes de MM. Pholien et De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion de ces interpellations. Discours, p. 626 et 627.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Intervient en faveur du personnel de ce département, notamment en ce qui est relatif aux agents du service de pilotage, ceux qui sont employés sur la ligne Ostende-Douvres, plaide la cause du personnel de l'aéronautique et attire l'attention du ministre sur le retard apporté à dédommager certains créanciers de l'Etat ayant acheté des titres de la société de Welkenraedt, p. 715, 716. — Observations, p. 728.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 777. — Discours : Regrette la hâte apportée à cette discussion, demande, avec M. Jauniaux, une augmentation de crédit pour l'Œuvre nationale contre le cancer et parle de la question de la médecine préventive, p. 805.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe du comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine des quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Observations, p. 879, 881, 883.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Annonce qu'il votera le projet, mais demande des mesures pour prévenir que la taxe ne frappe les consommateurs pauvres, p. 1124.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Met en regard les arguments des partisans et des adversaires du projet Legrand, et conclut que la meilleure condition serait de faire un essai loyal et de courte durée soit en faisant l'essai préconisé par M. Legrand, soit en votant pour deux ans le projet Orban amendé, indique quelques modifications qu'il serait loisible d'apporter à la loi existante et déclare ne se rallier pour l'instant à aucun des textes présentés, p. 1244 à 1248. — Discussion des articles. Article 2. Discours : Déclare qu'il votera contre l'article en discussion et annonce qu'il soumettra à la commission de la justice des propositions qui pourront peut-être figurer dans le nouveau projet qui serait soumis ultérieurement au Sénat, p. 1323.

Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Discours : Annonce qu'il votera le projet sans enthousiasme et espère que l'amendement Brunet-Carton de Wiart sera adopté, puis développe le point de vue de la droite et ses motifs de méfiance concernant les modifications que l'on veut apporter à l'organisation de l'enseignement moyen, montre le danger économique et social de la situation actuelle, l'enseignement moyen étant encombré au détriment de l'enseignement technique et professionnel, déclare que si les abus en cette matière perdurent, ses collègues et lui-même déposeront une proposition de loi tendant à y mettre fin, p. 1421 à 1424.

**Rutten (R. P.) (suite)**

- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion des articles. Article 4 et amendement de la commission. Discours : Attire l'attention du ministre sur une difficulté d'ordre juridique et sur les complications qu'entraînera l'interprétation et l'application de la loi, p. 1462, 1463. — Observations, p. 1463, 1464.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion des articles : Article 9 et amendement de M. Temmerman. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1515. — Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1545. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.
- Interpellation de M. Bourguignon concernant le placement et la surveillance des enfants envoyés dans les établissements d'éducation. Discussion d'ensemble. Observation, p. 1553.
- Interpellation de M. Yernaux au sujet des conditions dans lesquelles a été installée la troisième classe de l'école communale pour filles de Boignée. Discussion. Observation, p. 1559.
- Projet de loi portant modification de l'article 16 de la loi portant réglementation de l'enseignement primaire en ce qui concerne la gratuité des fournitures classiques. Discussion générale. Fait remarquer que le temps a manqué pour prendre connaissance du projet et demande au ministre de donner des explications, p. 1619.
- Projet de loi modifiant la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Discussion générale. Discours : Regrette que la discussion ait lieu dans la hâte d'une fin de session, fait remarquer qu'il ne peut s'agir que d'une loi provisoire et engage ses collègues de la droite à la voter, p. 1717, 1718.

**S**

**Sasserath**, sénateur de l'arrondissement de Namur et Dinant-Philippeville.

- Ann.** — Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observation, p. 780.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et du matériel des athénées royales et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Discours : Appuie la proposition de loi et défend un amendement qu'il a déposé à l'article 6 tendant à voir l'Etat reprendre à sa charge les constructions nouvelles entreprises au cours des deux dernières années, ainsi que celles qui sont en cours, p. 1425, 1426. — Observation : Prie le ministre d'examiner avec bienveillance la situation qu'il a signalée en ce qui concerne l'aide aux communes qui ont construit des établissements d'enseignement moyen et annonce qu'il retirerait éventuellement son amendement, p. 1430.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Motive son vote négatif et celui de plusieurs de ses amis, p. 1665, 1666.

**Servais**, sénateur de l'arrondissement de Namur et Dinant-Philippeville.

- Doc.** — Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Rapport, n° 80.
- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Rapport, n° 154.
- Ann.** — Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 323.
- Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle en ordre principal des travailleurs indépendants et indique dans ses grandes lignes le plan des mesures nécessaires pour améliorer la situation des classes moyennes, p. 338 à 341.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur la situation souvent difficile des villes et des communes, p. 375.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Dépose le rapport sur ce projet, p. 407. — Discussion générale. Discours : Défend le projet et demande que le Sénat se prononce au sujet de l'amendement proposé par M. Simonis, p. 536, 537.
- Fixation de l'ordre du jour. Séance du 24 décembre 1936. Au moment de reprendre la discussion des budgets financiers, fait des observations sur la suite des débats, p. 483.
- Budget de la dette publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. le baron de Dordot, p. 514.

**Servais (suite)**

- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. Discussion générale. Discours : Motive son vote négatif, p. 521. — Observations, p. 522. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées : Article 6 nouveau proposé par M. Boon. S'abstient au vote sur cet article, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Discours : Marque l'accord complet de l'ensemble des catholiques sur la politique sociale telle qu'elle a été définie par MM. Lohest et J.-J. De Clercq; préconise l'octroi d'allocations familiales aux non-salariés, plaide la cause des classes moyennes, notamment en matière de rente de vieillesse et demande certaines réformes en leur faveur, p. 933, 934.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au Palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Parle de certains travaux à exécuter à Namur et attire l'attention du ministre sur la question si importante du pont de Namur; parle également de la situation du personnel administratif des services extérieurs des ponts et chaussées, p. 1073, 1074.
- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Invite le Sénat à adopter le projet *ne varietur*, p. 1183.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Estime que, en tout état de cause, la loi de 1919 doit être remaniée et appuie les conclusions du rapport de M. Legrand, p. 1269, 1270. — Motion d'ordre de M. Vinck proposant l'ajournement du vote : Estime que le Sénat doit s'en tenir à sa décision d'épuiser la discussion et de procéder au vote, p. 1311.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Remercie le ministre d'avoir élaboré ce projet, qui complète et uniformise la législation relative aux allocations familiales; demande aux organismes représentatifs des classes intéressées de se tenir en rapport avec le ministre; se rallie au principe de l'amendement de M. Beeckx mais déclare qu'il attendra pour se prononcer le discours du ministre, puis examine l'interprétation à donner à certains points du projet, p. 1438, 1439.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.
- Simonis (vicomte)**, sénateur de l'arrondissement de Verviers.
- Doc.** — Proposition de loi portant révision de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. Rapport sur la recevabilité, n° 56.
- Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants ressortissants d'Eupen-Malmédy. Développements et proposition de loi, n° 132.
- Ann.** — Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 482.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Approuve le projet du gouvernement, combat l'amendement de M. Philippart et annonce un amendement rétablissant le texte primitif, p. 535. — Discussion des articles : Déclare maintenir son amendement sans demander l'appel nominal, p. 540.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées. Article 6 nouveau proposé par M. Boon : S'abstient au vote sur cet amendement, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Demande des renseignements au sujet de la manière dont joue notre accord économique avec le grand-duché de Luxembourg, notamment en ce qui concerne le bétail et les produits laitiers; parle de la protection des oiseaux, p. 1046.
- Projet de loi portant modification de l'arrêté royal du 31 mai 1933 modifiant et complétant la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1928 qui portait création d'un office et d'un fonds spécial des estropiés et mutilés. Discussion générale : Pose une question au ministre au sujet du coût de la loi, p. 1472.

**Simonis (vicomte) (suite)**

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne votera pas le projet : 1° parce que c'est une loi d'exception; 2° parce que le projet est tellement mal conçu qu'il donnera lieu à de nombreuses injustices, p. 1495.

Projet de loi approuvant le traité conclu entre le royaume de Belgique et le Reich allemand relatif à un échange de territoire à la frontière belgo-allemande qui a été signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935, ainsi que l'arrangement additionnel à l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne du 7 novembre 1929, signé le même jour. Discussion générale. Observations : Appuie le discours de M. Lohest, p. 1518.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1663.

**Smets, sénateur de l'arrondissement d'Hasselt et Tongres-Maeseyck.**

**Doc.** — Projet de loi tendant à accorder à la Société nationale des Distributions d'Eau des subsides complémentaires à ceux prévus dans la loi du 26 août 1913 instituant cette société. Rapport, n° 214.

**Ann.** — Budget de la défense nationale pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 145.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : S'occupe en ordre principal de la sous-alimentation de la population rurale, critique l'emploi de la margarine par la population rurale et émet le vœu que l'enseignement de l'hygiène soit étendu à tous les établissements d'instruction, p. 793 à 795.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 1015.

Projet de loi tendant à accorder à la Société nationale des Distributions d'Eau des subsides complémentaires à ceux prévus par la loi du 26 août 1913 instituant cette société. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1407.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Marque son accord et fait remarquer les résultats heureux que ce projet aura surtout pour les petits agriculteurs du Limbourg, p. 1448.

**Smits, sénateur provincial d'Anvers.**

**Ann.** — Budget de la défense nationale pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 145.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple en conclusion de ces interpellations : S'abstient à ce vote, p. 1010.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Intervient en faveur de l'horticulture et soulève une série de problèmes intéressant cette industrie, notamment en ce qui concerne les importations et exportations de légumes-primeurs, puis commente quelques passages du rapport sur cette question; déclare que son vote sur le budget dépendra des mesures que le ministre prendra pour assurer la viabilité de ces petites industries, p. 1033, 1034.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour : S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour du baron de Dorlodot, p. 1307.

**Sobry, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.**

**Doc.** — Proposition de loi tendant à la suppression de la taxe forfaitaire de transmission en cas d'abatage d'urgence de certains bovidés. Développements et proposition de loi, n° 113.

**Ann.** — Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare que l'impression en Flandre est que la Belgique est encore liée à la France par un accord unilatéral dont les Flamands ne sont pas satisfaits, p. 122.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Constate que la commission mixte a délibéré

**Sobry (suite)**

sur la base de notre accord avec la France, estime que le projet est unilatéral et peut conduire le pays à la catastrophe; déclare qu'il ne le votera pas, p. 228

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harnegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur la taxation injuste lors d'un abatage forcé des animaux, propose une solution à cette question et annonce une proposition de loi dans ce sens, p. 474, 475.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur l'insuffisance des communications entre Dixmude et Nieuport, p. 717, 718.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime que le gouvernement ne se préoccupe pas assez de l'économie agricole et de la lutte contre les épizooties, puis traite les questions se rapportant à la valorisation des viandes, le contingentement des importations, la nécessité de combattre les maladies du bétail et demande des crédits plus importants pour les concours d'étables, p. 1023, à 1025. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 1085.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Appelle l'attention sur certains travaux dans les régions de « Veurne-Ambacht » et d'Ostende, en particulier pour le réseau routier; parle ensuite du pont de Snaeskerke et de son remplacement projeté par un pont fixe, p. 1100, 1101.

Interpelle M. le ministre de l'agriculture avec MM. R. Desmedt et De Boodt, sur l'application de la loi destinée à limiter la production de la margarine dans le but de rendre rémunératrice la production du beurre et sur la situation intenable dans laquelle se trouvent la plupart de nos agriculteurs, et notamment ceux qui se sont spécialisés dans la production de laitage et d'autres produits animaux. Discussion. Développe son interpellation, p. 1290 à 1292. — Vote sur les ordres du jour. S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour du baron de Dorlodot, p. 1307.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion au sujet de la fixation des débats. Observations, p. 1595, 1596. — Discussion générale. Discours : Déclare ne pouvoir accepter le projet tel qu'il a été mutilé et annonce qu'il votera contre l'amendement du gouvernement et contre l'ensemble du projet, p. 1696.

**Solau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.**

**Ann.** — Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Soudan, sénateur coopté, 3<sup>e</sup> vice-président du Sénat.**

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

**Ann.** — Proclamé, par acclamations, vice-président du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

**Ann.** — Elu troisième vice-président du Sénat, p. 4.

Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Observations, p. 94, 95. — Discussion des articles (texte amendé par la commission). Article 1, § II. Déclare que la commission a été unanime à écarter le du croire du champ d'application de la loi, p. 181.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Spaak, ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur.**

**Ann.** — Interpellations jointes : 1<sup>o</sup> de M. le baron de Dorlodot sur l'aide qui semble avoir été apportée à l'ancien gouvernement de Madrid par des groupes ou des personnalités politiques

**Spaak (suite)**

belges et peut-être même par un agent diplomatique étranger; 2° de MM. Van Dieren et Finné au sujet de la façon dont l'accord de non-intervention dans le conflit espagnol a été violé par des personnalités en vue, et notamment au sujet de l'enrôlement public de nombreux jeunes gens dans les rangs du « Frente Popular »; 3° de MM. Rolin et Vos sur la circulaire ministérielle relative à l'enrôlement de volontaires pour l'Espagne et sur l'expulsion des prêtres espagnols José Gallegos et Leocadio Lobo. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare qu'il répondra aux interpellations la semaine suivante, au moment de la discussion de son budget, p. 57. — Discours : Répond aux interpellations de M. le baron de Dorlodot et de M. Van Dieren, p. 175. — Répond aux dernières observations présentées par M. de Dorlodot, p. 188.

**Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos au sujet de l'orientation de notre politique étrangère après la dénonciation unilatérale par l'Allemagne du traité de Locarno ainsi qu'au sujet de la portée des engagements contractuels de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité et de maintenir la paix, et de MM. Demarré, Diriken et Laboulle au sujet de l'importation et de l'exportation de fruits et spécialement de pommes. Discussion d'ensemble. Observations, p. 141. — Discours : Commence par répondre aux interpellations de M. Van Dieren et du baron de Dorlodot, puis rencontre les observations présentées par différents orateurs au cours de la discussion; répond à l'interpellation de M. Vos et justifie la politique suivie par le gouvernement, p. 175 à 178. — Motion d'ordre de M. le baron de Dorlodot protestant parce que l'on a passé son tour de parole. Le prie de parler avant lui, p. 185. — Reprise de la discussion d'ensemble. Discours : Répond en premier lieu à M. Lysens, puis à M. Demarré et à M. Finné au sujet de leur interpellation, ainsi qu'à la question de M. le baron de Dorlodot; donne enfin quelques explications réclamées par M. Orban, p. 187, 188.**

**Interpellation du comte d'Aspremont-Lynden : 1° sur les circonstances mystérieuses de la mort du baron Jacques de Borchgrave et les conséquences qui peuvent en résulter; 2° au sujet de l'inopportunité de l'attitude de l'ambassade d'Espagne; 3° sur l'obligation éventuelle pour le gouvernement belge d'assurer complètement le principe de non-intervention, en interdisant le recrutement de mercenaires et de volontaires pour la guerre civile en Espagne. A l'occasion de la fixation de la discussion de cette interpellation, estime qu'il serait préférable de l'aborder le mardi suivant, p. 558. — Discussion. Discours : Répond à l'interpellation, p. 665 à 671. — Observations, p. 671. — Discours : Répond aux discours de M. Noël, p. 673. — Observation, p. 673.**

**Interpellation de M. le baron de Dorlodot : 1° sur les conditions dans lesquelles le baron Jacques de Borchgrave a trouvé la mort, le 20 décembre dernier, à Madrid; 2° sur les mesures que le gouvernement belge compte prendre pour assurer la protection de nos concitoyens en Espagne; 3° sur les mesures qu'il compte prendre pour protéger la dignité nationale au cas où le baron de Borchgrave aurait été chargé d'une mission diplomatique ou aurait circulé sous la sauvegarde des insignes diplomatiques belges. Répond à l'interpellation de M. le baron de Dorlodot ainsi qu'aux observations présentées sur le même objet par MM. Rolin et Minnaert, p. 682, 683.**

**Politique du gouvernement : Nouveau statut international de la Belgique. Discours : Rappelle la déclaration qu'il a faite le jeudi précédent à la Chambre sur la politique étrangère du gouvernement et sur le statut international de la Belgique; reprend les différents points du discours qu'il a prononcé à la Chambre et qui avait trait à la libération pour la Belgique des obligations résultant pour elle du traité de Locarno et des accords de Londres, à la déclaration faite par la France et la Grande-Bretagne attendant de la Belgique la fidélité à ses engagements vis-à-vis de la Société des Nations, la défense efficace de ses frontières et de son territoire et lui garantissant l'assistance de la France et de la Grande-Bretagne au cas où une agression injustifiée serait dirigée contre elle; souligne toute l'importance de la nouvelle situation qui se présente de ce fait pour la Belgique et attire ensuite l'attention sur l'article 16 du pacte de la Société des Nations, relatif au droit de passage et à l'interprétation qu'il convient de donner à cet article; traite enfin la question des accords d'états-majors et estime que la déclaration franco-anglaise est de nature à servir la cause de la paix non seulement pour la Belgique, mais pour l'Europe, p. 1209, 1210.**

**Projet de loi approuvant le traité conclu entre le royaume de Belgique et le Reich allemand relatif à un échange de territoire à la frontière belgo-allemande, qui a été signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935, ainsi que l'arrangement additionnel à l'arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne du 7 novembre 1929, signé le même jour. Discussion générale. Observation, p. 1518. — Discours : Confirme les arguments présentés par M. Leyniers, rapp., reconnaît qu'il aurait été opportun de consulter la commune de**

**Spaak (suite)**

**Raeren, mais que cette raison ne suffit pas pour entraver le vote du projet et déclare qu'il examinera toutes les questions litigieuses avec bienveillance, p. 1519.**

**Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion générale. Discours : Tout en se déclarant d'accord sur certains points du discours de M. Rolin, estime cependant que sa motion d'ajournement doit être repoussée, puis motive et défend le projet, p. 1610, 1611. — Répond au comte d'Aspremont-Lynden en ce qui concerne la situation des Espagnols en âge de porter les armes qui ont trouvé asile à l'ambassade de Belgique à Madrid et ensuite en Belgique, p. 1612, 1613.**

**Spaak (Mme), sénateur coopté.**

**Doc. — Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre nationale de l'Enfance. Développements et proposition de loi, n° 131.**

**Ann. — Budget de la justice pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la nécessité de donner assistance légale à tous les orphelins, intervient en faveur des enfants naturels, puis demande où en est la question de l'organisation d'une police féminine, p. 66, 67.**

**Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Estime que des réformes sont nécessaires dans les méthodes d'enseignement, qui doivent être modernisées, p. 192, 193. — Observations, p. 257.**

**Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Examine le programme du ministère de la santé publique, estime que l'œuvre de M. Vandervelde sera poursuivie par le nouveau ministre, cite les causes du mauvais état sanitaire des classes laborieuses, parle de l'hygiène de l'enfance et de la jeunesse, de la situation des enfants dans le Borinage notamment, estime qu'il faudrait dégager l'Œuvre nationale de l'Enfance des influences politiques et annonce le dépôt d'une proposition de loi revisant les statuts de cet organisme ainsi que le dépôt d'un amendement dont elle indique le but, p. 737 à 740. — Discussion des articles du tableau. Article 19 : Insiste sur un amendement qu'elle présente, p. 814.**

**Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.**

**Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Combat le projet Legrand et toute modification à la loi existante, surtout au point de vue de la protection de l'enfance, et déclare qu'elle se ralliera à toutes les mesures tendant à renforcer la loi actuelle, p. 1251 à 1253.**

**Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.**

**Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.**

**Spreutel, sénateur de l'arrondissement de Mons et Soignies.**

**Ann. — Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Signale la situation de l'industrie métallurgique, en particulier des forges et laminoirs de Nimy et demande une solution rapide de cette question, p. 356, 357.**

**Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.**

**Interpelle M. le ministre des affaires économiques et M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale sur : 1° la fermeture des laminoirs de Jemappes; 2° le chômage partiel provoqué aux laminoirs de Nimy faute de matières premières; 3° le chômage qui ne manquera pas d'atteindre d'autres établissements métallurgiques. Au début de la discussion du budget du travail et de la prévoyance sociale, demande que son interpellation soit immédiatement discutée, p. 818. — Développe son interpellation, p. 818 à 822. — Observation, p. 825. — Discours : Se déclare satisfait de la réponse du ministre, p. 826. — Dépose un ordre du jour dont il donne lecture, p. 827.**

**Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.**

**Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.**

**T****Temmerman, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

**Doc. — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Rapport, n° 85.**

## Temmerman (suite)

Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Rapport, n° 86.

Projet de loi relatif à la revision temporaire et à la résiliation des baux commerciaux. Rapport, n° 101.

Projet de loi concernant la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public. Rapport, n° 137.

**Ann.** — Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 449. — Discussion générale du projet et de la proposition de M. Clays sur le même objet. Discours : Demande si M. Clays maintient sa proposition de loi ou s'il se rallie au projet du gouvernement, puis estime qu'il y a lieu de rejeter l'amendement, présenté par M. Clays, au projet, et prie le Sénat d'adopter le nouveau texte du gouvernement, p. 477, 478. — Observations, p. 478. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Estime que l'amendement présenté par M. Van Eyndonck est superflu, p. 480.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Parle des excès de la fiscalité, p. 486 à 488. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin, repris par M. le baron de Dorlodot, p. 514.

Projet de loi relatif à la revision temporaire et à la résiliation des baux commerciaux. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 530. — Demande l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 530. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Pose une question au ministre au sujet de l'interprétation, p. 541.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Observations, p. 544.

Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boedt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Observations, p. 648. — Vote sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. Motive son vote, p. 664.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées. Article 6, nouveau, proposé par M. Boon. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Projet de loi concernant la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public. Dépose le rapport sur ce projet, p. 990. — Discussion générale. Discours : Fait un bref commentaire de son rapport; explique le mécanisme de la loi, l'application qui devra en être faite, et motive les amendements proposés par la commission, p. 1132 à 1134. — Observations, p. 1144, 1147, 1148. — Discours : Précise certains points traités dans son rapport, p. 1161.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion des articles. Article 4 et amendement de la commission. Discours : Estime que l'article peut être corrigé par l'interprétation de son corollaire, l'article 9, p. 1463.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel de crise et de solidarité. Discussion des articles. Article 2 et amendement de M. Pholien. Observation, p. 1500. — Article 9 : Défend l'amendement qu'il présente et déclare que, en ce qui concerne l'amendement subsidiaire qu'il présente avec M. Coenen, un terrain d'entente a été trouvé; fait remarquer que le texte de son amendement principal limite l'objet des investigations et prie le Sénat de songer à la gravité de la question : le secret professionnel qui couvre les opérations financières, p. 1509 à 1511. — Observations, p. 1511. — Vote en seconde lecture. Article 2 et amendement de M. Godding : Pose une question au ministre et insiste sur sa question, p. 1538. — Article 9 : Défend l'amendement qu'il présente à cet article, p. 1540, 1541. — Observation, p. 1543.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Observation, p. 1669. — Discussion générale. Discours : Motive, en son nom personnel et au nom de MM. Van Ackere et Verheyden, le vote négatif qu'ils émettront, p. 1697.

Toch, sénateur provincial de la Flandre orientale.

**Ann.** — Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la situation du personnel des postes, des télégraphes et des téléphones, et demande certaines améliorations, p. 284.

## Toch (suite)

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

## V

Van Ackere, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.

**Ann.** — Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur l'organisation professionnelle des classes moyennes, p. 356. — Discussion des articles du tableau. Article 18 : Déclare retirer l'amendement dont il est cosignataire, p. 357.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 529.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Discussion des dispositions réservées. Art. 6 nouveau proposé par M. Boon. S'abstient au vote sur cet amendement, p. 931. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Van Belle, sénateur de l'arrondissement de Liège, questeur du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

**Ann.** — Proclamé, par acclamations, questeur du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

**Doc.** — Proposition de loi relative à la reprise, par l'Etat, de l'entretien des digues et autres ouvrages de protection contre les inondations. Rapport sur la recevabilité, n° 18.

Dotation sénatoriale pour 1937. Rapport, n° 74.

Projet de loi contenant le budget des travaux publics et de la résorption du chômage pour 1937. Rapport, n° 88.

Projet de loi relatif à la création d'un port autonome de Liège. Rapport, n° 206.

**Ann.** — Réélu questeur du Sénat, p. 4.

Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Observations, p. 324, 327, 328. — Discours : Développe des considérations concernant la question charbonnière et demande l'amélioration des conditions de travail des mineurs, p. 337, 338.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : La clôture des débats étant proposée, le Sénat n'étant pas en nombre, fait remarquer que des séances de commissions ont lieu à ce moment même et qu'il est donc impossible à tous les membres d'être présents, p. 396.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage pour 1937. Dépose le rapport sur ce budget, p. 489.

Interpellation du baron de Dorlodot au sujet du cas Fontaine. Le baron de Dorlodot demandant, par motion d'ordre, que le Sénat déclare l'urgence et que son interpellation soit portée à l'ordre du jour du mardi suivant, fait une observation, p. 1060.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Projet de loi portant création du port autonome de Liège. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1330.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

Van Berckelaer, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

**Ann.** — Annonce de son décès, p. 208 (séance du 27 octobre 1936).

Van Cauwenbergh, sénateur provincial d'Anvers.

**Ann.** — Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 529.

**Van Cauwenbergh (suite)**

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour : S'abstient au vote sur la priorité de l'ordre du jour du baron de Dorlodot, p. 1307.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.

**Van Coillie, sénateur provincial de la Flandre occidentale.**

*Doc.* — Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Rapport, n° 242.

*Ann.* — Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Reconnaît la reprise économique, expose les doléances des classes moyennes, cherche les causes de ce malaise et indique des remèdes qu'il estime efficaces, p. 319 à 322.

Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Parle des dégrèvements et du système fiscal, surtout au point de vue des classes moyennes, p. 467 à 470.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Examine les divers aspects du problème et approuve l'amendement de M. Simonis, p. 536.

Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le projet en discussion n'a même pas été examiné par la commission des affaires économiques, critique le projet et demande que le ministre fasse une déclaration assurant que les prix ne seront pas augmentés ni les petits fabricants ruinés, p. 1120, 1121.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. Discussion générale. Discours : Se rallie aux observations du rapporteur en ce qui concerne le caractère de la loi qui prévoit une délégation de pouvoirs; demande des explications au sujet de l'interprétation, notamment en ce qui concerne le taux des cotisations; puis émet quelques considérations au sujet des modalités d'application, regrette que les sociétés commerciales soient dispensées de la cotisation; déclare n'être pas complètement d'accord avec les prévisions du ministre au point de vue de l'équilibre financier et invite le Sénat, sous certaines conditions, à voter le projet sans modification, p. 1440 à 1443. — Discussion des articles : Article 2 et amendements de MM. Mertens et Jauniaux. Propose le rejet du premier amendement de M. Jauniaux, p. 1458. — Discussion au sujet de l'interprétation de cet article : Observation, p. 1459. — Article 4 et amendement de la commission : Observation, p. 1463.

**Vandenbulcke, sénateur provincial de la Flandre occidentale.**

*Ann.* — Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Parle du trafic des voyageurs entre Ypres et Roulers, p. 722.

Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur l'insuffisance de la loi de 1929 sur les fermages, puis s'occupe de la question des céréales, de la culture des betteraves, de celle du houblon, et appuie la proposition de suppression de la taxe de transmission sur l'abatage d'urgence de certains bovidés, p. 1028 à 1030.

Interpelle M. le ministre des travaux publics sur la nécessité économique du creusement du canal Ypres-Comines, sur les engagements pris par le gouvernement à cet égard et sur l'état actuel des négociations. Développe son interpellation pendant la discussion du budget des travaux publics et de la résorption du chômage, p. 1104, 1106.

Budget des recettes et dépenses extraordinaires pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1129.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 1129.

Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. de 1930, de 45 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

**Vandenbulcke (suite)**

Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et des téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de 15 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.

Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et téléphones envers l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi ramenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937, de 20 à 15 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projet de loi relatif à la Société nationale des chemins de fer vicinaux. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

Projets de loi relatifs au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble des deux projets, p. 1197.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1240.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion des articles : Article 2. S'abstient au vote sur l'alinéa 1<sup>er</sup>, p. 1332.

**Vandergraesen, sénateur de l'arrondissement de Hasselt et Tongres-Maeseyck.**

*Ann.* — Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 931.

**Vanderpoorten, sénateur provincial d'Anvers.**

*Doc.* — Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royales et des écoles moyennes de l'Etat. Développements et proposition de loi, n° 103.

*Ann.* — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la paix scolaire, de la prolongation de la scolarité, demande certaines modifications en ce qui concerne l'enseignement commercial et technique, demande également des mesures pour assurer la paix linguistique en matière scolaire, notamment dans l'agglomération bruxelloise, p. 200 à 202.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Motive son vote affirmatif, p. 335, 336.

Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Rend hommage à l'activité de M. Vandervelde, souligne l'utilité du département de la santé publique, attire l'attention sur l'éducation physique et demande que les sociétés de gymnastique obtiennent plus d'encouragement, p. 758 et 759.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1185.

Budget coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur l'enseignement colonial dans la métropole et dans la colonie, sur le problème des indigènes et sur la législation minière; demande notamment que la nouvelle législation minière applique aux nouvelles sociétés le principe qui a été jusqu'ici en vigueur pour les autres sociétés, p. 1328 à 1330.

Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royales et des écoles moyennes de l'Etat. Discussion générale. Discours : Tient à faire une brève déclaration et défend sa proposition de loi, p. 1424, 1425. — Discussion des articles. Article 2. Déclare retirer son amendement, p. 1430.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Motive son vote affirmatif et espère que le gouvernement n'a pas l'intention de présenter un nouveau projet prévoyant une amnistie générale et inconditionnelle, p. 1694, 1695.

Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office central de la petite épargne par la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Discours. Fait l'éloge de l'Office central de la petite épargne et expose les résultats de son activité, p. 1734.

**Vander Stegen**, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.

**Doc.** — Projet de loi autorisant le gouvernement à procéder, à des dates à fixer par le Roi, à des investigations statistiques sur la situation démographique, économique et sociale du pays. Rapport, n° 68.

**Ann.** — Interpelle M. le ministre des affaires économiques au sujet de la politique charbonnière du gouvernement, qui entrave l'importation des charbons étrangers en ce moment où la production belge ne suffit pas à la demande et qui fait donc tort inutilement à notre commerce d'importation, à l'activité de nos ports et à notre industrie en général. Développe son interpellation pendant la discussion du budget des affaires économiques, p. 323, 324.

Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de la situation financière désastreuse de certaines communes, parle du Fonds des communes et demande que des mesures soient prises en vue d'assainir les finances communales, p. 390 à 392.

Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Appuie les considérations émises par le comte de la Barre d'Erquelinnes dans son rapport, en ce qui concerne la gestion de la S. N. C. F. B., et propose l'institution d'un comité des ports, p. 716.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Interpellation de M. Minnaert au sujet de la nouvelle loi sur les loyers. Discussion. Discours, p. 1364.

**Vanderveelde**, ministre de la santé publique, démissionnaire le 29 janvier 1937.

**Ann.** — Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Observations, p. 569.

**Vandewiele**, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde et Alost.

**Ann.** — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle de l'école moyenne d'Audenarde, notamment au point de vue linguistique et demande le dépôt et le vote, avant la fin de cette année scolaire, d'un amendement à la loi de 1932, en faveur du régime à appliquer à la frontière linguistique, p. 193, 194.

Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 363.

Budgets financiers pour 1937 et interpellations jointes de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise et de M. Van Dieren sur la S. N. C. I. et l'emprunt Mendelssohn. Discussion générale d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur les difficultés dans lesquelles se débat l'industrie textile, et indique certaines améliorations qui devraient être introduites dans la législation fiscale, parle, enfin, des revendications des déportés civils de la guerre, p. 451 à 453.

Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur la question du trafic ferroviaire et demande que les relations soient améliorées, p. 594 à 596.

Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1487.

**Van Dieren**, sénateur de l'arrondissement de Malines et Turnhout.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

**Doc.** — Proposition de modification au règlement du Sénat. N° 59.

Session ordinaire de 1936-1937.

**Ann.** — Bureau définitif. Troisième vice-président du Sénat : Au nom des groupes rexiste et nationaliste flamand, propose la candidature de M. Paul De Mont, p. 3, 4.

Interpelle avec M. Finné M. le premier-ministre et M. le ministre de l'intérieur, au sujet de la façon dont l'engagement de non-intervention dans le conflit espagnol a été violé par des personnalités en vue, et notamment au sujet de l'enrôlement public de nombreux jeunes gens dans les rangs du « Frente Popular ». Attire l'attention du Sénat sur l'extrême urgence de son interpellation, demande que la discussion en soit jointe à une interpellation similaire du baron de Dorlodot, et que ces interpellations soient discutées avant que le Sénat n'aborde les budgets, p. 6. — Fait diverses observations, p. 6. — Discours : Développe l'inter-

**Van Dieren (suite)**

pellation, p. 45 à 47. — Discussion de son interpellation et des interpellations similaires jointes de M. de Dorlodot, de MM. Rolin et Vos. Propose de suspendre le débat pendant une demi-heure pour donner du répit au personnel, p. 54. — Observations, p. 55.

Budgets. Procédure à suivre pour leur discussion. Proteste contre la proposition de M. Volckaert accordant deux orateurs mandatés aux groupes importants et un seul aux autres groupes, pour la discussion des budgets, p. 11. — Déclare ne pouvoir se rallier aux propositions du bureau limitant la durée des discours selon l'importance des différents groupes et prie le Sénat de ne pas les accueillir, p. 557, 558.

Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Observations, p. 19. — Discours : Commence son discours par un fait personnel au sujet des paroles qu'il a prononcées en ce qui concerne l'éventualité d'une guerre, paroles relevées par M. J. De Clercq, puis poursuit son exposé, p. 25 à 27. — Discussion générale du budget proprement dit. Discours : Parle de la gestion contrôlée, des peines en matière d'infractions légères en ce qui concerne la chasse, des nominations dans la magistrature, pour lesquelles il faudrait tenir compte des services rendus dans la colonie, p. 68, 69. — Observations, p. 70.

Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare que son groupe ne votera pas le budget de la défense nationale et motive son attitude, p. 128, 129.

Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Observations, p. 147, 148.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Proteste contre la situation faite à l'opposition, en matière de fixation de l'ordre du jour, estime qu'il est impossible de savoir si la discussion du projet pourra être terminée en un jour, et demande qu'elle soit, le cas échéant, continuée le mardi, p. 172. — Par motion d'ordre, propose que la commission de la défense nationale se réunisse dès le lendemain 3 décembre, afin d'examiner, avant qu'il ne soit déposé en séance publique, le projet qui va être transmis par la Chambre, p. 186. — S'oppose à la proposition du président de réunir le Sénat le lendemain, afin d'examiner le projet, p. 210. — Discours : Au nom des groupes rexiste et nationaliste flamand, s'oppose à la discussion immédiate du projet; rappelle que, suivant le règlement, il pourrait demander le vote par appel nominal sur les soixante-trois articles du projet séparément, puis propose que le projet soit examiné en commission le lendemain, et au besoin le samedi, pour être discuté en séance publique le mardi suivant, et demande l'appel nominal sur sa proposition, p. 210, 211. — Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le débat : Demande à plusieurs reprises la parole sans l'obtenir, p. 213. — Discussion générale. Observations, p. 223. — Demande à parler après le premier ministre, p. 232. — Discussion des articles. Discours : Proteste contre la manière dont le Sénat doit accomplir sa tâche, estime que cette assemblée n'a plus d'utilité, énumère les façons dont l'opposition pourrait entraver le travail parlementaire et termine en déclarant qu'il s'en remet au jugement du pays et propose la clôture, p. 233, 234.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 256. — Pose une question à M. le comte de Grunne, p. 269. — Discussion des articles des tableaux. Article 2, 22° : Demande que le vote soit remis au lendemain et insiste, p. 277. — Discours : Défend l'amendement qu'il présente en faveur des instituteurs qui en 1917-1918 ont passé devant un jury central, et dont les diplômes flamands ont été invalidés, p. 277. — Observations, p. 278. — Insiste sur son amendement, p. 278. — Se déclare prêt à retirer son amendement, à condition qu'une solution intervienne équitablement avant le vote du projet par la Chambre, p. 278, 279. — N'ayant pu être présent au moment du vote, déclare que s'il avait été présent, il aurait voté négativement, p. 288.

Interpelle M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones : 1° sur la démission annoncée des membres catholiques du conseil de gestion de l'I. N. R.; 2° sur les motifs qui ont provoqué cette menace; 3° sur l'opportunité d'une réforme sérieuse de l'I. N. R., basée sur le principe de deux instituts nettement distincts pour la Flandre et la Wallonie. Demande l'urgence pour son interpellation, p. 286. — Développe son interpellation pendant la discussion du budget des postes, télégraphes et téléphones, p. 290 à 292.

Règlement : Modification qu'il propose avec M. le comte de Grunne à l'article 62. Discussion : Défend sa proposition,

## Van Dieren (suite)

- p. 361. — Précise sa proposition, p. 367, 368. — Observations, p. 368. — M. le président lui demandant de retirer son texte, déclare le maintenir, p. 368. — Demande l'appel nominal sur le texte qu'il propose, p. 368.
- Procédure parlementaire. Pendant la séance du 16 décembre, M. le président proposant de procéder à un seul vote par appel nominal sur plusieurs projets de loi, fait remarquer qu'il serait loisible à l'opposition de s'opposer à cette procédure, mais déclare ne pas vouloir y recourir, sans cependant engager l'avenir, p. 369.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. M. le président proposant de poursuivre les débats jusqu'à 19 heures, demande l'appel nominal sur cette proposition, p. 392.
- Interpelle M. le ministre de l'intérieur : 1° sur l'application de la loi linguistique, en matière administrative, de juin 1932; 2° sur les pouvoirs et la compétence de la commission de contrôle linguistique; 3° sur l'illégalité de l'arrêté royal pris en exécution de la dite loi; 4° sur les abus de pouvoir commis par la députation permanente de la province de Liège à l'égard des communes de Landen et d'Attenhoven. M. le président estimant pouvoir joindre l'interpellation à la discussion du budget de l'intérieur, déclare préférer développer séparément son interpellation et indique ses raisons, p. 404. — Insiste afin d'obtenir une réponse du ministre au cours de l'après-midi du même jour, p. 404, 405. — Développe son interpellation et déclare qu'il désire déposer un ordre du jour, p. 410. — Poursuit son interpellation et s'attache à prouver que le ministre, avant d'être en fonctions, a reconnu lui-même que la loi n'était pas appliquée, p. 410 à 413. — Discussion. Observations, p. 424, 425. — Proteste contre le vote en premier lieu sur l'ordre du jour pur et simple et déclare qu'il a demandé l'appel nominal sur l'ordre du jour qu'il présente avec Mme Maréchal, p. 444. — Demande à faire un rappel au règlement, p. 444. — Rappel au règlement : Estime que le vote sur son ordre du jour aurait dû avoir lieu la veille, à 3 heures, p. 445, 446.
- Travail parlementaire : A l'occasion d'une motion d'ordre de M. de Grunne, appuie les observations présentées par celui-ci au sujet de l'inopportunité des séances publiques le matin et des difficultés qui se présentent lorsqu'il y a tout à la fois séance publique et séances en commissions, p. 409.
- Interpelle M. le ministre des finances sur : 1° le rapport de la commission d'enquête au sujet des interventions de crise a révélé que depuis 1928 les administrateurs de la S. N. C. I. ont touché des tantièmes pour un montant d'environ 7,500,000 francs. Cela est-il conforme à la loi? Dans l'affirmative, que compte-t-il faire pour rendre impossible à l'avenir une telle répartition illicite de bénéfices? Dans la négative, quelles mesures compte-t-il prendre pour faire rembourser immédiatement ces sommes au Trésor public? De quelle façon ces sommes ont-elles été réparties entre les administrateurs? 2° La même commission d'enquête a révélé qu'à l'occasion de l'emprunt Mendelsohn : a) un de ses précédents a fourni au parlement des renseignements erronés, et ce à diverses reprises; b) l'Etat, par suite de cet emprunt, qui ne semble pas avoir été contracté dans son intérêt, aurait subi une perte de plus de 200 millions. Quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour compenser la perte en tout ou en partie? Le gouvernement n'estime-t-il pas qu'il est indispensable d'établir toutes les responsabilités pour que les irrégularités commises puissent être punies? Développe son interpellation pendant la discussion des budgets financiers, p. 453 à 459. — Discussion. Observations, p. 459 à 461. — Annonce qu'il demandera l'appel nominal pour le vote sur son ordre du jour, p. 461.
- Projet et proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Article 2. Observations au sujet de la portée de l'amendement du gouvernement, p. 481.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Motion d'ordre de M. De Boodt demandant la levée de la séance. Appuie cette proposition et demande l'appel nominal, p. 493. — Nouvelle motion d'ordre de M. De Boodt demandant la remise du débat. Appuie cette motion, p. 497.
- Projet de loi autorisant le gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à contracter par la Ligue des familles nombreuses de Belgique. Déclare que son groupe s'abstiendra au vote, p. 527. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 528.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, déclare qu'il serait d'accord avec M. Van Eyndonck pour protester contre la rédaction française des documents, s'il ne soupçonnait celui-ci de vouloir retarder le vote de la loi; insiste au contraire afin que le projet soit examiné sans aucun retard, p. 531. — Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe votera la loi, p. 552.

## Van Dieren (suite)

- Interpellations jointes de M. Demeys et de M. De Mont au sujet du cas Vignerou. L'assemblée devenant houleuse et les interruptions se croisant de toutes parts, M. Van Fleteren estime que le président n'est pas de taille à maintenir l'ordre. Demande la parole pour un rappel au règlement et insiste, estimant que M. Van Fleteren doit retirer cette appréciation, p. 566. — Insiste à nouveau à ce sujet, p. 566. — Reprise de l'ensemble du débat. Discours, p. 567 à 569. — Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion de ces interpellations. Demande la parole pour justifier son vote, p. 578. — Motive son vote affirmatif sur l'ordre du jour déposé par MM. le comte de Grunne et consorts, p. 578. — Observations à propos d'un rappel au règlement de M. le baron de Dorlodot au sujet du droit des sénateurs de motiver leur vote, p. 579, 580. — S'abstient au vote sur la censure avec inscription au procès-verbal appliquée à M. Delvaux, p. 580.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Discussion d'ensemble. Observations, p. 590. — Reprise de la discussion du budget et d'une interpellation jointe de M. de Spot. Discours : Traite, en ordre principal, la question de la situation linguistique au département des transports, puis demande des améliorations dans le service de certaines lignes, qu'il indique, p. 723, 724. — Observations, p. 725.
- Remaniement ministériel. Communication du gouvernement. Après le discours du premier ministre, pose quelques questions et estime que le département de la santé publique n'a aucune raison d'être maintenu, p. 597, 598.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Discours, p. 650 à 653. — Fait personnel. Demande qu'un rappel à l'ordre soit infligé à M. le comte Lippens pour des paroles injurieuses qu'il aurait lancées à l'adresse du groupe rexiste, p. 654.
- Travail parlementaire. A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Coole au sujet des méthodes du travail du Sénat, fait remarquer que son groupe n'est pas représenté au sein du bureau, déclare que l'opposition ne vise pas à saboter le système parlementaire, et rappelle qu'elle ne fait pas partie de la commission du travail parlementaire, p. 702, 703.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Critique le rapport de M. Renard; exprime ses appréhensions devant la politique qui sera suivie; demande si le plan de Man ne sera pas appliqué dans le domaine de l'hygiène; critique la présence de certaines personnalités dans les services directeurs de ce ministère, et invite les catholiques à la prudence, p. 805 à 809.
- Interpellation de M. Spreutel au sujet du chômage dans certains établissements de métallurgie. Discours, p. 826. — Observation, p. 827. — Demande l'appel nominal sur l'ordre du jour qu'il a déposé avec M. Boon, p. 827. — Se déclare d'accord sur la priorité de l'ordre du jour pur et simple, à condition qu'il soit procédé au vote par appel nominal, p. 827.
- Projet de loi relatif à la pension des gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement. Par motion d'ordre, proteste contre ce projet, qui est porté à l'ordre du jour à l'improviste, estimant que les sénateurs n'ont pas eu le temps de prendre connaissance du rapport, et propose de décider, par appel nominal, l'ajournement du débat, p. 888, 889. — Insiste sur sa proposition, p. 889. — M. Lalemand l'ayant injurié, proteste, p. 889. — M. le président ayant infligé un rappel à l'ordre à M. Lalemand, demande au président de ne pas maintenir le rappel à l'ordre infligé à M. Lalemand, si celui-ci retire l'expression dont il s'est servi à son égard, p. 889. — Discussion générale. Discours : Regrette la précipitation mise à examiner ce projet; estime que le rapport présente des lacunes et annonce que les Flamands ne voteront pas les crédits demandés, et combat le projet, p. 890, 891. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> : Demande l'appel nominal, p. 895. — Article 5 : Défend son amendement, par lequel il propose une nouvelle rédaction de cet article, p. 930. — Observations, p. 930.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 913. — Discours : Parle de l'organisation du contrôle médical des jeunes apprentis pour l'examen préventif, de la Société de médecine préventive, notamment en ce qui concerne la nomination de M. Imianitoff; émet diverses critiques; demande que le ministre rapporte l'arrêté ministériel par lequel le contrôle des subsides et la surveillance du contrôle médical préventif ont été confiés à la Société de médecine préventive; déclare que cette société ne peut avoir la confiance des catholiques, p. 915 à 920. — Observations, p. 920, 921. — Discussion des articles du tableau. Article 2 et amendement qu'il présente. Discours : Défend son amendement, fait diverses observations, et prie la droite de le voter, p. 961 à 963. — Observations, p. 964, 965.

## Van Dieren (suite)

- Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur les ordres du jour présentés en conclusion de ces interpellations. Observation, p. 1010.
- Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Discussion générale. M. Delvaux ayant demandé la parole pour une motion d'ordre et M. le président la lui refusant parce que M. Gillon, rapp., a la parole, fait remarquer que c'est pour un rappel au règlement que M. Delvaux a demandé la parole, p. 1076. — Discussion générale. Discours : Regrette l'absence de M. van Zeeland, p. m., auquel il aurait voulu présenter quelques observations; déclare que son groupe ne votera pas le projet parce qu'il est discuté dans des circonstances exceptionnelles; estime que le premier ministre est prisonnier des socialistes et des communistes, qui appuient sa candidature; développe ensuite les raisons de l'accord entre le groupe nationaliste flamand et le groupe rexiste, et conclut en déclarant qu'ils ne voteront pas le projet, parce qu'il est dirigé contre un parti, p. 1077 à 1081.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande à être averti lorsque le rapport sur la recevabilité de sa proposition sera déposé, p. 1090. — Discussion sur la recevabilité. Discours : Estime que la décision de la commission, qui a déclaré la non-recevabilité a été dictée par le souci de ne pas attirer l'attention sur le fait que les lois linguistiques ne sont pas appliquées, puis motive et défend sa proposition de loi, p. 1204. — M. Jos. De Clercq répondant en français à des observations de M. le comte de Grunne, lui enjoint de parler flamand, p. 1206. — Empêchant M. Jos. De Clercq de continuer son discours en français, est rappelé deux fois à l'ordre par M. le président, p. 1206. — Demande la parole, p. 1230. — Discours : Commence par reconnaître que, en ce qui concerne l'incident de la semaine précédente, il a eu tort; explique cependant son attitude en cette circonstance, et défend la recevabilité de sa proposition de loi; estime qu'il n'y a pas de motif pour voter contre la recevabilité, p. 1231, 1232. — Demande l'appel nominal pour le vote sur la recevabilité de sa proposition, p. 1232.
- Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1937. Discussion des articles du tableau. Défend les amendements que M. le comte de Grunne présente aux articles 9 et 122, p. 1114.
- Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certains établissements d'intérêt public. Discussion générale. Discours : Présente des observations d'ordre général et réserve son opinion sur la question, p. 1144 à 1146. — Observations, p. 1157 à 1160. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>, lettre a : Défend l'amendement qu'il présente, p. 1162. — Demande l'appel nominal sur son amendement, p. 1163. — Lettre d : Demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il présente, p. 1164.
- Interpelle M. le ministre des finances sur le fait qu'après l'instauration du contrôle sur les opérations de change, il a été accordé, en mars 1935, à la société anonyme Union chimique, un crédit de près de 100 millions de francs sous la garantie de l'Etat, avance qui aurait été changée immédiatement en francs français, lesquels ont été ensuite convertis en 320 lingots d'or. Observations, p. 1167, 1169, 1170. — Fait une brève déclaration en réponse au discours du ministre, estimant que si l'opération visée fut licite, elle ne s'imposait pourtant pas, p. 1170, 1171.
- Projet de loi autorisant l'émission d'emprunts en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt 4 1/2 p. c. de 1930, de 45 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.
- Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de 15 millions de florins P.-B. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1194.
- Proposition de modifications au règlement présentée par M. le président. Par motion d'ordre, demande pour quels motifs cette proposition a été soumise aux membres du Sénat, p. 1194.
- Procédure parlementaire : M. le président proposant de voter par un seul appel nominal sur plusieurs projets, déclare ne pas s'y opposer pour l'instant, mais fait remarquer que si les modifications que l'on propose d'apporter au règlement du Sénat mettent entrave aux droits de l'opposition, il s'y opposera désormais, p. 1196.
- Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi portant réduction des charges financières de la régie des télégraphes et téléphones envers l'Etat. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi ramenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1937 de 20 à 15 p. c. la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.

## Van Dieren (suite)

- Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projet de loi relatif à la Société nationale des Chemins de Fer vicinaux. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1197.
- Projets de loi relatifs au tarif des douanes. S'abstient au vote sur l'ensemble des deux projets, p. 1197.
- Interpellation de M. Demarré au sujet de l'émission par la Société nationale des Chemins de fer belges de tickets rédigés en français et délivrés à des pèlerins limbourgeois. Observation au sujet de l'opportunité de cette interpellation, p. 1256. — Appuie l'interpellation, p. 1256.
- Interpellation de MM. Verbist et Orban au sujet de l'attitude du gouvernement en matière linguistique. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, fait remarquer que cette interpellation n'y figure plus et déclare que si elle est retirée, il la reprend, p. 1301.
- Interpelle M. le ministre de la justice au sujet de l'emprisonnement de M. Grammens. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, dépose cette interpellation, fait remarquer l'urgence et demande qu'elle soit portée à l'ordre du jour du jeudi, p. 1301. — Développe son interpellation, p. 1323, 1324. — Observations après le discours du ministre, p. 1325.
- Interpelle M. le ministre de la justice sur la façon inexplicable dont la nommée Malou Gérin, condamnée à quinze ans de travaux forcés du chef de complicité d'assassinat, a été mise en liberté pour cause de santé, après seulement vingt-deux mois de prison, alors que l'objectif de conscience idéaliste Berthen Fermont, malgré sa grave maladie, a été maintenu dans la prison jusque quinze jours avant sa mort. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, demande que son interpellation soit fixée au jeudi 20 mai, p. 1301. — Développe son interpellation, p. 1366 à 1368. — Observations, p. 1368, 1369.
- Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour présentés en conclusion à ces interpellations : Demande la parole sur la priorité, p. 1306. — Déclare que son groupe votera l'ordre du jour du baron de Dérlodot, demande la priorité pour cet ordre du jour et le vote par appel nominal sur la priorité, p. 1306. — Rappelle qu'il a demandé l'appel nominal, p. 1307.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Après le rejet de l'article 2, par motion d'ordre, estimant qu'il se passera un assez long temps avant que la commission ait élaboré un nouveau texte, demande qu'en attendant le gouvernement veille à la stricte application de la loi existante, p. 1333.
- Interpelle M. le ministre de l'intérieur sur les mesures inouïes et vexatoires prises par M. le bourgmestre Max pour empêcher la population bruxelloise de se rendre compte de l'importance et de l'enthousiasme de la manifestation flamande du 23 mai en faveur de l'amnistie. Développe son interpellation, p. 1401, 1402. — Observations, p. 1402 à 1404. — Dépose un ordre du jour en conclusion de son interpellation, p. 1404. — M. le président annonçant que le vote sur son ordre du jour est remis au lendemain, demande avec insistance pour que le vote ait lieu au cours de la séance du jour, p. 1411. — M. le président déclarant que le Sénat décidera quand se fera le scrutin par un vote par assis et levé, s'y oppose et demande l'appel nominal, p. 1411.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Au moment du dépôt du rapport, demande si le rapport pourrait être lu immédiatement, p. 1594. — Discussion au sujet de la fixation du débat. Observation, p. 1595. — Discussion générale. Par motion d'ordre, cite un extrait de presse relatif à la manifestation des Croix du feu et demande quelles mesures seront prises pour maintenir la dignité du parlement, p. 1675, 1676. — Reprise de la discussion générale. Discours : Annonce son intention d'examiner le côté juridique de la question, déclare ne pouvoir se rallier à la déclaration faite par le premier ministre, expose le point de vue du groupe nationaliste flamand; défend l'amnistie et déclare qu'il prendra à nouveau la parole au moment du vote sur les amendements, p. 1689 à 1693. — Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>. Défend l'amendement qu'il présente au dernier alinéa, p. 1698, 1699. — Article 1<sup>bis</sup> qu'il propose par amendement, avec M. Verbist. Défend l'amendement, p. 1700, 1701. — Demande l'appel nominal pour le vote sur cet amendement, p. 1702. — Déclare n'avoir aucune confiance dans les promesses du ministre, p. 1702. — Art. 2. Discours : Invite ses collègues de la droite flamande à examiner avec attention les amendements qu'il présente et tendant à remplacer l'article 2 par une série d'articles nouveaux, qu'il défend, p. 1703, 1704.
- Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937. Motive son vote négatif, p. 1662.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à contracter un emprunt de 150.000.000 de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement

**Van Dieren (suite)**

des gares de Bruxelles-Nord et Midi. M. le président proposant de procéder à un seul appel nominal sur plusieurs projets, déclare que si ce projet-ci avait été voté à part, son groupe aurait voté négativement, mais qu'il votera affirmativement sur l'ensemble, p. 1734.

Interpellation de M. Lohest au sujet du transfert éventuel de certains établissements ressortissant à la défense nationale. Discours, p. 1738.

**Van Eyndonck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

*Doc.* — Proposition de loi relative à la publication des lois. Rapport sur la recevabilité, n° 30.

Proposition de loi complétant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Rapport sur la recevabilité, n° 52.

Demandes de naturalisations. Rapport, n° 216.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Rapport, n° 260.

*Ann.* — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il n'est pas satisfait du projet, qu'il aurait voulu voir instaurer un service aussi bref que possible et allouer une indemnité aux familles nombreuses, mais annonce cependant que son groupe votera le projet pour assurer la paix, p. 228 à 230.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 269. — Discussion des articles du tableau. Article 2, 22°. Propose que le Sénat exprime le vœu de voir résoudre la question des diplômes invalidés de certains instituteurs flamands, p. 278.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 296 à 298. — Déclare renoncer à la parole, se réservant de présenter ses observations à une autre occasion, p. 300.

Budget de l'intérieur pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 445.

Projet et proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer. Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup>. Discours : Défend son amendement et insiste, p. 480, 481. — Retire l'amendement qu'il avait présenté, p. 481.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, estime qu'il est impossible de terminer ce jour même l'examen de ce projet, les membres flamands n'ayant pu prendre connaissance des documents y relatifs, ceux-ci étant rédigés en français; propose de remettre la discussion au mercredi suivant, p. 530, 531. — Discussion générale. Discours : Déclare que son groupe ne pourra voter le projet et s'abstiendra au vote, proteste contre la procédure suivie pour la discussion, p. 551, 552. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discussion d'une motion d'ajournement de M. Vinck. Demande s'il sera encore possible de discuter ce projet le lendemain, p. 1128. — Motive le vote affirmatif de plusieurs de ses collègues flamands sur l'ensemble du projet, p. 1141.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Au nom de son parti, combat la proposition Legrand, estime que la prohibition a eu des conséquences heureuses et que l'État devrait avoir le monopole de la vente de l'alcool; déclare que son groupe votera contre l'article 2 du projet Legrand et demande le renvoi à la commission pour l'élaboration d'un texte plus satisfaisant, p. 1309 à 1311.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de l'emprisonnement de M. Grammens. Observations, p. 1324, 1325.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1594. — Annonce que la commission demande la discussion immédiate de ce projet, p. 1594. — Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur certaines dispositions du projet en discussion, défend le projet, regrette cependant que la Chambre n'ait pas accepté l'amendement qui est présenté au Sénat par MM. Van Dieren et Verbist et déclare qu'il votera affirmativement, p. 1659, 1660.

**Van Eyndonck (suite)**

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion des articles. Article 4 et amendement de M. Orban. Fait remarquer que la Chambre siège le lendemain et pourrait donc statuer encore sur le projet s'il était amendé, p. 1661. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Van Fleteren, sénateur de l'arrondissement de Termonde et Saint-Nicolas.**

*Ann.* — Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion. Observations, p. 84. — Observations au sujet de la suite du débat et du vote, p. 100. — Discussion au sujet de la reprise du débat : Propose la fixation de la discussion en tête de l'ordre du jour du lendemain après-midi, p. 146. — Déclare à M. Carton de Tournai que le rapport sera lu en séance, p. 146.

Budget de la défense nationale pour 1937. Au moment de passer au vote, émet des observations sur la suppression éventuelle de l'article 7, p. 145.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Motion d'ordre de M. Laboulle demandant que le Sénat soit consulté sur la procédure à suivre dans la discussion : Appuie cette motion, p. 174.

Fixation de l'ordre du jour. Observations, p. 333.

Fixation de l'ordre du jour. Séance du 24 décembre. Au moment de reprendre les débats sur les budgets financiers, propose de remettre la discussion à une séance ultérieure, p. 483.

Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Discussion. De nombreuses interruptions étant faites au discours du ministre de la défense nationale, émet l'avis que M. le président n'est pas de taille pour diriger les débats, p. 566. — Après une suspension de séance provoquée par son intervention, s'explique et déclare qu'il n'avait nulle intention blessante à l'égard de M. le président auquel il rend au contraire hommage, mais estime que dans certaines circonstances il est impossible de maintenir l'ordre dans une assemblée aussi houleuse, p. 566.

Remaniement ministériel. Communication du gouvernement au sujet de la démission de M. Vandervelde. Incident soulevé par le discours de M. Van Dieren. Fait un rappel au règlement et estime que le discours de M. Van Dieren constitue une véritable interpellation et demande que le règlement soit appliqué dans ce sens, p. 598.

Interpellation de M. le comte d'Aspremont-Lynden au sujet de la mort du baron de Borchgrave et du recrutement de volontaires pour l'Espagne. Discussion. Par motion d'ordre, proteste contre les attaques dirigées par le comte d'Aspremont-Lynden contre M. Jean Delvigne, p. 663.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boedt au sujet de la mise en disponibilité de M. Vander Vaeren. Observation, p. 983.

Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Discussion générale. Après le discours du premier ministre, propose la clôture, p. 1082.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Par motion d'ordre, rappelle ce projet, et annonce que M. Legrand a fait, à la demande de la commission de la justice, un exposé complet de tous les projets et propositions en présence et que ce problème pourra donc être abordé dès la rentrée du parlement après les vacances de Pâques, p. 1093, 1094. — Après le rejet de l'article 2, annonce que la commission de la justice se réunira le vendredi suivant, p. 1333.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Observation : Propose le renvoi du projet à la commission, p. 1125.

Fixation de l'ordre du jour : Dernière séance avant les vacances de Pâques. Demande que les projets relatifs à l'ordre judiciaire ne viennent pas en discussion pendant la réunion que doit tenir la commission de la justice, p. 1171. — Par motion d'ordre, prie les membres de la commission de la justice de se réunir aussitôt après l'examen des projets relatifs à l'organisation judiciaire, p. 1181.

Proposition de loi modifiant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, modifiée par la loi du 5 juillet 1899. Discussion générale. Observation, p. 1237.

Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. Estime que le vote doit porter sur les conclusions de la commission estimant la proposition non recevable, p. 1238.

**Van Fleteren (suite)**

- Interpellation de M. Minnaert au sujet de la nouvelle loi sur les loyers. Discussion. Discours, p. 1366.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de M. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Fixation de l'ordre du jour. Semaine du 1<sup>er</sup> au 3 juin. Observation, p. 1451.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. M. le président proposant de remettre la discussion des articles au mercredi matin, combat cette proposition, p. 1451. — Discussion des articles. Articles 4 et amendement de la commission. Observation, p. 1463.
- Fixation de l'ordre du jour. Séance du 2 juin. Observation, p. 1488.
- Proposition de loi tendant à la réouverture du délai pour l'introduction de demandes de pensions d'invalidité pour cause de guerre. M. Boon demandant la fixation immédiate du débat, appuie cette demande, p. 1597.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Van Hoestenbergh, sénateur de l'arrondissement de Bruges.**

- Ann.** — Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. Devos et de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Parle en faveur de l'industrie de la pêche et des communications ferroviaires entre Bruges et Zeebrugge, p. 699, 700.
- Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandebulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister, au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Parle de certains grands travaux, notamment aux installations maritimes de Zeebrugge, puis demande avec insistance que le crédit de 18 millions prévu pour les bâtiments scolaires soit accordé sans distinction à l'enseignement libre comme à l'enseignement officiel, p. 1063 à 1065.
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément et à certaines places de juges de paix ou de greffiers de justice de paix. Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>, alinéa 9. Prie le Sénat d'admettre l'amendement qu'il présente, p. 1178.

**Van Isacker, ministre des affaires économiques.**

- Ann.** — Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe de M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Observations, p. 327. — Discours : Commence par déclarer qu'il répondra d'abord aux observations d'ordre général, puis rencontre un certain nombre de points soulevés par les orateurs, notamment en ce qui concerne la question charbonnière et répond à des observations de M. Vander Stegen, p. 330 à 333. — Observations, p. 346 à 348, 350, 356. — Prie les auteurs d'amendements de ne pas insister pour le moment, puis déclare qu'il répondra personnellement aux observations présentées par les différents orateurs et leur promet l'examen bienveillant des questions qu'ils ont soulevées, p. 357. — Discussion des articles du tableau. Art. 18. Prie les auteurs d'amendements de ne pas insister, le gouvernement se proposant de déposer un cahier d'amendements après le vote de tous les budgets, p. 357. — Observations à propos d'un fait personnel de M. Gits, p. 413.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Observations, p. 538, 539. — Discours : Répond aux observations présentées, p. 539, 540.
- Interpellation de M. Spreutel sur : 1<sup>o</sup> la fermeture des Laminaires de Jemappes; 2<sup>o</sup> le chômage partiel provoqué aux Laminaires de Nimy, faute de matière première; 3<sup>o</sup> le chômage qui ne manquera pas d'atteindre d'autres établissements métallurgiques. M. Spreutel demandant l'urgence au début de la discussion du budget du travail et de la prévoyance sociale, accepte cette demande, p. 818. — Discours : Répond à l'interpellation, p. 824 à 826. — Observation, p. 826.
- Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Discours : Répond aux observations du comte de Grunne relatives au dépôt d'un projet définitif sur la matière et estime qu'une nouvelle prorogation ne sera plus nécessaire, p. 1184.
- Projets de loi portant ratification de divers arrêtés royaux relatifs à l'importation, l'exportation et au transit des marchandises. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement accepte l'amendement de la commission et est d'accord avec l'excellent commentaire qui en a été fait dans la seconde partie du rapport, p. 1354.

**Van Laerhoven, sénateur provincial du Hainaut.**

- Doc.** — Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Rapport, n<sup>o</sup> 278.
- Ann.** — Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe de M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Discours : Expose la position des ouvriers mineurs dans le conflit, notamment en ce qui concerne la population wallonne, p. 326, 327. — Observations, p. 328, 329. — Discours : S'occupe, en ordre principal de la question de l'inspection des mines et notamment en ce qui concerne le relèvement des traitements des délégués ouvriers, p. 352, 353.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. Discussion générale. Observations, p. 540.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937 et interpellation jointe de M. le comte de Grunne au sujet de l'application de la semaine de quarante heures dans certaines industries. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur le grand nombre d'ouvriers victimes du caractère limitatif de la loi sur les maladies professionnelles, puis signale les imperfections des lois de cadre relatives à la semaine de quarante heures et sur les congés payés, p. 880, 881.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.
- Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs. Pendant une discussion sur la fixation du débat sur les pensions de vieillesse, insiste pour que le Sénat entame la discussion du projet concernant la pension des mineurs, p. 1714. — Discussion générale. Discours : Indique la portée du projet, demande au ministre d'examiner certains cas particuliers et invite le Sénat à voter le projet, p. 1717.

**Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant.**

- Ann.** — Bureau définitif. Président du Sénat : Propose la candidature de M. Moyersoën, p. 3. — Secrétaires du Sénat : Au nom de la droite, propose la candidature de MM. Leyniers et Mullie, p. 4.
- Questeurs du Sénat. Au nom de la droite, présente les candidatures de MM. J. De Clercq et du comte de la Barre d'Erquennes, p. 4.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Appuie la proposition de renvoi à la commission faite par M. Dierckx, p. 100.
- Budget de la défense nationale et budget de la gendarmerie pour 1937 et interpellation jointe de M. Nèves relative aux anciens combattants et victimes de la guerre. Discussion d'ensemble. Observations, p. 117.
- Budget des affaires étrangères pour 1937 et interpellations jointes de M. Vos sur la politique extérieure du gouvernement et de MM. Demarré et consorts sur l'importation et l'exportation des fruits. Discussion d'ensemble. Observations, p. 141. — Discours : Développe les trois questions importantes qui se posent : le respect de nos engagements, le caractère de notre politique extérieure et l'état de notre sécurité, p. 142 à 144.
- Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion au sujet de la procédure à suivre pour le débat. Estime que cette discussion peut être close, et appuie la demande d'urgence faite par le premier ministre, p. 212. — Discussion générale. Observations, p. 231.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 471, 472, 489.
- Budget des transports pour 1937 et interpellation jointe de M. Devos. Discussion d'ensemble. Observations, p. 590, 591, 604. — Reprise de la discussion du budget et d'une interpellation de M. de Spot. Observations, p. 727. — Discussion générale. Observations, p. 760, 761, 812, 813. — Discussion des articles du tableau. Article 19. Observation au sujet de subsides ultérieurs éventuels, p. 815.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 2 et amendement de M. Van Dieren. Discours : Estime que la question qui se pose est le monopole accordé à la Ligue nationale de médecine préventive et demande que cette question soit réexaminée, p. 965.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 992.
- Interpellation de M. le baron de Dorlodot au sujet du cas Fontaine. M. le baron de Dorlodot demandant par motion d'ordre l'urgence et insistant pour que son interpellation soit portée à l'ordre du jour du mardi suivant : Estime que le Sénat ne peut déclarer l'urgence vu l'absence du ministre compétent, p. 1059.

## Van Overbergh (suite)

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandembulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au Palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Observations, p. 1112.

Politique du gouvernement. Nouveau statut international de la Belgique. Déclaration de M. Spaak, m. af. étr. Discussion : Discours : Annonce que les déclarations des gouvernements français et anglais répondent aux vœux du parlement belge, développe les résultats que la Belgique peut attendre des accords, définit les principes que doit désormais appliquer la Belgique dans sa politique extérieure; préconise ensuite des relations plus étroites avec les Pays-Bas et la préparation technique de l'application de nos accords de garantie; conclut en exprimant sa reconnaissance à la France et à l'Angleterre et convie le Sénat à reconnaître le magnifique succès diplomatique obtenu par le premier ministre et le ministre des affaires étrangères dans leurs négociations, p. 1210 à 1212.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Propose l'ordre du jour pur et simple en conclusion à ces interpellations, p. 1298.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Observation, p. 1317.

Proposition de loi portant application aux membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées et adoptables des mesures prévues par l'article 25 de la loi organique de l'enseignement primaire en ce qui concerne l'application des peines disciplinaires aux instituteurs communaux. Discussion sur la prise en considération : Estime, le rapport venant d'être distribué, qu'il est préférable de remettre le vote au lendemain, p. 1328.

Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Observations, p. 1362, 1383.

Van Roosbroeck, sénateur de l'arrondissement de Malines et Turnhout, secrétaire du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

Ann. — Proclamé, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 269. (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

Doc. — Proposition de loi portant révision de la loi du 9 juillet 1926 sur les conseils de prud'hommes. Développements et proposition de loi, n° 71.

Proposition de loi portant application aux membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées et adoptables des mesures prévues par l'article 25 de la loi organique de l'enseignement primaire en ce qui concerne l'application des peines disciplinaires aux instituteurs communaux. Rapport sur la recevabilité, n° 202.

Projet de loi approuvant la convention internationale concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, adoptée à Genève le 21 juin 1935, par la Conférence internationale du travail, au cours de sa 19<sup>e</sup> session. Rapport, n° 218.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale concernant le travail de nuit des femmes, adoptée à Genève, le 19 juin 1934 par la Conférence internationale du travail, au cours de sa 18<sup>e</sup> session. Rapport, n° 219.

Projet de loi modifiant les arrêtés-lois n° 173 du 8 juin 1935 et n° 211 du 27 novembre 1935 et complétant l'article 31 b de la loi organique de l'enseignement primaire. Rapport, n° 235.

Ann. — Proclamé secrétaire du Sénat, p. 4.

Budget de la justice pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 82.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Réclame la réadaptation des conditions de responsabilité dans les accidents scolaires, l'assurance obligatoire, l'amélioration des barèmes des traitements, la suppression des cumuls, des subsides plus importants aux universités, notamment pour la publication des thèses, p. 189 à 191.

Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 345, 350.

Budget de la dette publique pour 1937. Discussion des articles : Art. 39. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Doriédot, p. 514.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Fait personnel de M. le comte de Grunne : S'explique au sujet des paroles injurieuses qu'il a employées à l'égard de M. de Grunne; se voit infliger un rappel à l'ordre par M. le président, qui le retire après que lui-même a retiré les paroles incriminées, p. 900. — Discussion générale. Discours : Combat les cumuls, parle du mode de calcul des traitements au département du travail et de la prévoyance sociale, critique

## Van Roosbroeck (suite)

certain points défendus par le rapporteur en ce qui concerne les conseils de prud'hommes et parle des élections prud'hommales, p. 924 à 926.

Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royales et des écoles moyennes de l'Etat. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, insiste pour que cet objet soit discuté sans délai, p. 1301.

Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour. Observation sur la priorité de l'ordre du jour pur et simple, p. 1307.

Proposition de loi portant application aux membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables des mesures prévues par l'article 25 de la loi organique de l'enseignement primaire en ce qui concerne l'application des peines disciplinaires aux instituteurs communaux. Discussion sur la prise en considération. M. Van Overbergh demandant de remettre le vote au lendemain, demande qu'il ait lieu immédiatement, p. 1328.

Projet de loi approuvant la convention internationale concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, adoptée à Genève, le 21 juin 1935, par la conférence internationale du travail, au cours de sa 19<sup>e</sup> session. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374.

Projet de loi approuvant la convention internationale concernant le travail de nuit des femmes, adoptée à Genève, le 19 juin 1934, par la conférence internationale du travail au cours de sa 18<sup>e</sup> session. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. Rappel au règlement de M. Rolin au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement : Estime que l'amendement en litige ne peut être représenté, p. 1541.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Discussion au sujet de la fixation des débats. Demande que le rapporteur dépose son travail le 23 juin, que la commission l'examine immédiatement et que le Sénat décide de se réunir en juillet ou en août, p. 1711.

Van Vlaenderen, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

van Zeeland, premier ministre.

Ann. — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Insiste au nom du gouvernement pour que le Sénat se prononce sur le projet pendant la semaine en cours et annonce que la Chambre, dans l'intérêt supérieur du pays, a consenti un effort analogue, p. 210. — Discussion des articles. Discours : Remercie le Sénat de l'effort qu'il vient de faire et en montre l'urgence nécessaire; justifie et commente le projet en discussion et en examine les différents aspects, notamment en ce qui concerne la question linguistique, l'intérêt des familles nombreuses, le point de vue de la politique étrangère et définitivement la position du gouvernement en cette matière; conclut en demandant au Sénat un vote unanime, p. 235 à 239.

Interpellations de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Discours : Répond aux interpellations, p. 570 à 572.

Remaniement ministériel. Au nom du gouvernement, fait une communication au Sénat au sujet du remaniement ministériel qui s'est imposé par suite de la démission de M. Vandervelde, m. s. p., auquel il rend hommage, p. 596, 597.

Interpellations jointes de : 1° M. Pholien sur le rapport de la commission Servais et ses conséquences; 2° de M. De Boodt sur la façon incompréhensible dont s'est acquittée de sa mission la commission d'enquête sur les interventions de crise et les collusions entre la politique et la finance. Discussion de ces interpellations. M. le président lui donnant la parole et des orateurs demandant à parler encore avant lui, se déclare prêt à laisser parler d'abord les divers orateurs inscrits, p. 630. — Discours : Répond aux observations présentées par les interpellateurs, p. 639 à 646.

Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral. Discussion générale. Discours : Se refuse à répondre au discours de M. Van Dieren, puis définit la position qu'il entend prendre en ce qui concerne la campagne électorale qui se prépare; déclare entre autres que, contrairement à ce qui a été avancé,

**van Zeeland (suite)**

il n'entend nullement se servir de la radio, estimant que l'agitation électorale inévitable en cette circonstance ne doit pas s'étendre à tout le pays, p. 1081, 1082.

Interpellation de M. le baron de Dorlodot sur le fait qu'un poste rémunéré au moyen des deniers publics aurait été conféré à M. Pierre Fontaine, auteur de la préface de *Dictionnaire subversif*, de M. Léo Campion. Répond à M. le baron de Dorlodot et déclare que M. Pierre Fontaine ne fait pas partie du personnel de l'Orec, p. 1093.

Projet de loi approuvant la convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte, signée à Montreux, le 8 mai 1937. Dépose ce projet de loi, p. 1446.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Déclare que le gouvernement a pris ses responsabilités, invite ceux qui sont disposés à voter contre le projet à réfléchir aux conséquences de leur vote, déclare que le gouvernement n'a en vue que le renforcement de l'unité belge et invite à nouveau le Sénat à voter le projet en discussion p. 1687, 1688. — Se déclare d'accord avec l'interprétation donnée par M. Vanderpoorten à ses paroles, p. 1695.

**Verbist**, sénateur de l'arrondissement de Malines et Turnhout.

**Doc.** — Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. Rapport sur la recevabilité, n° 91.

**Ann.** — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Fait personnel : Esime que les paroles de M. De Mont pourraient prêter à équivoque et déclare n'avoir pas connaissance du texte de l'accord conclu entre Rex et les nationalistes flamands, p. 27.

Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Demande la modification radicale de l'enseignement normal, estime que les classes surpeuplées doivent disparaître, parle du retard dans le paiement des traitements, de l'insuffisance des subsides aux bibliothèques, de l'enseignement musical et de la paix scolaire, p. 202, 203.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur le recrutement, la milice et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 247.

Interpellation de M. Van Dieren relative à l'application de la loi linguistique en matière administrative. Déclare, au moment du vote sur l'ordre du jour, que le groupe catholique flamand, tout en étant disposé à voter l'ordre du jour pur et simple, n'approuve pas complètement la situation actuelle en matière linguistique, p. 444.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 530.

Interpelle M. le premier ministre avec M. Orban au sujet de l'attitude du gouvernement en matière de politique linguistique et d'application des lois linguistiques et au sujet des mesures qui doivent être prises pour assurer à la collectivité flamande la totalité de ses droits, tant au point de vue moral et culturel qu'économique. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. Van Dieren demandant si cette interpellation est retirée, déclare qu'elle a dû être remise par suite du débat sur l'alcool, mais qu'elle viendra bientôt en discussion, p. 1302.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion des articles. Article 2. Discours : Expose les raisons pour lesquelles son groupe ne peut acquiescer à l'article 2 de la proposition de M. Legrand et demande au Sénat de maintenir la prohibition, p. 1321 à 1323.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures prises par M. le bourgmestre Max à l'occasion de la manifestation flamande du 23 mai. Discours, p. 1402, 1403. — Motion d'ordre de M. Finné au sujet de la manière dont le *Compte rendu analytique* flamand résume les discours flamands : Appuie les observations de M. Finné et déclare qu'elles peuvent également s'appliquer aux *Annales parlementaires*; estime qu'aucun reproche ne peut être adressé au personnel du service flamand, dont il apprécie le dévouement, mais que des mesures s'imposent, p. 1432.

Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées. Discussion générale. Discours : Appuie le projet et signale ses avantages, p. 1522.

Projet de loi tendant à la réorganisation complète de l'enseignement officiel. Discussion générale. Discours : Motive son vote affirmatif et indique sa manière d'envisager le problème scolaire, p. 1528, 1529.

Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman : S'abstient au vote sur cet amendement, p. 1545. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1546.

**Verbist (suite)**

Projets de loi accordant la naturalisation. S'abstient au vote sur l'ensemble des projets, p. 1549.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion au sujet de la fixation du débat : Observation, p. 1595. — Discussion générale. Discours : Regrette que le projet ne soit pas complet, estime que ceux qui refusent d'accorder l'amnistie rendent un mauvais service au pays, p. 1681, 1682. — Discussion des articles. Article 1<sup>er</sup> bis qu'il présente par amendement avec M. Van Dieren : Défend cet amendement, p. 1701. — Demande que le gouvernement donne l'assurance que les mesures nécessaires seront prises, p. 1702. — Article 2 et amendements de M. Van Dieren. Observation, p. 1704.

Proposition de loi portant limitation temporaire du nombre de débits de boissons fermentées à consommer sur place et des débits en détail de boissons spiritueuses. Discussion générale. Discours : Propose l'ajournement de la discussion et motive sa demande, p. 1730.

**Verbrugge**, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

**Ann.** — Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandenbulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux effectués au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Observations, p. 1065.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

**Vergeylen**, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.

**Doc.** — Proposition de loi modifiant les lois des 15 juin 1919 et 16 avril 1929 instituant l'Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre. Rapport sur la recevabilité, n° 29.

**Ann.** — Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.

Budget des affaires économiques pour 1937. Discussion générale. Discours : Intervient en faveur des marchands forains, p. 354, 355.

Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.

Budget des transports pour 1937. Discussion générale. Discours : Approuve la création du département de la santé publique, estime que la sous-alimentation est une cause importante de maladie dans la classe ouvrière, préconise et approuve toutes les mesures prises pour promouvoir l'éducation physique, qu'elles soient d'initiative publique ou privée, et estime que des crédits plus importants devraient être accordés dans ce but, p. 756 à 758.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.

Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Verheyden**, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

**Ann.** — Budget de la dette publique pour 1937. Discussion des articles : Art. 39 : S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.

Interpellations jointes de M. Orban et de M. De Boodt au sujet du cas Vander Vaeren. Vote sur l'ordre du jour pur et simple en conclusion à ces interpellations : S'abstient au vote, p. 1010.

Budget des travaux publics et de la résorption du chômage, budget extraordinaire pour 1937 et interpellations jointes de M. Vandenbulcke au sujet du creusement du canal Ypres-Comines et de M. Rogister au sujet des travaux entrepris au palais de justice de Liège. Discussion d'ensemble. Discours : Traite la question de la pollution des eaux, en particulier de la Geete, puis parle du mauvais état de la voirie dans les communes rurales, p. 1097, 1098.

**Vermeylen**, sénateur coopté.

**Ann.** — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Demande des subsides pour le fonds des écrivains flamands et parle du statut linguistique de l'enseignement primaire, p. 253, 254. — Observations, p. 256.

Budget de la dette publique pour 1937. S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. de Dorlodot, p. 514.

**Vermeulen (suite)**

- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.
- Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, M. Van Roosbroeck demandant que cet objet soit discuté sans délai, appuie cette demande, p. 1301. — Demande que ce projet soit fixé à l'ordre du jour du lendemain mercredi 26 mai, p. 1373.
- Projet de loi modifiant, notamment en ce qui concerne le statut des chargés de cours et professeurs, la loi du 15 juillet 1849, organique des universités de l'Etat. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour demande que cet objet soit porté à l'ordre du jour du jeudi 27 mai, p. 1374.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : S'efforce de faire comprendre au Sénat l'état d'esprit des activistes, estime que l'amnistie s'impose et annonce qu'il approuvera l'amendement du gouvernement, p. 1674, 1675.

**Vigneron**, élu sénateur provincial de Liège, le 26 janvier 1937, en remplacement de M. Lifrange, décédé.

- Ann.* — Vérification de ses pouvoirs, p. 556. — Prête serment, p. 556.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Par motion d'ordre, s'élève contre les paroles prononcées par un sénateur, selon lesquelles de nombreux officiers professeraient des opinions fascistes, p. 591.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 2 et amendement de M. Van Dieren. Observation, p. 965.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1142.
- Projet de loi autorisant la S. N. C. F. B. à contracter un emprunt de 150 millions de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.
- Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office central de la petite épargne par la loi du 17 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1736.

**Vinck**, sénateur provincial du Brabant, 1<sup>er</sup> vice-président du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

*Ann.* — Proclamé, par acclamations, premier vice-président du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

- Ann.* — Proclamé, par acclamations, premier vice-président, du Sénat, p. 3.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Emet certaines critiques sur les rapports entre les provinces et les communes, puis attire l'attention sur la question des intercommunales, p. 414, 415.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Motion d'ordre de M. de Dorlodot demandant à nouveau la remise des débats. Observations, p. 498.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Au moment où le débat va être abordé, propose de procéder d'abord au vote sur plusieurs projets déjà examinés, p. 542. — Discussion générale. Observation : demande que le Sénat veuille suspendre la séance quelques instants pour permettre au groupe socialiste de se concerter, p. 552. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Ajournement du Sénat au moment des vacances du nouvel-an. A la fin de la séance de nuit du 30 décembre 1936, se fait l'interprète du Sénat pour présenter au président les vœux de l'assemblée, p. 554.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. A l'occasion d'un rappel au règlement fait par le baron de Dorlodot, demande la parole pour une motion d'ordre, p. 580.
- Remaniement ministériel. Communication du gouvernement. M. Van Dieren, au nom de l'opposition, faisant des remarques sur la communication du gouvernement, proteste contre

**Vinck (suite)**

- la manière dont le règlement est appliqué par M. le président, p. 597. — Incident soulevé par le discours de M. Van Dieren. Explique son point de vue, p. 598.
- Interpellations jointes de M. Pholien et de M. De Boodt au sujet du rapport et des activités de la commission Servais. Discussion d'ensemble de ces interpellations. Observation, p. 641. — Discours, p. 650.
- Interpellation de M. le baron de Dorlodot au sujet de la mort du baron de Borchgrave en Espagne. Rappel au règlement fait par M. de Grunne, déclarant qu'il voulait traiter la semaine précédente la question qu'il vient d'aborder dans son discours. Estime qu'il ne s'agit pas d'un rappel au règlement, puisque cela n'a pas rapport à la séance de ce jour, p. 680.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. M. Bouilly ayant proposé de clôturer la liste des orateurs, appuie cette proposition, p. 776.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Au nom du groupe socialiste, demande la remise de la discussion à huitaine, p. 1126. — Observation, p. 1128. — Précise sa proposition tendant à ce que la commission puisse délibérer et déclare être d'accord pour le vote du projet le lendemain, p. 1128.
- Interpellations jointes de MM. De Boodt et consorts et de M. Heyndels au sujet des conséquences de l'application de la loi sur les margarines. Vote sur les ordres du jour. Observations au sujet de la priorité de l'ordre du jour pur et simple, p. 1307.
- Projet de loi de protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Estime que ce n'est pas la loi de 1919 qui est mauvaise, mais bien son application; combat le projet Legrand qu'il estime inefficace, puis préconise le renvoi du projet Legrand à la commission en vue de l'élaboration d'un nouveau texte qui serait soumis au Sénat en octobre, p. 1279, 1280. — Par motion d'ordre, propose d'épuiser la discussion ce jour même et de procéder au vote le lendemain, à 3 heures, p. 1311.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires. Vote en seconde lecture. Article 9 et amendement de M. Temmerman. Rappel au règlement de M. Rolin au sujet de l'interprétation de l'article 54 du règlement. Partage l'avis de M. Rolin, p. 1541. — Combat la thèse développée par M. Crockaert et estime à nouveau que l'amendement en litige ne peut être admis, p. 1542.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion au sujet de la fixation du débat. Observations, p. 1595, 1596.
- Proposition de loi tendant à permettre aux militaires ayant participé à la campagne 1914-1918, atteints de tuberculose, de faire valoir leurs droits à la pension d'invalidité prévue par les lois coordonnées sur les pensions militaires. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour, se déclare d'accord avec M. Cools, rapp., pour que cette proposition soit discutée avant les vacances des Chambres, p. 1596.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

**Volckaert**, sénateur de l'arrondissement de Mons et Soignies, questeur du Sénat.

2<sup>e</sup> session extraordinaire de 1936.

*Ann.* — Proclamé, par acclamations, questeur du Sénat, p. 209 (séance du 27 octobre 1936).

Session ordinaire de 1936-1937.

- Doc.* — Proposition de loi sur le régime fiscal des actes judiciaires. Rapport sur la recevabilité, n° 16.
- Proposition de loi relative à la réinscription des membres du barreau. Rapport sur la recevabilité, n° 17.
- Dotation sénatoriale pour 1937. Rapport, n° 74.
- Projet de loi approuvant le traité signé à Londres le 22 novembre 1934 et modifiant la frontière entre le territoire du Ruanda-Urundi et celui du Tanganyika. Rapport, n° 220.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques, adoptée à Genève, le 21 juin 1934, par la conférence internationale du travail. Rapport, n° 221.
- Projet de loi approuvant l'avenant au traité de commerce entre la République tchécoslovaque et l'Union économique belgo-luxembourgeoise du 28 décembre 1925, signé à Prague, le 4 décembre 1935. Rapport, n° 222.
- Proposition de loi portant limitation temporaire du nombre des débits de boissons fermentées à consommer sur place et des débits en détail de boissons spiritueuses. Rapport sur la recevabilité, n° 240.

## Volckaert (suite)

- Ann.* — Réélu questeur du Sénat, p. 4.
- Bureau définitif. Secrétaires du Sénat. Au nom du groupe socialiste, présente la candidature de MM. Van Roosbroeck, Matagne et Doutrepoint, p. 4.
- Budgets. Procédure à suivre pour leur discussion. Estime que pour la discussion des budgets, les groupes importants auraient le droit de désigner deux orateurs mandatés, tandis que les autres groupes pourraient en désigner un seul, p. 11. — A l'occasion de la fixation d'une interpellation, insiste pour que ces discussions interminables cessent et que le Sénat s'occupe de l'examen des budgets, qui est la fonction essentielle du parlement, p. 653.
- Interpellations de M. le baron de Dorlodot, de MM. Van Dieren et Finné, de MM. Rolin et Vos, relatives au conflit espagnol. Observations. Prie M. le baron de Dorlodot de préciser sa pensée quand il parle de l'ancien gouvernement de Madrid, p. 40.
- Projet de loi sur les incompatibilités parlementaires et ministérielles. Discussion générale. Observations, p. 82. — Observation au sujet de la suite du débat et du vote, p. 100.
- Budget de la défense nationale pour 1937. Au moment de passer au vote, émet des observations sur la suppression éventuelle de l'article 7, p. 145.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Observation au sujet de la fixation de la discussion, p. 333. — Discussion générale. Observations, p. 392.
- Fixation de l'ordre du jour. Indique les objets qu'il estime devoir être discutés avant la Noël, notamment les budgets des voies et moyens et de l'intérieur, p. 333. — Indique les motifs pour lesquels il insiste pour la discussion du budget de l'intérieur, p. 333. — Proteste contre la hâte apportée à la discussion des budgets et demande si le Sénat siègera entre la Noël et le nouvel an, p. 337.
- Interpellation de M. Delvaux au sujet de la légalité d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial de Liège. Observations, p. 372.
- Interpellation de M. Van Dieren relative à l'application des lois linguistiques en matière administrative. M. Van Dieren protestant contre le vote en premier lieu sur l'ordre du jour pur et simple, déclare que le vote est acquis, p. 444.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Motion d'ordre de M. De Boodt proposant la levée de la séance, estime qu'il n'est pas possible de terminer la séance à 6 heures, p. 493. — S'abstient au vote sur l'amendement de M. Rolin repris par M. le baron de Dorlodot, p. 514.
- Budget des colonies pour 1937 (dépenses métropolitaines). Discussion générale. Discours : Déclare que la commission demande que, à l'avenir, les deux budgets relatifs à la colonie soient déposés en même temps, p. 525.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Avant la discussion générale, fait une observation sur la discussion immédiate du projet, p. 542.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vigneron. Votes sur les ordres du jour déposés en conclusion à ces interpellations. Fait remarquer qu'il est d'usage d'accorder la priorité à l'ordre du jour pur et simple, p. 579. — Motion d'ordre de M. Vigneron. Observations, p. 591.
- Budget des transports pour 1937 et interpellations jointes de M. de Spot. Discussion d'ensemble. Discours : Demande des explications au sujet de l'emploi des sommes prévues au budget pour la propagande touristique, p. 723. — Observations, p. 727. — Discussion des articles. Article 38 : Estime, avec le comte de la Barre d'Erquelinnes, qu'on peut faire confiance au ministre, p. 728.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Motion d'ordre de M. Renard demandant de poursuivre la discussion de ce budget le lendemain, p. 776.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion générale. Observation au sujet de la suite des débats, p. 915.
- Budget de l'agriculture pour 1937. Discussion générale. Motion d'ordre de M. le comte de Grunne demandant l'appel nominal pour faire constater que le Sénat n'est plus en nombre. Prie le Sénat de ne pas adopter la proposition d'appel nominal faite par M. le comte de Grunne, p. 1039.
- Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. Discussion générale. Discussion d'une motion d'ajournement de M. Vinck. Déclare se rallier à la proposition du ministre de voter le projet le lendemain, p. 1127.

## Volckaert (suite)

- Interpellation de M. Demarré au sujet de l'émission, par la Société nationale des Chemins de fer belges, de tickets rédigés en français et délivrés à des pèlerins limbourgeois. Observation au sujet de l'opportunité de cette interpellation, p. 1256.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Au moment où la discussion générale va être reprise, propose de limiter la durée des discours, p. 1307.
- Budgets coloniaux. Discussion d'ensemble. Discours : Examine le point de savoir si le budget pour 1937 a réalisé les résultats escomptés en 1936; examine les différents postes du budget, notamment en ce qui concerne les lourdes charges qui le grèvent, et parle du statut des fonctionnaires et agents coloniaux, des contrats d'emploi dans la colonie et du budget du Ruanda-Urundi, p. 1337 à 1342. — Observations, p. 1350.
- Projets de loi portant ratification de divers arrêtés royaux relatifs à l'importation, l'exportation et au transit des marchandises. Discussion générale. S'étonne de l'absence du ministre des affaires économiques, et exprime le désir de connaître l'avis du gouvernement sur les observations que M. Pholien vient de présenter, p. 1350. — Propose, avec M. Rubbens, m. c., la remise du débat, p. 1350.
- Projet de loi approuvant l'avenant au traité de commerce entre la République tchécoslovaque et l'Union économique belgo-luxembourgeoise du 28 décembre 1925, signé à Prague, le 4 décembre 1935. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374.
- Projet de loi approuvant le traité, signé à Londres, le 22 novembre 1934, modifiant la frontière entre le territoire du Ruanda-Urundi et celui du Tanganyika. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374.
- Projet de loi portant approbation de la convention internationale concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques, adoptée à Genève, le 21 juin 1934, par la Conférence internationale du travail. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 1374.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet de la manifestation flamande du 23 mai. S'abstient au vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist, p. 1420.
- Fixation de l'ordre du jour : Semaine du 1<sup>er</sup> au 3 juin 1937. Observations, p. 1451.
- Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. M. le président proposant de remettre au mercredi matin la discussion des articles, fait remarquer qu'une réunion du groupe socialiste devant avoir lieu ce matin-là, il ne sera pas possible de procéder à des votes, p. 1451.
- Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéficiaires de certaines spéculations monétaires. Vote en seconde lecture : Article 9 et amendement de M. Temmerman : Demande l'appel nominal pour le vote sur l'amendement, p. 1544.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables, ainsi que des écoles normales libres agréées. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1547.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Fait diverses observations au sujet de la mise à l'ordre du jour de ce projet, p. 1451. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 1661.

## Vos, sénateur provincial d'Anvers.

- Ann.* — Budget de la justice pour 1937 et interpellation jointe de M. de Grunne relative à l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement rexiste. Discussion d'ensemble. Observations, p. 23.
- Interpelle avec M. Rolin M. le ministre de la justice sur sa circulaire ministérielle relative à l'enrôlement de volontaires pour l'Espagne et sur l'expulsion des prêtres espagnols José Gallegos et Leocadio Lobo. Fait une courte déclaration, p. 51.
- Interpelle M. le ministre des affaires étrangères au sujet de l'orientation de notre politique étrangère, après la dénonciation unilatérale du traité de Locarno, ainsi qu'au sujet de la portée des engagements contractuels de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité et de maintenir la paix. Discussion de son interpellation et de celle de MM. Demarré et consorts, pendant la discussion générale du budget des affaires étrangères, auquel elles sont jointes. Observations, p. 149. — Développe son interpellation, p. 150 à 153.
- Budget des affaires économiques pour 1937 et interpellation jointe de M. Vander Stegen au sujet de la politique charbonnière du gouvernement. Discussion d'ensemble. Discours : Se rallie à certaines observations de MM. Vander Stegen et Godding, mais n'est pas d'accord au sujet de la corrélation entre l'industrie minière et l'économie nationale; défend les intérêts du port d'Anvers, p. 325, 326.

## Vos (suite)

- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1937. Discussion des articles du tableau. Article 2 et amendement de M. Van Dieren : S'abstient au vote sur cet amendement, p. 966.
- Proposition de loi relative à la non-application de l'article 526 du Code pénal sur la destruction ou la mutilation de monuments publics. S'abstient au vote sur la recevabilité de cette proposition, p. 1239.
- Interpellation de M. Van Dieren au sujet des mesures prises par M. le bourgmestre Max à l'occasion de la manifestation flamande du 23 mai. Vote sur l'ordre du jour de MM. Van Dieren et Verbist. Motive l'abstention du groupe socialiste, p. 1411. — S'abstient à ce vote, p. 1420.
- Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. Discussion générale. Discours : Se déclare d'accord en principe avec la non-intervention, mais estime qu'elle est appliquée unilatéralement, et déclare que son groupe ne peut voter le projet dans sa forme actuelle, p. 1593, 1594.
- Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919. Discussion générale. Discours : Approuve le projet, déclare qu'il le votera et fait diverses observations en son nom personnel, p. 1670 à 1673.

## W

## Wauters, ministre de la santé publique.

- Ann.** — Projet de loi apportant des modifications à la loi organique du 10 mars 1925 ainsi qu'à la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique. Dépose ce projet de loi, p. 689.
- Budget de la santé publique pour 1937. Discussion générale. Observations, p. 733, 759. — Discours : Estime indispensable de préciser clairement les principes qui sont à la base de l'action gouvernementale en matière de santé publique, afin de dissiper certaines équivoques et de rapprocher les divers points de vue, p. 768 à 775. — Motion d'ordre de M. Renard demandant de poursuivre le lendemain la discussion de ce budget : Fait remarquer qu'il devrait assister à 5 heures à un conseil des ministres, p. 776. — Reprise du débat. Observations, p. 780, 785, 791, 803, 808. — Discours : Répond aux observations présentées par les orateurs, p. 810 à 813. — Discussion des articles du tableau. Article 17 : Regrette de ne pouvoir accepter l'amendement présenté par la commission, mais espère que dans le courant de l'année il pourra être donné satisfaction à la commission, p. 814. — Article 19 : Déclare à nouveau ne pouvoir accepter aucun amendement comportant une augmentation de dépenses, p. 814. — Marque son accord avec une déclaration de M. Van Overbergh au sujet des subsides ultérieurs éventuels, p. 815.
- Projet de loi créant l'ordre des médecins. Dépose ce projet, p. 1276. — En déposant ce projet, annonce le dépôt prochain d'un projet créant l'ordre des pharmaciens et exprime le désir que ce projet soit examiné par la commission de la santé publique en même temps que celui relatif à l'ordre des médecins et les propositions d'initiative parlementaire relatives au même objet, p. 1276.
- Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Discussion générale. Discours : Désire dissiper un malentendu qui semble s'être produit, en ce qui concerne la position du gouvernement à l'égard de la proposition dont la Haute Assemblée est saisie; souscrit à la déclaration faite par le ministre de la justice au début de la discussion et déclare

## Wauters (suite)

- que le gouvernement estime que la législation actuelle doit être modifiée; estime les raisons pour lesquelles il trouve le projet Legrand inacceptable, p. 1317 à 1319.
- Projet de loi créant l'ordre des pharmaciens. Dépose ce projet de loi, p. 1380.
- Interpellation de M. Bourguignon : a) à M. le ministre de la justice au sujet du placement et de la surveillance des enfants anormaux; b) à M. le ministre de la santé publique au sujet du placement et du contrôle des orphelins placés soit par le fonds commun, soit par les commissions d'assistance publique, ainsi qu'au sujet des mesures actuellement prises pour réaliser le contrôle total de tous les établissements qui à un titre quelconque s'occupent de l'enfance ou de l'adolescence quel que soit le nombre d'enfants; c) à M. le ministre de l'intérieur au sujet de sa politique relative aux problèmes posés par la protection générale de l'enfance et de la santé publique. Discussion d'ensemble. Observation, p. 1553. — Répond, en ce qui le concerne, à l'interpellation, p. 1556, 1557.

## Y

## Yernaux, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

- Ann.** — Budget de l'instruction publique pour 1937. Discussion générale. Discours : Déclare le surpeuplement des classes, notamment dans la région de Charleroi, demande que l'inspection médicale scolaire soit effective et préconise la prolongation de la scolarité, p. 250, 251. — Observations, p. 268, 269.
- Budget de l'intérieur pour 1937. Discussion générale. Discours : Parle des traitements et pensions des agents communaux, ainsi que des allocations familiales de ces agents, du fonds des communes, des budgets communaux, des subsides de l'Etat, etc., p. 376 à 380.
- Budgets financiers pour 1937 et interpellation jointe de M. Harmegnies sur l'application de la taxe de crise. Discussion générale d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur les revendications des agents des contributions, sur l'état des finances communales, et intervient en leur faveur, p. 489, 490.
- Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 553.
- Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 554.
- Interpellations jointes de M. Demets et de M. De Mont au sujet du cas Vignerou. M. Delvaux l'ayant accusé d'une imputation insultante pour le groupe rexiste, nie que les paroles incriminées aient été prononcées, p. 578.
- Interpelle MM. les ministres de l'instruction publique et de l'intérieur sur les conditions dans lesquelles a été installée la troisième classe de l'école communale pour filles à Boignée. Motion d'ordre de M. le baron de Dorlodot au sujet de la discussion de cette interpellation. M. le président déclarant que la discussion peut être remise à une date ultérieure, déclare que si la discussion en est remise, son interpellation n'aura plus de raison d'être, p. 1503. — Discussion : Développe son interpellation, p. 1558 à 1560. — Observations, p. 1560 à 1562. — Répond au ministre de l'instruction publique et au baron de Dorlodot, p. 1562, 1563.
- Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées. Discussion générale. Discours : Au nom d'une partie de la gauche socialiste, estime que le projet favorise l'enseignement libre, alors que seule la liberté subsidiée pouvait emporter leur adhésion, p. 1523, 1524. — Observations, p. 1524.